

Nouvelle offensive de la guérilla au Salvador

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4F

Abonnement 1984 : France, 420 fr. ; Belgique, 480 fr. ; Suisse, 520 fr. ; Espagne, 110 pes. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 270 ¥ ; Royaume-Uni, 120 £. ; Pays-Bas, 120 G. ; Grèce, 120 dr. ; Turquie, 120 L. ; Portugal, 120 esc. ; Espagne, 110 pes. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 270 ¥ ; Royaume-Uni, 120 £. ; Pays-Bas, 120 G. ; Grèce, 120 dr. ; Turquie, 120 L. ; Portugal, 120 esc.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
C.C.P. 4387 - 25 PARIS
Tél. : 248-72-23

Les auteurs du putsch au Nigéria

Une leçon décourageante

Une fois de plus, des militaires africains ont décidé de retirer à des civils qu'ils jugent incompétents et corrompus l'exercice du pouvoir. Dans le cas du Nigéria, leurs critiques ne sont pas sans fondement. Depuis leur retour au pouvoir, voilà quatre ans, les autorités élues de cette grande Fédération n'avaient su ni enrayer une grave crise économique ni assainir des mœurs politiques assez dépravées. Le général Buhari, qui, jusqu'à nouvel ordre, semble être le principal instigateur du coup d'Etat, peut donc, sans risque de déplaire, prôner davantage de prudence et de rigueur dans la gestion de cette mosaïque de peuples que constitue le géant de l'Afrique occidentale.

Mais la leçon ainsi donnée par les généraux nigériens n'est pas moins décourageante. Tout d'abord parce que, en 1979, les militaires avaient remis le pouvoir aux civils en prenant assez de précautions pour éviter toute effusion de sang, réussissant ainsi une opération qui avait considérablement contribué à relever le prestige de leur pays. Ensuite parce que le gouvernement de M. Shagari n'avait pas que des torts. Il était parvenu à maintenir la paix civile et à organiser de nouvelles élections, l'été dernier, même si la régularité de ces scrutins a été contestée.

Surtout, rien ne dit que les militaires nigériens, qui en sont à leur quatrième putsch réussi, sont de meilleurs gestionnaires que les civils. Leur treize années passées au pouvoir ne l'ont pas prouvé. Il est vrai que les plans d'austérité de M. Shagari n'ont pas, non plus, produit les résultats escomptés. Les dernières mesures prises par le pouvoir civil, tout en étant très impopulaires, n'avaient cependant pas été jugées suffisantes, faute d'une dévaluation, par le Fonds monétaire international, qui avait refusé à Lagos un nouveau prêt.

En tout état de cause, l'explication de ce dernier coup d'Etat par la corruption et l'incompétence est peut-être un peu courte. Il est vrai que la population, en ne réagissant pas au changement de pouvoir, paraît ainsi manifester sa désaffection à l'égard du régime déchu. Mais, d'un autre côté, il est difficile d'imaginer que d'autres intérêts ne soient pas en jeu, tant le putsch semble avoir été préparé avec minutie. Apparemment, le général Buhari et ses acolytes n'ont pas agi sur un simple coup de tête. Il se pourrait même qu'ils aient tablé sur une réaction favorable des milieux financiers occidentaux afin d'asseoir leur pouvoir. Entre-temps, qu'ils soient militaires ou civils, les dirigeants de la puissance pétrolière d'Afrique noire n'ont toujours pas démontré leur capacité à sortir le pays de l'ornière.

AU TCHAD

**M. Hissène Habré
s'attend
à une attaque
de ses adversaires**

LIRE PAGE 30

entendent lutter contre la corruption

*La crise économique
a eu raison du régime civil
instauré il y a quatre ans*

Le calme semble régner à Lagos après l'instauration d'un gouvernement militaire qui a dénoncé « l'incompétence et la corruption » de l'administration Shagari. Toutes les communications demeurent cependant coupées avec la capitale fédérale.

L'image mythique de la plus grande « démocratie » du continent africain vient de s'effondrer, brutalement, à la suite d'un communiqué lu sur les ondes de la radio nationale, par un général de brigade.

En Afrique, où la quasi-totalité des pays sont gouvernés par des régimes militaires ou des autocraties civiles, l'« expérience » nigérienne était exemplaire depuis le 1^{er} octobre 1979, date à laquelle M. Shagari avait été élu premier président de la seconde République fédérale, à l'occasion d'un scrutin mé-

tant fin, avec leur accord, à la présence, pendant treize ans, des militaires au pouvoir.

Pendant un peu plus de quatre ans, ce pays d'environ 90 millions d'habitants - soit le cinquième de la population du continent - aura fait figure de modèle, tant par un multipartisme authentique que par la nature de ses institutions ou la liberté - relative - de sa presse.

Une vraie démocratie en effet, « à l'africaine », sans doute, mais la plus proche à bien des égards de la forme que donnent généralement à ce concept les Occidentaux.

Els de justesse en 1979 - il ne disposait que de 700 000 voix d'avance sur son rival, le chef Awolowo, - le président Shagari, paradoxalement, était plus fort au moment où il est tombé.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 3.)

Les attentats de la Saint-Sylvestre viseraient la politique française au Proche-Orient

*Les pouvoirs publics renforcent les mesures de sécurité
et tentent d'enrayer l'engrenage de la peur*

Les auteurs des deux attentats meurtriers, qui ont eu lieu samedi 31 décembre aux environs de 20 heures, à la gare Saint-Charles de Marseille, et dans le T.G.V. Marseille-Paris, n'étaient toujours pas identifiés lundi en fin de matinée. Dans l'entourage du ministre de l'Intérieur, on laisse entendre que ces actes visent la France pour sa politique au Proche-Orient.

Le double attentat aveugle du 31 décembre n'est pas une surprise et, cependant, il était impensable. Cette affirmation paradoxale résume, à elle seule, le trouble qu'inocule, dans nos sociétés démocratiques relativement stables, cette guerre sans nom.

Le piège est tendu : s'attachant à ce que l'attentat n'ait plus de sens, d'autre signification que le seul crime, ses auteurs ou commanditaires ne laissent plus qu'un bouc émissaire : l'Etat. C'est alors la litane des questions en forme d'accusation : que fait la police ? Pourquoi n'a-t-on rien pu empêcher ? Or il faut savoir que l'« impuissance » de la France face au terrorisme n'est que relative et reconnaitre que des résultats notables ont été obtenus par les services de police.

Que faire, donc ? La lutte antiterroriste ignore le flagrant délit, sauf à compter sur la chance. Tout se joue en amont, dans un travail lent et patient, rien moins que spectaculaire. Après la vague de l'été 1982, la priorité politique en la matière, symbolisée par une intervention télé-

visée du président de la République en août, s'est manifestée à trois niveaux.

Le premier mêle la diplomatie au contre-espionnage. Puisque le terrorisme dans l'Hexagone est, en grande part, une extension du théâtre proche-oriental, il faut essayer de peser sur les pays et les organisations qui, peu ou prou, l'alimentent ou le tolèrent. Ce fut la tâche, discrète, de M. François de Grossouvre, chargé de mission auprès de M. Mitterrand. Il y eut ainsi des contacts avec l'Irak et la Syrie, deux pays dans lesquels s'abritaient alternativement Abou Nidal, dissident palestinien et prestataire de services en terrorisme international. Il y eut aussi des rencontres, notamment en décembre 1982 et à Paris, avec Abou Iyad, numéro deux du Fath, fidèle de Yasser Arafat.

Le second niveau est purement policier. Caches d'armes découvertes, longues filatures de Toulouse à Paris, treize arrestations : en janvier 1982, les services de police peuvent, à juste titre, estimer avoir neutralisé la mouvance Action directe qu'ils disent alors avoir « pratiquement démantelée ».

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

Guerre

Le terrorisme moderne, on l'a dit, est une forme de guerre non déclarée. Les combats qu'il livre ne peuvent l'être que dans l'ombre de l'anonymat.

Quand un peuple est, de la sorte, attaqué, il doit se défaire même de ses émotions. Rien ne saurait plus satisfaire l'ennemi qu'une nation affolée, terrorisée : c'est son but. Dans cette guerre, pour le peuple attaqué, la dignité, cela peut donc aller jusqu'à encaisser l'horreur.

Le champ de bataille, c'est celui de la psychologie des Français. La peur serait une trahison.

BRUNO FRAPPAT.



L'AGE D'OR DU JAPON

L'époque Heian 794-1192.

Par Rose Hempel

L'époque Heian (794-1192) retracée dans cet ouvrage est considérée comme la plus japonaise de toute l'histoire de l'Empire du soleil levant. Une étude magistrale, abondamment illustrée. 200 illustrations dont 40 en couleurs.

Collection « L'âge d'or des civilisations ». 254 pages - 450 F.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Annulation et dissuasion : deux méthodes du Conseil constitutionnel pour défendre les libertés

Lire page 6 le point de vue d'OLIVIER DUHAMEL.

Une loi va réglementer l'expérimentation des médicaments sur l'homme

Lire page 8 l'article de JEAN-YVES NAU.

Les marchés financiers en 1983

Lire pages 15 à 18 le dossier établi par FRANÇOIS RENARD, ANDRÉ DESSOT et SERGE MARTI.

RÉTROSPECTIVE A LA CINÉMATHEQUE

Le Japon en cinq cents films

Sans tentatives ni même l'accueil d'une délégation officielle, la Cinémathèque française s'apprête à inaugurer la plus importante rétrospective jamais consacrée à un seul pays : cinq cents films japonais seront projetés dans les salles de Chaillot et du Centre Georges-Pompidou, à partir du mercredi 4 janvier 1984 et jusqu'à fin juin 1985. Hiroko Goveers, déléguée permanente du cinéma japonais à Paris, en assure la coordination.

Tout a commencé vraiment avec la visite à Tokyo, en mars 1982, de M. François Mitterrand, qui accompagnait M. Jack Lang, ministre de la Culture. Puisqu'il est convenu de développer les échanges culturels entre les deux pays, le cinéma doit figurer en bonne place.

Après le Festival de Cannes, la même année, Coste-Gevras, président de la Cinémathèque française, M^{me} Kashiko Kawakita (directrice du Japan Film Council Library, qui, en trente ans d'une activité prodigieuse, a fait connaître le cinéma japonais au monde entier), plus des représentants du ministère des relations extérieures et d'Unifrance Film, ainsi qu'Hiroko Goveers, se réunissent à Paris pour définir les grandes lignes

de cet échange cinématographique franco-japonais.

La France présente d'abord à Tokyo un choix de films français des années 30-40, en deux tranches. La première a été montrée en septembre et en octobre 1983, la seconde est prévue pour février-mars 1984. Un catalogue illustré de 168 pages est publié à l'occasion, avec le générique complet de chaque film dans notre langue.

La rétrospective japonaise à Paris va prendre, elle, des dimensions inusitées. Dès le départ, Hiroko Goveers suggère deux cents titres. Il faut voir grand : « En cherchant en Europe, aux Etats-Unis, au Japon surtout, dit-elle, nous constatons qu'en fait cinq cents titres sont disponibles et devraient être retenus pour une rétrospective digne de ce nom. Pour les films réalisés avant 1945, nous programmons tous ceux dont il existe encore des copies, ils ne sont pas tellement nombreux. »

Ce panorama s'étendra donc sur dix-huit mois et sera réparti sous trois rubriques qui parleront de chaussons en fonction de la disponibilité des copies, mais respectant en principe un plan précis.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 19.)

idées

CULTURE ET DÉVELOPPEMENT

Les richesses de la société de communication

par ANDRÉ DANZIN (*)

L'HOMME, riche de ses sondes spatiales et marchant sur la Lune, maître du feu nucléaire, doué d'ubiquité par l'aviation à réaction et les télécommunications, l'homme lecteur et récepteur de messages biologiques qui conditionnent la vie, retrouve la méditation de Pascal sur sa petitesse. Ce constat d'humilité pourrait nous amener au désespoir et au nihilisme, à moins que nous ayons choisi de renouveler le schéma par la création d'une force de méditation qui serait la main invisible derrière toutes ces transformations, animée de la volonté de conduire l'évolution vers l'émergence de l'esprit.

Sans aborder ce versant métaphysique de la réflexion - auquel, cependant, nul ne peut échapper - il est permis de rester dans le droit fil de la pensée scientifique moderne pour dire que nous pouvons aujourd'hui enrichir l'idée d'évolution par plusieurs observations du domaine expérimental. Elles contiennent beaucoup d'espérance.

Tout se passe, en effet, comme si l'évolution du monde minéral, du monde vivant, et, depuis l'apparition de l'homme, de la société, était le produit d'un jeu entre le hasard et la nécessité, comme disait Jacques Monod. Mais, selon nos concepts nouveaux, ce jeu aurait un sens, une direction et une signification (1). Contrairement à ce que croyait Einstein, il se confirme bien que « Dieu joue aux dés » mais « il connaît la règle et sait qu'il va gagner » (2). La règle, c'est l'accumulation constante de l'information, c'est la croissance de la néguentropie. A partir d'un certain état d'information de la nature minérale, vivante et sociale, le temps s'écoule en augmentant la quantité d'informations fixées sur la matière grâce à l'appartenance (3).

Le phénomène s'accomplit lentement, à notre échelle de temps, mais combien puissamment, dans la formation des galaxies et des planètes, et il s'accélère lorsque apparaît la vie; il atteint sa pleine puissance avec l'accumulation du savoir par l'homme grâce aux inventions successives du langage articulé, de l'écriture, de l'imprimerie, et, tout récemment, de l'électronique, des télécommunications et de l'informatique.

Un immense espoir

La crise que connaît aujourd'hui l'humanité se décrypte alors comme une poussée nouvelle de complexification (4), et comme un appel vers plus de conscience, plus de responsabilité, plus de solidarité.

Cette crise doit être comprise comme les douleurs de l'enfantement d'une nouvelle civilisation, la « société de la communication », dans laquelle la matière principale sera - est déjà dans les pays les plus avancés - l'information, la connaissance, le savoir. Une société où prédomineront les consommations de nature immatérielle qui sont le propre de l'homme et qui débouchent sur l'annonce d'une nouvelle croissance, car il n'y a pas de borne

aux activités de caractère esthétique, intellectuel et spirituel.

Il y a là un immense espoir pour les pays en voie de développement, car les caractéristiques de cette « civilisation de la communication », qui renouvelleront notre culture, recouperont et amplifieront les modèles de représentation et les valeurs qui font partie de l'héritage spirituel de l'humanité la plus ancienne. L'âge de l'information est culturellement plus proche de « l'âge agricole » et « l'âge industriel » que de « l'âge atomique » si traumatisant pour les traditions et les mentalités des pays du Sud.

Il faut donc souhaiter que les pays du Nord aillent jusqu'au bout de leur conversion, qu'ils franchissent vite et complètement la frontière qui sépare les aspirations portées essentiellement vers les consommations matérielles des besoins préférentiels en consommations de nature immatérielle. Mais ces considérations d'ordre philosophique ont aussi beaucoup d'applications pratiques pour les pays qui aspirent au développement, y compris pour la couverture de leurs besoins matériels élémentaires.

Puisque nous reconnaissons la prépondérance des facteurs culturels, il faut procéder par des greffes nombreuses et diffuses dont le rejet n'a pas de gravité et dont la réussite peut se propager, beaucoup plus que par de grandes opérations spectaculaires dont les effets pervers peuvent être dévastateurs. Cette remarque donne toute son importance à la politique des micro-réalités. La propagation des succès et la connaissance précoce des échecs appellent la mise en œuvre d'une politique de réseaux régionaux et sous-régionaux. Dans beaucoup de régions d'Afrique ou d'Amérique latine, la dimension des Etats est trop réduite pour donner aux expériences leurs chances d'amplification. En effet, le développement humain s'échappe pas au mécanisme d'essai-échec, mais ce mécanisme ne fonctionne pas lorsque le nombre des acteurs est insuffisant.

En conclusion, sortir du sous-développement exige certes un « plan Marshall du financement », un « plan Marshall du partage de la connaissance » mais aussi « un plan général de micro-réalités » appuyé sur des réseaux d'échanges et sur des organisations régionales ou sub-régionales pour la catalyse des initiatives et la généralisation des réussites. Bien entendu, les regroupements d'Etats qui sont nécessaires à cette politique d'organisations régionales n'impliquent pas d'abandon des identités nationales, mais ils nécessitent des mises en commun de moyens et de jugements sur les mesures à prendre, et ces collaborations doivent être cimentées par l'homogénéité culturelle des associés.

Mais faire sortir les trois quarts de l'humanité du sous-développement implique aussi une conversion des pays riches, cette conversion à laquelle semblent nous obliger les nouvelles technologies de l'information dont l'explosion des applications est le grand phénomène de notre temps. Saurons-nous le comprendre ? Ou bien, nous séparant de l'espérance, absorberons-nous toutes nos forces dans des antagonismes militaires qui ne résolvent aucun problème ?

(*) Vice-président de la Commission de la République française pour l'UNESCO, membre du comité exécutif du Club de Rome.

- (1) Prigogine (prix Nobel).
- (2) M. Elgam.
- (3) Brillouin.
- (4) Teilhard de Chardin, J. Ruffié.

LETTRES AU Monde

Les maronites et l'islam

Dans l'article consacré à Mgr Georges Khodr, archevêque grec-catholique du Mont-Liban (le Monde du 21 décembre 1983), une phrase me paraît de nature à faire passer les maronites pour ennemis de la coexistence islamico-chrétienne : « les maronites respectent Mgr Khodr mais ne l'aiment guère car il entretient de bons rapports avec les musulmans ». Interrogé par nos soins à l'UNESCO le 21 décembre, Mgr Khodr a répondu : « J'ai de très nombreux amis maronites ». Il faut savoir aussi qu'au Liban, de tout temps, seuls les chrétiens, et notamment les maronites, ont partagé leurs villages avec les musulmans. En revanche, les trois principales communautés mahométanes (chittes, sunnites et druzes) n'ont jamais cohabité entre elles dans les villages. De même, nombre d'écoles chrétiennes - accueillant une majorité d'élèves musulmans, comme le rappelle à Beyrouth le curé de la paroisse Saint-Ephrem après le plasticage de son église le 13 décembre.

YVETTE GABRIEL (Paris)

Diplômes et chômage

Au lendemain de l'échec du sommet européen d'Athènes, le Monde a publié (14 décembre 1983) le courrier d'un professeur d'histoire-géographie faisant part de la réaction de ses élèves face à cet événement, réaction fort saine à notre avis. Elle est la suivante : « C'est l'absence de diplôme qui est le problème ». M. Lucy Dumas-Soula a cru devoir ajouter pour expliquer la « logique » de ses élèves : « Elle n'est pas gâtée leur jeunesse. Elle est même triste d'un bac pour être chômeur ».

Tristes les jeunes aujourd'hui ? Allons donc. Ont-ils des raisons plus graves d'être tristes que les jeunes des années 50 face à la guerre d'Algérie ou que ceux des années 30 face à l'état du monde de l'époque ? A-t-on jamais connu un monde où l'absence de diplôme était un problème ?

Où, mais aujourd'hui, il y a le chômage ! Comment une enseignante peut-elle reprendre à son compte le discours démolitionniste et honteux « d'un bac pour être chômeur » ? Il suffit de regarder les statistiques pour constater que les risques de chômage pour les jeunes sont d'autant plus élevés qu'ils sortent tôt ou (et) sans diplôme du système éducatif.

Quant au baccalauréat d'enseignement général, il n'a jamais été un diplôme préparant à l'entrée directe dans la vie active (premier diplôme d'enseignement supérieur) mais il permet des formations supérieures qui sont encore les meilleures assurances contre le chômage : 90 % des jeunes sortant du système éducatif avec une formation supérieure trouvent un emploi.

Alors, un « bac pour être chômeur » Non, surtout pas être chômeur ! Non, surtout pas être chômeur !

J.-C. GAUDIN, professeur, Saint-Etienne.

Polygamie et assurances sociales

Il y a opposition entre la loi civile (française) et la loi islamique dans plusieurs domaines : testaments, héritage, mariage, divorce, congés, entretiens, etc. En fait, cette loi civile n'est adaptée qu'au christianisme - et imposer la première est tout simplement enfreindre la Constitution qui stipule la liberté religieuse. Il serait donc souhaitable que nos responsables prennent conscience de cette persécution légale et acceptent enfin l'autonomie à la deuxième communauté religieuse de France (citoyens français convertis inclus), à l'exemple de l'autonomie dont jouissent les chrétiens (et les Français en général)

ou toute liberté sont illusoires sans les moyens financiers de l'exercer ou d'en jouir, ce pouvoir devrait rapidement et logiquement verser les allocations familiales à ces familles (musulmanes) élargies et les faire bénéficier de la Sécurité sociale, ainsi que d'allocations logement élargies, elles aussi, aux besoins nouveaux.

MOUBARAK LABARRIERE (Paris)

(N.D.R. - Si les étrangers résidant en pays islamique ne sont pas soumis en général au statut personnel musulman, ils y sont en revanche tenus de respecter certaines dispositions matrimoniales, alimentaires ou autres (en Arabie les femmes ne couvrent pas), contrairement à leurs propres usages ; quant aux chrétiens libanais, sans liban, ils sont généralement soumis à la loi coranique sauf en matière de mariage et de répudiation. Or cette loi,

liée que le lecteur moyen est le plus mal servi, y compris à Lyon, y compris dans les organismes desservis par Cedex.

Personne ne me fera croire qu'il s'agit seulement d'une carence technique occasionnelle et d'une juste revendication syndicale. Je le dis comme je le pense : nous sommes trahis par le progrès, et plus encore par la convoitise non maîtrisée d'un progrès illusoire et mensonger. J'ai passé neuf années de ma vie de prêtre en Afrique noire : j'ai pu voir de mes yeux le sous-développement et j'ai pu lui donner l'interprétation personnelle que voici : le sous-développement est en premier lieu moral ; en second lieu, il est intellectuel. Et ce n'est qu'en troisième lieu qu'il est économique.

Rien jusqu'à ce jour n'a démenti pour moi cette interprétation. Je ne compte plus les témoignages de déshonneur sur une programmation uniquement technique du développement, et je constate que, en France, nous sommes arrivés au sous-développement moral, celui qui manifeste la décadence de la conscience professionnelle. Cette maladie est très grave : elle casse les services, elle casse la société et tout le monde est perdant.

Le mauvais fonctionnement des P.T.T. prend son origine au-delà des surcharges des agents ou de quelques anomalies de service. Ce n'est pas faire un sermon à la guimauve grincante que de dire haut et clair : il y a un mal qui mine le cœur de l'homme et qui viole les règles du jeu de la société. En ne renouvelant pas mon abonnement personnel, je veux dire que je me refuse à un dérogement.

Abbé CHARLES CHOSSONERY, Rédacteur en chef de Luminis du monde (Lyon)

« Je me bats depuis vingt ans... »

Je viens de recevoir une lettre de l'attaché financier auprès de l'ambassade de France à Tunis. J'ai, en Tunisie, en compte capital la somme de 9 440 dinars et en compte d'attente la somme de 2 004,110 dinars.

Malgré les accords franco-tunisins d'octobre 1980, je n'arrive pas, avec quinze ans de justifications d'origine des fonds, à transférer les malheureux 2 000 dinars auxquels j'ai droit, et je me demande quand je pourrai récupérer la totalité des fonds. J'ai soixante-deux ans, je pointe à l'ASSEDIC depuis le 15 avril dernier et j'ai à ma charge trois étudiants nés en 1961, en 1962 et en 1963. L'attaché financier m'avait réconforté, si possible, un certificat de non-imposition ; je lui ai adressé photocopies de mon inscription à l'A.N.P.E. et à l'ASSE-DIC. Nous vivons sur le salaire de ma femme (qui, heureusement, est fonctionnaire) : dois-je divorcer pour obtenir à mon nom un certificat de non-imposition ?

Comment parler de construire l'avenir « fraternellement » quand on est en butte à des mesures de rétorsion, que la situation évolue pas, et qu'un minimum de réciprocité ne joue pas ?

Je ne suis pas un indigent, mais il est urgent que je rentre dans mes fonds : depuis vingt ans, je ne fais que me battre... sans résultat.

PAUL ROVELACQUE (Lorient)

Retour au pays et structures d'accueil

La demande (qui a paru surprendre) de travailleurs étrangers de l'usine Talbot menacés de perdre leur emploi d'une indemnité leur permettant un retour chez eux va aboutir à un élargissement des avantages susceptibles de leur être offerts. Il est urgent que l'octroi d'une telle indemnité soit complété par des accords avec les pays d'émigration, visant à mettre sur pied des structures, à la fois techniques et financières, d'aide aux projets de ces migrants, à titre expérimental d'abord (il se trouve que beaucoup de ces travailleurs sont des Marocains de la même région), puis en les généralisant peu à peu.

Au cours des dernières années, on a appris :

- Que la plupart des migrants, même de longue date, souhaitent en fait rentrer chez eux ;

- Que la plupart des retours sont des échecs du point de vue d'une réinsertion productive ;

- Que le milieu d'origine n'est pas nécessairement accueillant aux initiatives des migrants rentrant chez eux, pour des raisons économiques, mais aussi parfois culturelles et politiques ;

- Que, dans les pays d'immigration comme la France, où l'on parle volontiers à la fois de coopération pour le développement et de dettes et de devoirs vis-à-vis des migrants, on répugnait jusqu'à présent, pour des raisons diverses, à proposer des politiques auda-

cieuses venant lier l'un et l'autre aspect ;

- Qu'il n'y aura pas de politique commune efficace des retours qui ne donne d'abord compte de la situation délicate et des ambitions des anciens migrants.

C'est en particulier ce qu'a appris le secrétariat de cette commission à l'occasion de diverses initiatives lancées au cours des dernières années, en direction notamment de l'Algérie et du Maroc, et qui, si elles n'ont pas été sans rencontrer un écho plus que bienveillant, n'ont pu jusqu'ici entraîner ce pour quoi elles étaient faites.

Les peuples du monde sont actuellement engagés dans une étrange aventure, dont relèvent également le développement économique, la croissance des populations, les migrations, et aujourd'hui les crises de reconversion. Le difficile développement des zones de départ des migrants est la clé qui doit permettre d'envoyer un processus explosif et fermer ainsi le cercle amorcé par les premières transformations de nos pays. Saura-t-on, dans un véritable esprit de coopération, faire l'effort nécessaire pour mettre en place les seules véritables solutions ?

PHILIPPE J. BERNARD, secrétaire général de la commission nationale pour les études et les recherches interethniques.

notamment dans le domaine judiciaire et testamentaire, va à l'encontre des traditions chrétiennes (J.-P. P.-H.).

« Nous sommes trahis par le progrès »

Oui, c'est à cause du très mauvais achèvement du journal « Le Monde », que je n'ai pas renouvelé mon abonnement. Payer pour être lésé est contre nature : recevoir un quotidien à retardement est une anomalie qui justifie une protestation. Nous sommes au siècle du T.G.V., des satellites, de l'électronique. Toutes les familles spirituelles proclament les droits de l'homme et la volonté de ne perdre aucun des avantages acquis.

Or, paradoxalement, c'est dans la convergence de toutes les possibi-

LU

DEUX LIVRES DE JEAN-LOUIS QUERMONNE, PIERRE AVRIL ET JEAN GICQUEL

La V^e République à la loupe

P OUR le professeur Jean-Louis Quermonne, il n'y a évidemment pas eu en 1981 changement de régime institutionnel en France. Tout simplement changement de majorité politique. Le professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, président honoraire de l'université des sciences sociales de Grenoble, estime, dans son ouvrage sur le Gouvernement de la France sous la V^e République, que l'alternance survenue il y a deux ans a même permis d'élargir l'assise de la V^e République.

La démonstration est en tout cas faite pour le moment de la capacité des institutions fondées en 1958 à fonctionner « au service de deux tendances différentes ». La Constitution élaborée par de Gaulle a ainsi démontré sa souplesse et sa faculté d'adaptation. Aussi, selon M. Quermonne, dans un régime démocratique où les institutions sont communément acceptées, l'élaboration par

le pouvoir d'une nouvelle Constitution serait « une perte de temps pour qui veut réellement améliorer et transformer la société ».

Ce livre constitue une étude exhaustive du fonctionnement des divers pouvoirs, y compris depuis l'accession de la gauche aux responsabilités. Il intègre chaque fois à côté de la description juridique des fonctions le contexte politique dans lequel elles se sont exercées. Cet ouvrage sera d'autant plus utile qu'il comporte en annexe les textes constitutionnels qui nous régissent et les extraits des principaux discours prononcés par les responsables nationaux sur le fonctionnement des institutions.

Deux autres professeurs de droit, MM. Pierre Avril et Jean Gicquel viennent, avec leurs « Chroniques constitutionnelles françaises », d'établir un véritable dictionnaire précis, complet, mania-

ble et tout à fait précieux. Il s'agit d'une façon objective de montrer quelle fut la pratique des institutions de 1958 à l'été 1982, c'est-à-dire pendant une période qui couvre trois législatures, cinq gouvernements et deux présidences de la République.

A l'intérieur de chaque rubrique (il y en a quatre-vingt), les décisions prises sont classées par ordre chronologique, permettant ainsi de mesurer les évolutions ou de constater la continuité. Pour chaque rubrique, les auteurs se réfèrent non seulement aux décisions du pouvoir exécutif mais aux lois votées, aux réponses des ministres aux questions des parlementaires et également aux discours des responsables, aux articles de doctrine juridique ainsi qu'aux prises de position politiques des partis et aux commentaires de presse, sans oublier les arrêts des juridictions administratives.

C'est dire combien, sous une forme relativement concise, cet ouvrage est un bon instrument qui permet de se reporter aisément aux documents originaux. On redécouvre par exemple qu'en 1977 M. Mitterrand envisageait un référendum sur l'armement nucléaire, qu'en 1976 les communistes et les socialistes soulevaient la levée du secret fiscal et du secret bancaire pour enquêter sur les affaires électorales de M. Marcel Dassault. Il est vrai qu'ils étaient alors dans l'opposition.

Ces deux ouvrages passent en quelques sortes la V^e République à la loupe.

ANDRÉ PASSERON.

★ Le Gouvernement de la France sous la V^e République, de Jean-Louis Quermonne. Dalloz, 699 pages, 182 F.

★ Chroniques constitutionnelles françaises, de Pierre Avril et Jean Gicquel. PUF, 489 pages, 250 F.

LE GRAND ESPACE DE L'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE A MONTPARNAISE

GRANDES ENTREPRISES, P.M.E., ADMINISTRATIONS, PROFESSIONS LIBÉRALES, TOUS CEUX QUI L'INFORMATIQUE PERSONNELLE CONCERNE.

RYO

L'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE ÇA S'ECOUTE D'ABORD.



RYO VOUS ECOUTE ET VOUS TROUVE LA MEILLEURE SOLUTION.

RYO, 94, rue de Montparnasse 75004 Paris. Tél. : 32.46.25 (4), rue de Paris 75009 Paris. Tél. : (2) 36.61.11.

مقداد من الاصل

هنا من الاميل

Le Monde

étranger

LE COUP D'ÉTAT AU NIGÉRIA

PRÉSIDÉ PAR LE GÉNÉRAL BUHARI

Le « Conseil suprême militaire » a suspendu la Constitution et interdit les partis politiques

Quarante-huit heures après le coup d'Etat militaire qui a renversé, samedi matin 31 décembre, le président Shagari, la situation paraît calme dans l'ensemble du Nigeria, notamment à Lagos où, après la lecture à la radio nationale, par le général Sani Abacha, d'un communiqué annonçant le renversement du régime civil, les nouvelles autorités ont rendu publique la constitution d'un « gouvernement fédéral militaire » présidé par le général de division Mohammed Buhari, nouveau chef de l'Etat et commandant en chef des forces armées. Le général Abacha a d'autre part annoncé l'instauration d'un couvre-feu nocturne, la fermeture des ports, des aéroports et de toutes les frontières terrestres. Ces mesures étaient toujours observées lundi matin 2 janvier, l'aéroport de Lagos demeurant toujours coupé. Le « Conseil suprême militaire », instance dirigeante du nouveau gouvernement, a également annoncé la suspension de la Constitution de 1979 et l'interdiction des partis politiques.

Le général Abacha a ordonné à tous les responsables de l'ancien régime, ministres, gouverneurs et hauts fonctionnaires, de quitter leurs résidences officielles, de rendre tous les biens du gouvernement en leur possession et de se présenter dans les sept jours au poste de police le plus proche.

Quelques heures après le coup d'Etat, Radio-Lagos a précisé que les commandants de brigade seraient responsables de l'administration des Etats de la fédération sous leur contrôle opérationnel, en attendant la nomination de gouverneurs militaires. On ignorait toujours avec précision, lundi matin, le sort du président Shagari mais, selon des informations concordantes, l'ancien chef de l'Etat, qui se trouvait à Abuja, où doit être édictée la nouvelle constitution fédérale, aurait été arrêté, ainsi que le vice-président et les membres de la Chambre des représentants et du Sénat. Ces trois dernières personnes seraient internées dans un camp militaire de la capitale.

Dans un message à la nation, diffusé samedi à minuit sur Radio-

Lagos, ainsi que sur les radios locales de quatre Etats, le général Buhari a déclaré que le coup d'Etat avait « pour objectif principal de sauver le Nigeria de l'effondrement ». Il a ajouté que les fonctions de chef de l'Etat et de commandant en chef des forces armées lui avaient été transmises après consultation de celles-ci, et qu'il les avait acceptées « avec humilité et un profond sens

LE CONSEIL MILITAIRE SUPRÊME

La composition du nouveau Conseil militaire suprême, dirigé par le général Mohammed Buhari, chef du « gouvernement fédéral militaire » et chef des forces armées, a été rendue publique dimanche 1^{er} janvier dans la soirée par Radio-Lagos :

- Ministre de la défense : général D.Y. Balli.
- Chef d'état-major général des forces armées nigériennes : général Simin Isako.
- Chef d'état-major de l'armée de terre : général Ibrahim Babangida.
- Chef d'état-major de l'armée de l'air : maréchal Ibrahim Alfa.
- Chef d'état-major de la marine : commodore Augustin Ayikomo.

Les généraux Maman Vatsa, Mohamed Magoro, Sani Abacha, Ola Omi, M.G. Nasiku, Y.Y. Kue, le colonel Salifu Ibrahim et M.S.M. Iyeng figurent également au sein de ce conseil.

Le chef de l'Etat, le général Buhari, a, d'autre part, approuvé la nomination de M. G.A.E. Longe au poste de secrétaire du « gouvernement fédéral militaire » et celle de M. Alhaji Mohammed à celui d'inspecteur général adjoint de la police.

des responsabilités ». Le changement, a-t-il précisé, « était devenu nécessaire pour remédier à une crise économique et à une sérieuse crise de confiance ». Le Nigeria, a-t-il ajouté, « maintiendra et renforcera les relations diplomatiques existantes avec les autres Etats et avec les organisations internationales tels l'Organisation de l'unité africaine, les Nations unies et ses organes, la communauté économique des Etats ouest-africains, l'OPEP et le Commonwealth ». La radio a, par ailleurs, lancé plusieurs appels au calme, invitant la population à « respecter la loi ». « Quelconque sera pris en train de troubler l'ordre public se verra traiter conformément à la loi », a-t-il déclaré. Le gouvernement militaire n'hésitera pas à proclamer la loi martiale dans les Etats ou régions où des troubles se produiraient. Tous les militaires ont, d'autre part, été invités à rejoindre leurs casernes.

Il semble bien que ce putsch se soit déroulé sans effusion de sang. Selon, quelques coups de feu ont été entendus aux abords de la radio, proche de la présidence, ainsi qu'au siège de la télévision. Samedi, avant l'aube, des camions militaires avaient pris position autour des résidences officielles du vice-président et du président de la Chambre des représentants. Les étrangers résidant à Lagos n'ont pas été inquiétés, le gouvernement précisant d'ailleurs que leur sécurité sera assurée et qu'ils seront « protégés de manière adéquate ».

Les capitales étrangères n'avaient pas encore réagi officiellement ce lundi matin 2 janvier, bien que dans diverses capitales ouest-africaines la surprise et la consternation semblaient dominer dans les milieux gouvernementaux. La presse britannique, notamment le Times et le Guardian, estime, dans ses éditions de lundi, que les accusations de corruption portées par le nouveau régime contre l'administration civile renversée sont fondées. Aux Etats-Unis, le Washington Post déplore le coup d'Etat, estimant que l'expérience nigérienne aurait pu « inciter d'autres pays d'Afrique de l'Ouest à relâcher les rênes dans leurs Etats à parti unique et leurs dictatures militaires ». (A.F.P., Reuters, A.P.)

Les putschistes entendent lutter contre la corruption

(Suite de la première page.)

Réélu pour un nouveau mandat de quatre ans, le 10 août 1983, il était cette fois son même challenger de plus de quatre millions de voix, réussissant même à faire progresser son score de 12 % à 38 % dans le bastion de son rival, l'Etat de l'Oyo.

Politiquement, il avait les coudées plus franches, puisque le parti présidentiel, le N.P.N. (National Party of Nigeria) contrôlait, à l'issue des élections des gouverneurs, douze des dix-neuf Etats que compte la fédération, contre sept précédemment.

Cette structure fédérale, inspirée de celle des Etats-Unis (tout comme la Constitution de type présidentiel, selon laquelle le chef de l'Etat, assisté d'un vice-président, doit, pour certaines de ses décisions politiques, obtenir l'aval d'un Parlement composé de la Chambre des représentants et du Sénat), est féconde de pratiques démocratiques, dans la mesure où une certaine dose d'autonomie et de décentralisation ne permet pas au président et au parti majoritaire de bafouer les aspirations ethniques et politiques régionales. Mais elle est aussi terriblement pesante pour le pouvoir central, car elle encourage les fédéralités et les potentats locaux. Ce n'est pas sans raison que le président Shagari a gouverné un pays sans doute ingouvernable.

La nation nigérienne est en effet une réalité fragile. Les rivalités régionales, nées des différences ethniques et économiques, sont toujours vivaces, en dépit et à cause sans doute de la tentative sécessionniste de la région Sud-Est, le Biafra, dans les années 1967 à 1970, qui fut durement réprimée.

C'est pour écarter les menaces d'effacement qui pesaient sur l'entité nigérienne que le général Gowon, qui gouverna le pays de 1966 à 1975, découpa les quatre régions en une structure fédérale de douze

Cette violence et la corruption généralisée, devenue un mode de fonctionnement de la vie publique, ne sont pas près de disparaître. Elles n'ont, en tout cas, pas détourné les investisseurs étrangers. Il n'empêche : l'image de marque du Nigeria à l'extérieur s'est, depuis un an, considérablement dégradée, notamment aux yeux des autres pays africains. En décidant d'expulser brutalement, en février 1983, près de deux millions de travailleurs étrangers, les autorités n'ont sans doute pas pris la mesure de la perte de prestige subie en Afrique. Les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce gigantesque exode ont montré de manière éloquent que la « démocratie » nigérienne n'était plus une terre hospitalière, ce qu'elle avait été auparavant.

Le « géant » du continent noir, puissant par sa population, par ses ressources, son économie et son armée (moderne), protecteur de certains Etats, craint par d'autres, n'était pas si exemplaire. Le coup d'Etat militaire qui vient de mettre fin au régime civil de M. Shagari est en réalité un coup de grâce qui fait retomber le Nigeria dans le lot commun des Etats ballottés au gré des changements autoritaires de régime. Dans une certaine mesure, ce qui arrive au Nigeria est grave non seulement pour lui-même, mais aussi pour l'Afrique dans son ensemble.

Cet aboutissement était, sinon prévisible, du moins précédé de signes de dégradation interne. L'économie du Nigeria traverse, en effet, une grave crise. Le pétrole est la principale richesse du pays, représentant près de 90 % des rentrées de devises et 80 % des recettes de l'Etat. La baisse de la production et celle du prix de référence du « brut » imposées par l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ont raison des fluctuations à la baisse du marché pétrolier mondial, ont atteint le Nigeria de plein foud.

LE GÉNÉRAL BUHARI UN ANCIEN MINISTRE DU PÉTROLE

Le nouvel homme fort du Nigeria, le général de division Mohammed Buhari, qui est âgé de quarante et un ans, est un officier de l'armée de terre formé en Grande-Bretagne, il est diplômé de l'école militaire d'Aldershot (Angleterre) et de l'Académie militaire nigérienne. Sous le gouvernement militaire du général Gowon (1966-1973), il avait été nommé gouverneur militaire de l'Etat de Borno, dans le nord-est du pays, limitrophe du Tchad.

En 1976 et 1977, alors lieutenant-colonel, il fit partie du conseil militaire suprême qui renversa le général Gowon, et en devint l'un des membres les plus influents. Il exerça ensuite les responsabilités de ministre du pétrole et de l'énergie. De 1976 à 1978, le général Buhari exerça les fonctions de commissaire fédéral aux ressources pétrolières avant d'être nommé président de la Société nationale des hydrocarbures (N.P.C.). Le général Buhari, qui commençait la quatrième division de l'armée sous le gouvernement Shagari, passe pour un homme intègre et un gestionnaire expérimenté.

Etats. C'est pour les mêmes raisons que le général Obasanjo (chef de l'Etat de 1976 à 1979) créa sept Etats nouveaux et c'est toujours avec le même souci de « casser » les monopoles régionaux que le président Shagari, sensible aussi aux revendications locales, avait promis la création de vingt-et-un nouveaux Etats. Cette promesse, électorale, n'a pas été tenue. Il est vrai que ses plus chauds partisans avaient souvent pour objectif de constituer de nouvelles fédéralités.

Violence et corruption

Pourtant, malgré les crises multiples qui ont secoué le pays, la structure fédérale perdure, faisant la preuve de son efficacité. Cette organisation politique et administrative a peut-être permis de forger, peu à peu, un sentiment national nigérien, ce qui n'est pas contradictoire avec des explosions sporadiques de violence, qui ont ou non leur source dans des problèmes ethniques.

La vague d'élections, d'août à octobre derniers, s'est soldée par plus de cent morts (surtout dans les Etats de l'Oyo et de l'Ondo), ce qui n'est pas, pour le Nigeria, anormal. Cette violence ordinaire permet sans doute de déceler à Lagos, la capitale, le vice de ville la plus dangereuse du monde, tant le banditisme et la criminalité y sont monnaie courante. C'est parce que Lagos est devenue à proprement parler invivable qu'une nouvelle capitale fédérale s'édifie près d'Abuja.

l'égard de compagnies privées étrangères, et le gouvernement doit des sommes importantes aux industriels du pays. L'inflation, qui pourrait se situer, selon les estimations, à un taux de 25 à 40 %, croît à un tel rythme que l'on voit mal comment une dévaluation de la monnaie nationale, le naira, pourrait être évitée. Cette dégradation de la situation économique, explicable par la chute des cours mondiaux du pétrole, est aussi le résultat d'une gestion malsaine, reconnue comme telle par tous les experts.

Les autorités nigériennes peuvent, à juste raison, estimer que les prodigieuses richesses en gaz naturel du pays (les réserves sont estimées à environ 6 000 milliards de mètres cubes) prendront le relais du pétrole. Mais, outre le fait que cet objectif ne sera pas atteint avant plusieurs années, il ne constitue qu'un palliatif.

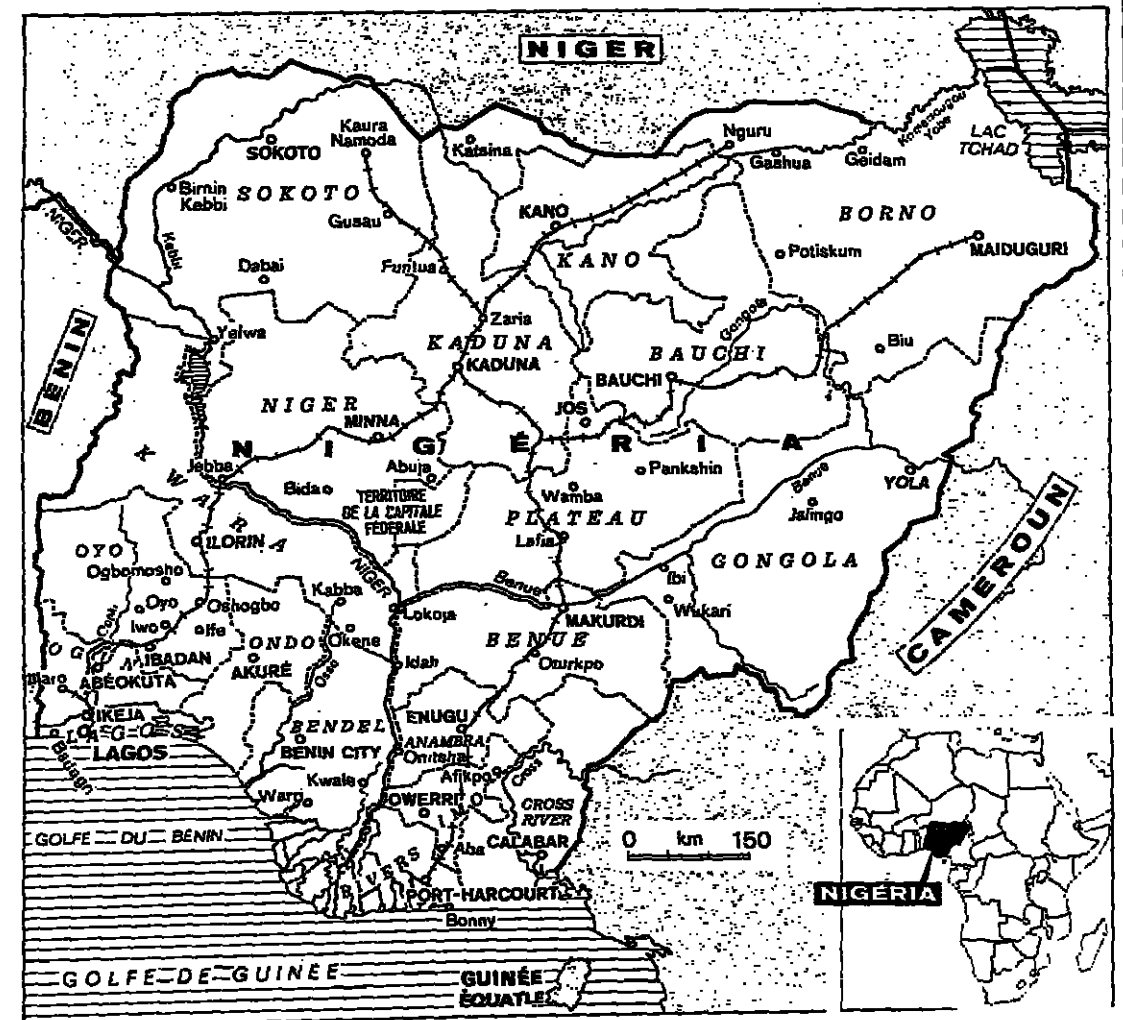
Comme le Gabon, autre Etat pétrolier du continent, le Nigeria a misé pour l'essentiel de son développement sur l'exploitation de l'« or noir », au détriment de ses ressources traditionnelles. L'agriculture, largement délaissée depuis le « boom » pétrolier des années 70, n'occupe plus aujourd'hui que 35 % de la population, contre le double en 1960.

Important de plus en plus de denrées alimentaires, le Nigeria connaît un chômage croissant que la vague d'expulsions de février, contrairement aux espoirs des autorités, n'a pas permis de réduire, bien au contraire. Bon nombre d'emplois occupés par les étrangers qui ont dû quitter le territoire n'ont pu être pourvus par les nationaux, soit parce que ceux-ci manquaient de qualification, soit parce que les emplois laissés vacants présentaient des contraintes jugées insupportables.

Outre qu'elle a engendré un gonflement démesuré des villes par un prolifération attiré par un argent réputé « facile », et donc une augmentation de la criminalité, la manne pétrolière a provoqué une évolution des mentalités, peu tournée vers l'effort. A cela s'ajoute un autre phénomène : l'expatriation des diplômés.

Si le rétablissement d'une gestion économique saine est la justification de ce coup d'Etat militaire, comme semble l'indiquer la déclaration radiodiffusée du général Sani Abacha, il est à craindre que les militaires aujourd'hui au pouvoir soient tentés, dans la mesure où ils pourront contrôler la situation, de prendre des mesures autoritaires pour mettre d'abord fin à l'anarchie d'une société civile victime du « mirage pétrolier ».

LAURENT ZECCHINI.



La Fédération du Nigeria est un des Etats les plus étendus de tout le continent africain. Elle couvre 923 768 kilomètres carrés, soit une superficie à peu près égale à deux fois celle de la France.

Sa population, qui comptait 55 600 000 habitants en 1963, est actuellement estimée à 90 millions. Ce pays possède deux villes de plus d'un million d'habitants : Lagos, la capitale fédérale, et Ibadan, longtemps considérée comme la plus grande ville noire du globe. La population nigérienne comprend une mosaïque de groupes ethniques extrêmement divers, les trois groupes dominants étant les Haoussas dans le Nord, les Yorubas dans le Sud-Ouest et les Ibo dans le Sud-Est.

D'après le recensement de 1963, le pays comptait 26 millions de musulmans et 19 millions de chrétiens. L'Islam est surtout implanté dans le Nord, alors que le Sud est fortement christianisé, la partie occidentale étant en majorité anglicane et protestante, la partie orientale, en majorité catholique.

Le Nigeria dispose de l'un des réseaux de transports routiers, ferroviaires et fluviaux les plus impor-

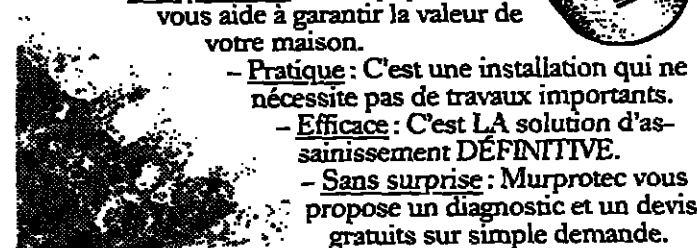
tauts du continent. Les voies navigables s'étendent sur plus de 6 000 kilomètres.

Le potentiel économique nigérien, malgré la grave crise économique qui l'atteint, reste considérable, surtout à l'échelle du continent africain. Ses ressources sont très diversifiées. Situé dans le peloton de tête des pays africains producteurs de pétrole (ses réserves s'élèvent à 2 251 millions de tonnes), le Nigeria détient également 1,5 % des réserves prouvées de gaz naturel. Il produit 80 % du minerai de cobalté extraits dans le monde, de l'étain (troisième producteur mondial) et du charbon. L'agriculture nigérienne s'est peu à peu dégradée, la Fédération important, par exemple, 700 000 tonnes de riz en 1981, contre 1 700 tonnes en 1970. La production de cacao, dont le Nigeria était le deuxième producteur mondial il y a une dizaine d'années, a considérablement régressé (200 000 tonnes en 1976, 165 000 tonnes en 1977), tout comme la production d'huile de palme (55 000 tonnes en 1976, 47 000 tonnes en 1977). Le Nigeria dispose néanmoins d'une bonne industrie textile et sidérurgique.

HUMIDITÉ GRIMPANTE: LE REMÈDE DÉFINITIF EXISTE.

Finie l'humidité grimpante. Fini le salpêtre. Après 30 ans de résultats en Angleterre, Murprotec vient au secours de vos murs.

- Simple : Des tubes de céramique introduits dans vos murs boivent intégralement l'humidité grimpante qui monte du sol et vous préservent du salpêtre pendant 30 ans au moins.
- Indispensable : Cet équipement vous aide à garantir la valeur de votre maison.
- Pratique : C'est une installation qui ne nécessite pas de travaux importants.
- Efficace : C'est LA solution d'assainissement DÉFINITIVE.
- Sans surprise : Murprotec vous propose un diagnostic et un devis gratuits sur simple demande.



TEST GRATUIT Mesure le degré d'humidité de votre maison.

Bon pour une documentation gratuite.

Je désire recevoir gratuitement et sans aucun engagement une documentation complète sur le procédé MURPROTEC.

Nom (majuscules) _____

Adresse complète _____

N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité.

Renvoyez ce bon à : Murprotec, 75-77, rue Dr Vallant 75210 St-Cyr-Ecole.

MURPROTEC

Bureaux à Paris, Arles, Rouen, Agen.

MON 04

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

Le centre culturel français de Tripoli a été détruit par une charge explosive

Les Français ont encore une fois été la cible de deux attaques terroristes au Liban. Ce lundi 2 janvier, un tir de lance-roquettes R.P.-67 a eu lieu contre la résidence des Pina à Beyrouth, siège de l'état-major français, sans toutefois faire de victimes. Dimanche 1^{er} janvier, une charge explosive de 7 kg avait détruit, peu avant 3 heures, le centre culturel français de Tripoli, au nord du Liban, sans faire de victimes. Le centre, situé dans la zone du port, non loin de la Croix-Rouge, se trouvait au premier étage d'un immeuble qui a été légèrement endommagé. Le directeur du centre, M. Courant, s'est rendu dimanche matin chez M. Rachid Karame, ancien président du conseil et principal notable de la ville, qui a dénoncé l'attentat, lequel n'a été revendiqué par aucune organisation.

Le général René Imbot, chef d'état-major de l'armée de terre, et le général Jean Brette, commandant de la 11^e division parachutiste, ont passé la nuit de la Saint-Sylvestre au Q.G. du contingent français à Beyrouth, en compagnie du général François Cann, son commandant. Ils ont accueilli samedi soir le président Amine Gemayel, qui a rendu visite aux différents contingents de la force multinationale stationnée à Beyrouth.

Malgré quelques obus qui sont tombés dans la banlieue de Beyrouth, la journée du nouvel an a été calme dans la capitale libanaise, contrairement à ce qu'il était prévu. En revanche, la tension a été grande au sud du Liban, qui

est resté coupé du reste du pays pour la troisième journée consécutive. Les forces israéliennes avaient maintenu fermés les points de passage qui se trouvent à quelque 40 km au sud de Beyrouth, à la suite d'explosions qui se sont produites aux abords de Saïda, à proximité d'une position de l'armée. En outre, une charge explosive de 20 kg munie d'un système de mise à feu automatique a été désamorcée dimanche au sud de Tyr. Les forces israéliennes ont toutefois rouvert les ponts Awali et Bisi ce lundi matin.

Quelques quatre cents Libanais ont organisé dimanche une nouvelle manifestation assise dans la mosquée Zaatari, où les forces israéliennes étaient intervenues vendredi durant la prière hebdomadaire, pour protester contre « les exactions israéliennes ». Une charge qui a explosé dimanche matin à Nabatiyeh au passage d'un véhicule militaire israélien a blessé trois civils libanais. Selon un bilan publié à Jérusalem, plus de cinq cents attentats ont été commis en 1983 contre l'armée israélienne au Liban, faisant soixante-trois morts et deux cent soixante blessés parmi les militaires.

Enfin, le camp de détention israélien d'Ansar, au sud du Liban, fermé il y a un mois et demi à la suite de la libération des cinq mille personnes qui y étaient détenues, a été rouvert, a annoncé l'agence de presse libanaise. Le camp abriterait actuellement huit cents nouveaux détenus libanais et palestiniens, dont certains originaires de Saïda. (A.F.P.)

Le président Pertini se prononce à nouveau pour un retrait du contingent italien

De notre correspondant

Rome. — Le message de fin d'année du président Pertini, et en particulier les passages relatifs à l'engagement italien au Liban, suscitent depuis plusieurs jours bien des polémiques. Avec le souci de clarté et la sincérité qui font sa popularité, le président italien y a mis un terme samedi 31 décembre. Rappelant que selon lui les forces italiennes ne doivent pas être impliquées dans une guerre, même locale, qui ne les concerne pas, M. Pertini a déclaré : « Si s'installent des conditions telles qu'un conflit devient inévitable, l'Italie devra retirer son contingent et ne laisser à Beyrouth que son hôpital militaire ». Le président de la République a toutefois ajouté : « Ceci est mon opinion personnelle et je n'entends pas exercer une influence quelconque sur le gouvernement ».

C'est une opinion analogue que M. Spadolini, ministre de la défense, qui a passé le 31 décembre en compagnie des soldats italiens à Beyrouth, a fait valoir lors de ses entretiens avec le président Gemayel. M. Spadolini a notamment parlé d'une « redéfinition » et d'une « restructuration » de la force de paix italienne au Liban, sans toutefois indiquer quels en seront le calendrier et les modalités. (Notre engagement pour la paix a une

limite, précisément la paix », devait préciser plus tard M. Spadolini, qui a en outre critiqué l'absence de coordination entre les commandements composant la force multinationale.

Le président Pertini a également consacré une grande partie de son message à la paix, se prononçant pour un « désarmement total et contrôlé », tout en se disant conscient de ce qu'il peut avoir d'« absurde » pour les hommes politiques, et défendant les pacifistes contre ceux qui voudraient ne voir en eux que des protestataires « manipulés ».

Les messages qui pèsent sur la paix ont également été au centre du message de Jean-Paul II, le 1^{er} janvier, place Saint-Pierre. D'une manière inhabituelle, le pape a d'ailleurs tenu à exprimer publiquement son estime au président de la République italienne pour les paroles qu'il avait prononcées la veille. Jean-Paul II a appelé à une reprise dans les plus brefs délais des négociations de Genève. Il a également souligné l'écart qui se creuse entre le Nord et le Sud, c'est-à-dire entre riches et pauvres, soulignant que, selon la F.A.O., chaque jour quinze mille personnes meurent de faim ou de malnutrition (un thème qu'avait également développé M. Pertini).

PHILIPPE PONS.

Libye

Le colonel Kadhafi invite les jeunes chrétiens à lire le Coran

Tripoli (Jana). — « Je ne peux vous inciter à la paix en 1984, car c'est vous qui la mènerez. Je ne voudrais pas vous inciter à l'unité, car c'est vous qui incarnerez la haine pour les autres au point d'avoir inventé les méthodes les plus ignobles de massacres collectifs et d'extermination contrairement aux enseignements de Jésus-Christ ». Tel est le message de Nouvel An que le colonel Kadhafi a formulé à l'attention « des chefs d'Etat chrétiens membres du pacte atlantique », selon l'agence de presse libyenne Jana.

Soulignant que « le monde chrétien régresse et commence à se dissoudre », il a invité « les nouvelles générations du monde chrétien à lire le Coran et à engendrer une révolution culturelle » pour modifier sa façon de

penser. Le Guide de la révolution affirme aussi que « l'Ancien et le Nouveau Testament que l'on trouve actuellement sont falsifiés, déformés et imputés sciemment du nom de Mohammed et de plusieurs autres choses ».

Le colonel Kadhafi retrace la vie de Jésus, son message prophétique et ses miracles en disant : « Tout cela, nous l'avons su par le Coran, le Coran que vous n'avez pas lu et auquel vous ne croyez pas du fait de votre chauvinisme aveugle et de votre fanatisme national à l'égard de la nation arabe, du fait de la propagande israélienne mystificatrice et du fait de l'ignorance qui vous empêchait de vous rendre compte de la réalité de l'histoire du prophète Mohammed ».

PARFUMERIE, COSMÉTIQUE, SAVONNERIE, PLASTIQUES
matériel de fabrication et de conditionnement
(neuf - occasion - révision - installations)
Sté STUDEX 52, rue Saint-Germain
27000 EVREUX
Tél., Evreux : (32) 38-17-56 ou Paris : 585-85-86
Tél. 770-581 F

M. Walter Mondale et trois anciens directeurs de la C.I.A. demandent le rapatriement des « marines »

Washington (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.). — Dans son allocution de nouvel an, le président Reagan a affirmé, samedi 31 décembre, que des « progrès » avaient été accomplis au Liban et que « ces progrès auraient été impossibles sans la présence des « marines » et des autres contingents de la force multinationale de paix ». M. Reagan s'est félicité que des conversations se soient engagées en vue d'élargir la base du gouvernement Gemayel. « La tâche n'est pas facile, a-t-il ajouté, les progrès sont dououreusement lents, mais ils sont en cours ».

Cependant, après la publication du rapport du Pentagone sur les circonstances de l'attentat du 23 octobre contre les « marines » à Beyrouth, constituant une dénonciation par l'armée elle-même des conditions de l'engagement américain, les pressions sont de plus en plus fortes en faveur du retrait du contingent des Etats-Unis. La semaine dernière, deux membres influents du Congrès avaient pris position dans ce sens. Samedi et dimanche, ce fut le tour de M. Walter Mondale, ancien vice-président et candidat à l'investiture démocrate dans la course à la Maison-Blanche, et de trois anciens directeurs de la C.I.A.

M. Mondale a invité le président Reagan à rapatrier les « marines » dans un délai de quarante-cinq jours en consultation avec les trois autres pays de la force multinationale (France, Grande-Bretagne, Italie). Il s'est cependant prononcé pour le maintien, au large des côtes libanaises, de la force navale américaine, qui « a montré son efficacité ». Il propose de transférer la responsabilité de la défense de l'aéroport de Beyrouth des « marines » à l'armée libanaise, d'accroître les « prestations diplomatiques » sur la Syrie pour obtenir le retrait de ses troupes du Liban et de « raffermir les relations politiques et stratégiques avec Israël ». L'ancien vice-président de M. Carter a accusé M. Reagan de

LE PASTEUR JACKSON A RENDU VISITE AU PILOTE AMÉRICAIN PRISONNIER EN SYRIE

Damas (A.F.P., A.P.). — Le pasteur Jesse Jackson, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle américaine, espérant rencontrer, ce lundi 2 janvier, le président syrien Hafez el Assad. M. Jackson se trouve à Damas pour essayer d'obtenir la libération de Robert Goodman, pilote américain fait prisonnier par les Syriens, le 4 décembre dernier, après la destruction de son appareil au-dessus du Liban.

Après un entretien avec M. Khabdam, ministre syrien des affaires étrangères, le pasteur a déclaré que Damas était la libération de M. Goodman à l'arrêt des vols de reconnaissance américaine au-dessus des positions syriennes. Dans un premier temps, les Syriens avaient posé comme condition le retrait du contingent américain du Liban.

M. Jackson a ensuite rendu visite au pilote prisonnier dans un bâtiment de l'armée. Il lui a remis trois messages adressés par sa mère, sa fille et le commandant des forces aériennes américaines. Selon lui, M. Goodman a qualité « d'excellent » les conditions de sa détention - il peut lire des livres anglais et écouter les émissions en anglais de Radio-Damas, mais il a déclaré qu'il avait besoin d'une seule chose : « un billet de retour ».

● **Attentat contre les bureaux d'El Al à Rome.** — Une bombe, de petite puissance, a explosé samedi soir 31 décembre, vers 23 heures, devant les bureaux romains de la compagnie aérienne israélienne El Al, brisant la vitrine et endommageant la porte d'entrée. L'attentat n'a pas été revendiqué. (A.F.P.)

● **M. M. Nimr Saleh et Ahmad Jibril en Libye.** — M. Nimr Saleh (Abou Saleh), l'un des principaux chefs des dissidents du Fath, et M. Ahmad Jibril, secrétaire général du F.P.L.P.-commandement général, également opposé à M. Arafat, sont arrivés samedi 31 décembre à Tripoli. Ils ont été reçus par le commandant Jalloud (numéro deux libyen) et par le lieutenant-colonel Abou Bakr Younes Jaber, commandant général des forces armées libyennes. (A.F.P.)

mener au Proche-Orient une politique « de flottement et d'illusion » et il a estimé que le gouvernement américain avait perdu l'initiative au profit de la Syrie et de l'U.R.S.S.

Trois anciens directeurs de la C.I.A. ont pris - séparément - une position analogue : « Les « marines » ne sont pas une force de maintien de la paix, a déclaré M. William Colby. Si le but est de soutenir le gouvernement Gemayel, il faut un système d'aide militaire et de conseillers, non des « marines ». « Il n'est pas sage de laisser les « marines » là-bas alors que leur position est devenue de plus en plus vulnérable à mesure que la situation politique se détériore », a dit l'amiral Turner. Enfin, M. James Schlesinger a estimé que la plus mauvaise politique était de permettre à la Syrie de « jouer au chat et à la souris » avec les forces américaines.

M. Shamir s'engage à ne pas « geler » les implantations juives en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — « Chacun sait que je ne serai jamais le chef d'un gouvernement préconisant un coup d'arrêt aux implantations ». Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a balayé en ces termes, dimanche 1^{er} janvier, les spéculations faisant état d'un éventuel projet de gel temporaire de la colonisation juive dans les territoires occupés (le Monde du 30 décembre).

On prêtait au ministre des finances, M. Cohen Orgad, l'intention de prêter une telle mesure dans le cadre du prochain budget (avril 1984 - mars 1985). M. Shamir a mis fin à ces spéculations en apaisant les craintes de la droite favorable à l'annexion des territoires. « Je ne resterais pas au gouvernement si les choses n'étaient pas clarifiées sur ce point », lança M. Neeman, ministre des sciences et chef du parti Tzefa (Renaissance) ; et M. Shamir de le rassurer : « Moi non plus ».

Alors, beaucoup de bruit pour rien ? Tout est une question de nuances, mais dans un domaine aussi sensible, ces nuances ont évidemment leur importance. Selon le porte-parole du gouvernement, M. Dan Meridor, les compressions budgétaires approuvées dimanche par le conseil des ministres « ralentiront » la colonisation mais ne la « gèleront pas ». M. Meridor évalue ces restrictions à 1 milliard de dollars, alors que la presse cite le chiffre plus modeste de 600 millions.

La marge de manœuvre de M. Cohen Orgad semble plus étroite

que jamais. Son plan d'austérité n'a pas fait l'unanimité au sein du gouvernement. Le ministre des affaires sociales, M. Uzan, s'y est opposé, tandis que trois de ses collègues ont refusé de participer au vote, dont le vice-premier ministre, M. David Levy, et le ministre de l'énergie, M. Itzhak Mordechai. Leurs objections portent sérieusement atteinte à l'autorité du grand argentier. Celui-ci souhaitait, par exemple, pouvoir examiner avec les hauts fonctionnaires de chaque ministère les sacrifices qu'il attend d'eux, mais les ministres ont exigé d'être directement et collectivement associés aux marchandages, et le gouvernement lui-même a demandé de présenter un plan d'assainissement monétaire et fiscal.

Une émigration sans précédent

M. Lévy, qui se veut le porte-parole de l'électorat populaire du Likoud, a obtenu de M. Cohen Orgad qu'il s'engage à entamer des discussions globales sur les prix et les salaires avec la centrale Histadrout et le patronat, ce qu'il n'envisageait pas de faire avant le printemps, c'est-à-dire une fois le budget voté par la Knesset. La Histadrout a rejeté dimanche le principe d'un tel contrat global qui permettrait de fixer les nouvelles règles du jeu social. Elle a rappelé son hostilité au blocage des salaires.

Brésil

● **TRENTE-NEUF PERSONNES TUÉES EN 1983 DANS DES CONFLITS POUR LA TERRE EN AMAZONIE.** — Trente-neuf personnes sont mortes en 1983 en Amazonie lors d'affrontements entre des paysans et des hommes de main de propriétaires terriens, a affirmé samedi 31 décembre à Brasilia la commission pastorale de la terre (C.P.T.). 632 personnes ont en outre été menacées de mort et 148 ont été détenues durant la même période, dans cette région où les conflits pour la possession de la terre sont très durs. Les heurts ont été particulièrement violents dans le secteur de Conceição do Araguaia, où 23 personnes ont été assassinées. Dans cette même région, 361 familles ont été expulsées. La C.P.T. rend le pouvoir central et les gouvernements provinciaux responsables de la montée de cette violence et de l'absence de solution pour trouver une solution au problème de la terre.

● **PEKIN ET LA REUNIFICATION DE LA CHINE.** — Une haute personnalité de Pékin a invité, dimanche 1^{er} janvier, les autorités de Taïwan à faire des suggestions sur les moyens de réunifier la Chine. Mme Deng Yingchao, veuve de l'ancien premier ministre Chou Enlai et membre du bureau politique du P.C., a invité les Taïwanais à venir travailler ou étudier sur le

continent et a ajouté : « Nous sommes toujours prêts à écouter l'opinion des autorités et de la population de Taïwan sur la manière de réaliser une réunification pacifique du pays, sur celle d'améliorer nos suggestions et de les mettre en pratique petit à petit, et sur des consultations et les discussions qu'il faudrait avoir ainsi que sur les mesures qu'il faudrait prendre ». Elle a réitéré, selon Chine nouvelle, l'assurance que Taïwan pourrait garder son système actuel et jouir d'une demi-autonomie au tant que « région administrative spéciale ».

Comores

● **REMANIEMENT MINISTÉRIEL.** — Le président Ahmed Abdallah a annoncé, dimanche 1^{er} janvier, un remaniement du gouvernement dont M. Ali Moudjahid conserve la direction. M. Said Hassan Said Hachim est nommé ministre d'Etat délégué à la présidence de la République et chargé des relations avec l'Assemblée fédérale. M. Abou Moustakim, ancien ministre de la santé publique et de la population, devient ministre de la justice. (A.F.P.)

Guatemala

● **ATTAQUE CONTRE L'AMBASSADE DU MEXIQUE AU GUATEMALA.** — Un groupe d'incriminés a attaqué l'ambassade du Mexique à Guatemala le 31 décembre à l'aube. Il n'y a pas eu de blessés, malgré l'utilisation

de grenades par les assaillants. Une semaine plus tôt, un groupe d'extrême droite se dénommant Solidarios avec la contre-révolution avait attaqué l'ambassade du Nicaragua dans la même capitale. (U.P.I.)

Italie

● **LE CONFLIT DANS LES PRISONS.** — Six détenus de la prison de Bad' Carro, en grève de la faim depuis le 7 décembre, ont cessé leur mouvement samedi 12 décembre, peu après avoir été hospitalisés dans un état de grande faiblesse. Une trentaine d'autres prisonniers des quartiers de haute sécurité poursuivent la même action, en acceptant toutefois de boire du lait. Les prisonniers, anciens membres des Brigades rouges, réclament l'abrogation du statut spécial qui leur est imposé. Ce statut a été promulgué vendredi 30 décembre par le ministre de la Justice, mais pour trois mois seulement et avec certains assouplissements concernant notamment l'isolement carcéral. (A.F.P.)

Pérou

● **SENTIER LUMINEUX PLONGE LIMA DANS LE NOIR.** — La capitale péruvienne a été plongée dans une obscurité totale pendant la nuit du samedi 31 décembre au dimanche 1^{er} janvier à la suite du dynamitage de pylônes à haute tension, un attentat sans doute provoqué par un commando du Sentier lumineux.

هنا من الإسرائيل

EUROPE

AMÉRIQUES

Grande-Bretagne

« Big Sister » ou l'erreur de George Orwell

De notre correspondant

Londres. — « George Orwell avait tort. » Dans un message de Noël, adressé au parti conservateur, M^{rs} Margaret Thatcher a porté un jugement sévère sur le roman de 1949, « 1984 », qu'elle qualifie de « livre d'espionnage et de terreur ». Elle a, bien sûr, voulu souligner ainsi que la situation en Grande-Bretagne ne ressemble en rien à la sinistre description qu'en fit George Orwell, vingt-trois ans, dans « 1984 ».

A l'évidence, le Royaume-Uni n'a pas sombré dans le totalitarisme, sous l'empire tout-puissant de Big Brother. Si cette fiction est devenue réalité et si Orwell a eu raison, c'est ailleurs... Comme M^{rs} Thatcher, les Britanniques, dans leur ensemble, s'en réjouissent, quand bien même ils ne partagent pas les vues et l'optimisme du premier ministre. Dans leurs échanges de vœux, lors des réveillons familiaux ou dans la joyeuse et traditionnelle bousculade de Trafalgar Square, beaucoup n'ont pas manqué de se congratuler en répétant, à l'envi, le commentaire du journaliste romancier, oubliant — comme M^{rs} Thatcher — que 1984 n'était pas une prophétie mais une mise en garde.

Cette vague d'auto-satisfaction n'a pas été perturbée par l'impressionnant déploiement de police dans les rues de Londres. Il est vrai que cela ne pouvait en rien rappeler le système de haute surveillance imaginé par Orwell. La mobilisation exceptionnelle de milliers de policiers et les multiples contrôles de la circulation n'avaient pour but que de tenter d'empêcher de nouveaux attentats de l'IRA et... la conduite en état d'ivresse.

Depuis des semaines, l'Angleterre redécouvre George Orwell, ce qui se traduit, dans les médias, par un véritable « maniaque » auquel il est impossible de se soustraire. Orwell doit se retourner dans sa tombe. Le voilà devenu presque aussi omniprésent que son terrible héros, Big Brother. La presse, la radio et

« Un cadeau familial »

Orwell se vend très bien. Ses éditeurs se frottent les mains et semblent n'avoir pas pris le temps de relire ce qu'ils publient. Penguin, en effet, vient de lancer une campagne publicitaire sur le thème : « 1984, le cadeau familial de l'année ». Or, dans l'un des principaux passages du roman, un porte-parole de la dictature annonce la destruction du couple et de la famille en expliquant qu'il ne peut y avoir d'autre amour que celui de Big Brother. Il n'est pas certain que les agents de Penguin aient voulu se livrer ainsi à une plaisanterie au second degré.

D'autres Anglais n'en conservent pas moins leur sens de l'humour. Une preuve supplémentaire vient d'être donnée par les rédacteurs d'un faux exemplaire du vénérable Times, qui relate l'actualité comme si Orwell, dans 1984, avait réellement prédit l'avenir. En gros titre : l'abolition de la monarchie. L'article qui suit nous apprend que cette incroyable décision a été prise par le « digne de fer » qui, désormais, doit obligatoirement être appelée Big Sister.

FRANCIS CORNILLI

Belgique

De violentes manifestations ont suivi la nomination officielle du bourgmestre francophone des Fournons

De notre correspondant

Bruxelles. — M. José Happart, vainqueur incontesté à l'automne 1982 des élections municipales dans la circonscription des Fournons, où une majorité francophone se trouve enclavée dans le territoire flamand,

Espagne

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT AUTONOME BASQUE RENONCE À BRIGUER UN NOUVEAU MANDAT.

(De notre correspondant.)

Madrid. — Le président du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garaikoetxea, membre du parti nationaliste basque (P.N.V., démocrate-chrétien), a provoqué une énorme surprise en refusant, le vendredi 30 décembre, la nomination de son parti pour briguer un nouveau mandat lors des élections régionales qui doivent avoir lieu à la fin du mois de février ou en mars.

Cette décision, annoncée au cours d'une assemblée nationale du P.N.V. à Zarautz (près de Saint-Sébastien), s'explique par les divergences politiques de plus en plus nombreuses qui opposent à la direction de son parti.

Le candidat du P.N.V. au poste de président du gouvernement autonome basque ne devant être désigné que le samedi 7 janvier au cours d'une nouvelle assemblée nationale, on ne peut pas totalement écarter l'hypothèse d'une manœuvre de M. Garaikoetxea pour obtenir une plus grande liberté vis-à-vis de l'appareil de son parti.

Son retrait, s'il se confirmait, pourrait modifier les données des prochaines élections régionales et la stratégie du P.N.V. M. Garaikoetxea, président depuis 1980, jouissant d'un prestige considérable. Le P.N.V. dispose actuellement de vingt-cinq des soixante sièges dans le Parlement issu des élections de mars 1980, contre neuf à son principal rival, le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E. au pouvoir à Madrid). Selon certaines enquêtes, il pourrait remporter la majorité absolue des sièges aux élections, malgré la poussée des socialistes.

(Interim.)

a été officiellement nommé bourgmestre le vendredi 30 décembre. C'est la conclusion normale et démocratique, mais, depuis bien des années, cette enclave a été l'objet d'affrontements très violents et parfois même sanglants entre la population francophone et des manifestants venus de Flandre dans le but d'imposer la « loi du sol » sur un territoire irrédentiste qui préférerait être rattaché à la province de Liège.

Au début de l'année, le gouvernement a failli éclater lorsqu'il s'agit de nommer M. Happart. Un compromis intervint en extremis pour gagner du temps : il fut convenu que le vainqueur des élections fouronnaises ne serait officiellement nommé au poste de bourgmestre qu'à la fin de l'année, ce qui devait, en principe, lui permettre d'apprendre la langue néerlandaise.

C'est donc dans une atmosphère très tendue que l'on voyait venir les derniers jours de 1983. Les réjouissances de fin d'année ont permis aux autorités d'organiser à la sauvette la prestation de serment de M. Happart. La cérémonie a eu lieu sans avoir été annoncée et à huis clos à Hasselt, qui est le chef-lieu de la province flamande du Limbourg. Respectant la législation linguistique en vigueur, le bourgmestre a prononcé son serment en langue flamande. Conformément à cette même législation, le conseil municipal de la région fouronnaise devra promulguer toutes ses décisions en flamand même si personne ne peut empêcher les édiles de se concerter préalablement en français.

M. Happart a déclaré que sa nomination ne devait pas être considérée comme une « défaite de la Flandre », mais comme une victoire de la démocratie. Il a cependant ajouté qu'il n'abandonnerait pas son combat pour le rattachement des Fournons à la province voisine — et francophone — de Liège.

Aussi les réactions n'ont-elles pas tardé. Des manifestants flamands ont envahi la bourgade des Fournons dès dimanche matin. Des bagarres violentes ont eu lieu entre francophones et flamandisant malgré la présence d'importantes forces de police.

Les organisations flamandes ont d'autre part demandé au Conseil d'être l'annulation de la nomination de bourgmestre.

JEAN WETZ.

Pologne

M. Adam Michnik refuse de s'exiler pour échapper à la prison

Neuf membres d'une organisation clandestine Solidarité-Instituteurs ont été arrêtés, vendredi 30 décembre, à Czeszochowa, dans le sud de la Pologne, par la police politique, a annoncé, samedi, la télévision polonaise. D'autre part, plusieurs prisonniers politiques, militants du syndicat dissous Solidarité poursuivaient une grève de la faim commencée début décembre dans le pénitencier de Strzelin, petite localité située à une trentaine de kilomètres de Wrocław, pour exiger de meilleures conditions de détention.

Cependant, quelque deux mille personnes se sont rassemblées dans la nuit de samedi à dimanche sous les fenêtres de M. Lech Walesa, à Gdansk, pour soutenir au président de Solidarité une année « victorieuse ». M. Walesa est apparu trois fois à la fenêtre pour saluer la foule et lui souhaiter en retour une année 1984 « meilleure que la précédente ».

Un millier de militants clandestins de Solidarité ont profité de l'amnistie promise par les autorités à ceux qui se rendraient avant le 31 décembre. Toutefois aucun dirigeant important n'a répondu à cet appel. Dans une lettre datée du 30 décembre et envoyée au ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak, M. Adam Michnik, en prison depuis deux ans, refuse la « liberté » dans l'exil. Des extraits de cette lettre ont été publiés, ce lundi, par Libération.

Après avoir décrit les brimades auxquelles il est soumis de la part

des autorités de la prison et avoir déploré que le ministre de l'Intérieur se dise impuissant à y mettre fin, M. Michnik écrit : « En revanche, vous avez été assez (compétent) pour me faire une proposition assez particulière : aller passer les fêtes sur la Côte d'Azur, sinon un procès et de nombreuses années d'emprisonnement m'attendent (...) Vous reconnaissez ainsi que je n'ai rien fait qui puisse permettre au parquet de formuler les accusations selon lesquelles je prépare le renversement du régime par la force (...) Vous reconnaissez que le jugement est fixé bien avant le procès (...) Vous reconnaissez que le but est de débarrasser l'élite du pouvoir d'opposants gênants ».

Le co-fondateur avec M. Jacek Kuron du KOR (Comité de défense des ouvriers), qui attend d'être jugé en même temps que M. Kuron et deux dirigeants de Solidarité, répond à la proposition du général Kiszczak : « Je ne vous ferai pas ce plaisir (...) Le valeur de notre combat se trouve non dans ses chances de victoire mais dans la cause au nom de laquelle nous avons entrepris ce combat ».

M. Michnik ne se fait aucune illusion sur le résultat de sa lettre : « Je sais que vos subordonnés vont essayer de me faire prendre pleine conscience de toutes les possibilités qu'offre le régime des prisons dans un pays qui construit le communisme ».

ASIE

Brunei

LE SULTAN BOLKIAH ET LES MEMBRES DE SA FAMILLE CUMULENT LES PRINCIPAUX POSTES GOUVERNEMENTAUX.

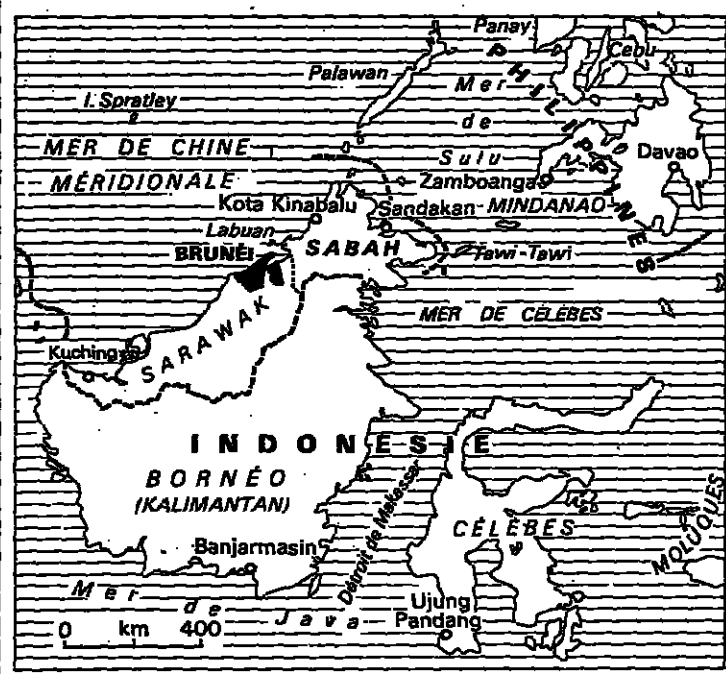
Kuala-Lumpur (A.F.P.). — Le sultan de Brunei, Sir Muda Hassan Bolkiah, a annoncé, dimanche 1^{er} janvier, qu'il exercerait les fonctions de premier ministre, ministre des finances et de l'Intérieur, dans le premier gouvernement du Brunei indépendant. Selon l'agence malaisienne Bernama, trente mille personnes ont assisté dans la nuit de samedi 31 décembre à dimanche 1^{er} janvier, dans la capitale Bandar Seri-Begawan, à la cérémonie officielle de proclamation d'indépendance (Le Monde daté 1^{er}-2 janvier).

Dans un discours diffusé à la radio et à la télévision nationales, le sultan a annoncé que son père, Omar Ali Saifuddin, prenait le portefeuille de la défense, son frère, Mohamed Bolkiah, celui des affaires étrangères, son autre frère, Jefri Bolkiah, celui de la culture, de la jeunesse et des sports.

Par ailleurs, l'ancien attorney général de Brunei devient ministre de la loi et ministre de la communication, tandis que l'ancien chef intermédiaire du gouvernement local, Datuk Abdul Aziz Par Omar, prend le portefeuille de l'éducation et de la santé.

Dans son discours, le sultan a affirmé que Brunei resterait « un Etat monarchique islamique malais souverain, démocratique et indépendant ».

L'indépendance du Brunei (5765 kilomètres carrés), enclavé dans le Sarawak, en territoire malaisien, sur la côte nord-ouest de l'île de Bornéo, comptant environ deux cent vingt mille habitants, met fin à près de cent ans de protectorat britannique. L'économie prospère du nouvel Etat tient essentiellement à ses ressources pétrolières.



Afghanistan

LE SERVICE MILITAIRE DEVIENT OBLIGATOIRE À PARTIR DE DIX-HUIT ANS

Islamabad, (A.F.P.). — Le gouvernement afghan a décrété, dimanche 1^{er} janvier, le service militaire obligatoire pour tous les jeunes gens, à partir de dix-huit ans, et leur a ordonné de se faire recenser dans les plus brefs délais, a rapporté Radio-Kaboul captée à Islamabad. Ceux qui ne répondraient pas à l'appel risquent de sévères sanctions, a précisé un communiqué du ministère de la défense cité par la radio.

L'âge du service militaire obligatoire — d'une durée actuelle de trente mois qui peut éventuellement être prolongée — était jusqu'à présent de vingt et un ans.

La nouvelle loi de conscription touche également les étudiants, qui bénéficient jusqu'à présent de

sursis. Tous ceux qui ont échoué aux concours d'entrée dans diverses institutions gouvernementales ainsi que ceux qui ont terminé leurs études doivent se faire recenser. Les jeunes Afghans ayant déjà effectué leur service militaire doivent pouvoir présenter un certificat attestant de leur passage sous les drapeaux. Une enquête sera menée dans tout le pays pour recenser tous les jeunes mobilisables.

Le nombre des désertions a considérablement augmenté depuis la mise en place, en 1979, du régime pro-soviétique de Kaboul. Selon des sources officielles afghanes, les effectifs de l'armée seraient tombés, depuis lors, de 90 000 à moins de 30 000.

El Salvador

La guérilla a remporté d'impressionnants succès militaires en quarante-huit heures

San-Salvador (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — Les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.) ont commencé l'année 1984, au V de la guerre civile au Salvador, par un nouveau et impressionnant succès militaire. Quarante-huit heures après leur attaque victorieuse contre la caserne stratégique d'El Paraíso, à une soixantaine de kilomètres au nord de la capitale, ils sont parvenus, au terme d'un vif engagement contre les gouvernementaux, à détruire le pont Cascatán, le plus important du pays, par lequel la route panaméricaine franchit le río Lempa, mettant en communication San-Salvador avec les provinces orientales.

Un nombre indéterminé de guérilleros du F.M.L.N. s'étaient infiltrés durant la nuit de la Saint-Sylvestre dans la zone proche du pont et du barrage de San-Lorenzo, l'un et l'autre inaugurés il y a un peu plus de trois mois. Un fort détachement de gouvernementaux gardaient les installations. Des rebelles ont déclenché des tirs de mortier, tandis que d'autres dynamitaient les piles du pont. L'ouvrage d'art a été rendu totalement inutilisable.

En octobre 1982 déjà, un autre pont sur le río Lempa, le pont de Oro, avait été détruit par la guérilla. La capitale et l'est du pays ne sont plus désormais en communication que par un pont de chemin de fer et une route empruntant la crête du barrage de San-Lorenzo.

Le vendredi 30 décembre, ce sont environ huit cents guérilleros qui avaient attaqué au mortier, de 81 mm la caserne d'El Paraíso, dans le département septentrional de Chalatenango. Cette installation avait été récemment construite selon des plans américains et était considérée par certains experts militaires comme une forteresse à peu près impenable. Cinq autres casernes de ce type existent dans le reste du pays.

Le F.M.L.N. a donc remporté à un succès impressionnant, surtout s'il se confirme que les quelque trois cent cinquante gouvernementaux qui défendaient El Paraíso ont presque tous été mis hors de combat. Selon une source militaire salvadorienne, il y aurait eu quarante et un tués, dont deux colonels. En outre, des rumeurs font état de cent trente-cinq soldats prisonniers et de nombreux blessés. Les rebelles se sont aussi emparés d'un petit arsenal et ont totalement détruit le matériel roulant et les installations avant de repartir. Un officiel américain a qualifié l'affaire de « très grave ».

Cette recrudescence d'activités de la part du F.M.L.N. pourrait confirmer certaines indications de source américaine selon lesquelles la

guérilla entendrait intensifier sa pression en vue de saboter les élections générales de mars 1984. En outre, les observateurs sont sensibles au fait que l'attaque contre El Paraíso ait été menée par trois groupes de guérilla différents mais sous commandement unique. Cela démontrerait, en particulier, que les Forces populaires de libération (F.P.L.), qui ont récemment connu une scission, ont, en partie au moins, surmonté leur grave crise interne.

Argentine

L'ÉVÊQUE DE LA RIOJA AURAIT BIEN ÉTÉ ASSASSINÉ EN 1976 PAR DES MILITAIRES

Buenos-Aires (A.F.P.). — L'ancien chef de la police de la province de Buenos-Aires, le général Ramon Camps, a été cité à comparaître ce lundi 2 janvier devant le juge chargé de l'enquête sur la disparition d'un chercheur de l'Institut argentin de technologie industrielle, M. Alfredo Giorgi. D'autres responsables, en particulier l'ancien président Reynaldo Bignone, ont également été convoqués pour la même affaire.

Le général Camps est accusé par des organisations de défense des droits de l'homme d'être responsable de plusieurs milliers de « disparitions » de 1976 à 1979.

L'accident de voiture dans lequel est mort, en 1976, Mgr Enrique Angelelli, évêque de la province de Rioja, était « intentionnel », a déclaré, d'autre part, le gouverneur de cette province, M. Carlos Menem, qui a porté l'affaire devant la justice, en demandant qu'elle soit rapidement traitée. Plusieurs membres de l'armée et de la police seraient impliqués dans cet « accident ». Selon la version officielle de l'époque, Mgr Angelelli avait péri dans un accident de la route alors qu'il regagnait son diocèse. L'évêché de la province avait toutefois affirmé en 1983 que le prélat avait été assassiné par des inconnus qui l'avaient tiré hors de sa voiture pour l'achever à coups de poing. L'évêque était en possession, lors de l'« accident », d'un dossier avec des preuves irréfutables sur des assassinats politiques et comprenant notamment une liste de personnes à liquider sur laquelle il figurait.

Enfin, la police a démenti la découverte, annoncée vendredi 30 décembre, du corps d'Hector Hidalgo Sola, ancien ambassadeur d'Argentine au Venezuela, « disparu » en 1977 à Buenos-Aires.

UN SUPPLÉMENT DE LA REVUE « ESPRIT »

« Amériques latines à la une »

Le très riche supplément de la revue Esprit (1), consacré à l'Amérique latine est dédié à la mémoire de Louis Mercier Vega, syndicaliste et auteur méconnu, trop tôt et tragiquement disparu. Un « éclairage hors pair », ainsi que le qualifie Gilles Bataillon, et qui a effectivement été l'un des premiers à dénoncer, et avec quelle vigueur, tous les totalitarismes, de droite et de gauche. Ses réflexions, ses jugements, par exemple, sur le péronisme ou sur les guérillas, ont aujourd'hui encore une singulière résonance.

C'est dire que l'Esprit, au sens propre, qui anime ce supplément est celui d'une volonté de démythification, d'une remise en cause des simplifications abusives, des aveuglements passionnels ou volontaires. Avec le souci, fâcheux mais difficile, de faire place à une Amérique latine existant dans toutes ses dimensions, culturelles, économiques, politiques et sociales. S'il est vrai que les médias, d'une façon générale, sont, par principe et par nécessité, limités dans leur approche et ont naturellement tendance à privilégier l'événement, les réflexions d'ensemble, les analyses d'ensemble, les universitaires n'échappent pas toujours à une globalisation désastreuse.

Beaucoup d'analyses très fouillées, de remarques en ordre et à jour de thèmes actuels ou permanents dans un sommaire dont les titres de rubrique principales sont : le voyage au bout de l'Amérique centrale, la tiers-mondisme et ses religions, les parenthèses militaires (Chili, Argentine et Uruguay), le populisme à l'autoritarisme, le développement à perte. Certains textes souffrent sans doute d'avoir été rédigés il y a plusieurs mois, et des méditations de haut niveau, comme le texte du Mex-

casin Octavio Paz sur « l'Amérique latine et la démocratie » viennent avec de petits résumés de comptes ou des coups de patte à certains romanciers latino-américains, trop « engagés » dans un seul sens.

Mais l'ensemble est de qualité et force la réflexion, ce qui est bien l'objectif premier des auteurs. « La brutalité imbécile de Washington ne peut servir de prétexte à une justification du caractère aujourd'hui totalitaire du régime castriste », écrit Louis Mercier Vega en 1976. Olivier Mongin souligne une difficulté actuelle : « Au nom de la critique du totalitarisme qui modifie la perception du conflit Est-Ouest (l'opposition capitalisme-socialisme a laissé la place à celle de la démocratie et du totalitarisme), les conflits de type Nord-Sud (rapport de développement - sous-développement) ne sont plus que des projections du rapport Est-Ouest ».

A propos de l'Amérique centrale, Gilles Bataillon, qui analyse d'autre part l'évolution du régime sandiniste depuis 1979, dénonce justement les doubles simplifications. « C'est sans doute cette incapacité à prendre en compte la diversité des situations locales qui rend si explosifs recherches et débats sur la situation centrale américaine. » On peut en dire autant de toute l'Amérique latine, complexe, multiple et riche à tous les niveaux.

M. N.

(1) Amériques latines à la une, un supplément à la revue Esprit, avec des textes de Leonardo Boff, Gérard Chaliand, Cabrera Infante, Luciano Martins, Jean-Claude Masson, Jean Mayer, Philippe Burin des Roziers, Olivier Mongin, Daniel Peccard, etc. 320 pages, 64 francs.

Le prix de l'effort

12

لا حول ولا قوة الا بالله

سنة ١٤٠١ هـ

Le Monde

Société

Sécurité renforcée après les attentats du week-end

L'attentat commis, samedi 31 décembre, dans la salle des consignations manuelles, à la gare Saint-Charles de Marseille, a causé la mort de deux personnes et en a blessé trente-quatre, dont neuf grièvement.

Soul l'un des deux morts a pu être identifié : il s'agit de M. Mauchou Malouf. La plupart des blessés sont des Nord-Africains résidents à Marseille. L'attentat du T.G.V. a causé, lui aussi, la mort de deux personnes, des jeunes filles, dont l'identité n'avait pas été communiquée lundi en fin

de matinée. Parmi les nombreux blessés, quatre sont grièvement touchés.

Les mesures de sécurité immédiatement prises par le gouvernement s'ajoutent à celles qui avaient été adoptées aux mois d'octobre et de novembre après le double attentat de Bayrouth. On souligne au ministère de l'Intérieur qu'un dispositif renforcé a été mis en place sur l'ensemble du territoire national.

Il s'agit essentiellement de rondes effectuées aussi bien par des policiers que par des gen-

darmes autour des gares S.N.C.F. et des établissements publics. D'autres mesures, qui n'ont pas été rendues publiques, ont été ordonnées par le ministère de l'Intérieur. Les forces de l'ordre ont à nouveau reçu des consignes de vigilance toutes particulières. A Paris, les différents ministères ainsi que les lieux publics sont l'objet de précautions spéciales.

Les deux attentats commis samedi ont d'autre part provoqué des inquiétudes parmi la population. De fausses alertes à la bombe ont également

eu lieu. Ainsi, la gare de Nice s'est-elle dû être entièrement évacuée dimanche en début de soirée. Ses responsables ont fait appel aux artificiers qui ont fouillé en vain les locaux. La gare de Grenoble a dû être évacuée, elle aussi, et fouillée dimanche, vers vingt-trois heures, ainsi que le car-ferry qui a transporté les concurrents du rallye Paris-Alger-Dakar.

Des actions de « professionnels » selon les enquêteurs

Le premier des deux attentats qui ont été commis dans la soirée du samedi 31-décembre 1983 a eu lieu dans le T.G.V. Marseille-Paris. Le train à grande vitesse, qui avait quitté la gare de Marseille-Saint-Charles à 17 h 29, traversait la commune de Tain-Hermitage, dans le Drôme, à une quinzaine de kilomètres au nord de Valence. L'engin explosif, placé selon les premières constatations dans une soute à bagages, a éjecté les deuxième et troisième wagons à 19 h 42. « Nous avons eu l'impression, brusquement, que le train venait de franchir une marche », a déclaré un passager qui voyageait en tête du train. « Le conducteur », a indiqué M. Jean Mingasson, commissaire de la République de la Drôme, « a eu une excellente réaction qui a évité le pire. Sa détermination a été progressive pour éviter une catastrophe ».

Les secours se sont très rapidement organisés autour du train. Plusieurs personnes prisonnières de l'amas de tôles brûlées et de débris arrachés ont pu être rapidement dégagées. Les sauveteurs découvraient néanmoins les corps de deux jeunes filles tuées par l'explosion et une vingtaine de blessés, dont quatre grièvement.

Aucune piste solide

Selon M. René Rouvère, maire de Tain-Hermitage, certains éléments ont contribué à atténuer les conséquences qu'aurait pu avoir cet attentat : « L'explosion », a-t-il précisé, « s'est produite dans la longue ligne droite qui précède l'entrée de la gare. De ce fait, le train, malgré sa vitesse élevée (120-140 km/h) n'a pas dévié. De plus, il n'y avait que trois ou quatre passagers dans la deuxième voiture en ce soir de fête. » D'autre part, le T.G.V. venait heureusement de croiser, depuis 45 secondes, un convoi en provenance de Paris.

Moins d'une vingtaine de minutes plus tard, à 20 h 09, une violente explosion avait lieu dans la salle des consignations manuelles de la gare Saint-Charles, à Marseille. De nombreux voyageurs attendaient, à proximité, l'arrivée de parents ou d'amis. La force de l'explosion a provoqué la formation d'un cratère d'un mètre de profondeur. Des gravats ont été projetés sur une centaine de mètres. Une quarantaine de personnes se trouvaient alors dans la salle. Deux d'entre elles seront déchaînées par la bombe, plus de trente autres blessées. A Marseille comme à Tain-Hermitage, les secours (infirmiers, médecins et pompiers) s'organisent vite.

LES RAMES DU T.G.V.

Une résistance à beaucoup d'épreuves

C'est la deuxième fois en moins de trois ans qu'un T.G.V. fait l'objet d'un attentat. Et c'est la deuxième fois qu'il fait, en ces circonstances, l'objet de sa sécurité. A Tain-Hermitage, pas plus qu'à Tain-Hermitage, l'explosion n'a fait dérailler la rame. Même si, dans les deux cas, les charges n'avaient pas été disposées sur un organe vital du train — un bogie par exemple —, l'effet mécanique de l'explosion n'a pas entraîné de grave déséquilibre de la trajectoire.

Il faut dire que les essais auxquels se livre le S.N.C.F. préalablement à la mise en service de tout matériel — et ce fut encore plus vrai dans le cas du T.G.V. — permettent en général de repousser très loin son point de rupture en cas d'accident. Les constructeurs s'en préoccupent de leur côté, mais le S.N.C.F., surtout, dispose à Vitry-sur-Seine d'un centre d'essais très spécial dans lequel on « torture » non seulement les prototypes, mais aussi des matériels en service prévus au hasard sur les lignes, afin de s'assurer qu'ils vieillissent bien.

De la sorte, peuvent être calculés avec une grande précision — et le cas échéant, améliorés — la résistance au déraillement d'un bogie, d'une voiture, d'un wagon, ou d'une motrice, les ca-

pacités extrêmes de freinage, ou les aptitudes à absorber, à des vitesses données, les chocs frontaux ou latéraux. Ainsi le plancher de tout le matériel roulant de la S.N.C.F. est-il capable de résister à un effort de compression de 200 tonnes. Quant aux vitres frontales des motrices du T.G.V., elles sont conçues pour tenir jusqu'à mach 2...

Le degré de fiabilité des essais réalisés par la S.N.C.F. est tel que leurs conclusions ont une valeur internationale. La qualité de ses matériels explique leur longévité et le succès des équipements français à l'étranger — où, pour certains réseaux, trop résistants, trop sophistiqués, et donc trop coûteux.

Tous ces tests ne portent cependant que sur des incidents ou accidents afférents aux conditions « normales » d'exploitation. Les ingénieurs de la S.N.C.F. conviennent que le cas de figures de l'attentat n'est pas retenu à ce niveau, la nature de situations possibles étant alors à peu près infinie, puisqu'il dépend de la nature et de la position de la charge. Une « impasse » que compense donc en partie la qualité d'ensemble du matériel.

J. SN.

UNE ANNÉE DE TERRORISME

Contre les nombreux attentats liés à la politique intérieure (mouvements autonomistes, groupements révolutionnaires, etc.) commis en Corse, au Pays basque et dans les départements d'outre-mer, des actions terroristes diverses ont été perpétrées en 1983, sans toujours être revendiquées.

LE 26 FÉVRIER. — Un engin explosif est découvert à Marseille, dans les locaux d'un établissement où devait avoir lieu une fête de la communauté Israélite.

LE 28 FÉVRIER. — Un attentat revendiqué par l'ASALA (Armée secrète arabe libanaise) détruit le siège d'une agence de voyages parisiennes spécialisée dans le tourisme en Turquie, causant la mort d'une jeune secrétaire française.

LE 13 MARS. — Un enfant d'une famille d'immigrés, âgé de onze ans, est tué par un engin explosif dans le quartier de la Cayolle, à Marseille.

LE 15 JUILLIET. — Un attentat revendiqué par l'ASALA, provoquant, à l'aéroport d'Orly, la mort de huit personnes.

LE 7 AOÛT. — Un gendarme est tué dans les Landes au cours d'une fusillade avec des militants basques.

LE 13 SEPTEMBRE. — Pierre-Jean Massini, secrétaire général du département de la Haute-Corse, est assassiné près de Bastia.

LE 30 SEPTEMBRE. — Une bombe explose au restaurant parisien l'Orée du bois, provoquant la mort d'un homme de trente et un ans.

LE 19 NOVEMBRE. — Une explosion criminelle au restaurant parisien l'Orée du bois blesse trente-trois personnes.

LE 23 DÉCEMBRE. — Deux personnes sont blessées, dont deux grièvement, dans l'attentat par explosif dirigé contre le restaurant le Grand Vefour, à Paris.

Enrayer l'engrenage de la peur

(Suite de la première page.)

Succès très rapides après la nuit blanche du F.I.N.C. sur le continent, en mai 1983 : les quarante-huit heures de garde à vue légale suffisent à en arrêter les auteurs. Grande raffe dans les milieux arméniens, au petit jour, mobilisant le ban et l'arrière-ban de la police judiciaire, après l'attentat de l'ASALA à l'aéroport d'Orly en juillet 1983 : arsenal saisi, auteurs — rétrécis par la suite — de l'attentat, puis, après de longues fatigues, l'interpellation, le 8 octobre, de Souad Nayir, suspecté d'avoir fabriqué l'engin explosif.

Signe prémoniteur : l'arrestation a lieu un samedi matin, gare Saint-

Charles, à Marseille, quelques heures avant une cérémonie en l'honneur du T.G.V. Paris-Marseille, dont la maraîche est l'épouse de M. Gaston Defferre. Enfin, à la mi-novembre 1983, après la mort, en octobre, d'un militant extrémiste italien lors d'un hold-up de banque à Paris, les policiers parisiens s'approprient à interpellation en flagrant délit quelques rescapés de la mouvance Action directe et du terrorisme italien, reconvertis dans le droit commun alimentaire. Des révélations inexactes et inopportunes, assurément, auraient empêché l'opération.

Ces résultats tangibles associent la brigade criminelle de Paris, qui, avec sa section antiterroriste (SAT) dirigée par le commissaire Jean Dikran Tchividjian, regroupe des spécialistes incontestés ; les renseignements généraux, dont on a pu noter la collaboration étroite, en ce domaine du moins, avec la police judiciaire ; et la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), quand il s'agit de militants étrangers. Seul service actif à avoir bénéficié de créations de postes et d'une augmentation de moyens au budget de 1984 du ministère de l'Intérieur, la D.S.T., dont la mission traditionnelle est théoriquement la lutte contre les menaces de puissances étrangères sur le territoire national, voit son rôle accru. Tout simplement parce que le terrorisme international est une continuation de la guerre et de la diplomatie par d'autres moyens, bref un terrorisme d'Etat.

S'interessant de près aux activités islamiques intégrées en France, la D.S.T. est à l'origine de l'expulsion, la semaine dernière, de trois diplomates, puis de cinq étudiants iraniens, suspects de faire partie d'un réseau terroriste, constitué autour d'associations culturelles ou religieuses. De même, ses rapports ont conforté l'inquiétude des responsables politiques — notamment de M. Defferre, qui ne la cachait pas à ses visiteurs — depuis les attentats de Bayrouth, fin octobre, contre les continents américain et français. Leur religion était faite : début 1984, serait, comme l'est 1982, une période difficile.

Le troisième niveau concerne la coordination de cette action diversifiée. Après avoir privilégié, par choix de la présidence de la République, une mission placée directement à l'Elysée, sous la responsabilité du chef d'escadron de gendarmerie,

Christian Prouteau, le gouvernement est revenu à une répartition des rôles plus classique.

Les résultats des services de police « traditionnels » comme les nombreuses « affaires Baril » n'y sont évidemment pas étrangers. Cette réorientation en faveur de la police nationale fait même être symbolisée par la nomination d'un coordonnateur de la lutte antiterroriste auprès du directeur général de la police nationale, M. Pierre Verbrugghe. Le nom de M. François Le Mouél, « grand flic », un temps en disgrâce, circula sans suite. Constaté en 1982, un bureau de liaison antiterroriste (BLAT) continue cependant de se réunir place Beauvau.

Telle est la machinerie qui est déjà en branle, sans que l'on veuille au ministère de l'Intérieur confirmer officiellement l'hypothèse, cohérente avec les avertissements précédents, d'une offensive chitite de « Jihad islamique ». On y a en effet d'autres priorités : rassurer, enrayer l'engrenage de la peur quotidienne et du terrorisme exceptionnel, cette machine à produire de l'insécurité. Mesures classiques qu'une « logique » folle et criminelle pourra toujours contourner : rondes accrues, contrôles renforcés dans les gares et les aéroports, gardes statiques bien visibles, etc. Cette guerre se gagne aussi par l'apparence.

EDWY PLENEL.

La piste islamique

Ce 31 décembre marque peut-être le début d'une époque nouvelle : celle d'un terrorisme plus efficace parce que plus masqué, inquiétant parce que moins lié aux modèles de référence connus. Davantage caractérisé, surtout, par ce que redoutent les spécialistes occidentaux : des derniers mois : un maximalisme froidement recherché, une obsession à privilégier les cibles à fort effet psychologique, à atteindre les démocraties en des points où l'écho des meurtrissures se répercute loin. Un terrorisme, aussi, qui systématise la fréquentation de la France, reconnue comme une victime d'excellente tenue du point de vue des auteurs d'attentats.

La prudence des enquêteurs à ne pas accuser sans preuves ni éléments de conviction les honneurs. Mais l'expérience prouve que la main armant les engins de mort est, la plupart du temps, celle à laquelle on avait spontanément songé. Les erreurs d'interprétation dans l'histoire récente du terrorisme ont été finalement peu nombreuses. Deux hypothèses évidentes peuvent donc être avancées sans trop de risques :

1) L'ASALA. L'armée secrète arabe libanaise pour la libération de l'Arménie a de bonnes raisons d'en vouloir à la France. Plusieurs des membres de son réseau européen ont été arrêtés après l'attentat d'Orly commis le 15 juillet. Et si l'on accorde une vertu aux symboles, rappelons que l'un des responsables de l'ASALA pour la France, Sonir Nayer, spécialiste de la fabrication des bombes, avait été appréhendé en octobre, alors qu'il descendait, en gare de Saint-Charles, du train Paris-Marseille. L'ASALA, d'autre part, réclame toujours la mise en liberté de quatre de ses militants arrêtés après la prise d'otages, en 1981, au consulat de Turquie à Paris. Leur procès devrait s'ouvrir à la fin du mois de janvier.

Enfin, autre argument en faveur d'une piste arménienne : le rôle des services de renseignements français dans la scission intervenue, en 1983, dans l'organisation clandestine arménienne. La tendance « dure » de l'ASALA, reprochée à la France d'avoir, même de manière fort indirecte, poussé l'aile « européenne » du mouvement à un certain repli.

Toutefois, cette première hypothèse reste la plus invraisemblable, l'ASALA ayant toujours, jusqu'à présent, mis un soin jaloux à revendiquer rapidement ses opérations.

2) L'intégrisme islamique. Une hypothèse évoquée sans cesse, celle de l'organisation compositée, à dominante chitite, Djihad islamique, qui s'est fait connaître en revendiquant les attentats du 23 octobre à Bayrouth contre les troupes américaines et françaises du contingent international ; du 4 novembre à Tyr contre l'armée israélienne, et du 12 décembre contre plusieurs installations notamment américaines et françaises.

Cette piste islamique — qui peut comprendre plus largement une intervention iranienne — s'impose à double titre. Le 31 décembre marquait en effet la fin d'un ultimatum de dix jours adressé le 21 décembre à la France après l'attentat, revendiqué par Djihad islamique, commis le jour même contre un poste militaire français. « Les forces françaises et américaines doivent quitter Bayrouth dans un délai de dix jours, faute de quoi nous provoquerons un véritable tremblement de terre sous leurs pieds. » Les auteurs du communiqué ne présentaient pas, toutefois, où la terre, au Liban ou dans les pays d'origine des armées désignées, allait trembler.

La peur des kamikazes

Cet attentat répond aussi à une crainte forgée ces dernières semaines et largement répandue par les autorités, les opinions publiques française et américaine. Celle des kamikazes chitites qu'on craignait de voir lancés contre des installations militaires ou civiles.

Celles qui entraînent un brusque sursaut de protection de la Maison Blanche et de l'Elysée, des casernes et des bases aériennes et de certains objectifs considérés comme stratégiques.

La France et les Etats-Unis ont affiché plus qu'une peur sérieuse, attestée par des rapports de police ou des indices concrets. Les fantasmes de mort ont peut-être constitué davantage encore le lit de ces deux attentats. Djihad islamique, appellation générique aux contours encore imprécis, peut avoir simplement précipité ses noirs desseins en choisissant un moment fort de la vie occidentale, et en particulier française, pour justifier la réputation qui avait précédé cette démonstration de force.

Qui, en définitive, peut-être responsable du double attentat de la Saint-Sylvestre ? Les enquêteurs, à la différence des années précédentes, redoutent de ne pas l'apprendre par voie de communications de revendication. L'ASALA, Djihad islamique, en fait tout autre organisation terroriste née ou à naître, ont assimilé quelques vérités expérimentées par leurs aînés, qu'il s'agisse de la génération européenne des poseurs de bombes ou de la violence des extrémistes palestiniens. Qui-convaincra un attentat se désigne, s'affaiblit donc, en permettant aux sociétés européennes de ne pas souffrir d'une meurtrissure plus grave encore que celle du sang : l'ignorance. L'incapacité de jauger l'adversaire, de savoir de quels côtés viennent les coups et de mettre en mouvement leur processus — lourd et lent — d'autodéfense.

Le groupe Abou Nidal, par exemple, a beaucoup perdu de son pouvoir de faire peur, donc de sa force, lorsque, après plusieurs attentats, en 1981 et 1982, certains des mystères concernant ses objectifs et ses méthodes ont été percés et certains de ses membres, si prompts à avouer leurs crimes, arrêtés. Il fallait s'attendre qu'une nouvelle génération trouve plus d'efficacité à s'imposer la discrétion et à s'autocroquer du silence.

PHILIPPE BOGGIO.

DANS LA PRESSE PARISIENNE :

« Bons baisers de l'ayatollah »...

Des khoménistes ? des Arméniens ? ou des extrémistes ? Roger Proust, qui dans l'Humanité, dénonce « les tueurs de l'ombre », fait preuve d'une grande prudence sur l'origine des attentats... « La situation actuelle, remarque-t-il pourtant, incite à s'interroger sur la nature d'un certain nombre d'attentats et sur l'identité de leurs véritables instigateurs qui, dans un passé récent se recrutent encore parmi les filières de l'extrême droite. » L'éditorialiste de l'Humanité est le seul à évoquer cette piste. Avec plus ou moins de formes, les autres commentateurs voient dans ces attentats la main de l'organisation de Djihad islamique. « En tête du hit parade des malades capables d'envoyer leurs vœux à coup de T.N.T. », écrit Vincent Lahu dans le Matin, il y a certes les frénétiques et les mures chitites du Jihad islamique. « Revendication a priori puisque ceux-là au moins avaient annoncé la couleur. Le Quotidien de Paris est plus catégorique : il ne voit, dans les déclarations gouvernementales, que « de pitoyables et vains exorcismes face à la puissance maléfique que

nous connaissons parfaitement (...) Dominique Jamet, a nommé Khoménisme. « Ce sont, estime-t-il, les bons vœux de Téhéran avec les bons baisers de l'ayatollah. » Le Figaro titre sur « l'Etat impuissant ». Tout en admettant l'absence de « protection miraculeuse en matière de terrorisme », Gérard Nirasco voit dans le téléscopage entre ces attentats et le message du président de la République « le symbole d'un Etat affaibli, incapable de faire face. »

Mitterrand, estime en revanche Serge July dans Libération, est parvenu à prendre les tueurs à contre-pied. « Le président de la République, s'exprimant à la télévision sept minutes après le premier attentat, n'a pas eu, d'après Serge July, à changer un mot de son intervention. » « Même la réponse à l'ultimatum du Jihad était prévue : Nos soldats rentreront chez nous, mission remplie. (...) un comble pour des terroristes ; cette fois-ci, ils n'arriveront même pas à provoquer un discours de Mitterrand qui leur soit spécialement consacré. », écrit le directeur de Libération.

Un triple défi

L'image des cinquante-huit cercueils alignés dans la cour d'honneur des Invalides commençait à s'estomper, mais pas le souvenir de ces militaires morts à Bayrouth, le 23 octobre, après qu'un camion-suicide bourré d'explosifs eut percuté contre leur cantonnement.

Menaçante, l'organisation Djihad islamique, en accordant, le 22 décembre, « un délai de dix jours aux forces françaises et américaines pour qu'elles évacuent le territoire libanais, faute de quoi un véritable tremblement de terre aura lieu sous leurs pieds », n'avait sans doute pas assez retenu l'attention.

M. François Mitterrand, pour sa part, présentait sur le petit écran ses vœux aux Français. Le président de la République rappelait : « Au Liban, où nous faisons notre devoir, c'est de nous que l'on attend, de part et d'autre, la sauvegarde des vies humaines. (...) Mission remplie, nos soldats rentreront chez eux. »

Voilà pour le contexte. Le gouvernement réduisait assurément un « passage à l'acte ». Témoin les précautions prises pour assurer la protection de l'Elysée et d'autres bâtiments. Un triple défi a répondu, samedi soir, à ces craintes.

Déjà au chef de l'Etat, dont l'allocution, comme on allait l'ap-

prendre, a eu lieu entre les deux explosions meurtrières. Déjà au ministre de l'Intérieur, maire de Marseille, dont la ville, au travers de l'attentat de la gare Saint-Charles, est visée, ainsi que lui-même. Déjà à la France, aussi, touchée par la mort de quatre personnes, le soir du réveillon. Ce triple défi, par les symboles visés, allait assurer aux terroristes un maximum de publicité.

Une publicité sans autre vocation que de diffuser de la peur, puisque les auteurs de ces attentats ne se soucient apparemment pas de signer leur forfait. Comme s'il se suffisait, pour l'instant, à lui-même.

LAURENT GRELSAMER.

La France souhaite mettre de l'ordre dans les rapports entre l'industrie pharmaceutique, le corps médical et les patients volontaires

MARC AMBROISE-BENDI

مقدار العمل

SPORTS

LE SIXIÈME RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR

12 000 kilomètres et beaucoup d'argent

C'est quatorze motocyclistes, deux cent cinquante-trois automobiles et trente et un camions - au total près de huit cents concurrents - ont pris dimanche 1^{er} janvier, place de la Concorde à Paris, devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes, le départ du sixième Paris-Alger-Dakar pour un rallye de 12 000 kilomètres à travers sept pays : l'Algérie, le Niger, la Haute-Volta, la

Côte d'Ivoire, la Guinée, la Sierra-Léone et le Sénégal.

Cette épreuve est devenue le terrain d'affrontement des grandes marques automobiles. Pour sa première apparition, Porsche a engagé l'équipage Jacky Ickx-Claude Brasseur, vainqueur l'an passé sur Mercedes; le constructeur allemand sera le grand favori

d'une épreuve qui convoite également Lada, Range Rover, Mitsubishi.

Le Paris-Dakar des motocyclistes donnera également lieu à un affrontement entre B.M.W., Yamaha et Honda. B.M.W. a confié cette fois à Hubert Auriol une moto qui a une puissance supérieure de 40 ch à celle de ses rivaux pour renouveler ses succès de 1981 et 1983.

effectué 102 heures de vol, soit une dépense de 400 000 F, qui ont été, en partie, remboursés par S.O.S. Assistance.

On compte, en moyenne, une cinquantaine de blessés sérieux à chaque rallye. Jean-Paul Minguelles, blessé à la tête en 1982, après un vol plané d'une quarantaine de mètres, a été victime, l'année suivante, de plusieurs chutes successives. Il a été rapatrié avec un traumatisme crânien, tel un boxeur qui ne se remet pas d'un banal K.O. Aussi graves que soient ces accidents, ils ne sont rien si on les compare aux morts enregistrés lors du rallye depuis quelques années: Ursula Zentsch, journaliste; Bert Oosterhuis, motard néerlandais; un jeune Malien en 1982; Jean-Noël Pineau en 1983.

GILLES MARTINEAU.

Dans un quotidien ivoirien

LES NOSTALGIQUES DE L'AFRICA KORPS

Abidjan. - Le quotidien ivoirien *Fraternité-Matin*, sous le titre: « Le grand cirque », a publié, samedi 31 décembre, une présentation de la course Paris-Dakar laissant transparaître une certaine irritation devant ce que l'auteur de l'article n'hésite pas à désigner comme « le dernier refuge pour les nostalgiques de l'épopée de Lawrence d'Arabie ou de l'Africa Korps ».

Déplorant le manque de contact entre les participants et les populations africaines lors de la course et l'importance des sommes en jeu, le quotidien ivoirien estime qu'« en France c'est la période creuse de fin d'année, c'est la trêve en football, en rugby, les Oscars sont distribués, alors les médias se sont tournés vers ce grand cirque qui se joue sur le continent africain sans les Africains », organisé par « un grand maître: Thierry Sabine, qui, tel Lawrence d'Arabie, chevauche à la tête de son armada, tout de blanc vêtu, une longue écharpe immaculée flottant au vent du désert ».

Ce « feuilleton annuel », doit « respecter le jardin africain », souligne le quotidien. - (A.F.P.).

TELEX PARTAGE
ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

RUGBY

Le Sud-Ouest gagne la Coupe des provinces

La trêve des confiseurs et la proximité du réveillon n'ont pas empêché la sélection du Sud-Ouest (Périgord-Agenais) et celle de l'Armagnac-Béarn-Bigorre de disputer très sérieusement la finale de la Coupe des provinces, samedi 31 décembre à Montauban. Avec son ossature de club (douze Agenais), le Sud-Ouest a profité de son homogénéité pour s'imposer 15 à 7, pour la première fois en finale, grâce à trois pénalités de Vilquin et deux drops de Delage. Leurs adversaires ont réussi un essai par Rongier et une pénalité par Trille.

Créée pour remplacer les traditionnels matches de sélection avant le Tournoi des cinq nations, cette Coupe des provinces est devenue un trophée très convoité. Désormais, les participants ne jouent plus pour se mettre en valeur mais pour gagner. Entraîneur de l'Armagnac-Béarn-Bigorre, Bertrand Fourcade envisage des rassemblements mensuels la saison prochaine pour préparer l'épreuve. Une évolution qui inquiétait un peu Albert Ferrasse, le président de la Fédération: « Ce fut un match sérieux, qui m'a rappelé davantage une rencontre de tournoi qu'un match de sélection. Viril, certes, mais d'une parfaite correction. Alors, il ne faudrait pas, par excès de régionalisme, faire maintenant la guerre des provinces. »

A signaler l'intéressante initiative d'Antenne 2 qui avait doté l'arbitre d'un micro, dormant ainsi, en direct, ses décisions aux joueurs, et aux téléspectateurs.

TENNIS

Martina Navratilova millionnaire en dollars

Avec quinze tournois gagnés et une seule défaite (à Roland-Garros contre Kathy Horvath), en quatre-vingt-six matches, Martina Navratilova termine nettement détachée, avec 3900 points, le circuit féminin 1983 devant Chris Evert-Lloyd (2214), Andrea Jaeger (1695), Joe Durie (1640) et Sylvia Hanika (1613).

Cet ensemble de performances en tournois officiels lui a permis de gagner 1 450 000 dollars, soit trois fois plus que Chris Evert-Lloyd (430 000 dollars). Martina Navratilova a plus gagné en 1983 que le tchécoslovaque Ivan Lendl, premier chez les hommes avec 1 287 000 dollars. A vingt-sept ans, elle s'est adjugé plus de 6 millions de dollars en compétition depuis le début de sa carrière. Bjorn Borg, Jimmy Connors et John McEnroe n'ont pu en faire autant.

Catherine Tanvier, la meilleure Française, termine 1983 à la trentième place (644 points) et figure au trente-deuxième rang pour ses gains, avec 690 000 dollars. Yannick Noah et Henri Leconte ont gagné respectivement 393 000 et 144 000 dollars.

Athlétisme

CORRIDA

Le Brésilien Joao da Matta a gagné la traditionnelle corrida de la Saint-Sylvestre, disputée du 27 au 29 décembre à Copacabana, en battant successivement la Hongrie (8-3), le Danemark (4-2) et la Bulgarie (11-3).

Hockey sur glace

PONDUS CUP

L'équipe de France a remporté la Pondus Cup, disputée du 27 au 29 décembre à Copacabana, en battant successivement la Hongrie (8-3), le Danemark (4-2) et la Bulgarie (11-3).

Patinage de vitesse

CHAMPIONNAT DE FRANCE. Hans et Marie-France van Helden ont conservé leur titre de champions de France de patinage de vitesse all round (toutes distances), le 1^{er} janvier, sur l'anneau olympique de Grenoble.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Condamnation pour diffamation envers M. Roger SAINT-JEAN, directeur adjoint des Douanes.

Extrait des Minutes du Tribunal de Grande Instance de Paris d'un jugement rendu le 1^{er} février 1983 par la 17^e Chambre.

Par ces motifs: « Déclare KLEIN, comme auteur principal en qualité de directeur de publication, STORKOEL, comme complice, coupables du délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public, délit prévu et réprimé par les articles 29 alinéa 1, 31 alinéa 1, 42 et suivants de la loi du 29 juillet 1881, et ce en raison d'un article paru dans le quotidien « L'ALSACE » du 5 décembre 1981, sous le titre: « Trafic international de cigarettes: un contrebandier tenniste accuse le haut fonctionnaire de la D.M.E.D. inculpé à Mulhouse », ci-dessus analysé; »

« Condamne KLEIN à la peine de 1 200 F d'amende; STORKOEL à la peine de 1 200 F d'amende.

« Statuant sur l'exception civile, condamne solidairement STORKOEL et KLEIN à payer à M. SAINT-JEAN Roger, la somme d'UN FRANC à titre de dommages et intérêts; »

« Déclare la société « L'ALSACE » civilement responsable des deux préposés; »

« Condamne KLEIN et STORKOEL aux dépens. »

« Fait et jugé en audience publique de la 17^e Chambre, le 1^{er} février 1983. Signé: CLAUVERY. »

de 233 % pour une moto et de 316 % pour une auto entre 1979, première édition de l'épreuve, et 1984! Compté tenu du coût des véhicules, de la traversée maritime entre Sète et Alger, du billet de retour de Dakar à Paris, des frais de nourriture, d'assurances et d'essence, le budget minimum d'un concurrent à moto s'élève à 60 000 F; celui d'un équipage d'une automobile à 200 000 F, à condition toutefois d'accepter de plaquer sur son engin la publicité imposée par l'organisateur. Dans le cas contraire, le concurrent n'a pas bénéficié des tarifs préférentiels pratiqués à un groupe par le transporteur.

Les journalistes eux-mêmes n'ont pas échappé au système inflationniste pratiqué par Thierry Sabine, qui réclamait 35 000 F pour suivre l'épreuve. Difficile d'accepter de payer ce prix-là, qui, de beaucoup, ne correspond pas au service rendu.

Retombées économiques

Personne ne s'étonne plus alors du fossé qui se creuse entre professionnels et amateurs. Lada, engagée par son importateur français Jean-Jacques Poch, a misé gros pour enlever la première place, qui lui a échappé de peu en 1983. Le budget de l'écurie, dont la plus grande partie est absorbée par le « Dakar », sera, cette année, de 6 millions de francs. Quatre équipages participent au rallye avec des prototypes 4x4, d'un poids de 1 100 kilos, d'une puissance de 240 ch. Ils sont assistés par une dizaine de personnes, trois véhicules et un avion. Porsche, avec ses

ÉDUCATION

Un musée de l'école dans le Val-d'Oise

Retrouver l'odeur de l'encre, celle du pupitre et de la craie sous le grand tableau noir. Retrouver surtout le chemin de l'école pour revoir ou découvrir tous ces objets familiers qui ont servi à former plusieurs générations d'enfants depuis le début du vingtième siècle. C'est ce qui sera bientôt permis dans le Val-d'Oise où le conseil général, à l'unanimité, a décidé de subventionner la création d'un musée départemental de l'école.

Un musée qui aura pour cadre un établissement scolaire datant de 1903 au cœur de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Une façon comme une autre de relater le passé à l'avenir. Ce musée de l'école sera le premier musée départemental après la création à Rouen du musée national de l'éducation et malgré quelques initiatives individuelles, tels que l'exposition de mobiliers dans une classe désaffectée de Chartres, l'écomusée de Montcaumon-Mines ou encore la reconstitution d'écoles anciennes dans le Morbihan.

« Nous faisons du sauvetage », M. Paul Rivière, inspecteur départe-

mental à la retraite, est convaincu du bien-fondé de son entreprise. Aux côtés d'autres fonctionnaires de l'éducation nationale, il est à l'origine du projet val-d'oisien. Depuis des années, avec nostalgie, il assistait, impuissant, au rachat, par les brocanteurs de la région, du matériel et du mobilier scolaires.

La célébration du centenaire de l'école publique en 1981 permettra d'en sauver quelques uns grâce à une exposition de matériel scolaire décidée par le conseil général et l'inspection d'académie. L'objectif était alors de « montrer la continuité de la notion d'éducation de l'enseignement primaire à travers les âges et en réponse au besoin national d'une scolarisation des masses populaires ». A l'époque, trois salles de classes avaient été reconstituées et une dizaine de vitrines aménagées avec des manuels, des cartables, des maquettes d'écoles nouvelles.

Aujourd'hui, l'objectif reste le même pour les promoteurs du musée, qui étaient hier les organisateurs de l'exposition. Ils ont reçu

le soutien du Centre de documentation pédagogique et du conseil général, qui leur ont octroyé une subvention de 20 000 F en 1983. Alain Richard, député, maire de Saint-Ouen-l'Aumône - une des quinze communes supports de la ville nouvelle - avait dès le mois de mai proposé un des établissements - l'école du Centre 2 pour abriter les futures collections.

Tous les enseignants de la région sont réunis: l'école date de 1903, avec cour et préau et huit classes seulement fonctionnent sur les seize salles existantes, pour un peu plus de deux cents élèves. Les autres salles sont occupées par le service de documentation psychopédagogique, par le cabinet médical, les archives, le travail manuel ou encore la télévision. « Aucune école ne dispose d'un tel espace », précise Paul Rivière. Et le projet n'a besoin que de trois salles!

Seule ombre au tableau: malgré un consensus général, certains enseignants de l'école et notamment la directrice, M^{me} Freytag, ont tenté en vain de s'opposer au projet. « Il faut défendre l'espace vital de chacun de nos enfants », ont-ils voulu transformer notre école en musée. Écrivains de dans des pétitions. Aujourd'hui, ils font contre mauvaise fortune bon cœur.

De réunion en réunion pour expliquer le choix de la municipalité, « la fièvre est tombée », si l'on en croit Alain Richard, tandis que la directrice, elle, s'estime placée tout simplement devant le fait accompli: le musée aura ses trois salles et le logement de fonction inhabité, tandis que l'école en contrepartie récupérera une classe dans l'établissement voisin et sera dotée d'une bibliothèque.

La municipalité a toutefois décidé de passer une convention de cinq ans avec le conseil général: « on ne peut connaître l'évolution de la population », reconnaît le maire, Alain Richard. De quoi rassurer les enseignants et les parents d'élèves.

Pour mener à bien les recherches de ce patrimoine scolaire dans chaque établissement du département, l'inspecteur d'académie a détaché le directeur d'une autre école de Saint-Ouen-l'Aumône, M. Serge Lesmane. Déjà, parmi les objets retrouvés: des photographies, des lanternes à projection, deux tables de 1890 avec ardoises intégrées, des panneaux éducatifs de sciences naturelles, des tableaux muraux. Un sauvetage qui se traduit sur le papier par un inventaire, tandis que les organisateurs de l'exposition de 1981 mettent la dernière main à un catalogue qui rappellera la manifestation aux nostalgiques de l'école primaire.

JACQUELINE MEILLON.

L'Éducation

JANVIER 1984

ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE :

LES FORMATIONS EFFICACES

JEUNES DANS LA CRISE : L'UNIVERS DE LA DÉBROUILLE

COMMENT UTILISER LES CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 11 F

L'AMIE FRANCAISE

UN NUMERO EXCEPTIONNEL

RADIOSCOPIE DE VOTRE PORTEFEUILLE

- 1500 conseils au banc d'essai.
- Notre opinion sur 400 valeurs pour 1984.

SOCIAL : VRAIS CHOMEURS, FAUX EMPLOIS

l'échec de la gestion sociale de la crise.

POLITIQUE INTERIEURE : défaite sociale

mais succès politique pour la CGT. Université : une loi qui n'arrange rien.

POLITIQUE ETRANGERE : l'Occident renforce

le pouvoir militaro-industriel de Moscou.

ENTREPRISES : Air Inter : scénario pour l'avenir.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

LES ÉVÉNEMENTS DE

La diplomatie armée

JANVIER

11-12. - **CORÉE DU SUD-JAPON** : M. Yasuhiro Nakasone effectue la première visite officielle d'un chef de gouvernement japonais en Corée du Sud depuis la guerre. Tokyo accorde à Séoul une aide financière de 4 milliards de dollars.

13-18. - **FRANCE-AFRIQUE** : M. Mitterrand, pour son troisième voyage en Afrique, se rend au Togo, au Bénin et au Gabon.

17. - **NIGÉRIA** : Le gouvernement de Lagos décide d'expulser les étrangers « installés illégalement » en Nigéria, ce qui provoque l'exode de centaines de milliers de personnes vers les autres États de la région, en particulier le Ghana.

17-20. - **ÉTATS-UNIS-JAPON** : Visite de M. Nakasone à Washington. Tokyo a autorisé, le 14, la vente aux États-Unis de technologies à usage militaire.

18. - **NAMIBIE** : L'Afrique du Sud reprend le contrôle de l'administration namibienne après la démission, le 10, de M. Dirk Mudge, président depuis 1978 du « conseil des ministres » intérimaire de Windhoek.

24. - **ITALIE** : Vingt-cinq membres des Brigades rouges, jugés pour l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro en 1978, sont condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité.

25. - **C.E.E.** : L'accord sur une politique de la pêche est signé entre les Dix à Bruxelles.

25. - **MAROC** : Le général Ahmed Dlimi, proche conseiller du roi Hassan II, meurt dans un accident de la circulation. Le correspondant du Monde à Rabat, qui avait mis en doute la version officielle de l'accident, est expulsé du Maroc le 6 février.

26. - **PÉROU** : Huit journalistes péruviens sont assassinés, dans le département d'Ayacucho, par des paysans qui les avaient pris pour des guérilleros de Sendero lumineux.

27-28. - **FRANCE-MAROC** : visite officielle de M. Mitterrand au Maroc.

FÉVRIER

6. - **PARAGUAY** : Le général Alfredo Stroessner, au pouvoir depuis vingt-huit ans, est réélu président de la République avec 91 % des suffrages.

7. - **ISRAËL** : La commission gouvernementale d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, en septembre 1982 à Beyrouth, met en cause la « responsabilité personnelle » de M. Begin dans le rapport final qu'elle lui remet. Le général Sharon, invité à démissionner par la commission Kahane, accepte, le 11, de quitter le ministère de la défense, où il est remplacé par M. Moshe Arens, mais est maintenu, le 13, au gouvernement comme ministre sans portefeuille.

11. - **F.M.I.** : Les ressources du Fonds monétaire international sont portées de 66 à 98,5 milliards de dollars pour faire face à l'endettement excessif de nombreux pays en voie de développement.

12. - **C.E.E.-JAPON** : Le Japon accepte de réduire ses exportations vers l'Europe de dix produits, dont les magnétoscopes.

13. - **CHYPRE** : M. Spyros Kyprianou, réélu président de la République avec 56,54 % des voix.

20. - **INDE** : Les élections en Assam, boycottées par 70 % des électeurs et remportées par le parti de M. Gandhi, sont l'occasion de très violents affrontements entre Assamais et Bengalis. Plus de quatre mille personnes, en majorité des femmes et des enfants, auraient été massacrées.

27. - **SÉNÉGAL** : M. Abdou Diouf est réélu président de la République avec 84 % des suffrages. Aux élections législatives, le parti socialiste, avec 80 % des voix, obtient 111 des 120 sièges.

28. - **BRÉSIL** : Le F.M.I. accorde quelque 6 milliards de dollars de crédit au Brésil, qui a obtenu, le 25, un prêt de 4,4 milliards de dollars auprès de banques commerciales internationales. Suspendus en mai par le F.M.I., les versements reprendront fin novembre après l'adoption par le Brésil d'un nouveau programme de redressement.



(Dessin de CAGNAT)

MARS

2-9. - **VATICAN** : Voyage de Jean-Paul II dans les sept États de l'Amérique centrale et en Haïti.

5. - **AUSTRALIE** : Le parti travailliste, dirigé par M. Bob Hawke, remporte les élections législatives, battant ainsi la coalition conservatrice conduite par M. Malcolm Fraser, au pouvoir depuis 1975. M. Hawke forme, le 10, le second gouvernement travailliste depuis la guerre, dominé par les modérés.

6. - **R.F.A.** : Victoire du chancelier Helmut Kohl aux élections législatives anticipées : les chrétiens-démocrates associés aux chrétiens-sociaux (C.D.U.-C.S.U.) obtiennent 244 (+ 18) des 498 sièges du Bundestag.

Leurs alliés libéraux (F.D.P.), avec 34 sièges (- 19), se maintiennent au Parlement où 27 députés Verts font leur entrée. L'opposition social-démocrate (S.P.D.), avec 193 élus, perd 25 sièges.

7-12. - **NON ALIGNÉS** : Au septième sommet des pays non alignés, réuni à New-Delhi, M. Fidel Castro transmet la présidence du mouvement à M. Indira Gandhi.

9. - **YUGOSLAVIE** : L'ambassadeur de Turquie à Belgrade est assassiné. Les deux Arméniens auteurs de l'attentat, titulaires de passeports libanais, sont arrêtés.

10. - **INDONÉSIE** : Le général Suharto, candidat unique, est réélu président de la République par l'Assemblée populaire consultative pour un quatrième mandat de cinq ans.

13. - **ZIMBABWE** : M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition, se réfugie à Londres, alors que, dans la région du Matabeleland, ses partisans sont pourchassés par l'armée, qui serait responsable de plus d'un millier d'assassinats de civils depuis la mi-janvier. M. Nkomo regagnera son pays le 16 août.

14. - **OPEP** : Les treize pays producteurs de pétrole membres de l'OPEP décident la première réduction officielle du prix de référence, de 34 à 29 dollars le baril. Pour 1983, la production est plafonnée à 17,5 millions de barils par jour et des quotas sont fixés par pays.

15. - **BRÉSIL** : Les gouverneurs élus le 15 novembre 1982 entrent en fonction : dans dix États sur vingt-deux, les plus peuplés et les plus riches, ils appartiennent à l'opposition.

18. - **GRÈCE** : Assassinat de Georges Athanassiadis, éditeur du journal de droite Protydi.

19. - **MAGHREB** : Le président algérien Chadli, effectuant une première visite officielle en Tunisie, signe avec le président Bourguiba un traité de « fraternité et de coopération », qui « demeure ouvert à l'adhésion des autres États du grand Maghreb arabe ». Le 26 février, M. Chadli s'est entretenu pour la première fois avec le roi Hassan II du Maroc.

19. - **THAÏLANDE** : Le roi Bhumibol dissout l'Assemblée nationale, qui avait repoussé, le 16, une réforme de la Constitution favorable aux militaires. Après les élections du 18 avril, le général Prem Tinsulanonda, premier ministre sortant, forme, le 7 mai, un nouveau gouvernement reprenant une coalition de partis du centre et de la droite qui bénéficie d'une majorité de 208 sièges sur 324 à la Chambre.

La tension Est-Ouest et le débat sur les armements nucléaires

JANVIER

4-5. - Le sommet du pacte de Varsovie, à Prague, propose aux pays membres de l'OTAN la conclusion d'un traité sur « le non-recours réciproque à la force et la maintien des rapports de paix ».

16-19. - **M. Gromyko**, ministre soviétique des affaires étrangères, en visite à Bonn, rejette catégoriquement l'« option zéro » (pas de fusées à moyenne portée, ni à l'Est ni à l'Ouest).

25. - Tokyo proteste après que l'U.R.S.S. contre un éventuel transfert de missiles SS-20 du théâtre européen vers l'Extrême-Orient. Les propos tenus par M. Nakasone à Washington, décrivant un Japon transformé en « porte-avions incombustible » face à la puissance militaire soviétique, avaient suscité une mise en garde des deux côtés.

MARS

23. - M. Reagan annonce une extension du programme militaire américain et de nouvelles recherches en matière de défense antimissiles.

30. - M. Reagan propose, pour relancer les négociations américano-soviétiques de Genève, un « accord intermédiaire » prévoyant une réduction « substantielle » des armements stratégiques déployés ou prévus « à des niveaux égaux des deux côtés ».

AVRIL

19. - M. Reagan présente son nouveau projet de déploiement de missiles à têtes multiples MX, qui seraient remplacés, au début des années 90, par des missiles à ogive unique, baptisés Midgetman.

MAI

2. - M. Andropov confirme que l'U.R.S.S. est disposée à prendre comme unité de compte des armements non plus les fusées, mais les ogives nucléaires. Il rappelle sa demande de « prise en considération » des forces de dissuasion française et britannique, ce qui est jugé « inacceptable » par Paris, Londres et Washington.

3. - Dans une lettre pastorale, les évêques catholiques américains, réunis à Chicago, jugent « lamentable » le recours à l'arme nucléaire et demandent l'« arrêt des essais, de la production et du déploiement » de nouveaux systèmes nucléaires.

29. - Les chefs d'État et de gouvernement réunis pour le sommet économique de Williamsburg (États-Unis, R.F.A., Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) adoptent une déclaration qui proclame : « La sécurité de nos pays est indivisible et ne peut être compromise de façon globale ».

JUN

9-10. - Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'OTAN, réunis à Paris pour la première fois depuis 1966, lancent aux Soviétiques un dernier appel à des « négociations constructives » avant le déploiement des armements américains à la fin de 1983.

16. - Le Soviet suprême de l'U.R.S.S. appelle toutes les puissances nucléaires (U.R.S.S., États-Unis,

France, Grande-Bretagne et Chine) à « geler », en quantité et en qualité, toutes les armes nucléaires qu'elles possèdent. Washington, Paris et Londres rejettent cette proposition, qui « perpétuerait le déséquilibre actuel ».

JULIET

4-7. - M. Kohl, reçu à Moscou par M. Andropov, exprime sa volonté de maintenir le dialogue politique et la coopération économique entre la R.F.A. et l'Europe de l'Est, malgré le désaccord sur les euro-missiles.

AOUT

18. - M. Andropov annonce que l'U.R.S.S. s'engage à ne pas être la première à mettre une arme antimissile en orbite dans l'espace.

25. - Un nouvel accord américano-soviétique sur les ciriales est signé à Moscou pour cinq ans. Le 20, les États-Unis avaient supprimé les restrictions imposées depuis cinq ans sur les exportations vers l'U.R.S.S. de machines servant à poser les câbles et les gazoducs.

27. - M. Andropov affirme que les missiles à moyenne portée soviétiques qui seraient retirés d'Europe en application d'un accord à Genève seraient déployés et non déplacés vers l'Asie.

31. - Un Boeing-747 des lignes sud-coréennes transportant deux cent soixante-neuf personnes est abattu par des chasseurs soviétiques près de l'île soviétique de Sakhaline, ce qui suscite une très vive réprobation internationale. M. Reagan annonce, le 5 septembre, dans une allocution télévisée aux termes très durs, des sanctions limitées contre l'U.R.S.S., tandis que s'intensifie un boycottage des lignes aériennes entre l'Occident et l'U.R.S.S. Moscou ne reconnaît que le 6 août « mis un terme » au vol du Boeing sud-coréen, qu'il accuse d'avoir été utilisé par les services de renseignements américains pour une mission d'espionnage. Les experts concluent à une erreur de programmation des ordinateurs de vol.

SEPTEMBRE

7-9. - Séance de clôture de la conférence sur la sécurité en Europe (C.S.C.E.) réunie à Madrid depuis novembre 1980. Les ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays européens et nord-américains signent des accords d'Helsinki en 1975 entrant en vigueur le 15 juillet.

26. - M. Reagan, ouvrant la trentième Assemblée générale des Nations unies, se dit prêt à « se montrer plus souple » dans la négociation de Genève, notamment en acceptant d'y englober les avions porteurs d'armes nucléaires.

28. - M. Andropov, dans une déclaration solennelle lue en son nom à la télévision, qualifie les dernières propositions de M. Reagan de « supercherie » et se livre à une attaque violente et de menaces, accusant les « ambitions impérialistes » et l'« extrême agression » des États-Unis.

OCTOBRE

4. - M. Reagan, pour relancer à Genève, les négociations START sur les armements stratégiques, propose à Moscou plusieurs formules visant à diminuer progressivement le nombre des ogives nucléaires.

22-23. - Deux millions de personnes ont manifesté en Europe de l'Ouest contre l'armement nucléaire : les rassemblements les plus importants ont lieu en R.F.A. (à Bonn, Hambourg et Stuttgart), ainsi qu'à Londres, Rome, Bruxelles et Madrid. Le 29, de nouvelles manifestations pacifistes ont lieu, en particulier à Copenhague et sur la Haye, où se réunissent cent mille personnes.

NOVEMBRE

14. - Les premiers ministres de croisière de l'OTAN arrivent en Grande-Bretagne sur la base de Greenham Common : seize sur les cent soixante prévus y seront installés avant le 31 décembre, de même qu'en Italie (seize sur cent douze), à Comiso, en Sicile. Au total, quatre cent soixante-quatre devraient être opérationnels en Europe de l'Ouest en 1988.

22. - Le Bundestag approuve par 266 voix contre 226 l'implantation de missiles en R.F.A. Les socialistes et les Verts se prononcent contre. Les premiers éléments des Pershing-2 arrivent à partir du 23 en R.F.A. : neuf sur les cent huit prévus, seront opérationnels à la mi-décembre.

23. - Les négociations de Genève sur les euro-missiles sont « interrompues » à l'initiative de Moscou.

24. - M. Andropov, dans une déclaration lue en son nom à la télévision soviétique, annonce l'arrêt du « moratoire » déclaré par M. Brejnev en mars 1982 sur le déploiement de SS-20. L'accélération du processus d'installation de « missiles tactiques opérationnels » en R.D.A. et en Tchétchélie ainsi que le déploiement de « moyens soviétiques appropriés (...) dans les zones océaniques et maritimes ».

DÉCEMBRE

8. - Les Soviétiques déclinent la suspension aisé des négociations de Genève START sur les armements intercontinentaux.

9-10. - Le conseil atlantique, réuni à Bruxelles, annonce que les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN seront réunis à Stockholm, le 17 janvier 1984, pour l'ouverture de la Conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), afin d'essayer de rétablir avec l'Est « un dialogue politique large et ouvert ».

15. - Les pays du pacte de Varsovie se retirent des négociations de Vienne M.B.F.E. sur les forces classiques en Europe.

La guerre du Tchad

JUN

24. - Faya-Largeau, principale ville du nord du Tchad, tombe aux mains des rebelles dirigés par M. Goukouni Oueddei, après et soutenus par le Libye, après de violents combats.

28. - M. Mitterrand annonce que « la France respectera ses engagements, sans limite », tandis que des charges d'espionnage et de manipulation sont imputées par des « experts civils » français, sans envoi à N'Djamena.

JULIET

12. - Les forces de M. Hissène Habré reconquièrent Abéché, ville principale de l'est du pays occupée l'année dernière par les partisans de M. Goukouni Oueddei.

19. - Les États-Unis accordent au gouvernement tchadien une aide militaire d'urgence de 10 millions de dollars. Cette aide sera portée à 25 millions, le 4 août.

30. - Faya-Largeau est reprise par les forces libyennes. Mais l'aviation libyenne intervient en bombardant la palmarie.

AOUT

1. - Paris et Washington annoncent qu'ils vont livrer des armes anti-

personnelles à M. Hissène Habré pour s'opposer aux troupes libyennes contre Faya-Largeau.

9. - M. Hissène Habré, accusé d'être responsable de l'extermination de civils, annonce l'arrêt de l'envoi de soldats français au Tchad.

10. - Les forces de M. Hissène Habré, appuyées par les Libyens, ont reconquis Oum-Chakoua, dans l'est du pays.

10. - Début de l'arrivée de détachements militaires français. Fin août, il comprend environ trois mille hommes déployés au nord et à l'est de N'Djamena, de façon à dissuader le long du quatorzième parallèle une « bataille de sécheresse » en-dehors de l'après-midi une confrontation franco-libyenne pourrait se produire.

25. - M. Mitterrand explique dans le Monde les raisons et les limites de l'engagement français au Tchad.

Les États-Unis et leur « arrière-cour »

MARS

26. - Un coopérant français, le docteur Pierre Grosjean, est tué au sud du Nicaragua, dans une région où se multiplient les affrontements entre forces sandinistes et commandos venus de Honduras, soutenus par Washington.

AVRIL

27. - M. Reagan défend, devant les deux Chambres réunies en séance extraordinaire, sa politique d'intervention en Amérique centrale. Le 28, il nomme M. Richard Stone au poste d'ambassadeur extraordinaire dans cette région.

MAI

19. - Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni à la demande du Nicaragua, adopte à l'unanimité une résolution chargeant le « groupe de Contadora » (Mexique, Colombie, Panama, Venezuela) de trouver une solution aux crises d'Amérique centrale.

27. - Après l'assassinat par la guérilla, le 25, du sous-chef des conseillers militaires américains au Salvador, Washington annonce l'ouverture au Honduras d'un « centre d'entraînement régional » où des instructeurs américains formeront les soldats salvadoriens à la lutte antiguérilla.

JULIET

16-17. - Les présidents des quatre pays du « groupe de Contadora », réunis à Cancun (Mexique), adoptent une « déclaration » qui appelle à l'« action collective » et à l'« action individuelle » des États-Unis, le 13, et Cuba, le 26, approuvent leur soutien à ces propositions.

18. - Le président Reagan nomme M. Henry Kissinger pour diriger aux États-Unis une commission le-

partie de réflexion sur l'Amérique centrale.

AOUT

5. - Des manœuvres militaires conjuguées américano-honduriennes, prévues pour durer six mois, commencent au Honduras. Plus de cinq mille militaires américains ainsi qu'une importante flotte de guerre doivent y participer.

OCTOBRE

25. - Des troupes des États-Unis débarquent dans l'île antillaise de la Grenade, où M. Maurice Bishop, premier ministre, proche de Cuba, a été destitué, le 13, par les éléments les plus radicaux de son parti et tué. Le 19, M. Reagan affirme que l'île était en train de devenir un « royaume de la subversion soviétique » dans les pays voisins. L'intervention est critiquée par la plupart des pays, y compris par les alliés traditionnels de Washington, mais approuvée par la grande majorité des Américains et bien accueillie par les Grenadaïens. Après une courte résistance des forces cubaines et grenadaïennes, Washington peut annoncer, le 2 novembre, la fin de toutes les hostilités. Sir Paul Scoon, gouverneur général de la Grenade, forme un gouvernement provisoire, qui entre en fonction le 15 novembre. Tandis que les troupes américaines sont rapatriées : sur les six mille hommes, il n'en reste que trois cents le 18 décembre.

DÉCEMBRE

4. - Managua, qui a annoncé des élections pour 1985, précise le « processus électoral » et fait des ouvertures en direction des contre-révolutionnaires. Washington estime que ces « progrès » sont « insuffisants », mais « satisfaisants ».

1983 A L'ÉTRANGER

- 20-21. - FINLANDE :** Aux élections législatives, le parti social-démocrate de M. Kalevi Sorsa, premier ministre sortant, remporte 57 des 200 sièges (+ 5). M. Sorsa forme, le 6 mai, un nouveau gouvernement de centre-gauche avec, pour la première fois depuis sa fondation en 1958, la participation du parti rural, qui, avec 17 élus, a gagné 11 sièges.
- 21. - C.E.E. :** Les parités des huit monnaies qui appartiennent au S.M.E. sont réajustées après que la victoire électorale de M. Kohl en R.F.A. ait été suivie d'une ruée sur le deutschemark. Le franc français et la lire sont dévalués de 2,5 % ; la livre irlandaise, de 3,5 %. Le mark est réévalué de 5,5 % ; la florin de 3,5 % ; la couronne danoise, de 2,5 % ; le franc belge de 1,5 %.
- 22. - ISRAËL :** M. Haim Herzog, travailliste, est élu président de l'Etat d'Israël par la Knesset : présenté par l'opposition, il a battu le candidat de M. Begin.
- AVRIL**
- 4-5. - BRÉSIL :** A Sao-Paulo, des manifestations contre la misère et le chômage, suivies de pillages et de heurts avec la police, font un mort et une centaine de blessés.
- 5. - FRANCE-URSS :** Quarante-sept diplomates et représentants officiels en France sont accusés d'espionnage et expulsés.
- 7. - FRANCE-AFRIQUE DU SUD :** Le gouvernement français, rappelant qu'il « condamne le système de l'apartheid », interdit aux sportifs amateurs toute relation avec l'Afrique du Sud.
- 12. - ÉTATS-UNIS :** Un Noir, M. Harold Washington, est élu maire de Chicago, la deuxième ville des États-Unis.

- 14. - POLOGNE :** Les dirigeants clandestins de Solidarité, avec lesquels M. Lech Walesa s'est entretenu en secret les 9, 10 et 11, confirment leur appel pour des « célébrations indépendantes » de la Fête du travail, le 1^{er} mai.
- 14-15. - FRANCE-SUISSE :** Visite officielle de M. Mitterrand en Suisse.
- 23. - ISLANDE :** Les élections législatives anticipées ne dégagent aucune majorité. Après plusieurs autres tentatives infructueuses, c'est M. Steingrunn Hermannsson, chef du parti agrarien (14 élus), qui forme, le 26 mai, un gouvernement de coalition de centre droit avec les conservateurs, qui ont obtenu 23 des 60 sièges du Parlement.
- 24. - AUTRICHE :** Aux élections législatives, le parti socialiste obtient 90 (- 5) des 183 sièges et perd la majorité absolue à l'Assemblée. Le parti populiste emporte 81 sièges (+ 4) et le parti libéral, 12 (+ 1). M. Fred Sinowatz (socialiste) forme, le 18 mai, un gouvernement de coalition social-libéral. Il succède à M. Bruno Kreisky, qui dirigeait un cabinet majoritaire socialiste depuis 1971.
- 25. - PORTUGAL :** Le parti socialiste de M. Mario Soares, en obtenant 101 (+ 27) des 250 sièges de la nouvelle Assemblée, remporte les élections législatives anticipées aux dépens de l'Alliance démocratique, coalition de centre droit qui gouvernait depuis 1979. M. Soares forme un gouvernement le 9 juin, avec les sociaux-démocrates du P.S.D., membres de l'ancienne coalition, qui ont eu 75 élus (- 7).

Réveil politique au Chili

Le 11 mai a lieu la première journée nationale de protestation depuis le coup d'État militaire de septembre 1973. D'autres suivront, d'abord organisées par les syndicats, ensuite par les partis politiques interdits : les 14 juin, 12 juillet, 11 août, 8 septembre, 11 et 27 octobre. Au total, plus de soixante-dix personnes seront tuées par les forces de l'ordre et de nombreuses autres emprisonnées. Le général Pinochet, qui affirme qu'il se maintiendra à la tête de l'État jusqu'en 1989, fait quelques concessions. Le 10 août, il nomme au ministère de l'Intérieur un dirigeant conservateur, M. Onofre Jarpa, qui entend d'ouvrir un dialogue avec l'opposition, dialogue qui sera rompu en octobre. Le 18 novembre, une manifestation unitaire de l'opposition rassemble plus de cinq cent mille personnes à Santiago.

- démantèlement des montants compensatoires avait provoqué, en France, depuis le 22 avril, de violentes manifestations de paysans.
- 20. - AFRIQUE DU SUD :** Un attentat, revendiqué par le Congrès national africain (A.N.C.), fait dix-huit morts à Pretoria. En représailles, l'aviation sud-africaine lance, le 23, un raid sur la banlieue de Maputo au Mozambique.
- 26. - TURQUIE :** L'armée turque pénètre en Irak, avec l'accord de Bagdad, pour une opération contre la guérilla kurde : après une semaine de ratisages, près de deux mille « bandits » sont faits prisonniers.
- 28-30. - SOMMET DE WILLIAMSBURG :** Les sept principaux démocrates industrialisés adoptent une « déclaration sur la reprise économique ». L'éventualité d'une conférence mondiale internationale est envisagée selon les propositions faites par M. Mitterrand, le 9, devant l'O.C.D.E.

- JUN**
- 3. - AFGHANISTAN :** Le docteur Philippe Auguyard, médecin français capturé par des troupes soviétiques, le 16 janvier, et condamné, le 13 mars, par un tribunal de Kaboul, à huit ans de prison, est gracié. Le 11, il regagne Paris.
- 7. - NORVÈGE :** M. Kaare Willoch, chef d'un gouvernement conservateur minoritaire depuis octobre 1981, forme un cabinet de coalition avec les centristes et les chrétiens populaires.
- 8-12. - O.U.A. :** Après deux échecs à Tripoli, en août et en novembre 1982, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'Unité africaine se réunit à Addis-Abeba, en l'absence de la délégation saoudienne, qui a accepté de se retirer. L'O.U.A. adopte, le 11, une résolution sur le Sahara occidental qui

- appelle le Maroc et le Polisario à une négociation directe.
- 9. - GRANDE-BRETAGNE :** Triomphe de Mme Thatcher aux élections législatives. Le parti conservateur obtient 397 des 650 députés, soit la plus forte représentation aux Communes depuis 1945.
- 13. - ESPACE :** Pioneer-10, sonde spatiale américaine lancée le 2 mars 1972 en direction de Jupiter et toujours en état d'émission, quitte le système solaire.
- 16. - U.R.S.S. :** M. Iouri Andropov, secrétaire général du P.C. soviétique, est élu président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire chef de l'État.
- 16-23. - VATICAN-POLOGNE :** Jean-Paul II, pour sa seconde visite dans son pays natal, est accueilli par des foules gigantesques au sein desquelles fleurissent des banderoles de Solidarité. Le pape rencontre à deux reprises le général Jaruzelski et reçoit M. Lech Walesa, le 23, en audience « privée ».
- 17-19. - C.E.E. :** Le conseil européen, réuni à Stuttgart, renvoie au sommet d'Athènes en décembre les décisions sur la réforme des mécanismes communautaires et sur l'augmentation des ressources financières de la C.E.E.
- 20-21. - FRANCE-CAMEROUN :** Visite officielle de M. Mitterrand au Cameroun.
- 26-27. - ITALIE :** Recul de la démocratie chrétienne aux élections législatives anticipées : avec 225 des 630 élus de la Chambre des députés, elle perd 5,4 % des voix et 37 sièges. Mais dans le cabinet de coalition formé le 4 août par M. Bettino Craxi, premier chef de gouvernement socialiste de l'histoire de la République italienne, les démocrates-chrétiens occupent la plupart des postes-clés.

- JULIET**
- 14. - BELGIQUE :** Un diplomate tueur est assassiné à Bruxelles. L'attentat est revendiqué par une Armée révolutionnaire arménienne, inconnue jusqu'alors.
- 15. - GRÈCE :** L'accord sur les bases américaines en Grèce, en négociation depuis neuf mois, est conclu : il prévoit l'évacuation des bases à partir du 1^{er} janvier 1989.
- 22. - IRAN-IRAK :** L'armée iranienne ouvre un « quatrième front » dans le nord de l'Irak. Depuis son début, en septembre 1980, la guerre irano-irakienne aurait fait près de cinq cent mille morts.
- 22. - POLOGNE :** L'état de guerre instauré le 13 décembre 1981 et suspendu le 31 décembre 1982 est levé à l'occasion de la fête nationale. Une amnistie partielle et conditionnelle est prononcée tandis que la Diète adopte plusieurs lois élargissant l'arsenal de la répression.
- 27. - PORTUGAL :** Cinq terroristes armés envahissent l'ambassade de Turquie à Lisbonne : l'un est tué au cours d'une fusillade ainsi qu'un policier portugais ; les quatre autres sont tués par l'explosion de la bombe qu'ils transportaient, de même que la femme d'un diplomate turc.
- 30. - SRI-LANKA :** Après des émeutes raciales qui, depuis le 25, auraient fait près de deux mille morts parmi la minorité tamoule, le président Jayewardene dénonce un « complot » inspiré par l'étranger. Trois formations d'extrême gauche sont interdites, et leurs dirigeants arrêtés. Le 4 août, le Parlement vote un amendement constitutionnel qui interdit toute revendication autonome.

(Lire la suite page 12.)

Le Liban et la question du Proche-Orient

- FÉVRIER**
- 14-22. - Réunion du Conseil national palestinien :** qui donne lieu, à Alger, à un débat passionné entre « modérés » et « radicaux ». M. Yasser Arafat, dont la réélection à la tête du comité exécutif de P.O.L.P. est contrariée par l'absence, obtient un mandat large et imprécis en vue d'éventuelles négociations de paix.
- AVRIL**
- 10. - Le roi Hachem de Jordanie :** constate l'échec des discussions engagées avec P.O.L.P. pour envisager une participation jordanienne aux pourparlers de paix.
- 10. - Jean Garbacci, conseiller politique de M. Arafat, est assassiné à Al-Infra (Portugal). L'attentat est revendiqué par le groupe palestinien dissident d'Abou Nidal.**
- 18. - L'ambassade des États-Unis à Beyrouth :** est ravagée par l'explosion d'un véhicule piégé : soixante-trois personnes sont tuées.
- MAI**
- 6. - Une dissidence, menée par le colonel Abou Moussa et soutenue par la Syrie et la Libye, éclate au sein du P.O.L.P., la principale organisation de P.O.L.P.**
- 17. - Signature de l'accord israélo-libanais :** mettant fin à l'état de guerre entre les deux pays et prévoyant le retrait des forces étrangères du Liban. Cet accord, aboutissement des négociations ouvertes le 26 décembre 1982, a été obtenu après une médiation entre Jérusalem et Beyrouth effectuée entre le 25 avril et le 8 mai par M. George Shultz, secrétaire d'État américain. Il est fermement condamné par la Syrie, P.O.L.P. et P.U.R.S.S. et ne sera pas ratifié.

- 31/X - 4/XI. - La conférence internationale, réunie à Genève, demande au président Gennadi de « prouver les mesures et les contacts nécessaires sur la scène internationale » pour la remise en cause de l'accord israélo-libanais du 17 mai. M. Gennadi se rend sans succès, en novembre et décembre, à Paris, Ryd, Rome, Washington, Londres, Rabat et Tripoli.**
- NOVEMBRE**
- 3. - Les dissidents palestiniens, appuyés par des forces syriennes et libyennes, lancent une offensive contre les positions de M. Arafat et de ses fidèles, retranchés depuis la fin de septembre dans la région de Tripoli, au nord du Liban.**
- 28 - 29. - Les États-Unis et Israël :** décident de renforcer leur « coopération militaire et politique » à l'occasion de la première visite officielle à Washington de M. Shavit en tant que premier ministre.



Dessin de PLANTU.

- des druzes ainsi que celles des Syriens dans le Haut-Metn.
- 22. - Des avions Super-Éclairon français :** détruisent des batteries d'artillerie qui pilonnent le contingent français de la force multinationale à Beyrouth.
- 25. - Un accord de cessez-le-feu est conclu au Liban :** grâce aux efforts de médiation israéliens. Il prévoit la convocation d'un congrès de réconciliation nationale. Damas refuse que le cessez-le-feu soit contrôlé par des observateurs de P.O.N.U.
- OCTOBRE**
- 23. - Le Q.C. des « marines » :** et le siège d'une compagnie de parachutistes français à Beyrouth sont détruits à quelques instants d'intervalle : sur chacun des deux immeubles s'est précipité un camion-suicide bourré d'explosifs. Deux cent quatre-vingt-dix-sept « soldats de la paix » sont tués, dont deux cents américains et cinquante-huit français.

- 4. - Un camion-suicide détruit le gouvernement militaire israélien à Tyr, au Sud-Liban :** trente Israéliens et trente-deux Palestiniens et Libanais sont tués. L'opération israélienne efface plusieurs milliers de réfugiés dans des régions du Liban sous contrôle syrien.
- 13. - En Syrie, le président Assad est hospitalisé. Il ne réapparaît en public que le 30.**
- 17. - Enk Super-Éclairon français :** effectuent un raid contre un camp d'entraînement de milices chiites pro-iraniennes proches de Baalbek. La veille, M. Mitterrand avait affirmé à l'Assemblée que l'attentat de Beyrouth du 23 octobre « ne restait pas impuni ».
- 22. - Les combats cessent à Tripoli :** où M. Arafat est totalement encerclé. Un accord syro-libanais est conclu, le 25, à Damas : il prévoit l'évacuation par mer des loyalistes du P.O.
- 24. - Jérusalem libère plus de quatre mille des cent cinquante Palestiniens et Libanais :** en échange de six soldats israéliens détenus par le P.O. Paris assure la logistique de l'opération sous l'égide de la Croix-Rouge internationale.

Chronologie établie par PHILIPPE BOUCHER et EDOUARD MASUREL

- DÉCEMBRE**
- 6. - Six personnes sont tuées par l'explosion d'un autobus à Jérusalem. L'attentat est revendiqué par P.O.L.P. En représailles, des voitures israéliennes sont bombardées, les 9, 13, 18 et 19, des véhicules de bus à Tripoli, ce qui retarde l'évacuation de M. Arafat et de ses troupes.**
- 12. - A Koweït, six attentats, dont deux visant les ambassades des États-Unis et de France, font cinq morts. Ils sont revendiqués par les « révolutionnaires » chiites de « Jihād islamique » qui avaient déjà revendiqué les attentats de Beyrouth du 18 avril et du 23 octobre et celui de Tyr du 4 novembre.**
- 20. - M. Arafat et plus de quatre mille combattants palestiniens quittent Tripoli à bord de cinq navires grecs, battant pavillon de P.O.N.U. et protégés par la marine française.**
- 21. - A Beyrouth, un camion piégé lancé contre un poste du contingent français fait quinze morts dont un soldat français.**
- 22. - M. Arafat, qui a annoncé son intention de relancer les négociations avec la Jordanie sur le projet de confédération jordanio-palestinienne, fait escale en Égypte et rencontre le président égyptien Moustafar el-Caï. Cette « réconciliation » est vivement critiquée tant par Israël que par plusieurs dirigeants palestiniens.**
- 30. - M. Spadolini, ministre de la défense italienne, repart pour la réduction de près de la moitié du contingent italien de la force multinationale.**

L'AFFICHE DE CINÉMA

1 - LE CINÉMA FRANÇAIS
Jean-Louis Chapiro
Balchazar J.M. Charbon

Iconographie de Jean-Pierre Berthomé

300 affiches des films les plus célèbres illustrent cette histoire du cinéma français, des premiers films à la nouvelle vague.

UN VOLUME DE 160 PAGES
AU FORMAT DE 22,5 x 30 cm
300 REPRODUCTIONS
DONT 100 EN COULEURS
195 F

ÉDITIONS FRÉDÉRIC BIRR

Les personnalités disparues

- JANVIER**
5. - Valérie Vaire, écrivain.
11. - Nicolas Podgorny, ancien chef de l'État soviétique.
24. - George Cukor, cinéaste américain.
26. - Georges Sidault, ancien président du conseil.
27. - Louis de Funès, acteur.
- FÉVRIER**
15. - Waldeck Rochet, secrétaire du parti communiste de 1984 à 1972.
24. - Jacques Benoist-Méchin, historien, ancien membre du gouvernement de Vichy.
26. - Tennessee Williams, dramaturge américain.
- MARS**
3. - Arthur Koestler, écrivain britannique.
3. - Hergé, père de Tintin.
7. - Igor Markevitch, compositeur et chef d'orchestre.
13. - Loulou Bobet, ancien champion cycliste.
14. - Maurice Ronet, acteur.
15. - Rebecca West, écrivain et journaliste britannique.
18. - Umberto II, ancien roi d'Italie.
23. - Barney Clark, cent douze jours après la pose d'un cœur artificiel à Salt-Lake-City.
23. - Armand Lanoux, écrivain, secrétaire général de l'Académie française.
- AVRIL**
4. - Gloria Swanson, actrice américaine.
14. - Achille Peretti, membre du Conseil constitutionnel.
30. - George Balanchine, chorégraphe.
30. - Muddy Waters, chanteur et guitariste de blues américains.
- MAI**
17. - Alfred Fabre-Luce, essayiste.
25. - Idriss Sennoussi, ancien roi de Libye.
26. - Louise Weiss, écrivain et féministe, doyenne du Parlement européen.
- JUN**
1. - Prince Charles, comte de Flandres, régent du royaume de Belgique de 1944 à 1951.
1. - Anna Seghers, romancière allemande.
5. - Jean Frousté, écrivain et critique littéraire.
10. - Fabrice Emmer, fondateur du Palace.
- JULIET**
7. - Hermann Kahn, futurologue américain.
8. - Raymond Barrillon, chef du service de politique intérieure du Monde.
23. - Georges Auric, compositeur.
25. - René Falet, écrivain.
29. - Luis Buñuel, cinéaste.
29. - David Niven, acteur britannique.
- SEPTEMBRE**
10. - John Vorster, premier ministre sud-africain de 1966 à 1978.
25. - Léopold III, ancien roi des Belges.
26. - Tino Rossi, chanteur.
- OCTOBRE**
17. - Raymond Aron, philosophe et journaliste.
- NOVEMBRE**
5. - Jean-Marc Reiser, dessinateur de bandes dessinées.
7. - Germaine Tailleferre, compositrice.
8. - André Chamson, de l'Académie française.
20. - Marcel Dadi, acteur.
27. - Manuel Scorza, écrivain péruvien.
- DÉCEMBRE**
5. - Robert Aldrich, cinéaste américain.
6. - Lucienne Boyer, chanteuse.
25. - Joan Miró, peintre espagnol.

Devenez une lumière en anglais!

COURS TRIMESTRIELS le 2 janvier 1984 INSCRIPTION IMMÉDIATE

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37



LES ÉVÉNEMENTS

(Suite de la page 11.)

AOUT

4. - **HAUTE-VOLTA** : Le capitaine Thomas Sankara, ancien premier ministre démis de ses fonctions le 17 mai, considéré comme proche de la Libye, renverse le gouvernement du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, chef de l'Etat depuis novembre 1982.

6. - **NIGERIA** : Le président Shehu Shagari est réélu chef de l'Etat. Son parti, le parti national nigérian (N.P.N.), obtient les 13 et 20, près des deux tiers des sièges de gouverneurs et de sénateurs.

7-14. - **FINLANDE** : Les premiers Champions du monde d'athlétisme ont lieu à Helsinki : les Etats-Unis obtiennent 24 médailles, l'U.R.S.S., 23, et la R.D.A., 22. La France n'en gagne aucune.

8. - **GUATEMALA** : Le général Efraín Ríos Montt, président guatémaltèque depuis le coup d'Etat de mars 1982, est renversé par son ministre de la défense, le général Oscar Mejía.

10. - **SUISSE** : Licio Gelli, ancien grand maître de la loge maçonnique italienne P.2, s'évade de la prison de Genève, où il était incarcéré depuis septembre 1982.

14. - **PAKISTAN** : Début de la campagne de désobéissance civile, lancée par l'opposition au régime militaire du général Zia Ul-Haq. Le mouvement est surtout suivi dans la province du Sind, au sud-est du pays.

21. - **MAURICE** : Aux élections législatives, l'Alliance tripartite dirigée par M. Anerood Jugnauth, premier ministre sortant, remporte 41 des 60 sièges.

21. - **PHILIPPINES** : Benigno Aquino, principal rival politique du président Marcos, est assassiné dès sa descente d'avion, à son retour des Etats-Unis, où il était en exil depuis 1980. Plus de trois millions de personnes participent, le 31, à ses funérailles. Les mois suivants, les manifestations hostiles au régime de M. Marcos se multiplient.

31. - **POLOGNE** : Les consignes lancées par les dirigeants clandestins de Solidarité et par M. Lech Wałęsa pour marquer le troisième anniversaire des accords de Gdansk sont suivies dans de nombreuses villes.

SEPTEMBRE

15-23. - **BELGIQUE** : Une grève des services publics paralyse le pays.

19. - **SAINT-KITTS-et-NEVIS** : L'archipel antillais de Saint-Kitts-et-Nevis, ancien territoire britannique, accède à l'indépendance. Le 23, il devient le 158^e Etat des Nations unies.

26. - **ETATS-UNIS** : Le 12^e maître australien *Australia II* remporte la Coupe de l'Amérique, disputée à Newport, battant, pour la première fois depuis 1851, le voilier des Etats-Unis.

29. - **MEXIQUE** : Le Mexique obtient le rattachement de l'Intégrité de sa dette publique, échue entre août 1982 et décembre 1984 : après l'accord du 26 août, qui portait sur 11,4 milliards de dollars, un nouvel accord est signé concernant 7 milliards de dollars.

OCTOBRE

7. - **INDE** : L'Etat du Pendjab est placé sous le contrôle du gouvernement central alors que des graves attentats, commis par des nationalistes sikhs, ont atteint les forces de l'ordre et la communauté hindoue.

8. - **IRAN-IRAK** : La France livre à l'Irak cinq avions d'attaque Super-Etendard malgré les menaces iraniennes de provoquer la fermeture du détroit d'Ormuz par où passe le pétrole à destination de l'Occident. Le 31, le Conseil de

sécurité de l'ONU demande une « cessation immédiate de toutes les hostilités dans la région du Golfe ». Téhéran, dont les troupes ont lancé une nouvelle offensive, le 20, dans le Kurdistan irakien, rejette cet appel.

LES PRIX NOBEL

- 5. - **PRIX** : M. Lech Wałęsa (Pologne).
- 6. - **LITTÉRATURE** : M. William Golding (Grande-Bretagne).
- 10. - **MÉDECINE** : M^{me} Barbara McClintock (Etats-Unis).
- 17. - **ECONOMIE** : M. Gérard Debreu (Etats-Unis).
- 19. - **PHYSIQUE** : M^{me} Subramanyam Chandrasekhar et William Alfred Fowler (Etats-Unis).
- 19. - **CHIMIE** : M. Henry Taube (Etats-Unis).

9. - **BIEMANIE** : A Rangoon, un attentat visant M. Chua Doo Hwan, président de la Corée du Sud, provoque la mort de vingt et une personnes dont quatre membres du gouvernement sud-coréen. Le 4 novembre, la Biémanie rompt ses relations diplomatiques avec la Corée du Nord, accusée d'être à l'origine de l'attentat.

10. - **ISRAËL** : Après le retrait de M. Begin, le 15 septembre, M. Yitzhak Shamir est investi par la Knesset à la tête d'un gouvernement identique au précédent. Dès le 11, il annonce une dévaluation de 23 % du shekel et de nouvelles mesures d'austérité.

12. - **CHINE** : Le comité central du P.C. chinois décide une campagne de « rectification » du style du parti.

12-14. - **FRANCE-BELGIQUE** : Visite officielle de M. Mitterrand en Belgique.

19. - **ESPACE** : Le succès du septième lancement de la fusée européenne Ariane, après celui du sixième, le 16 juin, assure son avenir commercial.

23. - **SUISSE** : Aux élections législatives, la coalition sortante obtient 167 (- 2) des 200 sièges du Conseil national.

27-29. - **FRANCE-TUNISIE** : Visite officielle de M. Mitterrand en Tunisie.

30. - **TURQUIE** : 1 330 personnes sont tuées dans un tremblement de terre, au nord-est d'Erzurum.

31. - **ARGENTINE** : M. Raul Alfonsín (radical) est élu président de la République en battant le candidat péroniste, M. Italo Luder. Après huit ans de dictature militaire, il entre en fonction le 10 décembre et annonce, le 13, que des poursuites judiciaires vont être engagées contre les membres des forces armées et les terroristes qui ont violé les droits de l'homme.

NOVEMBRE

2. - **AFRIQUE DU SUD** : 66 % des électeurs blancs approuvent par référendum la nouvelle Constitution, qui prévoit une présidentialisation du régime et l'association partielle et séparée des minorités métisses et indiennes à l'exercice du pouvoir dont la majorité noire reste exclue.

6. - **TURQUIE** : Aux élections législatives, le parti de la mère patrie de M. Turgut Ozal obtient, avec 45,1 % des voix, 211 des 400 députés. Le général Evren, président de la République jusqu'en 1989, approuve, le 13 décembre, le gouvernement libéral formé par M. Ozal.

7-10. - **FRANCE-ALGÉRIE** : M. Chadli Bendjedid effectue à Paris le premier voyage officiel d'un chef d'Etat algérien depuis l'indépendance.

9-14. - **ETATS-UNIS-JAPON** : Le voyage du président Reagan au Japon et en Corée du Sud est surtout consacré au renforcement de la coopération stratégique entre les deux pays.

15. - **CHYPRE** : Une « République turque », présidée par M. Rauf Denktaş, est créée au nord de Chypre. Ankara est seul à la reconnaître.

23. - **ESPACE** : Deux cosmonautes soviétiques regagnent la Terre après cent quarante-neuf jours dans l'espace.

27. - **ESPAGNE** : Un Boeing-747 de la compagnie colombienne Avianca s'écrase près de Madrid : cent quatre-vingt-une personnes sont tuées et onze rescapées. Le

7 décembre, une collision entre deux avions sur l'aéroport de Madrid fait à son tour quatre-vingt-trois morts.

27. - **URUGUAY** : Après le succès des journées nationales de protestation des 25 août et 25 septembre, plus de trois cent mille personnes manifestent à Montevideo pour le retour à la démocratie.

28/XI-8/XII. - **ESPACE** : Pour sa neuvième mission, la sixième pour Columbia, la navette spatiale américaine emporte le laboratoire européen Spacelab qui permet une « maison d'information impressionnante ». Auparavant, les trois vols de l'autre navette, Challenger, du 4 au 9 avril, du 18 au 24 juin et du 30 août au 5 septembre, avaient été des réussites complètes.

DÉCEMBRE

1. - **VENEZUELA** : M. Jaime Lusinchi, candidat du parti d'Action démocratique (social-démocrate), remporte l'élection présidentielle. Il succède le 2 février 1984 à M. Luis Herrera Campins, l'actuel président social-chrétien.

4-6. - **C.E.E.** : Le conseil européen d'Athènes ne trouve de compromis ni sur les questions budgétaires ni sur la politique agricole. Les négociations vont se poursuivre. Paris succédant à Athènes à la présidence semestrielle de la Communauté.

10. - **NORVÈGE** : Mme Damu Walea reçoit à Oslo, au nom de son mari, le prix Nobel de la paix.

11. - **BANGLADESH** : Le général Ershad, administrateur de la loi martiale depuis le coup d'Etat du 24 mars 1982, se proclame chef de l'Etat.

14. - **ETATS-UNIS** : Le dollar dépasse les 8,47 francs à Paris, où il cotait 6,60 francs le 10 janvier. A la Bourse de New-York, l'indice des valeurs industrielles, qui a augmenté de 65 % en quinze mois en raison de l'amorce de reprise économique, a atteint le 29 novembre le niveau record de 1287,20.

15. - **JAMAÏQUE** : Aux élections législatives, le parti travailliste (conservateur) de M. Edward Seaga, au pouvoir depuis 1980, obtient les soixante sièges du Parlement en raison du boycottage du scrutin par l'opposition.

15-17. - **FRANCE-YOUGOSLAVIE** : Visite officielle de M. Mitterrand en Yougoslavie.

16. - **POLOGNE** : L'appel à manifester lancé par la direction clandestine de Solidarité pour l'anniversaire des révoltes ouvrières de 1970 est peu suivi en raison du gigantesque dispositif de dissuasion mis en place par les autorités. Dans un discours rendu public le 15, M. Lech Wałęsa avait dressé un violent réquisitoire contre le régime et proposé un programme d'action.

17. - **GRANDE-BRETAGNE** : L'explosion d'une voiture piégée devant les grands magasins Harrod à Londres fait 3 morts et 91 blessés. L'IRA provisoire revendique l'attentat tout en indiquant qu'elle ne l'a pas commandité.

18. - **JAPON** : Le parti libéral démocrate (P.L.D.), au pouvoir depuis 1945, obtient 258 (- 28) des 511 sièges de la Diète aux élections générales provoquées par le refus de M. Tanaka, ancien premier ministre, de démissionner de son siège après une condamnation, le 12 octobre, dans l'affaire des pots-de-vin Lockheed. Malgré son revers électoral, M. Yasuhiro Nakasone est réélu premier ministre, le 26, par la Diète. Son nouveau gouvernement maintient la primauté du « clan Tanaka ».

26-29. - **U.R.S.S.** : M. Iouri Andropov, qui n'est pas apparu en public depuis le 18 août, n'assiste pas au plénum du comité central ni à la session du Soviet suprême des 28 et 29. Mais quatre de ses proches sont promus dans les instances du P.C.

27. - **AFRIQUE DU SUD-ANGOLA** : L'armée sud-africaine confirme qu'elle a pénétré, depuis le 6, en territoire angolais pour attaquer les bases de maquisards de la SWAPO avant que celle-ci ne lance une offensive contre les forces sud-africaines en Namibie.

28. - **UNESCO** : les Etats-Unis annoncent qu'ils se retireront de l'UNESCO à compter du 1^{er} janvier 1985. Washington reproche à l'organisation son « antisémitisme » et son engagement en faveur d'un « nouvel ordre mondial de l'information ».

31. - **NIGERIA** : Le gouvernement civil du président Shehu Shagari est renversé par un coup d'Etat militaire. Le général Mohammed Buhari est nommé chef du nouveau conseil militaire suprême.

Gérer à gauche

JANVIER

2. - M. Mitterrand, qui participe au journal d'Antenne 2, plaide pour une « voie médiane », gage de « l'harmonie du corps social ».

5. - Le conseil des ministres adopte un plan de lutte contre la violence en Corse : le F.L.N.C. est dissous et un commissaire de la République chargé de la sécurité. M. Robert Broussard, est nommé dans l'île, où tous les responsables policiers ont été remplacés.

10. - En Nouvelle-Calédonie, deux gendarmes mobiles sont tués près du village de Kinté. Le 13, dix-huit Mélanésiens sont inculpés, dont dix d'assassinat.

23. - M. Chirac présente un « projet politique » et un « plan de redressement » devant plusieurs dizaines de milliers de personnes rassemblées à Paris pour un congrès extraordinaire du R.P.R.

28. - Aux élections aux chambres d'agriculture, la F.N.S.E.A. et les organisations traditionnelles qui lui sont proches obtiennent plus de 60 % des voix.

FÉVRIER

5. - Klaus Barbie, ancien responsable de la Gestapo de Lyon, expulsé de la ville de Bolivie vers la France, est écroué à Lyon, après avoir été inculpé de « crimes contre l'humanité ».

20. - Aux élections régionales d'outre-mer, la gauche recueille partout la majorité des suffrages exprimés, mais ne contrôle l'assemblée qu'en Martinique. Cependant, le 28, elle obtient aussi la présidence du conseil régional à la Réunion et en Guyane, tandis que, en Guadeloupe, l'opposition l'emporte.

28. - L'Armée secrète arménienne (ASALA) revendique l'attentat contre une agence parisienne de voyages, spécialisée dans le tourisme turc, attentat qui a fait un mort et quatre blessés.

MARS

4. - M. Daniel Mayer, désigné par M. Mitterrand, succède à M. Roger Frey à la présidence du Conseil constitutionnel.

13. - A Marseille, un enfant de onze ans, d'origine gitane, est tué par l'explosion d'un colis piégé.

La politique de rigueur

JANVIER

6. - M. Delors annonce de nouvelles mesures pour alléger les charges fiscales des entreprises. M. Cattaui, ministre de l'Industrie, annonce, le 18, à l'Assemblée générale du C.N.P.F., qu'il s'agit de « deux milliards ».

31. - Les déclarations de M. Edmond Maire, estimant, après un entretien avec M. Mitterrand, qu'un « déclinisme plus de rigueur (...) doit être maintenu car il est une condition politique dans la majorité ».

MARS

25. - Deuxième plan de rigueur, après la dévaluation de franc du 21, la troisième en dix-huit mois. Il prévoit, en particulier : une réduction de 20 milliards de francs du déficit budgétaire, grâce à 15 milliards d'économies et 5 milliards obtenus par une augmentation de la taxe sur les carburants ; plusieurs mesures d'encouragement à l'épargne, dont un emprunt obligataire de 10 % sur trois ans qui rapportera 14 milliards de francs ; une réduction des allocations de dévices pour les touristes à l'étranger ; pour combler le déficit de la Sécurité sociale, 4 milliards d'économies et un prélèvement de 1 % sur les revenus imposables de 1982, qui rapportera 11 milliards.

AVRIL

6. - Le conseil des ministres adopte un projet de loi autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances certaines des mesures du plan de rigueur. Cette loi est définitivement votée le 21. Trois ordonnances sont prises le 29 et une autre le 11 mai.

MAI

16. - La France obtient l'accord de la C.E.E. pour un prêt de 4 milliards d'ECU, soit un peu plus de 27 milliards de francs.

20. - M. Marchais estime, à Marseille, que le plan de rigueur constitue « une contradiction avec les objectifs

dans un terrain vague du quartier de la Cayolle.

22. - M. Mauroy forme son troisième gouvernement : M^{me} Delors et Bérégovoy voient leur position renforcée. M^{me} Chevènement et Jobert, qui ont auparavant démissionné, sont remplacés par M. Fabius, à l'Industrie et à la recherche, et par M^{me} Cresson, au commerce extérieur et au tourisme. A cette dernière, succède M. Rocard, à l'Agriculture. Il y a six nouveaux, dont M^{me} Bonchardau (P.S.U.) et M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement.

22. - M. Louis Le Pen, ancien ministre de la mer, est réélu député du Finistère avec 54,31 % de voix dès le premier tour.

19. - Les quarante et un fils de dioxine de Seveso (Italie), entrés illégalement en France en septembre 1982, sont retrouvés dans l'Aisne. Leur recherche, depuis la fin mars, dans plusieurs pays d'Europe, avait relancé les débats sur l'élimination des déchets toxiques.

28-29. - Seize attentats en Guadeloupe, en Martinique, en



(Dessin de PLANTU.)

23. - M. Mitterrand, dans une allocution télévisée, demande aux Français de « redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national ».

AVRIL

1. - Entrée en vigueur du droit à la retraite à soixante ans. Les partenaires sociaux ont signé les 4 février et 18 mars des accords sur l'adaptation des régimes complémentaires.

6. - M. Mauroy obtient, par 323 voix contre 155, la confiance des députés sur une déclaration de politique générale.

19-20. - Le comité central du P.C.F. adopte à l'unanimité le rapport de M. Marchais affirmant que les élections municipales ont marqué « un début de remontée

de l'influence » du parti communiste et dressant un bilan positif de la participation du P.C.F. au gouvernement qui « n'estompe pas la portée des réserves et des critiques » à propos du plan de rigueur.

25-26. - Voyage de M. Mitterrand dans le Nord-Pas-de-Calais. Il rappelle que « les responsabilités et la décision appartiennent au président de la République » et renouvelle son soutien au gouvernement, qui agit « sous son autorité ».

MAI

8. - M. Louis Le Pen, ancien ministre de la mer, est réélu député du Finistère avec 54,31 % de voix dès le premier tour.

19. - Les quarante et un fils de dioxine de Seveso (Italie), entrés illégalement en France en septembre 1982, sont retrouvés dans l'Aisne. Leur recherche, depuis la fin mars, dans plusieurs pays d'Europe, avait relancé les débats sur l'élimination des déchets toxiques.

28-29. - Seize attentats en Guadeloupe, en Martinique, en

Guyane et un à Paris sont revendiqués par une organisation inconnue jusqu'alors : l'Alliance révolutionnaire caribéenne.

31. - Adoption définitive de la loi portant abrogation ou révision de certaines dispositions de la loi « sécurité et liberté ». Le gouvernement a fait approuver un amendement sur les contrôles d'identité, après une polémique à gauche sur l'autorisation de prises d'empreintes digitales et de photographies.

JUIN

2. - M. Léopold Sedar Senghor est le premier Africain élu à l'Académie française. Il succède au duc de Lévis-Mirepoix. M. Jacques Soustelle est élu au fauteuil de Pierre Gaxotte.

2. - Le R.P.R. et l'U.D.F. si-

45,6% prévus pour 1984, sont devenus « insupportables ».

21. - Le conseil des ministres adopte le projet de budget pour 1984. La limitation à 6,2% de l'augmentation des dépenses de l'Etat n'empêche pas un allouement de la fiscalité pour les moyens et les gros revenus.

OCTOBRE

3. - Création du Comité pour le développement industriel (Codi). Les fonds, collectés dans les caisses d'épargne et dans les établissements bancaires et financiers, seront utilisés pour moderniser l'appareil de production français.

19. - La balance de commerce extérieure est excédentaire en septembre pour la première fois depuis août 1981. Le déficit pour 1983 sera inférieur de moitié à celui de 1982, qui a atteint 92,7 milliards de francs.

NOVEMBRE

8. - Le rapport sur les comptes de la Sécurité sociale annonce que celui-ci devrait être excédentaire en 1983 et équilibré en 1984.

21. - Au moment où le marais indice des prix en octobre (+ 0,8 %) confirme que la hausse sera en 1983 à peine inférieure aux 9,7 % de 1982, alors que l'indice gouvernemental était de 8 %, le C.N.P.F. adresse à ses confédérations une recommandation qui refuse tout rattrapage des salaires sur les prix.

25. - Malgré l'opposition du patronat, le système d'encadrement des prix et des marges est reconstruit pour 1984.

DÉCEMBRE

2. - Le troisième cuprum d'Etat est porté de 12 à 15 milliards de francs, après ceux de février (10 milliards) et de septembre (25 milliards).

16. - Les chiffres du chômage corrigés pour la première fois de l'année, une augmentation importante : + 3,1 % en un mois à la fin no-

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurence, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : de « Monde », 3, r. de Valenciennes, PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

صكنا من الأهل

DE 1983 EN FRANCE

gent une « charte » qui manifeste leur « volonté commune d'une autre politique ».

5. - Yannick Noah est le premier Français depuis 1946 à remporter les Internationaux de tennis de Roland-Garros.

10. - L'Assemblée nationale adopte en première lecture le projet de réforme de l'enseignement supérieur, après un débat de près de trois semaines : l'opposition avait déposé environ deux mille amendements.

13-14. - M. Mitterrand, en visite officielle en Corse, déclare que « le champ du dialogue est ouvert pour que la Corse fasse preuve d'initiative », mais condamne « la violence et la révolte ».

17. - M. Hama présente, dans un entretien au Monde, le projet de réorganisation des forces terrestres et annonce la création d'une force d'action rapide de quarante-sept mille hommes, à base d'hélicoptères et d'infanterie antichars.

23. - Un débat sur le budget social est organisé pour la première fois à l'Assemblée nationale.

27. - La loi de programmation militaire 1984-1988 et la loi modifiant le code du service national sont définitivement adoptées.

JULIET

5. - Après les prises de position hostiles de M.M. Chirac, maire de Paris, et Girard, président (R.P.R.) du conseil régional de l'Île-de-France, M. Mitterrand annonce que la France renonce à organiser une exposition universelle à Paris en 1989.

15. - Une bombe explose à Orly-Sud devant les locaux de la Turkish Airlines : huit personnes sont tuées et cinquante-quatre blessées. L'attentat, revendiqué par l'ASALA, est condamné par la plupart des organisations armées en France. Le 18, à Paris, cinquante-six personnes sont interpellées par la police, dont Varoujan Garabedian, qui avoue, le 20, être l'auteur de l'attentat d'Orly, mais revendique sur ses aveux le 28. Au total, onze personnes sont inculpées et écrouées et dix autres assignées à résidence.

21. - Les directeurs de Peugeot et de Talbot annoncent un plan de suppression de 3 371 emplois.

AOÛT

7. - Au Pays basque, un gendarme est tué et un autre blessé au cours d'une fusillade avec des militants nationalistes, alors que, depuis le début de l'été, plusieurs attentats ont été commis contre des touristes.

14-15. - Jean-Paul II se rend en pèlerinage à Lourdes, pour sa deuxième visite en France.

31. - Le conseil des ministres adopte une série de mesures destinées d'une part à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine, d'autre part à faciliter l'insertion des immigrés installés en France.

SEPTEMBRE

13. - Pierre-Jean Massimi, secrétaire général de la Haute-Corse, est tué près de Bastia. Le F.L.N.C. assure le 21 avoir commis cet attentat en représailles contre la « disparition », le 17 juin, du militant nationaliste Guy Onici. Le 27, le conseil des

19. - Les syndicats dits « réformistes » (F.O., C.G.C. et C.F.T.C.) remportent les élections des administrateurs des caisses de la Sécurité sociale, organisées pour la première fois depuis 1962. La C.G.T. et la C.F.D.T. subissent un échec. F.O. devance la C.F.D.T. et talonne la C.G.T.

19. - M. Savary présente de nouvelles propositions sur l'avenir de l'enseignement privé : écartant l'idée d'intégration dans un service public, il propose un calendrier de discussions pour une rénovation d'ensemble du système

18-20. - Le parti radical, réuni en congrès à Paris, élit M. André Rossinat à sa présidence et confirme son maintien dans l'opposition.

23. - Le conseil des ministres adopte le projet de loi sur la presse, très vivement critiqué par l'opposition. Après quatre jours de débats houleux à l'Assemblée nationale, du 14 au 17 décembre, l'examen du texte est renvoyé à une session extraordinaire en janvier 1984.

DÉCEMBRE

1. - Rencontre au sommet P.S.-P.C.F., à Paris, pour « vérifier » le respect de l'accord de gouvernement conclu le 23 juin 1981.

18. - Au deuxième tour des élections législatives partielles organisées dans le Lot et dans le Morbihan, M. Bernard Charles (M.R.G.) et M. Aimé Kergueris (U.D.F.) sont élus pour succéder respectivement à M.M. Maurice Faure et Christian Bonnet, élus sénateurs.

19. - M. André Chandernagor, nommé, le 7, premier président de la Cour des comptes, est remplacé par M. Roland Dumas comme ministre chargé des affaires européennes.

21. - Le projet de loi sur l'enseignement supérieur est définitivement adopté. En deuxième lecture, les députés ont approuvé des amendements propres à rassurer en partie les professeurs qui s'étaient inquiétés d'une éventuelle « dégradation de l'université ».

mande de M. Barre par un magistrat de cette Cour. Ce rapport concernait les sommes consacrées par Elf-Erap entre 1976-1979 à des recherches sur la détection aérienne des gisements pétroliers.

28. - Un réfugié espagnol, membre présumé de l'ETA-militaire, est grièvement blessé à Saint-Jean-de-Luz. Un autre réfugié avait été tué, le 19, à Bayonne. Ces deux attentats sont revendiqués par un « Groupe antiterroriste de libération », soupçonné d'être une émanation des milieux policiers espagnols.

31. - M. Mitterrand, présentant ses vœux aux Français, se leur « promet rien d'autre que la poursuite sans faiblesse de l'effort de redressement national ».

- Deux bombes explosent, l'une dans le T.G.V. Marseille-Paris, près de Tain-Hermitage (Drôme), l'autre à la gare Saint-Charles à Marseille. Ces attentats, dont les auteurs sont inconnus, font quatre morts et une cinquantaine de blessés.



(Dessin de PLANTU)

ministres décide la dissolution de la Consultative des comités nationalistes (C.C.N.), considérée comme la « vitrine légale » du F.L.N.C.

25. - Aux élections sénatoriales, l'opposition obtient soixante-quinze (+ 12) des quatre-vingt-dix sièges qui étaient à pourvoir, et la majorité, vingt-trois (+ 1).

30. - A Marseille, l'explosion d'une bombe dans l'enceinte de la Foire internationale provoque la mort d'un visiteur.

OCTOBRE

2. - M. Jean-Michel Baylet, élu président du M.R.G., lance un appel à la constitution d'un « large centre gauche ».

5. - La procédure judiciaire engagée contre trois Irlandais, arrêtés à Vincennes le 28 août 1982 et présentés alors par l'Elysée comme des « terroristes internationaux », est annulée en raison des irrégularités commises par des gendarmes, notamment du G.I.G.N., lors de la perquisition.

éducatif. L'enseignement catholique accepte de négocier, mais le Comité national d'action laïque (C.N.A.L.) refuse.

28-30. - Au congrès du parti socialiste, réuni à Bourg-en-Bresse, les délégués manifestent leur soutien « résolu » à la politique du gouvernement. Le CÉRÉS de M. Chevènement, dont la motion avait recueilli environ 18 % des suffrages dans le vote des fédérations, et les « rocardiens dissidents » (5 %) se sont ralliés au texte légèrement modifié de la motion de M. Jospin (77 %).

NOVEMBRE

3-4. - M. Mitterrand effectue en Poitou-Charentes sa sixième visite officielle dans une région.

14. - Six attentats à la bombe commis en Guadeloupe sont revendiqués par l'Alliance révolutionnaire caribbe (A.R.C.).

16. - M. Mitterrand affirme, à Antenne 2, que la crédibilité de la dissuasion nucléaire repose sur sa propre détermination.

Le pouvoir et les pouvoirs

JANVIER

28. - Alors que plusieurs conflits sociaux ont lieu dans l'industrie automobile, M. Mauroy « constate » que « des travailleurs immigrés sont agités par des groupes religieux et politiques ».

MARS

15. - Une manifestation nationale d'étudiants en médecine rassemble plus de quinze mille personnes à Paris : une grève très suivie a commencé à la mi-février pour protester contre la réforme en cours des études médicales. Ce mouvement est marqué par de multiples actions spectaculaires.

22. - Début de la grève des internes et chefs de clinique des centres hospitaliers-universitaires contre les projets de réforme hospitalière et les modifications envisagées de leur statut.

30. - Des professionnels du tourisme manifestent à Paris contre le renforcement du contrôle des changes.

AVRIL

25-26. - M. Mitterrand, en visite dans le Nord-Pas-de-Calais, évoque les conflits hospitaliers ainsi que l'agitation des agriculteurs et des éleveurs. Il affirme que « c'est tout faire respecter l'autorité de l'Etat », mais souligne qu'« aucun conflit, quand il est raisonnablement exprimé, n'est insoluble ».

28. - M. Krasucki (C.G.T.), tout en assistant sur « l'insatisfaction et même le mécontentement des travailleurs », appelle les salariés à « faire échec à la mobilisation des forces de droite et du patronat, qui veulent peser sur les changements ».

MAI

2. - Les internes et chefs de clinique votent la fin de leur grève. M. Mauroy a désigné, le 25 avril, cinq médiateurs et a adressé, le 29 avril, un texte qui satisfait leurs principales revendications.

4. - M. Chirac déclare dans le Monde que l'opposition doit « combattre l'apaisement des conflits ».

5. - Près de vingt mille artisans, commerçants et petits patrons manifestent contre le gouvernement à l'appel de la C.G.P.M.E.

20. - Les étudiants en médecine décident de suspendre leur grève, qui de-

rait depuis trois mois. Ils n'ont obtenu que très partiellement satisfaction.

24. - L'ouverture du débat, à l'Assemblée nationale, sur le projet de réforme de l'enseignement supérieur est marquée par plusieurs manifestations, dont celle organisée par la « coordination nationale étudiants-enseignants », proche de l'opposition, qui rassemble quinze mille personnes. Cette manifestation, comme celles de la fin avril, du 5 et du 11 mai, est suivie d'affrontements avec les forces de l'ordre, malgré les mises en garde lancées par le gouvernement contre les provocations de militants d'extrême droite.

JUN

3. - Deux manifestations de policiers sont organisées après la mort de deux d'entre eux, tués le 31 mai à Paris. Avec des mots d'ordres très politiques, la première, le matin, se tient sans être arrêtée le ministère de la justice ; la seconde, l'après-midi, parvient jusqu'aux grilles du ministère de l'Intérieur. Dans la soirée, le préfet de police de Paris démissionne, et le directeur général de la police nationale est relevé de ses fonctions tandis que M. Mauroy demande la plus grande fermeté pour les policiers séduits : soixante-cinq fonctionnaires seront sanctionnés, dont les dirigeants des deux syndicats organisateurs des manifestations, qui seront révoqués dès le 7.

OCTOBRE

3. - Trente mille à quarante mille personnes manifestent à Paris à l'appel de la C.G.C. contre la politique du gouvernement.

11. - Alors que des débrayages syndicaux ont lieu dans les centres de tri postaux depuis la mi-septembre, M. Gattaz, président du C.N.P.F., déclare que les entreprises sont « gravement menacées » par les retards et le manque de courrier.

NOVEMBRE

14. - La C.G.T. souligne que « l'écart entre nos objectifs et la politique du gouvernement s'est accru ».

DÉCEMBRE

3. - Soixante mille personnes défilent à Paris au terme de la marche contre le racisme commencée le 15 octobre à Marseille par des jeunes d'origine immigrée.

14. - M. Maire (C.F.D.T.) dénonce, à Antenne 2, l'insécurité et l'immobilisme de la politique industrielle du gouvernement.

17. - A l'usine Talbot de Poissy, le gouvernement accepte 1 905 des 2 905 licenciements demandés par la direction ainsi que le plan social qui les accompagne. La grève avec occupation, commencée le 7, se poursuit, mais, le 31, le gouvernement fait évacuer Poissy.

Les élections municipales

Le 20 janvier, le R.P.R. et l'U.D.F. concluent un accord limitant à cinq le nombre des « primaires ». L'accord du 23 décembre entre le P.C. et le P.S. en prévoyait onze.

Le 6 mars, le premier tour des municipales est marqué par un recul de la majorité, qui perd seize villes de plus de 30 000 habitants (8 P.C., 8 P.S.) dont Reims (P.C.), Brest, Grenoble, Nantes et Roubaix (P.S.).

Le 13 mars, au second tour, la gauche résiste mieux, mais perd quinze autres villes de plus de 30 000 habitants (8 P.C. et 7 P.S.) dont Nîmes et Saint-Etienne (P.C.). Sur les trente et une prises à la majorité, che-huit seront dirigées par le R.P.R. et huit par l'U.D.F. La victoire de l'opposition est totale à Paris comme à Lyon.

En juin, plusieurs décisions de tribunaux administratifs annulent ou inversement des résultats suscitent une vaste polémique sur les fraudes électorales. Le P.C.F., vain dans treize cas sur vingt-

sept, dénonce une « manipulation politique ».

Le 11 septembre, à Dreux, l'opposition, alliée à l'extrême droite, remporte l'élection municipale organisée dans cette municipalité à direction socialiste après l'annulation pour irrégularité du scrutin de mars. Entre les deux tours, un débat national s'était instauré et M. Simone Veil avait précisé, le 5, qu'elle « n'aurait pas conclu d'alliance avec le Front national », qui avait obtenu 18,72 % des suffrages au premier tour.

Le 2, puis le 16 octobre ainsi que les 6 et 13 novembre, des maires sortants communistes sont battus par des listes d'opposition dans quatre nouvelles villes de plus de 30 000 habitants : Sarcelles, Antony, Villeneuve-Saint-Georges et Aulnay-sous-Bois. M. Marchais, rejetant à nouveau le 13 novembre les accusations de fraude, affirme que les « pertes de la gauche » sont dues à un recul du P.S.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 605 F 829 F 1 080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER
(par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 240 F

II. - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) doivent bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'inspiration.

Un Dépôt-Vente Différent...

Sa taille (2400 m² d'exposition), la qualité et la variété des meubles et objets anciens présentés et surtout le nombre de bonnes affaires qu'on y réalise font de ce Dépôt-Vente l'endroit rêvé de la capitale, pour acheter ou vendre tout mobilier ancien ou d'occasion.

Le Dépôt-Vente de Paris

81, rue de Lagny, Paris 20^e
372.13.91

DES EXEMPLES:

CHEMISE popeline 100% coton.
poignet simple ou poignet mousquetaire 145 F
CHEMISE COL ANGLAIS 100% coton. 165 F
CHEMISE oxford 100% coton. 168 F
PYJAMA popeline coton. 175 F
PEIGNOIR éponge coton. 270 F
MOUCHOIR coton couleur, les trois. 33 F
MOUCHOIR coton blanc roulotté main.
initiale brodée, les trois. 54 F

SPECIALITE
DE MOUCHOIRS
EN FIL DE LIN
ROULOTTES
MAIN

BLANC 84
MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris
Pour ceux qui savent choisir

LÉGION D'HONNEUR

Grand-Croix

M. Georges Portmann, membre de l'Académie de médecine.

Grand officier

MM. Robert Bordaz, président de l'Union centrale des arts décoratifs; François Cuisin, ancien conseiller d'Etat en service extraordinaire; Georges Plescoff, inspecteur général des finances honoraire; Henri Rol-Tanguy, lieutenant-colonel.

Grande chancellerie

Sont promus officiers: MM. Roger Arnaud, président d'une section d'entraide de la Légion d'honneur; Pierre Biquard, professeur honoraire à l'Ecole supérieure de physique et de chimie de Paris; Jacques Brebant, professeur honoraire de cancérologie; Gabriel Dubois de Labarre; Marie Lafon de Lagenesse, secrétaire général de la Fondation Maréchal-de-Lattre; Jean Fauriol, professeur honoraire de physiologie; Hector Riviere, conseiller honoraire à la Cour de cassation; Fernand Tesson, ancien ingénieur militaire; M. Rosette Trinquet, épouse Peschard, secrétaire générale de la Fondation Leclerc de Hautes-Alpes.

Sont nommés chevaliers: M. Marcelin Berthelot, maire de Saint-Denis; M. Jeanne Faucheur, surintendante des maisons d'éducation de la Légion d'honneur; MM. Robert Gern, directeur d'école honoraire; Auguste Glin, commissaire divisionnaire honoraire; Roger Leroy, ancien compositeur des travaux publics; Robert Richard, ancien gardien chef du Musée de la Légion d'honneur; Henry Tournelle, principal de collège honoraire; Eugène Vaillant, ancien commis au ministère de la défense.

Premier ministre

Sont promus commandeurs: MM. Michel Dufet, architecte, décorateur conservateur de musée; Jean Levy, président d'une université populaire; André Magnus, directeur de publicité et de relations extérieures.

Sont promus officiers: MM. Albert Boulin, ancien gardien de musée; Maurice Cotteneau, membre du bureau du centre d'étude et de recherche de l'Organisation et de la Réserve dans le Morvan; Lucien Delassus, membre d'associations d'anciens combattants; Marcel Dorner, vice-président d'une fédération de sportifs, intéressés, résistants et patriotes; Julien Gervais, président du comité des anciens combattants du réseau lyonnais; Jacques Mitterrand, ancien administrateur de classe exceptionnelle; Paul Poulain, lieutenant-colonel médecin des sapeurs-pompiers; Pierre Smadja, ancien P.D.G. d'une société de textile; René Thaisseau, président d'une fédération de sportifs, intéressés, résistants et patriotes.

Sont nommés chevaliers: MM. Georges Belin, ancien sénateur; Virgile Calmelet, ancien administrateur d'une imprimerie; Jean-Michel Cornier, chirurgien; Jules Dalk, ancien journaliste; Gilbert Delain, président de l'Association Art contemporain; André Delmas, avocat honoraire; Pierre Dentin, prêtre; Roland Gardeur, secrétaire général de l'Association de Toulouse des auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale; Jacques Hémond, directeur d'un bureau de la Datar; M. Yvette Lecharpentier, secrétaire administratif; MM. Ben Amar Mimoun, conducteur automobile; Gérard Minvielle, sénateur honoraire, ancien questeur du Sénat; Jean Raynaud, président de chambre régionale des comptes; Camille Sandrin, ancien enseignant; Raymond Spingard, ancien sénateur; M. Vigier, née Juliette Abraham, ancienne secrétaire.

PROMOTION DU TRAVAIL

Sont nommés chevaliers: MM. Jean Belkacem, P.D.G. d'une société; Justin Buisson, artisan ébéniste tapissier; André Carton, ancien maître ouvrier; Maurice Charles, artisan maçon; Henri Desgrappes, ébéniste; Jean-Marie Durand, technicien textile; M. Marie Francoual, épouse Lagrange, ancienne sage-femme; MM. André Huard, ancien ingénieur divisionnaire; Léopold Iferron, ancien mineur; Jean Lagasse, conseiller municipal, instructeur maritime; Albert Lemaître, agent d'informations maritimes; M. Jeanne Michon, épouse Masse, secrétaire générale dans une société; M. Georges Remley, sculpteur-ébéniste; M. Georges Seullia, épouse Andrieu, vice-présidente d'un centre hospitalier; M. André Van de Syne, directeur de travaux dans une société.

DROITS DE LA FEMME

Sont nommés chevaliers: M. Juliette Beltrando, éditrice Gerio-Beltrando, expert évaluateur; Suzanne Besançon, épouse Burin, magistrat; Renée Creze, épouse Dufourt, enseignante.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Est nommé chevalier: M. Pierre Lasseguette, directeur d'école en retraite.

PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

Est promu officier: Mgr Jean Monist, évêque de Nice.

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORMES ADMINISTRATIVES

Est promu officier: M. Michel Maler, conservateur des hypothèques.

Sont nommés chevaliers: MM. Louis Solbes, professeur de collège; Louis Luc, journaliste parlementaire.

TECHNIQUES DE LA COMMUNICATION

Est promu officier: M. Georges Manly, rédacteur en chef adjoint au Nouvel observateur.

Sont nommés chevaliers: MM. Henri Berthod, ingénieur général à l'Administration de France; Jean Ceillon, directeur des services techniques à Radio-France; Frédéric Doer, ancien journaliste; Josy Eisenberg, rabbin, producteur d'émissions télévisées et radiodiffusées.

ENVIRONNEMENT ET QUALITÉ DE LA VIE

Est promu officier: M. Philippe Provost, coordonnateur de la mission Environnement et qualité de la vie.

Sont nommés chevaliers: MM. Pierre Capocci, président de l'Amicale des jardiniers de Nice et des Alpes-Maritimes; Michel Decane, adjoint au chef des études et de la recherche au secrétariat d'Etat; Pierre du Pontavice, directeur de la Fédération des parcs naturels; M. Claudette Roche, chef de section des T.P.E. à Lyon.

ÉCONOMIE FINANCES ET BUDGET

Sont promus officiers: MM. Armand Blazquez, secrétaire général du crédit d'équipement des P.M.E.; Pierre Bougon, conseiller maître à la Cour des comptes; Jean Dupont, trésorier-payeur général; Jacques Farli, directeur général adjoint de la Caisse centrale de réassurance; Pierre Garçon, contrôleur financier; Jacques Le Noan, chef du service du contrôle d'Etat; Gilbert Magal, président d'honneur de la Garantie mutuelle des fonctionnaires; Raymond Robinet, ancien directeur général d'une compagnie d'assurances; Jean Saint-Georges, inspecteur des finances, P.D.G. du Crédit national.

Sont nommés chevaliers: MM. Jean Baquias, vice-président de la commission de développement de l'Informatique; Paul Braxton, conseiller maître à la Cour des comptes; René Chevalier, chef de section à l'Administration centrale; M. Dangin, née Liliane Le Gac, chef de centre des impôts à Beauvais; MM. Bernard Duchesne, sous-directeur à l'Administration centrale; Marcel Dufournaud, sous-directeur de banque; André Langlade, trésorier-payeur général à la Nouvelle-Calédonie; Gilbert Lasfargues, président de banque; Jean Leclerc, directeur à la Banque de France; M. Denise Lemaire, assistante sociale chef à la C.D.C.; MM. Daniel Luciani, P.D.G. de société, administrateur de banque; M. Lenoir, directeur de la C.D.C.; Lucien Meddel, directeur général pour les relations avec le public; Pierre Nadal, secrétaire général de banque; Georges Pompey, secrétaire général de la Fédération des employés et cadres; Claude Reinhardt, directeur général adjoint de banque; Aimé Rondil, ancien fondé de pouvoir; Guy Sallerin, sous-directeur à l'Administration centrale; Guy Savary, réviseur en chef à l'Administration centrale.

CONSUMMATION

Est promu commandeur: M. Pierre Ordonneau, conseiller d'Etat honoraire.

Sont nommés chevaliers: M. Castang, née Jeanine Ripoull, directeur central de laboratoires; M. Pierre Marleix, receveur divisionnaire des impôts; M. Soules, née Carmelle Banno, directeur central de laboratoires.

AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITÉ NATIONALE

Sont promus officiers: MM. Armand Fairrie, vice-président fondateur d'une association pour les jeunes handicapés; Jean-Louis Mathis, directeur départemental et technique d'un centre pour l'enfance et l'adolescence handicapée; Jean Menn, président de la Confédération française d'encadrement (C.F.C.E.); Emile Niboyet, médecin; Henri Perret, directeur régional honoraire des affaires sociales et de la Drôme; Jean Stokols-Massat, président d'honneur d'une union départementale d'associations familiales; Ahmed Somia, médecin chef de service honoraire; Raymond Valter, président de l'Institut international de l'audit social.

Sont nommés chevaliers: MM. Jean Barthe, directeur régional honoraire des affaires sociales et sociales; Jean Benet, président de la fédération nationale des associations d'entraide des pupilles et anciens pupilles de l'Etat; Georges Bernartet, directeur départemental du travail et de l'emploi; Jacques Besnages, médecin chef du travail; M. Monique Blincau, épouse Creutz, administrateur civil; MM. Antonin Brugière, vice-président d'une union départementale de sociétés mutualistes; André Brunet, cadre; Roger Brunet, ancien président de la Fédération des associations de foyers adoptifs; M. Jeanne Chevillon, directrice d'une société de sauvegarde de l'enfance; MM. Lucien Chibois, chef de fabrication; Roger Courteau, président d'une association d'allocataires familiales; Henri Dermin, vice-président d'une mutuelle; Jules Dupont, secrétaire adjoint d'une union locale C.G.T.; René Fontbonne, président d'une union régionale mutualiste; André Gilet, médecin du travail; Jacques Goulet, administrateur d'une caisse de retraite mutuelle; Théodore Hasneld, directeur régional des affaires sociales et sociales; Vincent Holland, P.D.G. de l'Office de vulgarisation pharmaceutique; Claude Lacambra, secrétaire général d'une union départementale F.O.; Georges Laurent, médecin conseil de la Sécurité sociale; Pierre Marois, chirurgien-dentiste; Dominique Moyen, directeur général de l'Institut national de la recherche et de la sécurité; Gaston Parant, ancien directeur technico-commercial d'une fonderie; Georges Prosper, menuisier-ébéniste, meilleur ouvrier de France; M. Marie de

Robien, secrétaire générale de la Fédération des centres de formation d'économie sociale familiale; MM. Maurice Vassiliou, secrétaire général d'une fédération nationale mutualiste; André Wauemont, président d'une caisse primaire d'assurance-maladie.

EMPLOI

Est nommé chevalier: M. Oualid Calvetti, président de l'UNEDIC.

SANTÉ

Est promu commandeur: M. Marcel Legrain, médecin-chef de service des hôpitaux de Paris.

Sont promus officiers: MM. René Berges, ancien chirurgien-chef de service; Jean Boutron, chirurgien honoraire et président départementale de la Croix-Rouge; Pierre Desgraz, biologiste honoraire; Léon Nisand, médecin; Robert Warnault, secrétaire général de la société d'histoire dentaire.

Sont nommés chevaliers: MM. François Accard, médecin-chef de service; Mme Marie Blampain, épouse Codran, infirmière; MM. Jean Cazajust, médecin radiologue; Abraham Citanova, président de l'Association des cadres de l'industrie pharmaceutique; Georges Ducot, ancien cuisinier d'un centre hospitalier; Fernand Flabaud, chirurgien-chef de service; Bernard Genet, médecin, directeur d'un centre de transfusion sanguine; Bernard Laffin, médecin; Pierre Meyer, directeur honoraire d'une entreprise de répartition pharmaceutique; Pierre Morillon, secrétaire général de la Fédération des donneurs de sang bénévoles; Georges Perrin, ancien chirurgien-chef de service; Robert Polier, ancien directeur d'un centre de transfusion sanguine; Robert Rolland, professeur honoraire à Paris VII; Jean Sarvonnat, médecin; M. Madeleine Selzer, ancienne infirmière; M. Jean Sengnan, président du Comité national de défense contre l'alcoolisme.

RAPATRIÉS

Est nommé chevalier: M. Elie Ghaziz, médecin, retraité.

INTÉRIEUR ET DÉCENTRALISATION

Sont promus commandeurs: MM. Marcel Blanc, préfet, chargé des mesures de défense; Maurice Monier, ancien député du Cantal; Philippe Serre, ancien ministre, ancien député de Meurthe-et-Moselle.

Sont promus officiers: MM. Léon Benichou, président honoraire d'un comité d'intérêt de quartier; Henri Boussombat, maire de Tourcy-en-Jour (Nièvre); Jacques Carbon, commissaire de la République de Midi-Pyrénées et de la Haute-Garonne; Gaston Ferret, ancien adjoint au maire de Niort; Emile Foucard, ancien député, ancien maire de Chelles; M. Guillel, épouse Blanche, secrétaire général de la rédaction des juristes; MM. Lucien Halimi, greffier à la cour de Paris; Jean-Jacques Hilbold, président de chambre à la cour de Besançon; Simon Konqui, avocat à Paris; Louis Lambert, délégué de l'Association surveillée (Rhône-Alpes et Auvergne); Marc Legraverend, vice-président au tribunal de Bobigny; Jean Libouban, substitut du procureur général près la cour de Paris; Charles Michon, substitut du procureur général près la cour de Paris; Pierre Miller, substitut du procureur général près la cour de Versailles; Jean-Claude Peyre, vice-président au tribunal de Paris; Roger Robin, président de chambre à la cour de Lyon; Charles Roux, premier substitut, chef du cabinet judiciaire national; Jean Schewin, conseiller à la cour de Paris; Claude Willard, avocat à Paris.

RELATIONS EXTERIEURES PERSONNEL

Sont promus officiers: M. Marie-Louise Basdevant, conseiller des affaires étrangères; M. Marcel Bouyat, consul adjoint au Nigeria.

PROTOCOLE

Sont promus officiers: MM. Gilbert Barré, vice-président de société bancaire (Espagne); Roger Guillemin, professeur, directeur de laboratoire (Etats-Unis); Dominique Rousseau, administrateur de société (Portugal); Jacques Thieny, président de banque (Belgique); M. Yvette Vaillard, chef de mission médicale en République arabe du Yémen.

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Sont promus officiers: MM. Sébastien Brouca, chef de section au cabinet du président de la République; Joseph Casaroli, président des Français libres de Nouvelle-Calédonie.

Sont nommés chevaliers: MM. Victorius Depluche, artisan aux Aïnyes (Guadeloupe); James Haeweng, chef administratif et commerçant de la tribu de Dazip (Nouvelle-Calédonie); Pierre Hurcy, ancien syndicaliste à la Réunion; Maurice Louis-Joseph-Dogne, maire et conseiller général à la Martinique; Charles Média, directeur à la Caisse centrale de coopération économique; Jean Montpezat, directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer; Léon Nicolas, ancien marin pêcheur à Saint-Pierre-et-Miquelon.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Sont promus officiers: MM. Fernand Andreani, ancien commandant de bord Concorde; Edouard Chais, président des Associations professionnelles des commissaires de transport et affrèteurs routiers; Michel Fry-

bourg, ingénieur général des ponts et chaussées; Georges-Pierre Ratusau, chef d'entreprise, président d'honneur des transports routiers.

Sont nommés chevaliers

MM. Edmond Bussières, secrétaire général d'une union régionale de la C.F.D.T.; Henri Capaz, chef du centre météorologique de Bordeaux-Mérignac; Christian Danfous, directeur régional de l'équipement de la Corse; André Delaunay, président du Conseil national des commissaires de transport; François Gentile, délégué général de la Prévention routière; François Gilest, directeur général adjoint à Air-Inter; Robert Hermin, ancien président de la Fédération des cheministes C.G.T.; Constantin Leroy, ancien attaché de cabinet à l'Aéroport de Paris; Marc Lucchini, secrétaire général d'une organisation syndicale de la R.A.P.; René Pissard, président départemental de mutualité; François Serre, conducteur principal au service de la navigation de la Seine.

MER

Est promu officier: M. Simon Moreau, patron pêcheur.

Sont nommés chevaliers

MM. Jean Carbot, patron pêcheur; Henri Fiquet, syndicaliste au port autonome de Bordeaux; Sylvain Kebeyotte, commandant de la vedette Garonne; Daniel Rigolot, capitaine au long cours, inventeur d'une combinaison de survie.

JUSTICE

Est promu commandeur: M. Paul Malaval, conseiller honoraire à la Cour de cassation.

Sont promus officiers: MM. Michel Bernard, conseiller à la Cour de cassation; André Barthélemy, président de chambre honoraire à la cour de Paris; Jean Cochard, avocat général à la Cour de cassation; Paul Courteaud, président de chambre honoraire à la cour de Paris; M. Maurice L'Epée, professeur de médecine légale à Bordeaux-II; Pierre Mangin, président de chambre à la cour de Versailles; Constant Martha, premier président de la cour d'appel de Riom.

Sont nommés chevaliers

MM. Robert Akouni, avocat à Paris; Louis Amy, président de chambre à la cour de Paris; Pierre Bep, directeur général de l'Association Aurore; Albert Barstasse, avocat général à Bordeaux; Régis Bonnard, avocat général à Riom; Jean Bousmarque, président de chambre à la cour de Bourges; Roger Capelle, président du tribunal d'Epinal; Gérard Combes, président du tribunal d'Albi-en-Provence; François Crespin, conseiller à la cour de Paris; Guy Daout, bâtonnier des avocats de Paris; Serge Darvy, président de la cour d'appel de Pau; Georges Desnoes, maître des requêtes au Conseil d'Etat; Paul Fournier, conseiller à la cour de Paris; Michel Guernann, président de chambre à la cour de Douai; M. Madeleine Guillel, épouse Blanche, secrétaire général de la rédaction des juristes; MM. Lucien Halimi, greffier à la cour de Paris; Jean-Jacques Hilbold, président de chambre à la cour de Besançon; Simon Konqui, avocat à Paris; Louis Lambert, délégué de l'Association surveillée (Rhône-Alpes et Auvergne); Marc Legraverend, vice-président au tribunal de Bobigny; Jean Libouban, substitut du procureur général près la cour de Paris; Charles Michon, substitut du procureur général près la cour de Paris; Pierre Miller, substitut du procureur général près la cour de Versailles; Jean-Claude Peyre, vice-président au tribunal de Paris; Roger Robin, président de chambre à la cour de Lyon; Charles Roux, premier substitut, chef du cabinet judiciaire national; Jean Schewin, conseiller à la cour de Paris; Claude Willard, avocat à Paris.

RELATIONS EXTERIEURES

Sont promus officiers: M. Marie-Louise Basdevant, conseiller des affaires étrangères; M. Marcel Bouyat, consul adjoint au Nigeria.

PROTOCOLE

Sont promus officiers: MM. Gilbert Barré, vice-président de société bancaire (Espagne); Roger Guillemin, professeur, directeur de laboratoire (Etats-Unis); Dominique Rousseau, administrateur de société (Portugal); Jacques Thieny, président de banque (Belgique); M. Yvette Vaillard, chef de mission médicale en République arabe du Yémen.

Sont nommés chevaliers

MM. Jean Barras, directeur d'usine de pneumatiques (R.F.A.); Albert Colas, prêtre (Maroc); René Delort, président et administrateur de société (Espagne); Daniel Florent, directeur d'entreprise pétrolière (Angola); Roland Gaspard, chirurgien (Tunisie); Pierre Gousseland, président de société (U.S.A.); Louis-Martin Heintz, administrateur délégué de société (Belgique); Jean-Paul Huchot, directeur à la compagnie de navigation rhénane (Pays-Bas); Henri Koehler, proviseur de lycée (Tunisie); Jean Ribet, directeur général des théâtres de Bonn (R.F.A.); Le révérend Père Gérard Schwach, missionnaire (Zambie); Francis Stinner, professeur (Grande-Bretagne).

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

Sont promus officiers: M. Louis Chambon, médecin aux

instituts Pasteur d'outre-mer; René Courty, sous-directeur à l'Administration centrale; Pierre Garreau, ambassadeur de France à Djibouti; Daniel Richon, directeur dans une compagnie aérienne, chevalier du 7 novembre 1973.

Sont nommés chevaliers

MM. Menotti Bottazzi, secrétaire général d'une association de solidarité internationale; Louis Brunebarbe, responsable de formation professionnelle des adultes en Mauritanie; Philippe Decraene, directeur du centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes; Paul Jouve, ingénieur en chef des services de l'agriculture outre-mer (Cameroun); Pierre Michel, inspecteur primaire en Côte-d'Ivoire; Gilles Pretzeville, attaché principal d'administration; Alain Provost, directeur général d'une société; Raymond Koster, directeur dans une société; Mlle Hélène Sarrut, chargée de mission à l'Administration centrale.

DÉFENSE

Sont promus officiers: MM. Serge Dassault, P.D.G. d'une société; Raymond Maillet, responsable d'association; Jean-Marie Saget, pilote d'essai.

Sont nommés chevaliers

Mme Paulette Baladé, née Beillot, secrétaire administrative; MM. Pierre Molinier, directeur général adjoint d'une société; Paul Timmermans, directeur général d'une société.

ANCIENS COMBATTANTS

Sont promus officiers: MM. Emile Carrière, vice-président départemental de la Société mutualiste; Roger Faraud, président départemental de combattants volontaires de la Résistance; Albert Frenzel, président départemental des croix de guerre et de la valeur militaire; M. Marthe Froid, vice-présidente d'une section Rhin et Danube; MM. Marcel Ribera, trésorier général de la Cour de la Libération; Jean Tamagay, président départemental de Rhin et Danube.

Sont nommés chevaliers

MM. François Amoudruz, membre du conseil d'administration de la Fédération des déportés et internés résistants et patriotes; René Aubru, vice-président de la fédération André-Magniot; M. Michelle Andoy, dite Cambarde et Mirande, membre des anciens de la 2^e D.B.; MM. Maurice Berthelin, membre du bureau national de l'Union des anciens de camps de prisonniers de guerre; François Burg, président départemental de patriotes résistants; Jules Carpentier, membre du bureau départemental de combattants de la Résistance; Edouard Doyet, membre de l'amicale des anciens du 3^e régiment de marche du Tchad; Georges Egasse, vice-président départemental des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie; Tunisie, Maroc; Marcel Gaillard, vice-président départemental de combattants de la Résistance; Alphonse Janello, président départemental des médaillés militaires; M. Marcelle Jean, veuve Bourgeois, vice-présidente départementale des anciens combattants et victimes de guerre; MM. Roger Lacaze, ancien membre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés; Camille Lapiere, dirigeant de l'Association des anciens de l'Administration du service de santé; Lucien Laurent, vice-président de la fédération des poilus marocains; Raphaël Oraviani, membre du bureau d'une union régionale d'anciens combattants; M. Liliane Valier, membre des anciens de la 2^e D.B.; MM. Pierre Weil, membre du mouvement national des prisonniers de guerre et déportés.

DÉPORTÉS ET INTERNES DE LA RÉSISTANCE

Sont promus officiers: MM. Louis Houche, Léopold Le Vison, internes résistants.

Sont nommés chevaliers

M. Louis Boltz; M. Blanche Jéant, veuve Votard; André Joua, veuve Girard; M. Joseph Leclerc, André Levy; Maurice Man, Charles Mailhe, tous internes résistants.

ÉDUCATION NATIONALE

Est promu commandeur: M. Emile Aron, professeur de clinique médicale honoraire.

Sont promus officiers

MM. Xavier Aubert, inspecteur général; Jean Dibie, sous-directeur; Yves Doumaux, inspecteur d'académie; Claude Dreyfus, directeur d'administration centrale; René Dupuy, professeur au Collège de France; Robert Gauthier, inspecteur général; Jean Lemoine, inspecteur général de l'Administration; Manuel Muscat, proviseur du lycée d'Alger; Bertrand Rebelle-Borgella, inspecteur général de l'Administration; Jean Repussens, inspecteur général; André Tunc, professeur titulaire à Paris-I; Jean Vidienne, professeur d'université honoraire.

Sont nommés chevaliers

MM. Claude Anzid, professeur à Paris-VII; Georges Balandier, professeur à l'université Paris-V; Pierre Baqué, chef de la mission des enseignants artistiques; Marcel Bonvalet, recteur de Nantes; M. Paulette Carpentier, épouse Crépé, directrice d'école maternelle; MM. Jean Casaroli, directeur du LEP de Châteaude-Lux; François Degoulange, proviseur de lycée à Champagne-sur-Seine; Jean Deloy, inspecteur général; Robert Gauthier, professeur d'université à Lille; Jean-Pierre Hennion, inspecteur d'académie à Toulon; Jean Huvé, directeur du centre national de la M.G.E.N.; Les Trois Epis; Gilbert Jeune, inspecteur pédagogique régional honoraire; Gaston Marchal, directeur du C.I.O. de Castres; Maurice Mazères, professeur d'université à Toulouse; Roger Millot, ouvrier professionnel à l'université de Nice; Ange Moncheourt, inspecteur principal de l'enseignement; inspecteur honoraire; René Pancher, professeur à l'Institut polytechnique de Grenoble.

M. Claude Philippe, administrateur civil; MM. Claude Rochet, secrétaire d'administration sociale et universitaire; Paul Rollin, recteur de Rennes; Olivier Sabourand, professeur d'université à Rennes; Georges Sala, inspecteur général adjoint de l'Administration; Robert Savy, professeur d'université à Limoges; Henri Chazal, inspecteur principal de la jeunesse et des sports; Paul Verrière, professeur d'université à Paris-IV.

COMMERCE EXTERIEUR ET TOURISME

Est promu commandeur: M. Robert Bernière, président de l'Union française des industries exportatrices.

Sont promus officiers: MM. Guy Camus, P.D.G. d'une société; Henri Chazal, inspecteur des ports d'expansion économique à l'étranger; René Leduc, responsable de fédérations thermales; Claude Terrail, P.D.G. d'une société de restauration et d'hôtellerie.

Sont nommés chevaliers

MM. Jacques Arnaud, P.D.G. d'une société; Albert Bourdillon, vice-président de la chambre de commerce de Marseille; Charles Bousi, directeur dans une société; Claude Herbaut, directeur général d'une société; Raymond Koster, directeur dans une société; Vladimir Kouzmine Karaviev, directeur général dans une société de couture et de parfum; Gilbert Michel, directeur dans une société.

URBANISME ET LOGEMENT

Sont promus officiers:

MM. Francis Bouygues, P.D.G. d'une entreprise de travaux publics; Jean Chédeau, président de la Société française des urbanistes; Gérard Dupont, inspecteur général de l'équipement; Jacques Durand, inspecteur général de l'équipement.

Sont nommés chevaliers

MM. Elie Abi, directeur scientifique du Centre de recherches du bâtiment et des travaux publics; Daniel Archambault; Jean Claudon, P.D.G. de l'Omniunion technique holding; Jean Courat, ancien ingénieur des travaux publics; Guy Giraudat, directeur général adjoint d'une entreprise de travaux publics; Joseph Orabona, ancien directeur général d'une entreprise de travaux publics; Armin Trub, directeur administratif du conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement des Hautes-Alpes.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Sont nommés chevaliers:

MM. Charles Arlet, chef de travaux; Martin Arlet, artisan graveur, résistants; Henri Desroches, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

CULTURE

Est promu commandeur: M. Denis Maury, président du syndicat des directeurs de théâtre de Paris.

Sont promus officiers

MM. Léon Aronson, dit Dominique, critique dramatique; Pierre Bourd, docteur des sciences, collectionneur; Jean Clément, violoncelliste; Marius Constant, compositeur de musique; Pierre Dervaux, chef d'orchestre et compositeur; Georges Fierbert, directeur de théâtre, secrétaire de l'Association pour le soutien au théâtre privé; Eugène Joneau, dit Eugène Joneau, auteur dramatique; Jean-Pierre Salomon, dit Jean-Pierre Aumont, artiste dramatique.

Sont nommés chevaliers

M. Guy Behar, dit Guy Béart, auteur, compositeur, interprète; M. Michel Benadon, ancien conservateur au département des sculptures du Louvre; MM. Jean-Pierre Faye, philosophe, écrivain, maître de recherches au C.N.R.S., directeur du haut conseil du Collège international de philosophie; Jacques Favier, administrateur civil à la direction du théâtre et des spectacles; Martial Geoffroy, jardinier en chef du domaine de Saint-Cloud; Jean Gorgebeuck, dit Jean Mitry, cinéaste, historien du cinéma; Gilbert Paris, chargé des relations extérieures au Centre Georges Pompidou; Claude Ravier, sous-directeur au Centre national de la cinématographie; Michel Rouzière, P.D.G. de plusieurs théâtres parisiens; M. Alice Serron, veuve Lewis, dite Alice Monnet-Sully, présidente du comité Monnet-Sully; Christine Vauzard, veuve Hawkins, professeur de danse à l'Opéra de Paris et au Conservatoire de musique de Paris; M. René Vign, avocat et écrivain; M. Marie Vixtor, veuve Lautner, dit René Saint-Cyr, artiste dramatique; M. Alexis Weissenberg, pianiste, concertiste, compositeur.

PERSONNALITÉS ÉTRANGÈRES

Est promu commandeur:

M. Georges Ivens, dit Joris, cinéaste.

Sont promus officiers

MM. Camille Aboussouan, ancien ambassadeur et représentant du Liban auprès de l'UNESCO; Robert Baillet, P.D.G. de la société; Doda Courat, interprète de mélodies; William Tyler, diplomate américain en retraite.

Sont nommés chevaliers

MM. Georges Devereux, ancien professeur au Collège de France; Stanislaw Paczynski, ancien directeur de la maison de retraite du Fonds humanitaire polonais à Lailly-en-Val.

(A suivre)

Le Monde

ECONOMIE

*** LE MONDE - Mardi 3 janvier 1984 - Page 15

LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1983

L'Europe favorite

Donnée établie par François RENARD, André DESSOT et Serge MARTEL

Les marchés financiers mondiaux, qui avaient en un très vigoureux sursaut en 1982 après leur fléchissement de 1981, ont connu une année particulièrement faste, avec des performances tout à fait remarquables.

Ces performances ont été le fait, surtout, des marchés européens, où les hausses moyennes se sont élevées de 24 % à plus de 60 % (Paris et Stockholm). La plus modeste, en revanche, a été celle de New-York (+ 20 %). Aux États-Unis, en effet, c'est au second semestre de 1982 que l'essentiel de la hausse a été acquis, dans l'espoir d'une reprise économique que les opérateurs anticipaient largement. Cette reprise une fois confirmée, le ton est devenu plus hésitant outre-Atlantique. Certes la Bourse de New-York a monté jusqu'à l'été 1983, mais elle a stagné au second semestre, sur le fait accompli d'abord, sur la crainte d'une nouvelle tension des taux d'intérêt ensuite.

Au Japon, très déprimé en 1982 par la crise mondiale, tous les records ont été battus. La hausse des valeurs s'est développée tout au long de l'année dans la perspective d'un redémarrage de l'économie, déjà perceptible au second semestre et qui devrait se poursuivre assez vigoureusement en 1984.

En Europe, sur l'ensemble des douze mois de 1983, la flambée des cours a été alimentée par l'espoir d'une amélioration de la situation. A Londres, la City a salué chaleureusement la réélection de la majorité conservatrice, et les valeurs britanniques se sont hissées à un palier historique. A Francfort, où les cours ont rejoint et dépassé leurs plus hauts niveaux, atteints en 1960, le redressement de l'économie, désormais acquis, a été amplement escompté.

En France, ce n'est pas la reprise économique, loin s'en faut, qui a provoqué une véritable « explosion » des cours, la

plus forte et la plus étendue depuis la guerre. Bien au contraire, les nouvelles les plus déprimantes n'ont cessé d'affluer : chômage, licenciements, stagnation, puis baisse de la consommation. Et pourtant les valeurs françaises n'ont cessé de monter, certaines doublant ou même triplant leur cours de départ ! « Un boom triste », dira un des acteurs du jeu, et même « un peu honteux » dans un cadre national peu riant.

C'est que, à Paris, un faisceau de facteurs techniques a été réuni dans une conjonction assez rare : perte d'intérêt pour l'immobilier et pour l'or qui a provoqué des désinvestissements au profit de valeurs mobilières favorisées par le fisc, phénomène d'« entonnoir » dans un marché relativement étroit où les investisseurs se sont disputés une quinzaine de valeurs, celles de sociétés en bonne santé et opérant, pour une bonne part, à l'étranger, notamment aux États-Unis (les « belles américaines »).

Une chose est vraisemblable néanmoins : les performances hors du commun réalisées par la Bourse de Paris en 1983 ne risquent pas d'être rééditées en 1984, tout au moins de cette façon-là. Le même problème se pose partout dans le monde aux investisseurs : comment consolider les progrès effectués et se prémunir contre les retours de flamme, inévitables dans certains cas ? Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel ! Tout dépendra de l'évolution des taux d'intérêt. Ils continueront de baisser, sans doute, en France pour des raisons internes. Ailleurs, c'est l'inconnu, avec toutefois l'espoir que la reprise américaine s'étendra et se généralisera, sans trop d'inflation, et cela, les gouvernements y veilleront, à tout prix. Autres inconnues : le prix de l'or et celui du pétrole.

Bien des investisseurs y pensent, comme à un relais.

PARIS : L'EXPLOSION

Le comble des paradoxes ! Alors que rien dans la situation économique de la France n'incite à un optimisme béat, que l'économie n'a pas pu s'accrocher, pour l'instant, au train de la reprise parti des États-Unis et que les dirigeants actuels ne sont pas précisément ceux que les milieux d'affaires appellent de leurs vœux en 1981, la Bourse de Paris a réalisé cette année un parcours exceptionnel à tous égards.

Avec une hausse de 60 % en moyenne par rapport au début du mois de janvier (67 % pour l'indice global le 28 décembre et 55,5 % selon l'indice de la Compagnie des agents de change), le marché parisien canalisé en tête des places mondiales, au coudé à coudé avec Stock-

holm. Il faut remonter à 1954 pour retrouver de pareilles performances au moment où le Palais Brongniart trouvait dans les découvertes pétrolières d'Esso à Parentis le stimulant nécessaire après plusieurs années de marasme de l'après-guerre.

Du coup, la capitalisation boursière de Paris et des sept places de province a franchi le seuil des 300 milliards de francs. Dans le même temps, on assistait à une explosion du volume des échanges, plus de 300 milliards de francs, en augmentation de plus de 50 %. Une fois de plus, les obligations ont accaparé une part importante du marché, le montant des échanges atteignant 222 milliards de francs durant

cette période, soit une augmentation de 71 % tandis que les actions représentaient 108 milliards de francs (+ 66 %) sur le seul marché officiel.

En dépit du terrain gagné par ces dernières par rapport à l'ensemble des transactions, la part du marché obligataire est restée prépondérante. « Les raisons de la croissance très forte du marché obligataire sont structurelles, mais j'ai le sentiment qu'elles sont actuellement à leur zénith », devait déclarer à ce sujet M. Yves Flornoy à la revue Bourse avant de céder à M. Xavier Dupont son fauteuil de syndic en tant que huit années passées à la tête de la Compagnie des agents de change.

Les raisons de cette hausse exceptionnelle ? Elles sont multiples, puisqu'on peut citer pêle-mêle les niveaux records enregistrés sur l'ensemble des places internationales et leur effet d'entraînement sur le marché de Paris, la « prise en taille » des placements liquides entre une fiscalité lourde et des conditions plus contraignantes (levée de l'anonymat sur les ventes d'or, par exemple), enfin, la grave crise qui a sévi sur le marché immobilier en dépit d'un « frémissement » perçu par certains professionnels en fin d'année. Parallèlement, la Bourse de Paris avait subi la « saignée » des nationalisations depuis plus d'un an sans que de nouvelles valeurs soient venues compenser, à la cote officielle, la vingtaine de titres bancaires et industriels radiés pour cause d'extension du secteur public.

Cette conjonction d'éléments, allée à une politique volontariste des pouvoirs publics qui a trouvé son aboutissement dans la « loi Delors » du 3 janvier 1983 sur le développe-

ment des investissements et la protection de l'épargne, a fait que tous les secteurs se sont trouvés poussés à la hausse les uns après les autres. Aux « belles américaines », installées aux États-Unis et que l'envoie du dollar a tirées vers le haut (Moët-Hennessy, Pernod Ricard, B.S.N.-G.D., Bongrain, Générale Biscuit) ont succédé les secteurs industriels, agro-alimentaire et chimie en tête, tandis que les services et les sociétés de portefeuille allaient également de l'avant.

Seules les valeurs de la métallurgie, du bâtiment et des travaux publics ainsi que de la distribution ont fait grise mine : encore ces dernières ont-elles été tirées de l'ornière en fin d'année par des investisseurs se rabattant sur des titres qui n'avaient pas trop monté. Un vent de spéculation a également soufflé sur une poignée de sociétés dites « en redressement », parmi lesquelles Michelin, Peugeot, Mammrin, Creusot-Loire, Maisons Phénix (par moments) ou encore D.M.C. Résultat : à la fin novembre, plus d'une vingtaine de sociétés françaises avaient dépassé les 100 % de hausse par rapport à la fin de l'année 1982 avec, en tête, Sommer Alibert, Générale Biscuit, Pernod Ricard, D.M.C., Roussel-Uclaf, Esso et Esso, pour ne citer que les écarts supérieurs à 150 %.

En dehors du cercle étroit des trois mille personnes directement intéressées, dans leurs évolutions, par les performances de la Bourse de Paris, celles-ci ont également profité aux sociétés cotées. Grâce aux nouveaux produits financiers mis à leur disposition, à un développement important des augmentations de capital et au relais assuré par les comptes d'épargne en actions aux

anciennes Sicav Monory, elles ont recueilli cette année quelque 15 milliards de francs d'argent frais. Un autre apport important a été constitué par le second marché, ouvert, en

principe, aux seules petites et moyennes entreprises et dont la capitalisation a déjà dépassé les 7 milliards de francs depuis son inauguration, le 1^{er} février 1983.

Record pour les émissions et les transactions

Si l'année 1982 avait été celle des obligations, qui avaient battu deux records - celui des transactions et celui des émissions, - l'année 1983 aura été propice à la fois aux obligations et aux actions, tous les records étant à nouveau battus.

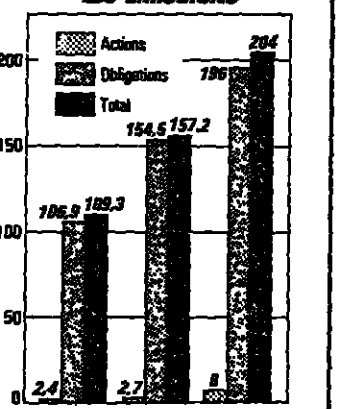
Certes, les obligations ont été délaissées favorisées grâce à deux facteurs : la nouvelle baisse des rendements et des taux à l'émission, revenus de 15,30 % à 13,40 % pour les emprunts d'État, et de 15,70 % à 14 % pour ceux du secteur public, qui a attiré les prêteurs et réorienté les cours des émissions précédentes ; la véritable « explosion » des SICAV et fonds de placement en obligations à court terme, dits « de trésorerie », qui ont collecté plus de 50 milliards de francs supplémentaires aux dépens des placements traditionnels à courte durée (compte sur livrets et comptes à terme). Ces deux phénomènes conjugués ont permis aux émissions de faire un nouveau bond de près de 27 % en 1983, faisant suite à celui de 44 % en 1982, avec un total de 196 milliards de francs contre 154,5 milliards de francs. Le montant des emprunts d'État a augmenté de 25 %, à 50 milliards de francs (51 milliards de francs avec les bons du Trésor renouvelables), se part du montant total ne variant guère (25,5 % ou 26 % contre 25,9 % en 1982). Les grands emprunteurs ont été, comme à l'habitude, les établissements publics, E.D.F. notamment (plus de 16 milliards de francs), la S.N.C.F., les P.T.T., les établissements à statut spécial (Crédit foncier, Crédit national, C.E.P.M.E.) et les banques, pour obtenir du désencadrement. Deux nouvelles catégories d'émissions sont apparues : les obligations avec bons de souscription d'actions (voir en page 16) pour 1,3 milliard de francs, et les obligations renouvelables du Trésor (1 milliard de francs). Au total, la capitalisation boursière des obligations en circulation est passée de 605 milliards de francs fin 1981 à 816 milliards de francs fin 1982 et à plus de 1 000 milliards de francs à la fin 1983.

Celle des actions, qui avait fléchi de 9 % en 1982, à 211 milliards de francs, a fait un bond de 50 % en 1983, atteignant 320 milliards de francs environ, en raison d'une hausse moyenne des cours de plus de 50 %. L'événement de l'année a été le triplement des augmenta-

tions de capital en espèces, plus de 8 milliards de francs contre 2,7 milliards de francs en 1982 et 2,4 milliards de francs en 1981.

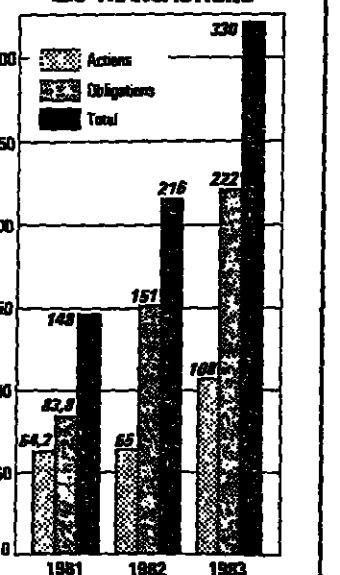
Au chapitre des transactions, tous les records ont été battus à nouveau : + 53 % pour le total (330 milliards de francs). Si les obligations comptent pour 222 milliards de francs (+ 47 %) après une progression de 71 % en 1982, les actions ont fait un

LES ÉMISSIONS



véritable bond à 108 milliards de francs (+ 66 %), ce qui reflète l'extraordinaire activité de la Bourse de Paris en 1983, due, également, aux transactions en actions étrangères (plus de 35 milliards de francs).

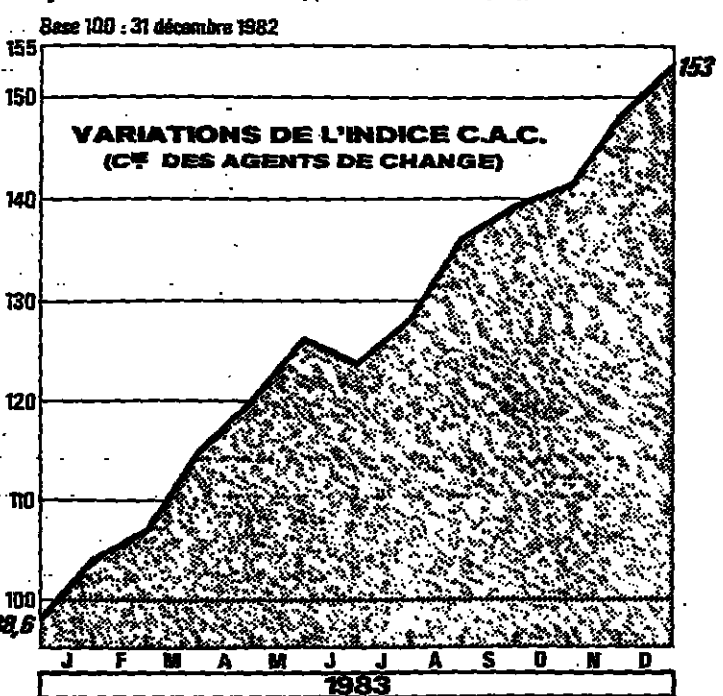
LES TRANSACTIONS



LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(Institut national de la statistique)

COMPARTIMENTS	31 déc. 1982	Plus haut 1983	Plus bas 1983	23 déc. 1983	Diff. en %
Indice global de base 100 en 1950					
Valeurs françaises à revenu variable	822,5	1 291,1	822,5	1 291,1	+ 56,88
Valeurs étrangères	2 385,5	3 817,5	2 385,5	3 549,9	+ 48,79
Base 100 : 29 décembre 1972					
Valeurs françaises à revenu variable	115,8	186,3	115,8	186,3	+ 60,88
Valeurs étrangères	322,5	512	322,5	486,3	+ 48,79
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice des valeurs françaises à revenu variable (base 100 en 31-12-1981)	183,8	169,9	185	169,9	+ 25
Industrie-Energie	77,2	136,3	77,2	136,3	+ 56,69
Métallurgie	78,8	87,2	77,2	77,2	+ 2,15
Chimie	95,3	188,8	95,3	188,8	+ 99,71
Élec., mécat., outillage, trav. public	109	126,1	109	126,1	+ 15,10
Construction automobile	94,7	112,9	94,7	112,9	+ 18,78
Matériel électrique	116,9	177,6	116,9	177,6	+ 51,30
Automobile et accessoires	86,5	127,3	86,5	127,3	+ 46,23
Industrie de consommation alimentaire	117,1	258,1	117,1	258,1	+ 120,40
Agro-alimentaire	128,3	238,5	128,3	238,5	+ 85,66
Distribution	92	97,7	92	97,7	+ 6,19
Transport	113,8	145	113,8	145	+ 27,41
Services	126,9	287,1	126,9	287,1	+ 127,79
Assurances	185,4	185,2	185,4	185,2	- 0,11
Banques	110,7	177,9	110,7	177,9	+ 59,53
Immobilier et financier	112,7	156,9	112,7	156,9	+ 38,23
Investissement et portefeuille	107,3	182,6	107,3	182,6	+ 69,24
Base 100 : 26 novembre 1980					
Valeurs françaises à revenu fixe	98,4	184,6	98,4	184,6	+ 57,6
Emprunts d'État	99,4	185,5	99,4	185,5	+ 58,45
Emprunts garantis et assimilés	97,7	184,2	97,7	184,2	+ 57,7
Sociétés	98,7	185,5	98,7	185,5	+ 6,68
Base 100 : 31 décembre 1972					
Emprunts garantis et assimilés	87,9	91,6	87,9	91,6	+ 4,20
Sociétés	95,1	108,3	95,1	108,3	+ 5,25
Compagnie des agents de change					
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice global	188,2	152,9	188,2	152,9	+ 53,49
Produits de base	78,6	131	78,6	131	+ 67,86
Construction	97,9	116,9	97,9	116,9	+ 19,79
Industrie-Energie	181,6	125	181,6	125	+ 30,38
Industrie de consommation durable	188,3	166,5	188,3	166,5	+ 66,29
Industrie de consommation non durable	187	228,5	187	228,5	+ 114,91
Industrie de consommation alimentaire	117,8	237	117,8	237	+ 102,12
Services	97,5	138,1	97,5	138,1	+ 41,41
Sociétés financières	118,4	183,8	118,4	183,8	+ 56,33
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	91,6	132	91,6	132	+ 44,75
Valeurs immobilières	96,9	155,1	96,9	155,1	+ 60,78
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice global	185,4	124,7	185,4	124,7	+ 39,07



MARCHÉ DE PARIS

Le succès du second marché

Depuis quelques années, la pénurie d'introductions en Bourse inquiétait les autorités : d'une douzaine par an durant la période 1968-1977, le rythme moyen était tombé à cinq par an pour les quatre années suivantes, et encore 1982 n'a-t-elle permis qu'une seule véritable accession à la cote officielle, celle d'Epoca Bertrand-Faure. En outre, la cote a subi la saignée provoquée par la radiation d'une vingtaine de banques et sociétés industrielles, conséquence de la nationalisation. Pour combler ce vide, les autorités boursières ont été contraintes d'accroître la mise en place d'une structure d'accueil spécialement destinée aux petites et moyennes entreprises, encore inhibées à l'idée d'accéder directement à la cote officielle.

C'est à cette préoccupation que devait répondre, le 1^{er} février 1983, la création officielle du second marché grâce au « feu vert » donné par la loi du 3 janvier de la même année, dite « loi Delors ». Directement inspiré des expériences en ce sens tentées sur les places étrangères, notamment du marché américain NASDAQ où sont négociées actuellement plus de 9 000 entreprises de moyenne importance, mais, surtout, de l'Unlisted Securities Market (U.S.M.), ce marché londonien de création beaucoup plus récente qui compte déjà 150 sociétés inscrites en trois ans d'existence, le second marché devait se substituer à l'ancien « hors cote spécial ».

Créé en 1977, celui-ci avait rapidement pris de l'importance : les sociétés qui y étaient cotées étaient soumises aux mêmes contraintes qu'à la cote officielle (mettre 25 % du capital à la disposition du public, publication de nombreux documents financiers...) et obligées, en outre, d'accéder à cette dernière après une période d'acclimatation de trois ans passée au « hors cote spécial ». Tirant les leçons de cet échec, la commission des opérations de Bourse, la Chambre syndicale des agents de change et les pouvoirs publics devaient convenir de conditions d'admission beaucoup plus souples — et moins coûteuses — sur ce nouveau marché (introduction de 10 % du capital seulement) et d'une grande facilité de fonctionnement (pas d'obligation de passer à la cote officielle). Outre la mise en place d'un « contrat de liquidité », conclu entre banquiers et agents de change introducteurs, ceux-ci s'engagent non seulement à effectuer l'introduction mais à assurer la liquidité du marché par la suite (en se portant acheteurs ou vendeurs face à la clientèle), de façon à éviter le ca-

racière semi-confidentiel des transactions qui caractérisait jusqu'à l'ancien « hors cote spécial ».

Il faut croire que la formule a séduit à la fois la communauté financière et les entreprises soucieuses d'ouvrir leur capital dans la perspective d'une future opération en fonds propres puisque, à la fin de l'année 1983, le second marché de Paris et des Bourses de province comportait quarante-deux sociétés françaises et trois étrangères. Sur ces quarante-deux, vingt-sept d'entre elles étaient cotées au palais Brongniart et quinze sur les Bourses de province : une à Bordeaux (Auxit), deux à Lille (Foucray-Cotter et Ryndel Industries), quatre à Nancy (Garages souterrains, N.S.C., Rhin-Rhône et S.F.E.C.), trois à Nantes (Albert S.A., Quo Vadis, I.P.O.) et cinq à Lyon (Genty-Cathiard, Ollier Installux, H.D.P., Salomon et Smoby).

Ces sociétés nouvelles inscrites ont une triple origine : le transfert opéré pour une vingtaine d'entre elles de l'ancien « hors cote spécial » au second marché, le passage de cinq ou six titres du « hors cote » traditionnel où ils se négocient précédemment, enfin, l'admission pure et simple pour plus d'une dizaine de sociétés. Selon les statistiques les plus récentes, établies à fin octobre, les transactions sur cette nouvelle structure d'accueil ont représenté environ 1,5 milliard de francs (contre 286,8 milliards à la cote officielle), la capitalisation atteignant 7,6 milliards de francs (contre 302,9 milliards au marché officiel).

D'autres sociétés françaises de moyenne importance sont déjà sur les rangs pour 1984 (une trentaine d'introductions ont d'ores et déjà prévues) et les spécialistes considèrent que trois cents à six cents entreprises françaises correspondent aux caractéristiques globales du second marché, certains d'entre eux n'hésitant pas à pronostiquer environ cent cinquante candidatures à moyen terme.

Terrain privilégié de réconciliation entre la Bourse et les petites et moyennes entreprises en mal de capitaux, le second marché doit encore maîtriser un processus d'introduction qui a conduit à de nombreux excès face à une demande de titres déchaînée. La récente mise en place de procédures nouvelles telles que l'offre publique de vente nominative va dans ce sens, et une certaine régularisation devrait intervenir au fur et à mesure de la « banalisation » de ce marché boursier, à mi-chemin entre le « hors cote » et la cote officielle.

Une éclosion de nouveaux produits financiers

Avec la loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne pour cadre, 1983 aura été l'année des nouveaux produits financiers. Destinés à canaliser chaque jour un peu plus l'épargne des ménages vers les marchés financiers, ils viennent s'ajouter à ceux existants et ont revêtu diverses formes :

- Les titres participatifs : sans doute la principale innovation de cette année, ils sont essentiellement destinés aux sociétés du secteur public, récemment nationalisées ou coopératives, dont ils confortent les fonds propres. Successivement : Saint-Gobain ; Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt ; la Compagnie générale d'électricité et la régie Renault ont procédé à l'émission de titres participatifs. La liste des firmes industrielles intéressées par ce produit n'est pas close, mais les banques vont également se mettre bientôt sur les rangs.
- Les certificats d'investissement : pour l'instant, seule l'Agence Havas a utilisé ce nouveau titre financier qui peut émettre les entreprises sur le modèle des anciens certificats pétroliers.
- Les actions à dividende prioritaire sans droit de vote : elles ont l'avantage de permettre aux sociétés de recueillir des capitaux sans crainte

de perdre le contrôle de l'affaire. Après Legrand, Casino, Darty, Essilor, Signaux Sagem, Mors, pour ne citer que quelques entreprises, ont émis des A.D.P. de cette nature.

• Les obligations à bons de souscription d'actions ou « warrants » : c'est la société Lafarge-Coppée qui a inauguré cette nouvelle formule qui permet de devenir actionnaire tout en disposant d'un titre obligatoire, le groupe Peugeot lui ayant ensuite emboîté le pas.

• Le versement d'actions au titre de dividende : successivement, CIT-Alcatel, Alsthom-Atlantique et Lafarge-Coppée ont utilisé cette possibilité offerte aux actionnaires qui souhaitaient percevoir leur dividende en actions nouvelles au lieu des traditionnelles espèces.

• Les obligations renouvelables du Trésor ou O.R.T. : destinée à la clientèle traditionnelle des bons du Trésor, ce nouveau titre, qui ne figurait pas dans la « loi Delors » du 3 janvier dernier, a été testé pour la première fois à la fin juin, une époque mal choisie (veille de départ en vacances, paiement du deuxième tiers provisionnel et de l'emprunt obligataire). C'est ce qui explique sans doute son semi-échec sans que des pouvoirs publics aient renoncé à de prochaines émissions d'O.R.T., ce qui ne signifie pas pour autant la fin des classiques emprunts d'État.

PETROLES

Nette amélioration

Très déprimés en 1982, avec un recul de 24 %, en raison de la crise du pétrole, le compartiment a effectué une brillante remontée cette année. Au départ, la prise en compte de la nouvelle formule de calcul des prix domestiques, intégrant l'évolution des cours sur les marchés européens et la fluctuation du dollar, provoquait une très vive hausse, « cassée » toutefois au milieu de l'été

lorsque le libre jeu de cette formule fut entravé par les pouvoirs publics qui inquiétaient la hausse continue du dollar. Toutes les valeurs ont, tout de même, vigoureusement progressé, à l'exception, fort logique, de la Française de raffinage. Esso et Française B.P. ont été stimulées par des rumeurs de découvertes pétrolières, peu ou pas confirmées.

	31-12 1982	Plus haut	Plus bas	30-12 1983
Applications des gaz	154	368	136	308
Elf-Aquitaine	104	203	100,50	171
Esso	170	519	165,90	511
Française des pétroles	119,50	197	114	172,40
Francecap	296	463	273	463
Pétroles B.P.	140	140	88,90	140
Raffinage (Française de)	75	127	73	82
SOGERAF	275	487	255	490
Elf-Gabon	859	1 300	852	910

MINES D'OR

Grâce au dollar

Sauvées par le gong. Bien parties à l'aube de 1983, au point de s'élever à leur plus haut niveau historique le 15 février (734 à l'indice « F.T. »), les mines d'or, déprimées ensuite par les hausses du métal précieux, ont bien failli rater complètement leur arrivée. A la fin octobre, leur baisse, par rapport au pic atteint neuf mois auparavant, était de 39,5 %.

Non seulement elles ont réussi à surmonter ce lourd handicap, mais, sont parvenues à progresser d'une année à l'autre (+ 4 %). Cela en deux mois seulement.

C'est une promesse, qui ne doit rien au hasard mais tout au rendement des actions, redevenu attractif (de 7 % à 14 %) par effet mécanique, et surtout au très bon bilan de santé dressé par les compagnies minières pour les neuf premiers mois : recettes augmentées de 26 %, bénéfices d'exploitation de 38 %, profits après impôts de 22 %, dividendes de 45 %.

A première vue, un tel bilan peut paraître étonnant. Comment, avec une marchandise dont le prix baisse, une entreprise peut-elle dégager des résultats améliorés ? Le paradoxe n'est qu'apparent. Depuis septembre 1982, les compagnies minières sont réglées en dollars par l'État américain pour leurs ventes d'or. L'effet de ce nouveau mode de paiement s'était déjà partiellement senti l'année précédente. Cette fois, les compagnies ont profité à plein de la dépréciation du rand (- 13 % sur-cote). Mais ce ne fut pas la leur seule chance. Malgré la baisse de l'or, elles ont en moyenne encaissé plus de dollars par once d'or vendue en 1983 qu'en 1982 : 427 dollars environ (+ 12,4 %). La production, ayant, d'autre part, légèrement augmenté (+ 2,4 %) pour atteindre 670 tonnes, les recettes ont tout naturellement augmenté. Pour l'année, elles ont été de l'ordre de 9,6 milliards de rands (+ 33 %).

Dans ces conditions, même avec des coûts d'exploitation accrus (+ 14 %) et une charge fiscale alourdie (+ 36 %), les mines d'or ont réussi à dégager des bénéfices améliorés de 11 % en moyenne (3 milliards de rands au total).

De coup, mis à la portion congrue l'année précédente, les actionnaires

ont pu être un peu plus gâtés. De 1,35 milliard de rands, leur rémunération s'est élevée à 1,57 milliard de rands (+ 15 %).

Ainsi donc, une fois de plus, grâce au dollar, mais cette année en fin de parcours seulement, les mines d'or, dans leur course, se sont désolidarisées du métal précieux. Mais le phénomène pourra-t-il se reproduire une troisième fois ? Rien n'est moins sûr. Tout dépendra des caprices du dollar et, par voie de conséquence, de l'évolution des cours de l'or.

Les compagnies d'exploitation se heurtent à deux problèmes majeurs : le manque aigu de main-d'œuvre qualifiée avec la rotation très rapide de leurs effectifs (90 % l'an), la nécessité d'aller chercher le minerai à des profondeurs toujours plus grandes. Dans les deux cas, leurs dépenses, dans leurs coûts, s'accroissent, et le plus grand nombre sont dans cette situation.

L'évolution des résultats est donc étroitement liée au prix de l'or, qui détermine à son tour l'importance des investissements (1 257 millions de rands en 1983, chiffre en baisse de 1,5 %) et, au-delà, de la charge fiscale, les investissements étant déductibles des bénéfices imposables. L'alourdissement de l'impôt l'an dernier résulte du double effet du plafonnement de ces investissements et de l'augmentation des bénéfices. Quid du prix de l'or pour 1984 ? Les experts sont très réservés à cet égard. Cependant, le directeur adjoint de la Chambre des mines sud-africaine pense que les deux ou trois années à venir seront des années honorables, pour la simple raison que tous les éléments, à ses yeux, restent en place pour favoriser une nouvelle poussée inflationniste.

Les analystes financiers de Johannesburg partagent cet avis et tablent, pour 1984, sur des cours de l'or tournant autour d'une moyenne de 440 dollars l'once. C'est sur cette hypothèse de travail que planchent aussi les experts de l'Anglo-American.

Notons qu'à Paris, l'indice « Agéfi » des mines d'or a monté de 20,6 %. Cette hausse est essentiellement due à la progression rapide de la devise-titre (+ 28,9 %), passée de 8,30 F à 10,70 F.

	31-12 1982	Plus haut	Plus bas	30-12 1983
Anglo	916	1 475	901	1 205
Anglo-American	134	236	134	177,20
Barrick	477	710	389,50	628
De Beers	30	113,40	51,20	89
Driefontein	271	416	249	348,50
Free State	409	545	330	415
Gecor	180	301	182,50	253,50
Goldfields	45	105	61	77
Hemlo	178	284	155,50	217
President Brand	400	555	332	404
Randfontein	1 007	1 693	1 029	1 523
St Helena	383	490,50	311,50	375
Western Deep	478	688	410	546
Western Holdings	453	621	385	465

Les plus importantes variations de cours de l'année (en %) (cours au 30 décembre 1983)

EN HAUSSE		EN BAISSE	
Général Biscuit	+ 253	Messier	- 57
Anglo International	+ 218	Pochet	- 44
Fernand Ricard	+ 216	Chantier F. Demarques	- 42
Sommer Albert	+ 213	Eurochemie	- 31
Roussel Uclaf	+ 205	Aurup	- 27
Esso	+ 203	Cromat-Lotie	- 24
B.M.	+ 184	Vallejo	- 23
Arjomari Prieux	+ 177	G.T.M. Endopex	- 18
Presses Cité	+ 165	Nobel Buzel	- 18
Marcell	+ 160	Cromat	- 13

VALEURS FRANÇAISES - MARCHÉ AU COMPTANT

EN HAUSSE		EN BAISSE	
Gevodot	+ 718	Sacilor	- 78
S.F.M.	+ 432	Mars-Madagascar	- 64
Nadella	+ 422	Ateliers Motobécane	- 57
Carbone	+ 281	Jager	- 54
SAFAA	+ 276	Gérance Arm. Hold.	- 54
Sofica	+ 234	N.V. Participations	- 52
Testat Aquinas	+ 221	Asiatic Le Ldre	- 49
Lactine	+ 207	C.G.L.R. Norvelles	- 48
Fromageries Bel	+ 206	Radar	- 44
Synthelabo	+ 186	Profil Tubes Est	- 42

VALEURS ÉTRANGÈRES - MARCHÉ À RÉGLEMENT MENSUEL

EN HAUSSE		EN BAISSE	
Ito Yokada	+ 132	Zambia Copper	- 14
Norsk Hydro	+ 120	East Rand	- 5
Imperial Chemical	+ 116	St-Helena Mines	- 2
Ford Motor	+ 111	President Brand	- 1
L.T.T.	+ 90	Free State	0
Hoechst	+ 88		
Du Pont de Nemours	+ 87		
Philips	+ 81		
Matsushita Elec.	+ 80		
Bayer	+ 79		

AGROALIMENTAIRE

La « grande bouffe »

Du jamais vu : 100 % de hausse en 1983. A ce titre, l'agro-alimentaire a été le véritable « challenger » de l'année boursière. La crise ? Voilà bien un secteur qui ne la connaît pas vraiment. Mais quand il s'agit de manger et de boire, les porte-monnaies les plus étriqués se délient. Et l'INSEE ne prévoit-il pas un excédent commercial (entre 19 milliards et 20 milliards de francs) fortement accru (près de 30 %) ? Ceci expliquant cela, aucune, mais aucune des valeurs figurant dans cette rubrique n'a baissé. Les plus défavorisées, ont enregistré des progrès supérieurs à 20 %. Pourtant, l'industrie sucrière n'a pas précisément le vent en poupe. Quant à la charcuterie française, victime de la concurrence européenne, elle ne va pas très fort. Mais s'agissant d'Olida, l'effort de restructuration intéressé, et quelques-uns, autour de la corbeille, n'hésitent pas à marier la société avec un plus grand groupe. Bref, quand le milliard de la classe a de bonnes notes, que dire des bons élèves qui marchent ou galopent, travaillent avec les États-Unis et/ou sont implantés là-bas, tirant de ce fait de très larges profits d'un dollar hyperfort. Leurs performances ont été peu communes. Mumm a largement doublé sa mise. Pernod, détenteur de la coupe de France de l'entreprise pour 1982, aussi, grâce à sa vigoureuse politique de diversification, Perrier, bien sûr, qui pousse toujours autant dans les verres américains. Et Martell donc ! Partie doucement, l'action a fini très forte, profitant à plein d'informations de dernière minute. Pensez donc : malgré la concurrence et les restrictions aux importations décidées par les autorités de Hongkong, le groupe a bien résisté sur le front du cognac, et sa filiale mexicaine, qui lui avait donné du fil à retordre, a été reconvenue. Ce fut la ruée des que ces nouvelles furent connues début décembre : + 16 % en une séance, et 153 % sur l'année.

D'une certaine manière, Moët-Hennessy et B.S.N. ont été gagnés avec des gains de 70 % environ. Le premier groupe, pourtant, fait un tiers de son chiffre d'affaires aux États-Unis. Le second y est bien solidement implanté aussi et, de surcroît, a mis une perle à sa couronne en rachetant aux frères Gardinier leurs intérêts dans les champagnes Lanson et Pommery et Greno. La réalité est que leurs titres ont fait une très belle course. Récents les investisseurs ? Que nenni. Mais la capitalisation des titres construite une barrière. Elle est de dix-sept fois pour le premier, de quinze fois pour le second. C'est déjà beaucoup, mais en Bourse, les professionnels assurent que les investisseurs font leurs calculs sur l'estimation des résultats de 1983 et même de 1984. Cela abaisse d'autant ces fameux ratios (price earning ratio ou PER, autrement dit, le bénéfice par action rapporté au prix facturé en Bourse).

D'où les rapports assez étonnants enregistrés sur Bougain (dix-huit fois), surtout sur Générale Biscuit (vingt-quatre fois), que le seul rachat de Mother's Cake, deuxième producteur américain de biscuits, ne saurait entièrement justifier même en portant le chiffre d'affaires réalisé par la firme aux États-Unis à 235 millions de dollars.

S'agissant de cette entreprise, les analystes d'une grande banque de la place tablent pour 1983 sur un bénéfice supérieur à 100 F par action, ce qui ramènerait le PER à dix-sept fois. Faut-il s'étonner dans ces conditions que le titre ait fait un malheur : + 262 % ?

Pour tout dire d'une façon générale, les opérateurs ont joué en anticipant presque partout des bénéfices fortement accrus, y compris sur Lescage (+ 26 % de profits en plus pour les seuls neuf premiers mois) et Saint-Louis (une hausse de 30 % des résultats est escomptée). La progression assez « modeste » de l'action Veolia Cliquet (+ 43 %) se comprend mieux dès lors que les pronostics portent seulement sur une amélioration de 10 % des résultats. De tout ceci l'on retiendra surtout que, crise ou pas crise, les hommes devraient toujours s'alimenter et s'habiller. Pour l'agro-alimentaire, 1983 restera l'année de la « grande bouffe ».

Valeurs	31-12 1982	Plus haut	Plus bas	30-12 1983
Béghin	217	338	208,10	265
Biscuit (Gén.)	459	1 650	441	1 590
Bougain	1 035	1 578	1 037	1 878
B.S.N. - G.D. (1)	1 487	2 738	1 314	2 605
Lesieur	815	1 378	760	1 375
Martell	483	1 800	623	1 800
Moët-Hennessy (2)	828	1 421	795	1 402
Mumm	338	630	300	650
Olida	185	253,50	143	280
Pernod-Ricard (3)	365	580	347	779
Perrier	306	454	194	454
Saint-Louis B. (4)	156	371	150	312
Veolia Cliquet	1 238	1 850	1 081	1 780
Néel	16 490	25 830	16 540	25 030

(1) Émission à 200 F (1 pour 2). Droit : 130 F.
(2) Émission à 500 F (1 pour 2). Droit : 29 F.
(3) Attribution (1 pour 2). Droit : 340 F.
(4) Émission à 200 F (1 pour 2). Droit : 27 F.

CHIMIE

Dans les pharmacies...

Sous le signe de l'austérité l'année précédente, le compartiment de la chimie s'est classé troisième (+ 90 %) au palmarès en 1983.

Désormais, presque essentiellement constitué de sociétés exerçant leurs activités dans la pharmacie et/ou dans l'industrie des cosmétiques, deux branches rentables et très prometteuses pour l'avenir, il a tiré le meilleur profit de l'effet d'entraînement imprimé par les plus performantes d'entre elles.

A tout seigneur, tout honneur : L'Oréal.

L'entreprise ne connaît pas la crise, s'en vante et le prouve. Son taux prévisionnel d'expansion pour l'année écoulée est de 14 % à 15 %, avec une progression de son bénéfice du même ordre de grandeur. Résultat : l'action a monté de 120 %.

Malgré la décision des pouvoirs publics de mettre l'industrie pharmaceutique à la portion congrue en lui refusant une seconde hausse conjoncturelle, Roussel-Uclaf a remarquablement tiré son épingle du jeu avec un chiffre d'affaires consolidé accru de 22 % et un bénéfice d'autant. La Bourse lui a décerné la palme (+ 160 %). Mais la SANOFI a également eu droit aux honneurs (+ 117 %). Le tandem Sautier-Debecq a fait du beau travail. L'affaire achève sa restructuration et se révèle très saine. Des problèmes ? Elle en a, bien sûr, comme beaucoup, et a perdu 75 mil-

liards de francs du fait de l'encadrement des prix (90 millions escomptés pour 1984). Mais son niveau de résultats est très satisfaisant, et la recherche fait l'objet d'une attention de tous les instants.

Dernier représentant de l'industrie chimique, L'Air Liquide a encore pâti de sa croissance ralentie. L'entreprise a pris le contrôle à 90 % de la Carboxyque française, a renforcé sa participation dans la filiale américaine Liquid Air Corp., a accru ses ventes au Japon, a fait enfin des efforts méritoires de productivité en Europe. Mais pour 1983, une augmentation de 10 % seulement des profits est attendue.

Enfant adoptif de la chimie, Arjomari (second fabricant mondial de papiers spéciaux : billets de banque, d'avion, chèques) s'est fait un devoir de remettre une très bonne copie. Le redressement se poursuit, les investissements s'orientent dans les secteurs de haute technicité à forte valeur ajoutée, et les résultats augmentent.

Nobel Buzel a été une fois encore le dernier de la classe. Mais ce n'est pas une surprise. Un plan de redressement, le deuxième du genre, a été mis en place avec la constitution de trois divisions : Bozell électronique, Nobel Plastiques, Tramicco (mousses pour l'automobile, l'aménagement, le bâtiment), qui devraient sans doute conduire à une vente par appartements.

Valeurs	31-12 1982	Plus haut	Plus bas	30-12 1983
Arjomari	130	361	128	360
L'Air Liquide (1)	481,20	826	383	526
Industrie Mécanique	689	852	654	820
L'Oréal	971	2 225	961	2 219
Nobel-Buzel	13,30	13,65	6,85	18,85
Roussel-Uclaf	239	705	225	705
Sanofi (2)	231	532	225	532

(1) Attribution gratuite (1 pour 10). Droit : 50 F.
(2) Émission à 200 F (1 pour 2). Droit : 45 F.
(3) Émission à 300 F (1 pour 3). Droit : 25 F.

Le Monde

culture

MUSIQUE

PARRAINÉ PAR RADIO-FRANCE ET LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

Le Trio à cordes de Paris en liberté

Depuis le 1^{er} janvier, trois musiciens de l'Orchestre national de France, Charles Frey, Michel Michalakakis et Jean Grout, bénéficient d'un congé exceptionnel. C'est bien entendu car les membres du Trio à cordes de Paris, depuis sa fondation en 1966, devaient d'abord s'acquiescer de leurs devoirs envers l'orchestre nourricier avant de consacrer leurs loisirs à jouer, non seulement les uns des autres, mais également ceux de Schoenberg, de Webern et de tous ceux qu'ils demandaient à des compositeurs contemporains.

Le nombre de leurs concerts et de leurs tournées croissant et se multipliant, ils avaient obtenu, il est vrai,

certaines facilités au fil des années. A l'Orchestre national, on leur refusait de moins en moins la permission d'aller jouer ailleurs et le ministère de la culture avait passé une convention avec le Trio à cordes de Paris, lui assurant une certaine sécurité financière en échange de concerts « gratuits » destinés en priorité à des associations à but non lucratif.

Il n'en demeure pas moins que jouer en trio ou au sein d'un grand orchestre sont deux choses bien différentes, presque incompatibles, dans la mesure où la plupart des chefs demandent aux cordes une sonorité puissante au détriment de la finesse et de la spécificité individuelle : pour un forte ou étonne l'archet sur la corde, pour un *piu mosso* on l'effleure. En musique de chambre, cette façon de comprendre les nuances serait proprement désastreuse. Pour concilier l'un et l'autre, il faut donc deux techniques... Ce qui ne va de soi que pour l'observateur extérieur.

Déformais, de par la volonté commune de Radio-France et du ministère de la culture, les membres du Trio à cordes de Paris n'auront plus besoin de se livrer à des acrobies dangereuses : ils joueront seulement en formation de chambre, pendant une durée illimitée, à la seule condition qu'ils jouent beaucoup et toujours aussi bien et qu'ils fassent suivre leur dénomination de celle de leurs tuteurs (placés entre parenthèses) afin sans doute qu'on n'aille pas croire qu'il s'agit d'une initiative du maître de Paris.

Le « Trioparaphrastique » ?

Comme il a manifesté depuis longtemps une vocation missionnaire, le Trio à cordes de Paris (Radio-France - ministère de la culture) va pouvoir multiplier les séjours prolongés dans les villes et les campagnes (que le ministère appelle d'ailleurs des « missions ») et qui sont organisées en liaison avec les collectivités et les institutions locales, tandis que le nombre de partitions écrites spécialement à son intention va croître et multiplier dans des proportions inégales pour la critique.

Pour le premier concert donné sous son nouveau nom, qu'il faudra bien décider à abréger officiellement.

ment sinon l'usage s'en chargera, le Trio à cordes de Paris (R.F.-M.C.) a tenu à montrer les diverses facettes de son activité dans un programme où il figurait tantôt seul, tantôt avec un partenaire.

Pour illustrer la partie « classique » de son répertoire, il avait choisi la transcription pour trio à cordes de la *Fugue en ré mineur* de Bach faite par Mozart, qui, outre la transposition en ré mineur, l'a dotée d'un prélude de son cru au grand désespoir des amis du Cantor, mais pour le bonheur des autres car c'est une page d'une rare intensité.

En comparaison, le *Quatuor pour flûte et cordes* ou le *major de Mozart*, pour lequel Patrick Gallois s'était brillamment associé au T.C.P. (R.F.-M.C.) - abréviation provisoire, - apparaît comme un divertissement sans arrière-pensées. On émettra seulement une réserve sur la confusion entre l'entrain et la rapidité, ou entre le tempérament et la vitesse, pour reprendre les termes de Schoenberg dans une lettre de 1914 à Hermann Scherchen (qui n'en a pas moins continué toute sa vie à jouer plutôt rapide). C'est une tendance de tous les temps puisque Mozart s'en plaignait déjà, qui résulte tantôt d'un souci exclusif de briller, tantôt de la crainte d'ennuyer, cependant qu'un tempo plus retenu permet des articulations de détail plus intéressantes et donne davantage de sonorité dans les traits.

Cette remarque vaut aussi pour le *Quatuor en sol mineur* de Brahms, avec cette fois Pascal Rogé au piano. Mais c'est bien, dans les deux cas, la seule réserve, car dans des œuvres comme celles-ci on voit le fruit d'un travail sans relâche poursuivi par des artistes d'une conscience professionnelle et d'une exigence musicale rares.

Parmi les partitions contemporaines qu'il a créées, le « Trioparaphrastique » - abréviation sauvage - n'a eu que l'embarras du choix. Indéniablement le Trio de Claudi Martner (né en 1950) est un bon choix, d'autant que les exécutions successives depuis un an ayant arrosé les angles, cette œuvre sonne bien sans être confortable : claire sans excès d'évidence, elle reste libre de toute école.

GERARD CONDÉ.

Rencontre

Robin Renucci ou les contradictions du jeu

Robin Renucci, vingt-sept ans, mi-Bourguignon, mi-Corse. Très anxieux, nerveux, les yeux rigolards quand même, un sourire désarmant. Dix ans de théâtre déjà : semi-professionnel à Auxerre, stages à la jeunesse et aux sports. A Paris, cours Dullin, Conservatoire avec Rousillon, Blumel, Vitez et Delauche. Là, Michel Deville le remarque et le fait débiter au cinéma dans *Eau de l'été*. Depuis, Robin Renucci progresse parallèlement sur l'écran et sur les planches, de petits en seconds rôles, jusqu'aux premiers plans de 1983 : *Vive la sociale* de Gérard Mordillat, où il est l'infatigable animateur de fêtes ; *Où boivent les vaches*, de Roland Dubillard, qu'il reprend à partir du 4 janvier à Villeurbanne. Face à Roger Planchon, poly-artiste surdégoré, il est le pianiste mi-amer, mi-voyou en attente de consécration.

Robin Renucci est quelqu'un qui éclate au cinéma comme au théâtre. Il fait partie des « jeunes qui montent », et ça ne le rassure pas, dans une époque « de rasoir et de bleuet » à jeter après usage. Il n'accorde sa confiance à rien ni à personne, en tout cas pas aveuglément et pas définitivement. A dix-huit ans, passant son bac avec une dissertation sur Nietzsche, il comprend l'idée de solitude : « Être seul, refuser l'assistance. L'acteur est quelqu'un qui travaille individuellement sur lui-même ». Sa formation est éclectique, il en prend ce qui lui sert, fait la synthèse. Il ne croit pas, d'ailleurs, à la formation de l'acteur, seulement à la possibilité de transmettre une technique, un relatif savoir, mais « ça se passe ailleurs, dans un domaine qui ne peut pas se dire ».

Robin Renucci cite Rimbaud : « Je ne pense pas, on me pense ». Lui, à l'impression d'être entraîné sans intervention de la volonté. Il ne regrette rien de ce qu'il a, il fallait le faire, trouver ces relais vers la

tradition. Il ne se reconnaît pas de maîtres, mais des guides - « les poètes d'adolescence » - une famille qui va de Copeau à Brook. La famille, les racines, la tradition, sont des balises dans sa solitude. Il en a besoin, et en même temps a peur de ne pas être dans le mouvement, en tête du mouvement. Ses contradictions viennent de sa perpétuelle inquiétude. Il veut du concret - ainsi, il place son argent parce qu'il peut vivre sans confort. Il refuse les contraintes, pose partout des points d'interrogation. Une chose pourtant, il est sûr d'être un acteur, d'être fait pour ça.

Être acteur, c'est jouer, imaginer, inventer, détenir le pouvoir immense de la communication, et c'est une responsabilité. Robin Renucci cherche « (On est seul quand on cherche) », il tient à maîtriser l'effet produit sur le public, c'est-à-dire à en dominer la cause, et la seule cause c'est l'acteur. Il a le goût du pouvoir, il est ambitieux, orgueilleux, exigeant au théâtre et commence à pouvoir se permettre de l'être au cinéma : « Les seconds rôles, quand on s'amine en plein tournage sans rien savoir, tout ce qu'on veut demander c'est d'assurer. Moi, là, je veux prouver que je suis bon ».

Il compte bien profiter de la vogue des jeunes acteurs, mais s'en méfie : « A cause du marasme, on cherche des nouvelles idées. On nous veut naturels. On nous a bien eus avec le naturel des Américains. En réalité, ils composent, on ne peut pas jouer soi-même. On pousse l'acteur dans sa pathologie, c'est une impasse, et quelle hécatombe. Il faut une santé de fer pour jouer la dérive, la subtilité du malade. C'est obsessionnel, pénible, mais pas si grave. Je souhaite avoir l'humour de tout ça et l'amour. Mon seul repère, je le trouve dans l'art ».

COLETTE GODARD.

NOTES

Exposition

ÉMILE BERNARD
A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

L'Égypte d'un synthétiste

Emile Bernard (1868-1941) appartenait au groupe « synthétiste » de Pont-Aven et participa à l'exposition du Café Volpini à Paris avec Gauguin, en 1889. Les recherches du professeur Jean-Jacques ont permis de faire mieux connaître aux francophones un peintre plus prisé jusqu'ici à Amsterdam ou à New-York (catalogue raisonné de l'œuvre par E. Bernard, Editions SIDA, Paris 1982).

En 1891, il rompit avec Gauguin et, deux ans plus tard, partit pour l'Orient. Il s'installa en Égypte où il vécut jusqu'en 1904, y épousant une Syrienne, vivant comme un autochtone et peignant, peignant sans arrêt. Il retourna ensuite en Europe où il épuisa le reste de sa vie, notamment à Venise, exposant plusieurs fois à Paris.

C'est sa période nilotique, à travers un grand nombre de dessins, d'aquarelles, de photos, de lettres, le tout inédit, et de toiles déjà connues, qui est présentée dans le cadre superbe du prieuré de Saint-Germain-en-Laye, ancienne demeure de Maurice Denis. La veine orientaliste d'Emile Bernard ne ressort que mieux sur la sobre architecture Grand Siècle du prieuré. L'ensemble vaut le déplacement.

J.P. PERONCEL-HUGOZ.

* Musée du Prieuré. Tél. : 973-77-87. Jusqu'au 1^{er} mars. Ensuite au Musée des beaux-arts de Quimper, puis, à partir du 15 mai, au Musée de Pont-Aven.

Formes

ROMATHIER
GALERIE BELLINT

Contact avec la terre

Les paysages éclatés, repensés, de Georges Romathier affirment de plus en plus l'étrange contact du peintre avec la terre. Rien que la peinture et rien que la terre. L'ombrage, en dépit des trous bleus que font d'invisibles oiseaux, secrète sa propre lumière, celle qui, ailleurs, fait luire la grisure bleutée du mas ou inonde la terrasse et le plateau. Sombres sont les Alpilles comme les bûches noires sous les taillis.

Exécutées en atelier, les huiles n'en respectent pas moins l'éclairage, à un moment donné, de chaque site élu. C'est qu'elles ont été peintes d'après d'innombrables aquarelles toutes enlevées sur le motif et dont une série offerte au visiteur transmet intacte la vision première.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Bellint, 28 bis, boulevard Sébastopol, et galerie Etienne-de-Causans, 25, rue de Seine.

Cinéma

« UN BON PETIT DIABLE »
DE J.-C. BRIALY

Méchant petit film

Si la rencontre entre Jean-Claude Brialy, comédien passant à l'occasion derrière la caméra, et la comtesse de Ségur - née Rostopchine - ne s'imposait pas vraiment, on pouvait néanmoins espérer que l'ancien acteur masochiste de la Nouvelle Vague, le dandy cynique des *Cousins* de Chabrol, mettrait un brin de piment dans sa transposition d'*Un bon petit diable*. Assisté de Didier Doco pour l'écriture du scénario, Brialy a commis le film le plus triste, le moins impertinent qui se puisse imaginer.

Seule envolée lyrique, un pastiche du célèbre ralenti de *Zéro de conduite* de Jean Vigo, les chers petits « anges » comme noyés dans un halo de blancheur. Mais la citation passe complètement à côté de la plaque, le cinéaste et son scénariste ne savent pas vraiment sur quel pied danser. D'Alice Sapritch en odieuse cousine Mac'Miche, ils ne tirent même pas une mimique drôle, une phrase cinglante.

Débordant la chère comtesse sur sa gauche, ils imaginent de toutes pièces un laborieux montage, ou plutôt une sorte de foudroyant enlèvement de la mère Mac'Miche et le mariage de la bonne Betty (Bernadette Lafont). A côté du tandem Doco-Brialy, la comtesse avait tout simplement du génie.

* Voir les exclusivités.

L.M.

CINÉMA

Le Japon en cinq cents films

(Suite de la première page.)

La première partie (180 films, de janvier à juin 1984) se veut une histoire chronologique du cinéma japonais, de 1900 à 1970 ; la deuxième partie (220 films, de juillet à décembre 1984) rend hommage à diverses personnalités : cinéastes, comédiens, techniciens, ainsi qu'aux films de genre, adaptations littéraires, documentaires, films fantastiques, films de samouraïs ; la troisième partie propose un panorama contemporain de 1970 à 1984, incluant aussi bien des œuvres grand public que l'équivalent nippon de l'underground.

Plus concrètement, dans les deux premières parties, on pourra voir 29 films de Mizoguchi, 26 de Kurosawa, 32 d'Ozu, 23 de Naruse, 16 de Goetz, 12 de Kinoshita, mais aussi un choix de films pratiquement inconnus en France, ou du moins peu connus, de Hiroshi Shimizu, de Tamizo Ishida, de Sadao Yamanaka, signés par Nishii Bunch dans la première partie, et de son récent ouvrage sur le cinéma japonais.

« Parmi les non-cinémaistes auxquels nous rendons hommage, précise Hiroko Govers, on relève les noms de Kazuo Miyagawa, l'opérateur de *Mizoguchi*, de Kazuo Hara, l'opérateur de *Ozu*, de Ryoichi Kikawa, l'opérateur de *Naruse*, de Ryoichi Kikawa, le directeur de la photographie de *Vengeance* d'un acteur, en 1963, et le Brasier, d'après Mishima, tous deux réalisés par Kon Ichikawa.

Un investissement considérable

« Parmi les documentaires, poursuit-elle, on notera deux ouvrages assez particuliers : d'abord quatre bobines d'un film de 1939, la film japonaise sur le Yang-Tse de Sotzi Kinura, qui montre la marine japonaise à la conquête du continent chinois (la copie appartient à la Cinémathèque française) ; et le court métrage *Travail de Tokyo*, de Masaki Kobayashi, plus connu pour ses courts métrages romanesques, et qui décrit pendant quatre heures la vie des criminels de guerre japonais par les alibis en 1946. »

Existe-t-il encore un cinéma japonais contemporain ? Oui, affirme Hiroko Govers. La production moyenne varie entre deux et trois cents films, la moitié sort des films

étriqués artisanaux, qui passent deux ou trois semaines en salles puis disparaissent à jamais. Le reste se répartit entre des productions relativement importantes comme le *Festival de Naruse*, réalisé d'or à Cannes en 1983, et des œuvres modestes comme *Carneval de la nuit*, projeté à la Semaine de la critique, au change officiel, douze millions de francs, le second cent cinquante mille francs. Pour financer *Kagayusha*, sa super production primée à Cannes 83, il y a deux ans et demi, Kurosawa avait dû se faire épauler par Francis Coppola et George Lucas. Les très gros budgets semblent interdits au pays du Soleil Levant.

Au coût moyen de 3 000 francs le transport d'une simple copie de Tokyo à Paris, la rétrospective japonaise représente un investissement considérable. Un catalogue va être publié courant janvier, sur la première partie de la manifestation.

L'importance des moyens mis en œuvre, le véritable phénomène culturel qu'elle représente, cette rétrospective, amènent à souhaiter dans un avenir rapproché l'avènement de ces nouveaux supports électroniques, et d'abord le fameux disque au laser, dans la reproduction du son et de l'image, qui devrait rendre l'objet film aussi aisé à consulter et à manipuler que le livre de poche ou le disque. La véritable révolution dans la communication est encore à venir : souhaitons la très proche, et le cinéma redevenira l'art majeur dont tant tant rêvent les pionniers.

LOUIS MARCORRELLES.

* Outre le livre de Noël Burch, *Pour un observatoire japonais* (édition *Cahiers du Cinéma*, Calmann), on consultera avec profit *Images du cinéma japonais*, de Max Tessier (Heml Veyrier, 1981).

« MUSIQUE ET CINÉMA. - Le deuxième Festival du film des musiques sera lieu à Paris, du 11 au 17 janvier 1984, sur l'initiative de la Maison des cultures du monde, autour du thème « Le musicien et son milieu ». Les films seront projetés au théâtre de l'Odéon, au Musée de l'Homme et à la Cinémathèque (sauf au Centre Pompidou). Renseignements : 544-72-36.

DANSE

PROGRAMMES VIDÉO AU CENTRE POMPIDOU

Les ressources du mouvement

Pour la deuxième année consécutive, Marcel Bonnaud a organisé au Centre Georges-Pompidou un cycle de vidéo-danse. Immense succès : la petite salle du sous-sol où l'on projetait en permanence plus de deux cents cassettes a connu la saturation. Les visiteurs pouvaient y voir des émissions de télévision du monde entier allant des ballets filmés aux documentaires et rétrospectives et aussi des essais d'écriture vidéo-chorégraphique réalisés à l'Institut national de l'audiovisuel (France) (1) ou à la Kitchen (Etats-Unis) ou par divers organismes privés.

Il est certain que la danse moderne, éclatée dans l'espace, trouve dans la vidéo des possibilités infinies de projection du mouvement et lui offre réciproquement des ressources d'images et de rythmes très riches. La jeune danse française, imaginative et diversifiée, fait sa percée dans ce domaine. Jean-Claude Gallois travaille avec le cinéaste Claude Mourieras (*Daphnis et Chloé*), Régine Chopinot avec Charles Piquet du groupe Frigo (*Articulations*, *Délices*). Dominique Bagonet avec Charles Piquet aussi (*Tant mieux tant mieux*). Lila Green avec Alain Longuet (*Pandora*), sans oublier le *Chant des légendes* de Philippe Decouflé, et un *sucre* ou deux, de Daniel Lardière, avec la collaboration des étudiants des Arts déco.

Les Etats-Unis ont une bonne longueur d'avance, et c'est normal si l'on pense qu'un Nam June Paik ou un Charles Atlas sont des familiers de Cunningham, Cage ou Tudor et que le studio de Merce Cunningham à Westbeth est un haut lieu de la vidéo-danse.

Le Centre Georges-Pompidou a présenté au grand foyer Time five, de Charles Atlas, un cycle de soixante minutes diffusé sur cinq écrans à partir de cinq magnétoscopes. C'est une sorte de synthèse de tous les trucs, incrustations, jeux de perspective et surimpressions possibles, véritable poème en images

à la gloire de Cunningham représenté comme une divinité évoluant au milieu et des poissons.

Actuellement, le groupe Frigo présente dans la petite salle du sous-sol *Eau* (2), un travail sur le reflet. Frigo, c'est une jeune équipe. Producteurs et créateurs associés, ils tirent leurs ressources de la publicité, du graphisme, des décors de théâtre et de prestations de services (ils filment tous les spectacles de la Maison de la danse de Lyon pour constituer des archives). Ils disposent aussi de quelques subventions.

Leur manière de travailler suppose une connivence, un même état d'esprit, le goût de la recherche et de la concentration. Frigo laisse percer dans *Eau* sa prédilection pour la danse, même si le montage en donne une image irrévérencieuse (un *Lac des cygnes* scissé, un professeur de « classique » qui donne son cours dans la piscine et, au milieu d'un rituel, Lionel Jospin inattendu dans les *Montagnards* sont là). La règle de vie de Frigo pourrait s'énoncer ainsi : pas de travail sans plaisir. Bien installé dans la cité lyonnaise, le groupe a réussi à atteindre une certaine autonomie, à ne pas dépendre de la diffusion, ce qui permet une belle dévotion. Son objectif affirmé : récupérer l'image vidéo, la sauver des médias qui la banalisent.

MARCELLE MICHEL.

(1) Notamment *AEIOUXYZ* et *Corset Catha*, montages vidéo réalisés par Geneviève Hervé avec la danseuse Gretcha Cargo.

(2) Jusqu'au 9 janvier 1984.

JAZZ

Mort du guitariste de blues Alexis Korner

Le guitariste britannique Alexis Korner est mort dimanche 1^{er} janvier à l'hôpital Westminster de Londres des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-cinq ans.

Alexis Korner fut l'un des premiers en Grande-Bretagne, à la fin des années 50, à sortir le blues du ghetto dans lequel il était alors enfermé. Véritable catalyseur de la scène musicale anglaise des années 60, il fut à l'origine de la formation de plusieurs groupes, notamment des *Rolling Stones*.

Né à Paris le 19 avril 1928 d'une mère grecque et d'un père autrichien, Alexis Korner passa son enfance à travers l'Europe avant de s'installer avec sa famille à Londres en 1939. Korner commence par jouer dans des orchestres de jazz comme celui de Chris Barber. Au moment de la grande période du *rythm and blues*, au milieu des années 50, il va à contre-courant et s'efforce, non sans mal, d'imposer le blues dans les clubs londoniens. En 1961, il fonde l'*Alexis Korner Blues Incorporated*, un groupe auquel participeront Charlie Watts et Keith Richards, Jack Bruce, Ginger Baker, Eric Burdon, John McLaughlin. L'*Alexis Korner Blues Incorporated* fut l'un des premiers orchestres de blues électrique. Guitariste remarquable, Alexis Korner ne chantait pas lui-même - ou du moins pas encore - et sans doute cela lui porta préjudice dans son aventure. Il était un musicien respecté, vénéré. Pas une star.

Dans les années 70, il avait formé divers groupes : le *C.C.S.* (Collective Consciousness Society) et le *Snap*. Parmi ses albums, nous citons *R. and B. from the Marquee*, Alexis Korner's Blues Incorporated, Alexis Korner and New Church, Get off my Cloud - C.F.

Vos annonces dans Emplois Cadres

Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 Paris
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

COMMUNICATION

Lundi 2 janvier

PREMIERE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Film : Les merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines. Film anglais de K. Attak (1965), avec S. Miles, S. Whitman, F. Fox, A. Sordi, R. Morley, G. Frobe, J.P. Cassel (réalisation).

En 1910, le directeur d'un grand journal organise une course d'avions, Londres-Paris. L'un des concurrents est un homme dévoué pour gagner. Caractères, gags et impressionnante reconstitution historique. C'est souvent très amusant, mais pas à la hauteur du budget engagé.

22 h 45 Extraits.
22 h 50 Périodes passionnées.
Magazine de P. Desnos et A. de Gaudemar.
Nicolas Piss, compositeur de musique contemporaine : une adaptation des aphorismes de G.-C. Lichtenberg ; vidéo : Jean-Marie Rieu ; Jean-Claude Bessis, etc.

23 h 30 Journal.
23 h 50 Vivre en poésie.
De F.-L. de Villiers.
20 h 35 Magazine : l'Heure de vérité.
De F.-L. de Villiers.
Avec M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche.
21 h 50 Le petit théâtre.
« Patrons français » de E. Ionesco. Avec l'auteur, de F. L. de Villiers.
Une adaptation d'une pièce d'Eugène Ionesco tournée en dix ans. Coccinelle, très bien interprétée, une réussite.

22 h 35 Histoire courte.
« Ne va jamais seul dans les montagnes », de A.B. Hernandez.
23 h 05 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Film : Le Scandale.
Film français de J. Giovanni (1972), avec J.-P. Belmondo, C. Cardinale, M. Constantin, M. Peyrolon (réalisation).
De 1934 à 1936, le scandale mouvementé d'un homme marié qui reste fidèle à son ami, partageant avec lui son amour et sa vie. Les thèmes de la fidélité, de la trahison, de la mythologie des hommes de la pègre, une reconstitution rétro. En 1961, le même roman d'été est tiré de film et est adapté pour un film de Jean Becker. Un nommé La Rocca avec, d'Al, Belmondo.

22 h 15 Journal.
22 h 30 Théâtre.
« La Torche 83 », pièce de G. Perroud.
23 h 20 Prélude à la nuit.
« Sonnet en un bémol majeur » de J.-S. Bach interprété par G. et B. Plasson, pianistes.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 20 Dîn, raconte-moi la mer (l'officier maritime).
17 h 35 Télévision concert : l'émission des téléma-

18 h 5 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Dessin animé : les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Feuilles d'un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinée.
8 h, Les chemins de la connaissance : Martin Buber, la rencontre de l'Éternel et de l'Éternité ; à 8 h 32, les métamorphoses de l'espace.
8 h 50, École au hasard.
9 h 7, Les heures de l'histoire : les Carolingiens, par J. L. Goff.
10 h 45, La terre et la mer : la révolution de Jésus-Christ ; avec le père Bruckberger.
11 h 2, Musique : les grands événements à Radio-France en 1983 (à 13 h 30).
12 h 5, Jazz.
12 h 45, Fumées.
14 h, Jazz.
14 h 5, Les heures de l'histoire : « Les lances-flammes », de Robert Arlt.
14 h 47, Les heures de l'histoire : anthropologie de l'espace ; à 15 h 20, Laboratoire ; à 16 h, le musée du Louvre ; à 17 h, L'histoire, ou les vivants et les morts : la source pythagoricienne, avec L. Rénoult.
17 h 32, Musique : magazine musical.
18 h 30, Feuilles d'un homme... une ville.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Présence des arts : exposition Raoul Dufy, à Louvre.
20 h, « Le comble de Pierre », de Pouchkine. Avec R. Mollien, C. Nicot, J.-R. Cassinon.
21 h, L'entre-soi, ou les vivants et les morts : la source pythagoricienne, avec L. Rénoult.
22 h 35, Notes magiques : sans images.

FRANCE-MUSIQUE

0 h Fréquence de nuit : Les mots de François Xenakis : 1 h, Bach ; 2 h 35, Concert : œuvres de Schubert, Kreutzer, Capolet, Beethoven.
6 h 30, Musique de nuit : Vivaldi, Schumann, Gluck.
7 h 10, Concert : Mozart.
8 h 45, Le Journal de musique.
8 h 17, Magazine du disque.
9 h 7, Deux oreilles fautes : Geminiani, Martini, Brahms.
12 h, La table d'écoute.
12 h 35, Jazz : Tout Dufy.
13 h, Opérette.
13 h 30, Musique de nuit.
14 h 4, Musique de nuit.
14 h 30, L'après-midi de la musique, duos (Marin-Marais - Mozart ; Naderman - Barok).
17 h 5, Répertoire contemporain : Hodeir.
18 h 5, Concert : musiques traditionnelles.
19 h, Jazz : actualités.
20 h 30, Concert (Festival de Ludwigsburg 1983) : Trio pour piano, violon et cor ; Sonatas en ut mineur, Scherzo pour piano, de Brahms ; Trio pour piano, violon et cor de Ligeti par le Trio Ligeti.
22 h, Cycle acoustique : « Original », création de M. Raoul ; « Lieber duodecim postum », création de M. Raoul.
23 h, Fréquence de nuit : ouvertures sur le grand Nord, tristes Tristan.

Mardi 3 janvier

PREMIERE CHAÎNE : TF1

11 h 30 Vision plus.
12 h, Le rendez-vous d'Annie.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Série : La petite maison dans la prairie.
14 h 35 Destination Noël.
15 h 45 Le village dans les nuages.
16 h 05 Film : la Grande Course au tour du monde.
Film américain de R. Edwards (1965), avec J. Lennon, T. Curtis, N. Wood, P. Falk, K. Wynn, A. O'Connell (réalisation).
En 1908, un héros sportif et son rival, ennemi de tous des autres, s'affrontent dans une course autour du monde. York-Park. Comme pour les « fous volants », le budget colossal relatif au rythme. Mais le scénario défilant, les gags burlesques à la manière de Mack Sennett et Laurel et Hardy sont tout de même à l'avantage du style de R. Edwards.

18 h 25 Livres d'actualité, livres d'été.
18 h 35 Variétés.
18 h 55 7 heures moins cinq.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 35 Jeu : Les petits d'été.
19 h 50 Regardez l'été.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Comédienne Nicole Bouton.
Réal. P. Arzel.
Sketches sur la vie quotidienne d'une femme comédienne. Le spectacle créé à la Comédie des Champs-Élysées. Une sélection des meilleurs moments.

22 h 5 Variétés : Bat de nuit.
22 h 50 Journal.
22 h 55 Eddy Barclay reconstruit son orchestre des années 50 et invite Dorcy Covi, Jean Lefèvre et Michèle Freeman.
23 h Journal.
23 h 15 Vivre en poésie.

DEUXIEME CHAÎNE : A2

12 h 30 ANTOPE.
12 h 30 Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neufs.
13 h 35 Feuilles d'un homme... une ville.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Drôles de dames.
15 h 45 Répertoire : Opéra sauvage : le Zimbabwé (voir le 1^{er} janvier).

16 h 40 Extra voix.
De L. Bériz.
Les métiers d'art.
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 40 Les Dossiers de l'écran : le Choix des armes.

TROISIEME CHAÎNE : FR3

14 h 30 Émissions pour la jeunesse.
17 h Télévision concert : l'émission des téléma-

19 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
20 h 5 Les Jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Film : le Chat.
Film de P. Gaudier-Deferre (1970), avec J. Gabin, S. Signoret, A. Cordy, J. Rispal, N. Desailly (réalisation).
Dans un pavillon de belle vue à la démolition, un homme et une femme vieillissent dans une hostilité permanente.
22 h Journal.
22 h 20 Prélude à la nuit.
Suite pour odes Mariette et piano de D. Milhaud interprétés par Y. et J. Loriot.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 10 Hier ou demain : Jenny, film de Marcel Carné.
18 h 55 Dessin animé : les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Info régionales.
19 h 35 Feuilles d'un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

9 h 7, L'analyse des autres : les Sphéropodes.
10 h 5, Les heures de l'histoire : par E. Contini.
11 h 2, Musique : 20^e anniversaire de France-Culture, par M. Laporte et Y. Gomez (et à 13 h 30 et 21 h 15).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Fumées.
14 h, Son.
14 h 5, Un livre, des voix : la Marche de Radetzky et la Crype des Capucins, de L. Roth.
14 h 47, Les heures de l'histoire : quatre fois l'espace ; à 15 h 20, Rubriques internationales ; à 17 h, L'histoire, ou les vivants et les morts : la source pythagoricienne, avec L. Rénoult.
18 h 30, Feuilles d'un homme... une ville.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Scherzo : M. Tompkins au pays des merveilles, par E. Noël.
20 h, Dialogues : Comment échapper à la bipolarisation, avec E. Le Roy Ladurie et J.-F. Kahn.
21 h 15 20^e anniversaire de France-Culture.
22 h 30 Notes magiques : la permission de mimer.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 2, D'une oreille l'autre : Bach, Ives, Beethoven.
12 h, Archives lyriques : E. Chausson.
12 h 35, Jazz : Tout Dufy.
13 h, Les nouvelles musiques en dialogue.
14 h 4, Chansons de son stéré.
14 h 30 Échanges internationaux pour la jeunesse.
15 h, L'après-midi de la musique, duos par partitions : œuvres de Bach, Telemann, Kodaly, Dvorak, Monteverdi, Mendelssohn.
17 h 5 Répertoire contemporain : Tabachnik.
18 h, L'Impérative.
19 h 5, Concert : œuvres de Lachartre, Tamba, Xenakis.
20 h, Jazz : les irréguliers.
20 h 30, Concert (Séminaires internationaux de musique de Lucerne 83) : Symphonie n° 2 de Schumann, Trois pièces pour orchestre, de Berg, Francesca de Rimini de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Z. Meir.
22 h 30, Fréquence de nuit : feuilleton Haendel-Hindemith ; à 23 h 10, Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 2 JANVIER

— M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, répond aux questions des journalistes dans l'émission « Face à la rédaction », sur France-Inter, à 19 h 20.
— M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, est l'invité de l'émission « L'heure de vérité », sur Antenne 2, à 20 h 35.

SUR FRANCE-MUSIQUE

« La Tribune », c'est fini

C'est terminé. Fini. Pour de vrai, on n'entendra plus sur France-Musique, « La Tribune des critiques de disques ». Diffusé le dernier jour de l'année, samedi 31 décembre, le dernier numéro de l'émission légendaire manquait un peu d'actualité. Ce n'était pas tout à fait « ça », plus ça. Ils ont eu beau composer consciencieusement les extraits de quatre versions différentes du Massie, de Haendel, MM. Armand Panigel, Jacques Bourgeois et Jean Roy ne se sont pas affrontés avec le mordant accoutumé. Comment dire ? Le son de leurs voix respectives semblait soudain un peu éteint, voilé : comme « bian-chi ». Puis, il a été 13 h 30, et une présentation a simplement dit : « Ainsi s'achève La Tribune des critiques de disques », émission d'Armand Panigel, et l'on est passé aux archives de Georges Zeisel, sans autre forme d'adieu.

« La Tribune », qui, comme

« Le masque et la plume », remontait à 1946, a traversé tous les régimes, de la R.T.F. à l'O.R.T.F. jusqu'à Radio-France. En 1975, M. Louis Dandrel,

nommé à la direction des programmes de France-Musique, avait voulu faire une croix sur ce programme sacro-saint du dimanche après-midi... Il avait dû capituler face aux auditeurs furieux. La « Tribune » fut vite rétablie, et l'actuel directeur de France-Musique a attendu longtemps et procédé par étapes progressives. Premier temps : on a déplacé le créneau de M. Panigel du dimanche au samedi matin. Deuxième temps, ce 1^{er} janvier 1984, on annonce que la « Tribune » sera remplacée par un nouveau programme plus ambitieux, à partir du mois de février, après le MIDEM.

Il s'agit d'une émission rediffusée en public au studio 106 de Radio-France et retransmise en différé chaque samedi après-midi.

L'émission sera chaque fois lancée par l'audition d'un compact-disque ; au lieu de quatre disques du commerce, on en fera écouter deux, et la comparaison s'appuiera sur des documents d'archives trouvables seulement dans les soutes de l'INA, ou d'or-

nières à l'étranger. Un concert inédit dans la même tranché horaire complètera le tout de manière à faire écouter d'éventuelles transcriptions ou orchestrations de l'œuvre mise sur la sellette. On élargit la confrontation, on tient compte du son.

La nouvelle « super tribune » sera assurée chaque fois par des producteurs différents.

Pour les auditeurs désireux de « rendez-vous », ceux qui aiment retrouver une ou des voix particulières... eh bien ! tant pis.

On leur rétorquera, de toute manière, que depuis le mort d'Antoine Golda, en 1980, rien n'était plus comme avant. Les critiques professionnelles de la police de la critique, ses jolis coups de gueule manquant à l'équilibre sonore de la discussion...

On aura beau traiter les nostalgiques de passésistes, il n'empêche que sur France-Musique, actuellement, on a déjà droit à beaucoup, beaucoup d'archives. Allons, attendons quand même d'entendre en premier ces fameux compact-disques.

MATHILDE LA BARDONNE.

« LE COURRIER DE L'AIN »

EST CÉDÉ À M. BURTON

(De notre correspondant.)

Bourg-en-Bresse. — Le tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse avait décidé, le 9 décembre, de surseoir à statuer jusqu'au 13 janvier 1984 sur la requête en liquidation de biens concernant le Courrier de l'Ain. Ce nouveau délai de grâce accordé au journal de Bourg-en-Bresse était motivé, après le retrait de M. Robert Hersant, par la proposition de rachat formulée le 8 décembre, la veille donc de la réunion du tribunal, par M. Michel Burton, le fondateur de Paris.

Le tribunal de commerce de Bourg n'a pas attendu le mois de janvier pour prendre sa décision. Il a autorisé, vendredi 30 décembre, la SNEP, propriétaire du Courrier de l'Ain, à mettre ses titres en location-gérance à la SECA pour une durée d'un an, au loyer trimestriel de 15 000 F.

Le gérant de la SECA (Société d'exploitation du Courrier de l'Ain, constituée pour dix ans, au capital de 50 000 F) est M. Michel Burton, domicilié à Paris. Le siège de la SECA est fixé au 5, rue Jules-Migonney, à Bourg-en-Bresse. La décision prend effet au 1^{er} janvier 1984. Au terme de la décision de location-gérance, un concordat devra être voté et homologué.

J.-P.C.

■ Naissance de l'édition lyonnaise du Figaro. — Le couplage publicitaire prévu pour le lundi 2 janvier entre le Figaro et le Journal Rhône-Alpes, deux titres du groupe Hersant, a débouché sur la naissance d'un nouveau journal, le Figaro de Lyon, encarté à l'intérieur du quotidien national. A la « une », notre confrère indique : « C'est la première fois qu'un grand quotidien national apporte ainsi à ses lecteurs, en plus de toutes les informations habituelles, l'essentiel des nouvelles locales et la totalité des services qu'ils sont en droit d'attendre : carnet du jour, spectacles, annonces classées, etc. ». Les six pages supplémentaires du Figaro, numérotées de A à F, sont en fait la reprise pure et simple des pages lyonnaises du Journal Rhône-Alpes avec quelques légères modifications dans l'ordre de la pagination et la mise en pages. — (Corresp. rég.)

LA BANDE FM A PARIS

Une ordonnance du tribunal condamne les émissions illégales d'A.B.C.

Saisi en référé par l'Association l'Animographie, créatrice de Radio-Nanterre, émetteur avec une autorisation du 23 août 1983 sur la fréquence de 94,70 MHz, M. Jean-Michel Guth, premier président du tribunal de Paris, a rendu le 30 décembre une ordonnance enjoignant à Radio A.B.C. de cesser de troubler de quelque manière que ce soit, et notamment par l'usage d'une fréquence radio-électrique non expressément autorisée à son profit, les émissions de l'Animographie Radio-Nanterre sur sa fréquence de 94,70 MHz. Le magistrat note que Radio A.B.C. (regroupement des trois stations parisiennes Boulevard du Rock, Carol F.M. et Radio-Express), constatant l'échec de son mariage sur 101,6 MHz avec le regroupement Mégablogique, avait annoncé qu'il émettrait désormais illégalement sur l'ancienne fréquence de Carol (94,8 MHz) et affirmait sa détermination à se bat-

tre « jusqu'au bout » pour obtenir de la Haute Autorité une fréquence propre.

M. Guth constate donc « l'insubordination volontaire d'une prescription obligatoire par elle-même » et estime qu'il convient d'ordonner par vote de remise en état l'application de la décision de la Haute Autorité obtenue par Radio-Nanterre.

■ Saisie de Radio-Activité à Rennes. — Sur ordre du parquet de Rennes, la police a saisi, le 29 décembre, l'émetteur et l'antenne de Radio-Activité, une radio privée rennaise contre laquelle l'Émission de France (T.D.F.) avait déposé une plainte en octobre dernier. Selon le parquet, cette action entre dans la procédure normale prévue par la loi. Radio-Activité ayant refusé d'obtempérer à une mise en demeure de cesser ses émissions.

Un nouveau « contrat de rédaction » à l'Est républicain

De notre correspondant

Nancy. — Après avoir été à l'origine d'une grève (le Monde des 7 et 8 décembre 1983), un nouveau « contrat de rédaction » a été signé le 23 décembre entre la direction générale de l'Est républicain et les représentants des journalistes. La nécessité de réviser l'ancien contrat de rédaction, datant de 1974, avait été votée à l'unanimité par les journalistes réunis en assemblée générale le 14 novembre, après l'annonce de la défection du capital de leur journal. En effet, et depuis l'entrée du Républicain lorrain, une autre part du capital estimée désormais à plus de 20 % semble avoir été rassemblée par un groupe de personnalités nancéennes à la tête duquel se trouve la famille Bouriez (du groupe Caravelle), dont l'un des deux frères, Philippe, est le nouveau président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle. Toutefois, afin que cette transaction devienne effective, le groupe Bouriez devra obtenir le nouveau contrat d'administration de l'Est républicain, dont M. Gérard Lignac (28,4 % du capital) est le P.-D. G. depuis juin 1983.

Face à cette situation, qui reste toujours confuse et mouvante, les journalistes avaient demandé primitivement dans le nouveau contrat de rédaction un droit de regard sur la nomination du rédacteur en chef, assorti d'un droit de veto sur la base de la majorité des journalistes possédant la carte professionnelle. La direction générale de l'Est républicain a refusé cette demande, arguant que à cette demande, auquel les journalistes avaient aussitôt riposté par une grève de vingt-quatre heures. Finalement, une solution satisfaisante a été trouvée dans le contrat de rédaction conclu ces derniers jours.

Le choix du rédacteur en chef appartient à la direction et la rédaction est consultée sur ce choix par le biais des délégués journalistes élus composant le « conseil de rédaction ». Si la nomination du rédacteur en chef est désavouée à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, la direction convo-

quera ces derniers dans un délai de cinq jours et entendra les arguments ayant motivé ce désaveu. A l'inverse, la révocation du rédacteur en chef ne pourra être prononcée qu'avec l'accord du conseil de rédaction. Cette formule fait du nouveau contrat de rédaction de l'Est républicain un cas nouveau et inédit dans la presse quotidienne de province. Il définit l'orientation générale d'un journal « indépendant (qui) s'adresse à un public divers dans ses opinions et sa composition sociale, auquel il propose une information pluraliste et équilibrée ». Le nouveau conseil de rédaction, qui « ne se substitue pas aux organisations syndicales et professionnelles », donnera son avis « sur le choix des éditorialistes et des chroniqueurs, sur l'opportunité des collaborations extérieures et sur l'application de la ligne de conduite définie. S'il lui semble qu'il y a carence dans le redressement des erreurs ou la correction des dérives constatées, le conseil peut décider de signaler les manquements à la rédaction ».

Les quatre journalistes exerçant des fonctions de responsabilité aux parisiens et les six journalistes élus par le reste de la rédaction qui composeront ce « conseil de rédaction » devraient être connus dans le courant du mois de janvier.

JEAN-CLAUDE BEMER.

A Rennes

FIN DE L'OCCUPATION DE L'IMPRIMERIE OBERTHUR

Les travailleurs de l'imprimerie Oberthur, à Rennes — menacés de cessation d'activité (le Monde du 24 décembre), qui occupaient les lieux depuis le jeudi 29 décembre, ont décidé samedi 31 de suspendre ce mouvement. Mais, selon le syndicat C.G.T., « loin d'abandonner l'action, nous en modifions les formes pour tenir compte de la situation et agir avec responsabilité, dans un esprit constructif. Nous voulons sauver tous les emplois, c'est là notre seul objectif. M. Edmond Hervé, le gouvernement, viennent de prendre des engagements dans ce sens, ils devront les respecter », ajoute le communiqué.

Les listes d'embauche, dressées par les deux sociétés Loppé et Olier, qui reprennent respectivement les activités de labour et celles d'édition, seront connues cette semaine. En ce qui concerne les cent quatre-vingt personnes qui ne sont pas reprises dans le cadre du plan de sauvetage conçu par le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), une « table ronde » doit avoir lieu ce lundi 2 janvier à la préfecture de Rennes pour mettre au point diverses solutions.

■ RECTIFICATIF. — Des erreurs de composition se sont glissées dans la liste des publications du groupe Hachette (le Monde du 29 décembre 1983). Ainsi, TV couleur, TV vidéo, Téléguide, Vidéo 7, Micro 7 et Actualités littéraires sont édités par le groupe Loisirs et non par la société S.N.E.F./Éditions. L'équipe est bien évidemment un quotidien et non un hebdomadaire. Le groupe Hachette précise, par ailleurs, que M. Frank Ténot, président de France Éditions Publications, détient en son nom personnel 40 % du quotidien Libération Champagne ; il ne s'agit donc pas d'une publication du groupe Hachette.

	la ligne	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	184,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	la ligne/col	la ligne/col T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Centrale - A.M. - ENSTA - ENSM...

Sud-Est. Filiale d'un groupe national important, cette société du secteur industriel pétrolier (700 personnes) recherche dans le cadre de son développement plusieurs ingénieurs capables d'assister la direction de l'engineering :

Ingénieurs chefs de projets

Ils auront pour première mission, de faire des calculs sur des projets, de participer à la conception et à la réalisation de nouveaux produits, de collaborer à la réponse aux appels d'offres et au suivi des affaires existantes. Leur évolution se poursuivra par la prise en charge d'un ou plusieurs projets. Ces postes s'adressent à des jeunes ingénieurs de formation mécanique générale possédant 3 à 5 ans d'expérience en B.E. (conception et mise en route de prototypes - résistance des matériaux) et dans la conduite des hommes. (Réf. 3125 a)

Ingénieur chef du groupe études-affaires

Il devra prendre en charge la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens afin d'assurer d'une part, la conception et le développement de produits nouveaux et d'autre part, de participer à la commercialisation de l'ensemble des activités de la société auprès d'une clientèle pétrolière. Ce poste s'adresse à un ingénieur de haut niveau, de formation mécanique générale, possédant 5 à 10 ans d'expérience dans des fonctions d'encadrement (B.E. calculs - gestion d'affaires - commercial). (Réf. 3125 b)

Pour ces deux types de poste, la pratique des moyens informatiques en calcul scientifique et l'utilisation courante de la langue anglaise sont requises. La rémunération annuelle sera liée à l'expérience et au potentiel des candidats retenus. Françoise Meyer vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) au présent de votre choix.

Meyer & partenaires 100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94.

UN CHARGE DE MISSION

Tourisme et les Pyrénées

Apporter un appui technique aux professionnels, collectivités locales et organismes économiques les producteurs. Form. supérieure env. 35 ans, responsabilité dans une entreprise de tourisme, capacité de relations, motivé et réaliste. Env. C.V. avant le 15 janvier à Condamnation pyrénéenne 12 r. Salento, 31200 Toulouse

Il est ouvert au département du Haut-Rhin un concours sur épreuves en vue du recrutement de

4 ATTACHES DU CADRE DÉPARTEMENTAL

dont 3 par concours externe et 1 par concours interne.

Les candidatures devront être déposées au plus tard le 12 janvier 1984 à 18 heures à l'Hôtel du Département du Haut-Rhin, Bureau du personnel, 11, avenue de la République à COLMAR.

Pour tous renseignements complémentaires concernant les conditions d'admission, les épreuves écrites et la venue des épreuves, s'adresser à l'Hôtel du Département du Haut-Rhin, Bureau du personnel, 11, avenue de la République à COLMAR (Tél. 23-59-43 1 poste 2483).

Établ. région Rouen recherche chef des services éducatifs Dipl. d'État éduc. spécial + pratique professionnelle. Libre rapidement pour assumer fonctions auprès enfants. Conv. salariale à débiter. Ecr. s/m 7 308 le Monde Pub. sous ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F.O.L. DROME recrute un animateur professionnel pour animation travailleurs immigrés et familles, niveau DUT - CAPASE - DEFA - DECEP ou équivalent, expérience animation, permis de conduire.

Renseignements F.O.L. DROME R.P. 133 - 26001 VALENCE. Téléphone : 42-19-61. Dépôt de candidature avant le 15 janvier 1984.

Engineering opérationnel offshore

Sud-Est. Filiale d'un groupe national important, cette société spécialisée dans les travaux maritimes offshore, recherche des ingénieurs de haut niveau. En liaison permanente avec les directions commerciales, techniques et opérationnelles, ils se verront confier dans un premier temps, la totale responsabilité de la réalisation d'un ou plusieurs projets. Leur évolution, liée à la performance de leurs résultats, pourra se poursuivre dans un second temps par la prise en charge d'un poste d'ingénieur d'affaires.

Ces créations de poste s'adressent à des ingénieurs diplômés d'une grande école, possédant 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine maritime ou pétrolier. Basés dans le Sud-Est, ces postes nécessitent des déplacements de courte durée à l'étranger, ainsi la pratique courante de la langue anglaise est-elle requise. La rémunération annuelle de départ sera liée au potentiel et à l'expérience des candidats retenus. Françoise Meyer vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 3126

Meyer & partenaires

100, cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94

GRENOBLE

Société en forte croissance surtout à l'export (60% des ventes), recherche

TRÉSORIER

Rattaché directement au Directeur Financier, il aura à traiter :

- des problèmes de trésorerie à court et moyen terme,
- le suivi des emprunts,
- les conversions de change,
- les échanges internationaux.
- le recouvrement clients.

Une expérience de trésorier dans une grande entreprise et du milieu bancaire est demandée. Anglais indispensable.

Réf.

CONTRÔLEUR DE GESTION

Intégré au contrôle financier, il prendra en charge :

- le contrôle des coûts,
- le suivi du plan de réduction des coûts,
- l'analyse de rentabilité.

Une expérience en entreprise anglo-saxonne est souhaitée. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

PROFESSEUR

expériences pratiques V.L.P. et D.V.V. école, centre éducatif. Plein temps. Poste permanent. Ecrire avec C.V., diplôme sous le n° 43855 M. RENNES-RENNES

86 bis, r. Némour, 75002 Paris.

ECOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

recherche

- UN ENSEIGNANT EN ÉPIDÉMIOLOGIE.
- UN ENSEIGNANT EN ÉCONOMIE DE LA SANTÉ.
- UN SPÉCIALISTE EN ORGANISATION ET MÉTHODES ET SYSTÈMES D'INFORMATION.

C.V. et renseignements : Monsieur le Directeur de l'EN.S.P., av. du Prof. L.-D. Bernard, 35043 RENNES CEDEX. T. (09) 59-29-36 poste 17-10.

Vous êtes demandeur d'emploi ou salarié d'entreprise (congés-formation) :

- Vous avez une formation BAC + 4 ;
- Vous avez une solide expérience en gestion ou en production.

Vous pouvez devenir :

CONSEILLER (S) EN INFORMATIQUE DE GESTION

CONSEILLER (S) EN INFORMATIQUE DE PRODUCTION

- Stage de 1 200 heures à temps plein, gratuit et rémunéré par l'Etat ;
- Démarrage le 30 janvier 1984, sélection en cours.

Contacteur d'urgence : Le Groupement des Chambres de Commerce et d'Industrie Hainaut-Cambrésis

INSTITUT INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

Centre Tertiaire - 2, rue Henri-Medard 59500 ALLENOY-LEZ-VALENCIENNES Tél. : (027) 30-18-10

DIRECTIONS

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE

réalisant sur un marché en forte expansion un C.A. de 45 MF en France et à l'étranger recrute son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Formation : Grande École de Commerce ou Universitaire. Expérience : 2 ans minimum dans une fonction d'Audit.

Il sera chargé, au sein d'une Équipe de Direction jeune et dynamique, de la Comptabilité Générale, de la mise en place de la Comptabilité Analytique, de la Trésorerie et de la Fonction Personnel.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec C.V., photo et rémunération souhaitée

SOCIÉTÉ PÉRIÉRIC

Direction Générale

66, rue du Docteur Calmette 94350 VILLIERS-SUR-MARNE

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Le Centre National pour l'Exploitation des Océans

recherche dans le cadre du programme international de forages scientifiques « océan, drilling, program » des

GEOLOGUES GEOPHYSICIENS

niveau thèse (équivalent Ph.D.) ou maîtrise, expérience à la mer indispensable, anglais pratiqué couramment.

Postes à pourvoir dans une université américaine.

Merci d'adresser C.V. + prétentions au Service du Personnel CNEO - 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

Importante Société d'Assistance Technique et Maintenance d'équipements électroniques en très forte expansion recherche pour Région Parisienne et Moyen Orient

Ingénieurs Système

Techniciens Electroniciens

Expérience exigée : radars et Micro-processeurs.

Adresser votre CV à ATM International 134, rue de Charenton 75012 Paris

Recherche traducteur (trilingue) technique, anglais/français, en poste dans nos bureaux de Londres ou indépendant (a) résidant en France. Les candidats (sa), expérimentés (sont) dans les domaines : applications, contrats, etc., doivent écrire avec C.V. au M.O., Transmar Ltd. 118-128 North End Road, London, W14 8PP, U.K.

URGENT

recherche pour

AFRIQUE NOIRE TECHNICIENS

Radio maritime

Ayant solide formation et expériences. Parler anglais, arabe, français. Bonne présentation, bon salaire + avantages. Formation 2 mois au Japon. Envoyé C.V. + photo à :

SIECAR 10 BP 513, ABOJAN 10, Côte d'Ivoire.

OFFRES D'EMPLOIS

Sfim

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, 91 MASSY

recrute

1) POUR SA DIRECTION CONTRÔLE ET QUALITÉ

ingénieur qualité logiciel

POSITION II (Réf. 2152)

DIPLOME ANALYSTE TEMPS REEL

Expérience industrielle indispensable notamment sur les problèmes de méthodologie.

2) POUR SA DIRECTION DES ETUDES

ingénieur-analyste programmeur

DEBUTANT, DIPLOME (Réf. 3643)

ingénieur-électronicien

DEBUTANT, DIPLOME (Réf. 5772)

ingénieur

DEBUTANT (Réf. 8132)

DIPLOME SUP AERO, ENSICA, ENSMA

Spécialisation avionique et systèmes - automatique.

Ecrire en précisant la référence du poste

Direction des Affaires Sociales B.P. 74, 91301 MASSY cedex

La Fondation Européenne de la Culture

recherche

LE DIRECTEUR

de son INSTITUT POUR UNE POLITIQUE EUROPEENNE DE L'ENVIRONNEMENT, dont le siège est à Bonn.

Ce directeur est responsable de l'ensemble des activités de l'institut et de son développement. Le (ou la) candidat(e) devra notamment être en mesure de négocier des contrats, de diriger des recherches interdisciplinaires orientées vers la décision politique en matière d'environnement et d'en communiquer en plusieurs langues les résultats aux instances parlementaires et gouvernementales. Son lieu de travail sera Bonn, mais il (ou elle) sera également responsable des activités de l'institut dans les autres pays. Le poste implique de fréquents déplacements en Europe. Niveau de rémunération correspondant aux responsabilités.

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 31 janvier 1984 à la Fondation Européenne de la Culture, 5, Jan van Goyenkade, NL-1075 HN Amsterdam. Le secret des candidatures est garanti.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

CCS

européan computer systems

Notre Société spécialisée dans la location de matériel IBM recherche un

CHIEF DE CABINET

afin de diriger le cabinet du Président

Ce poste à responsabilités, divers dans ses aspects, conviendrait à un homme d'environ 35 ans, de formation supérieure ayant déjà acquis une expérience dans la gestion de l'administration ainsi qu'un encadrement.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite à l'appui de votre CV à Mme Jackie Tod,

ECS - 16 rue Washington - 75006 Paris

CINEMA ART ET ESSAI

Association loi 1901 cherche

DIRECTEUR

Poste libre de suite

Envoyer C.V. en prêt. à :

YVES GROSSET 20 bis, rue Rautenstrauch 81500 BRUNOIS.

DIRECTEUR QUALIFIÉ

recherché par CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL Handicapés maraichers Benilueux Sud Paris

Ecrire avec références à UNAFAM, S. r. l. de Montyon, S.

03/01/84

مقالات

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL EN EXPANSION

recherche pour son siège à Paris

Contrat à durée indéterminée

UN CHEF DU PERSONNEL

POSITION CADRE 3

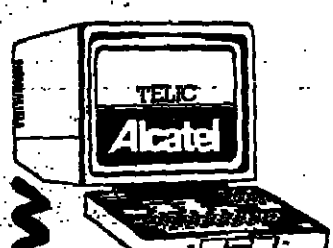
Salaires annuels 152.000 F. brut.
Sous la responsabilité du Directeur Adjoint, Directeur du Personnel il assurera :
- Le suivi des organigrammes et des mouvements de personnel.
- La réalisation de la paye.
- Les relations avec le personnel du siège.
- La planification.
Une expérience de 3 ans dans un service de personnel est exigée.
Poste à pourvoir le 1er Février 1984.
Adresser candidature et C.V. détaillé avant le 11-Janvier 1984
dernier délai à : AREPOS
34, RUE DES MARTYRS - 75009 PARIS

Développant ses activités, une société (PARIS 17e) installant des SYSTÈMES de mini-

(matériels et applications) recherche un

ingénieur logiciel

ayant une connaissance du FORTRAN, diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de l'Université.
Plusieurs années d'expérience de conduite d'applications de gestion ou similaires sur mini.
Activités de pointe, techniques nouvelles, travail varié.
Rémunération intéressante.
Envoyer C.V. à :
J.M. TRINH - ORPA
16, rue La Condamine - 75017 PARIS - Tél : 522.85.96



TELIC-ALCATEL

Siège Social : STRASBOURG - Direction Commerciale : FRESNES.
Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privée (télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.
Utilisant une gamme très diverse de technologies de pointe, nous bénéficions des impulsions de chacune d'entre elles.
Tous nos produits se renouvellent et se diversifient sur un rythme sans cesse plus rapide.
Nous déployons sur des marchés nationaux et internationaux en fort développement mais très concurrentiels, notre règle est la compétitivité par l'intelligence, soutenue par un moral de vainqueur et des moyens puissants.
Tantôt de techniques de communication au sens le plus large, nous sommes en prise directe avec l'un des phénomènes socio-culturels les plus émergents du monde contemporain.
La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.
Vous avez le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à STRASBOURG.
Notre Direction des Achats se renforce en associant à son équipe

2 INGENIEURS ACHATS

• L'un pour les circuits intégrés LSI.
Au sein d'une équipe gérant une famille de composants, vous aurez pour mission de négocier avec une large autonomie des marchés de composants électroniques.
Vous assurerez l'interface avec les Services Techniques et les Services d'Ordonnancement et de Fabrication.
Vous êtes un acheteur ou un vendeur confirmé et vous possédez une bonne expérience de la négociation commerciale, ou bien, vous êtes un jeune ingénieur et vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.
Vous possédez une bonne connaissance de la langue anglaise.
• L'autre pour les pièces moulées.
Au sein d'une équipe, vous aurez à négocier l'achat des pièces plastiques moulées.
En liaison avec les Services Techniques et Industriels, vous participerez à la définition des nouveaux produits. Vous aurez la responsabilité du choix des fournisseurs et de l'élaboration de nos stratégies d'achat.
Vous possédez une connaissance approfondie des techniques d'injection plastique.
Vous possédez une bonne connaissance de la négociation commerciale ou vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.

Adresser en préluce à notre rencontre, votre curriculum vitae à :
Bernard CAMMAS - Directeur du Personnel



TELIC-ALCATEL
206, Route de Colmar - B.P. 57
67023 STRASBOURG Cedex.

Groupe C.G.E.

jeune esc pour l'activité publicité - presse - R.P. - d'une importante société de prestations de services.

Notre groupe dont les activités sont très diversifiées a une implantation internationale (12.000 personnes). Nous souhaitons confier à un(e) jeune diplômé(e) d'enseignement supérieur (ESC - maîtrise de gestion...), ayant trois ans environ d'expérience de la publicité industrielle, acquise de préférence chez un annonceur, le poste d'adjoint au responsable Publicité - Presse - Relations Publiques. Ce nouveau collaborateur participera à l'élaboration et à la réalisation de brochures de documentation, de rapports d'activité, de journaux internes, à l'organisation de manifestations, de séminaires, à la conception d'actions publicitaires professionnelles. Pour réussir à ce poste, il faut parler anglais, posséder une bonne culture économique, avoir le sens de l'efficacité et de la disponibilité, une grande capacité d'adaptation à des activités variées.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A.264.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

JEUNE CADRE FINANCIER

La Direction Financière d'un Groupe privé (CA 3 milliards de francs) recherche un jeune cadre pour développer son service trésorerie.
Sa mission sera de planifier les moyens de prévisions, de gérer la trésorerie d'une dizaine de filiales en coordination avec les services comptables et la Direction Générale. Interlocuteur privilégié des banques, il développera les relations avec les exploitants au travers du suivi des comptes et des autorisations de crédit des sociétés.
Cette fonction conviendrait à un homme de rigueur, de négociation et d'encadrement.
Diplômé d'Etudes Supérieures (option Finances), il a un fort potentiel d'initiatives pour promouvoir l'organisation et la gestion du service. Aussi devra-t-il justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans une fonction similaire.
Ce poste trépidant offre de sérieuses possibilités d'évolution au sein d'une direction financière pour un jeune cadre ambitieux.
Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, prétentions) sous réf. 224/195 à :



TRANSELEX

128, boulevard Haussmann
75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche :

PROFESSIONNEL DES RELATIONS SOCIALES

H.F.

30 - 35 ans

Cette candidature est destinée à renforcer une équipe chargée de préparer, mettre en œuvre et veiller à l'application de la politique sociale du Groupe.

Le poste à pourvoir suppose UNE CONNAISSANCE APPROFONDIE DU DROIT SOCIAL (NIVEAU DEA), une bonne culture générale (diplôme complémentaire apprécié) et une expérience de 5 ans minimum en milieu industriel.

Envoyer CV manuscrit, photo sous référence 84883 à
CORTESE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

GROUPE SYSECA

STE D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE
(700 personnes, C.A. 220 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

recherche

dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

INGENIEURS INFORMATIENS

CONFIRMES

(3 à 5 ans d'expérience)

Postes à pourvoir : CHEFS DE PROJETS

Données : télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique.

Nous accordons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens des responsabilités et du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2047 à :

GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex
Tél. : 602.70.47

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

Dans le cadre de son nouveau plan de développement recherche pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DES TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS GRANDES ECOLES

H.F.

(X, Mines, Centrale, ENST, ESE...)

Diplômés Grandes Ecoles Commerciales (HEC, ESSEC) 1 à 3 ans d'expérience, pour participer à la conception, à la réalisation et à la mise en place de systèmes d'information mettant en œuvre des techniques de pointe (télécommunications, bureautique, mini et micro-informatique, bases de données). Une première expérience dans une société de conseil serait appréciée. Les candidats devront posséder de réelles capacités de travail en équipe.

Lieu de travail : ORLY.

Perspectives d'évolution intéressantes. Nombreux avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 619/M au service

Effectifs Recrutement Orientation
1, avenue du Maréchal De Gaulle - 91550 PARAY VIEILLE POSTE

TECHNICIEN EN INFORMATIQUE

Il doit être titulaire d'un DUT ou équivalent (BAC + 2 BTS et AFPA...), il a réalisé des projets informatiques importants ; en collaboration directe avec l'équipe de direction, il procèdera, sous le contrôle de celle-ci à :

- L'analyse des besoins.
- La rédaction du cahier des charges.
- Le choix du matériel (salle ligne...).
- L'analyse du système.
- Le contrôle et la validation.
- La formation du personnel.
- La maintenance de l'outil d'information.

Une réelle expérience de l'exploitation d'un mini ordinateur et une pratique d'un langage évolués sont exigées (type mini 5 et Cobol). La connaissance d'un micro ordinateur et du Basic est souhaitée.

Prise de fonction Février 1984.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions avant le 11 Janvier 1984 dernier délai à :

AREPOS

34, RUE DES MARTYRS - 75009 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Établissement public recherche
agent possédant licence en droit et connaissances en gestion pour participer à un service conseil en gestion du personnel et comptabilité. Expérience professionnelle à privilégier, mais non exigée.
Envoyer candidature manuscrite, curriculum vitae, prétentions et photo sous n° 7.301
Le Monde Pub.
services ANNONCES CLASSÉES
5, r. des Italiens, 75008 Paris.

CABINET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

situé à Paris, recherche

REVISEURS CONFIRMES

• diplômés de l'enseignement supérieur
• ayant acquis une première expérience de la révision et du commissariat aux comptes
• souhaitant intervenir auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 47095 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

Pour s'intégrer aux équipes d'études qui préparent ses futures gammes d'ordinateurs
Bull Systèmes recherche des

INGENIEURS CAO VLSI

Ils participeront à l'étude et au développement d'un système intégré de CAO permettant la mise en œuvre de méthodologies nouvelles de conception structurée des VLSI.

Plusieurs postes sont ouverts touchant la simulation fonctionnelle et la vérification des VLSI, la composition assistée du plan de masse, la compilation des masques et les tests.

Ces postes s'adressent de préférence à des candidats diplômés des Grandes Ecoles (ou équivalent).

Lieu de travail : Les Clayes sous Bois (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 137 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20.



	Le jour*	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	53,00	58,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le journal*	Le journal T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Déterminés selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

message N°8

Au carrefour de votre carrière, une attitude professionnelle

Offreur de services ou demandeur d'emploi, lecteur d'annonces, vous arrivez au terme de votre démarche. Vous avez sélectionné des offres, vous avez répondu à des invitations de cabinets en recrutement. Vous avez accepté la compétition. Des entreprises vous ont été présentées. Et maintenant est venu le moment de votre décision personnelle.

soyez lucide

Vous disposez d'une masse de renseignements. Certains sont objectifs (secteur d'activité, localisation géographique, intérêt du marché, etc.), d'autres se prêtent à une interprétation subjective (contenu du poste, climat social, partie variable et/ou annexe de la rémunération). Enfin, certains éléments ne vous seront connus que lorsque vous tiendrez le poste (esprit de coopération de vos collaborateurs ou de vos collègues, etc.). A vous donc de réduire les incertitudes, d'éclaircir les zones d'ombre pour pouvoir finalement prendre un risque calculé. Poursuivez votre information, de même que l'entreprise vous a demandé de compléter votre dossier de candidature.

Ne soyez pas dupe de vous-même. Voyez bien quels sont les éléments qui vont emporter votre décision : le secteur de pointe ou l'avis de votre épouse, l'importance de la rémunération ou les études de vos enfants, le goût du risque ou la qualité de la vie.

soyez libre

Pondérez ces différents éléments comme vous l'entendez. Personne ne le fera pour vous. En ce sens, vous êtes responsable et libre. D'autant plus que c'est vous qui assumerez pleinement toutes les conséquences de votre choix (et votre famille aussi). Entourez-vous de tous les conseils sans vous laisser influencer. Soyez fort. Ne vous résignez pas à un changement auquel vous n'adhérez pas vraiment. Gardez la liberté d'offrir vos services à celle des entreprises qui en a le plus besoin et qui vous propose la meilleure contrepartie.

soyez professionnel

Sachez dire non. Sachez dire oui. Et vous y tenez. En temps utile, en pensant aux autres candidats, aux hommes de la nouvelle entreprise. Avec la rigueur du professionnel qui décide de ne pas poursuivre une affaire. Sachez dire oui, dans les délais nécessaires, en pesant les conséquences pour l'entreprise que vous quittez. Avec la détermination du professionnel qui a fait son choix et n'attend pas y revenir. Par dignité personnelle, par savoir-vivre et... peut-être aussi pour ne pas rester dans le milieu du carrefour.

Pour votre carrière, sachez répondre aujourd'hui aux appels de l'économie.

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement - 3 rue Léon Bonnat - 75016 Paris.



Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT : Alexandre Tite S.A., Algos, Aviso Conseil, Bernard Jullien Psycho, Chantal Baudron S.A., Cilas, Cog, Habert Conseil, Corv, C.P.A., Développement, Egor, Etap, Euroquip, Infraplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Sefap, Sele-Cagos, Sema Selection, Serifa, Sirc, Sodartu.

HEC - ESSEC - ESCP

L'option que vous avez choisie vous oriente vers les études financières et économiques.

Vous avez (éventuellement) une première expérience et souhaitez participer aux activités de gestion d'un secteur d'assurances en plein essor.

Votre mission : au sein d'une équipe d'état-major, vous assistez le responsable du service, concevez des outils d'aide à la décision et prenez plus particulièrement en charge études économiques, tableaux de bord et budgets.

Le service : service fonctionnel auprès d'opérateurs, il apporte à la direction « assurances de personnes » l'analyse économique et financière nécessaire à l'appréciation de la rentabilité de ce secteur.

L'entreprise : elle appartient au **Premier Groupe Privé d'Assurances**.

A lui seul le Groupe Drouot représente :

- un C.A. de 6 Milliards de F en 1983,

- un effectif de 2100 salariés et 1750 agents,

- une implantation internationale,

- un cadre de travail exceptionnel à **MARLY LE ROI (78)**, 30 minutes à l'Ouest de Paris.

Vous souhaitez en savoir plus ?



Ecrivez-nous avec C.V., photo et préférences sous **réf. UN 02/84** à Catherine Versteur - Service Recrutement - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI CEDEX.

Inspecteur du cadre

Importante Société d'Assurances à forme mutuelle, ayant un réseau de 500 Agents et dont le Siège se situe à Paris, recherche pour animer un réseau existant : **Inspecteur du Cadre (IAD)**.

Circoscriptions : 94, 92, 94 et Sud du 77.

• Vous avez une expérience de 5 ans minimum dans la fonction d'inspection (contrôles financiers, techniques, animation/production, recrutement, formation).

• Vous pouvez justifier de connaissances juridiques.

• Vous êtes dynamique, disponible, doté d'auto-discipline, de diplomatie, mais aussi de fermeté et de rigueur.

Vous nous intéressez.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous **réf. 3496** à



IMPACT DEVELOPPEMENT
Monceau Commercial Building
38, rue de Lisbonne 75008 PARIS



COMSIP ENTREPRISE

CONDUITE ET SUPERVISION DE PROCESSUS INDUSTRIELS,
REGULATION, INSTRUMENTATION ET ELECTRICITE
(Ingénierie, systèmes, travaux et services internationaux)

GROUPE CGEE ALSTHOM

pour assurer le développement de son activité de réalisation de systèmes informatiques dans les domaines pétrole, gaz, chimie, pétrochimie, matériaux, nucléaire, spatial, militaire LA DIRECTION SYSTEMES INDUSTRIELS recherche

• INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX • CHEFS DE PROJETS

diplômés grandes écoles ayant au minimum 3 ans d'expérience en informatique industrielle et pratiquant couramment l'anglais.

• ANALYSTES

BTS ou DUT pratiquant l'anglais

Toutes ces fonctions impliquent des déplacements en France et à l'étranger.

Adresser CV avec photo sous référence 84956 à COMSIP ENTREPRISE - Service du Personnel et des Relations Sociales - BP 305 - 92506 RUEIL MALMAISON Cedex

THOMSON-CGR

EQUIPEMENTS MEDICAUX

recherche

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

pour prendre en charge le suivi d'une production de matériels de haute technicité, dans les différentes étapes d'intégration.

Confirmé ou débutant, nous souhaitons rencontrer un candidat ouvert aux contacts humains et motivé par la production faisant appel aux techniques de pointe dans le domaine électronique et informatique.

Adresser C.V., photo et présentations à Yves KULIG, THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.



THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

GROUPE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
RECHERCHE

DOCUMENTALISTE EXPERIMENTÉE
Bonne connaissance des problèmes
économiques indépendants

Anglais courant
Ecrire : S.P.G.
13, avenue de l'Opéra,
75001 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE
recherche

RÉDACTEUR

pour informations sur les sociétés
expérience des services
d'études de banque ou d'analyse
financière souhaitée.

Adresser candidature S.P.G.
13, avenue de l'Opéra,
75001 PARIS.

SOCIÉTÉ DOCUMENTATION
TECHNIQUE

recherche un

RÉDACTEUR (TRICE)

S.T.S. électronique

Envoyer C.V. et présentations.
Ecrire sous la **réf. 7043738 M**

RÉGIE-PRESSE
86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Compétences recherchées pour petite
équipe 10 ans niveau CM 2

ou INSTITUTEUR
pour Noël/mars 1984

(5 heures par jour), section de
après d'hiver, près, ROME.
Tél. : M. BERRY - 228-90-76.

LE SALON DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

Aider les entreprises à mener une politique de recrutement efficace et dynamique, qui tienne compte des aspirations des cadres ; d'aujourd'hui et de demain.

Donner aux Jeunes Diplômés et Débutants les moyens d'évaluer la réalité du monde industriel, les contraintes économiques de l'entreprise, pour y adapter leur talent et leurs ambitions professionnelles.

C'est l'idée directrice de ce salon, organisé par le MONDE avec la collaboration de R.T.L. qui aura lieu du mardi 6 au vendredi 9 MARS 1984 au Palais des Congrès.

ENTRÉE LIBRE

Pour toute demande d'information, s'adresser à :



récie presse

J. Degave - D. Le Dren - P. Devoulois
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél : 233.44.21

Le Monde

H. Guinaudeau
5, rue des Italiens, 75002 PARIS
Tél : 246.72.23

مقداد من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	53,00	58,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société Française recherche un **Ingénieur plasticien confirmé**

pour développer des applications nouvelles.
Les candidats ont plusieurs années d'expérience en injection classique et R.I.M., des connaissances en thermoplastique et en technologie des moules. Ils sont bilingues anglais et présentent des aptitudes certaines à l'animation et au travail en équipe.
Le poste est à pourvoir dans l'Oise.
Les candidatures de débutants seront écartées.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. 1582/F.T. à

SOURCE

16 rue Jean-Jacques Rousseau,
75001 Paris (qui transmettra)

Notre client est un important groupe international.
Il recherche un :

senior auditor

pour l'intégrer, après une formation de 3 à 6 mois aux U.S.A., au siège européen nouvellement créé à Paris.
La personne recrutée animerait une équipe d'auditeurs chargée d'assurer la révision comptable et opérationnelle des filiales situées, pour la plupart, en France, Italie et Espagne.
Ce poste offre des possibilités d'évolution très intéressantes, dans une société dont les plus récentes acquisitions européennes incluent une entreprise industrielle française dont le chiffre d'affaires dépasse 1,5 milliard de francs.
Le candidat idéal pour cette fonction possède une formation supérieure, une solide expérience de l'audit et une parfaite maîtrise de la langue anglaise.
Veuillez envoyer votre C.V., sous réf. M-411, à Marie-Jo MARTIAL, en indiquant si possible un numéro de téléphone, au 4, avenue Marceau, 75008 Paris.

chef de projet

X. SUPELEC, CENTRALE, PONTS...

Nous sommes une importante société d'ingénierie française, spécialisée dans différents domaines : nucléaire, électricité, chimie...
Nous recherchons un ingénieur âgé d'environ 28 ans capable de prendre main la conduite d'applications faisant appel à des bases de données.
Il devra être capable d'aider les utilisateurs à définir leurs besoins et à intégrer ceux-ci dans une architecture d'ensemble de systèmes utilisant les moyens les plus modernes : réseaux, bases de données, messagerie électronique, C.A.O. Sa démarche sera inspirée de méthodes de type MERISE.
Il animerait une équipe mixte formée d'informaticiens spécialisés et d'utilisateurs.
Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 44.05/1/549 à ADEQUATION 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

IMPORTANT ORGANISME PARA-PUBLIC

(12 000 personnes - 2 000 centres)

recherche son

AUDITEUR INTERNE

Le candidat retenu, de niveau DECS, mettra en place la fonction, sous l'autorité de la Direction Comptable et en relation avec les auditeurs externes, pour assurer la révision comptable des établissements et l'assistance de gestion auprès des centres locaux.
Ce poste pourrait convenir à toute jeune personne réunissant de profondes qualités de contact, le sens de l'organisation, une première expérience de la révision et le goût des déplacements.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence CR 1283, à :

COFINOR

49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

gérer une équipe comptable

au sein des services du Siège d'un puissant groupe multinational français, implanté à Paris Est.
IL FAUT AVOIR acquis ou minimum 5 ans d'expérience en comptabilité au sein d'une entreprise industrielle, dirigée par un personnel, être motivé par le développement des applications informatiques.
La rémunération sera négociée en fonction des compétences des candidats.
Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous réf. 21.570-M & I.G.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

ICA

International Classified Advertising NEW YORK PARIS

INFORMATIQUE 5

recrute pour banlieue sud

7 INGENIEURS-INFORMATIENS

Langage commun, miage ou équivalence ou supérieur, débutants acceptés.
Ecr. INF 5 - 23, rue de la Pépinière 75008 Paris sous référence MAN 180

publival

vous présente ses
Meilleurs Vœux
pour
1984

27 rue des Cordes
92190 MEUDON tél 534-64-24

BUREAU D'ETUDES ECONOMIQUES

recherche pour mission ou séjour

AFRIQUE DE L'OUEST

(analyse macro-économique, planification, programmation)

ENSAE

DÉBUTANT ou ÉQUIVALENT (DEA SCIENCES ECO)

SALAIRE 120.000 BASE FRANCE

Env. curriculum vitae détaillé à REGIE-PRESSE sous N° T043709M 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

SERVICE DE L'ÉTAT

recherche

JEUNE INFORMATICIEN

pour négocier l'achat de matériels de traitement de l'information (bureautique et informatique) et exercer une activité de conseil auprès des utilisateurs.

Le candidat recherché sera ingénieur ou titulaire d'une maîtrise informatique et devra posséder une bonne connaissance des matériels et des logiciels micro-ordinateurs.

Adresser C.V. et prétentions à : U.G.A.P. 209, rue de Bercy 75585 PARIS CEDEX 12.

GRANDS MAGASINS PARISIENS

recherche

UN RESPONSABLE DES STOCKS

Ce poste conviendrait à un candidat ayant eu une expérience similaire, qui souhaiterait élargir son champ d'action et acquiescer ses responsabilités.

En effet, il prendra en charge l'animation d'une équipe de 40 personnes et assurera l'organisation du stockage des marchandises d'un magasin.

Prière d'adresser lettre de candidature + C.V. sous réf. 406 à TRENDAANCES 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

Banlieue Paris pour compléter son département d'électrophysiologie cellulaire, recherche

SPECIALISTES (H.F.) IONTOPHORESE PATCH - CLAMP VOLTAGE CLAMP

Expérience 3 ans min.

Ecr. n° 84.075 Courtesse Publi-phil, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmet.

L'INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP

Organisme de formation, conseil, recherche en gestion des administrations, entreprises publiques et collectivités locales.

RECHERCHE

UN COMPTABLE

de formation BTS ou DUT avec quelques années d'expérience.

Il sera chargé, sous le contrôle du Directeur Financier, de la tenue de la comptabilité, des déclarations fiscales et sociales et de l'élaboration des documents de synthèse.

Des connaissances en informatique seraient appréciées. Rémunération en rapport avec les qualifications exigées.

Adresser un curriculum vitae à :

Monsieur le Directeur

INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP

67, avenue Léonine - 94112 ARCUEIL CEDEX

ETABLISSEMENT PUBLIC

recherche

AGENT D'ADMINISTRATION

niveau BAC + 2, ayant expérience en matière de programmation de stages formation adultes.

Env. candidature manuscrite, C.V., prétentions et photo.

Ecr. n° 7 302 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INFORMATIQUE-TELECOM

PARIS-PROVINCE

Préparateurs projets TELECOM 1. VIDEOTEL, de systèmes de réseaux de télécommunication nationale.

INGENIEURS SYSTEMES

Bonne expérience des transmissions par paquets. L'aspir. des protocoles HDLC, X25, SNA, TRANSPAC est appréciée.

INGENIEURS SYSTEMES

PROCESSUS INDUSTRIELS SOLAR-MITRA-POP-ANCO

INGENIEURS TELEPHONE

AVANT BONNE EXPERIENCE EN TELEPHONE TEMPORELLE

Projet exceptionnel pour leurs intérêts.

28, r. Daubenton-Sp. 337-99-22.

TUYAUTEURS-CALCULATEURS

PÉTROLE ou NUCLÉAIRE

Tél. pr. r. 35-42-58.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

Banlieue Paris pour compléter son département d'électrophysiologie cellulaire, recherche

SPECIALISTES (H.F.) IONTOPHORESE PATCH - CLAMP VOLTAGE CLAMP

Expérience 3 ans min.

Ecr. n° 84.075 Courtesse Publi-phil, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmet.

CABINET D'EXPERTISE

COMPTABLE

recherche

COLLABORATEUR (trice)

B.T.S. ou D.E.C.S. comptable

adg.

Adresser C.V. et photo + prét. sous n° T 043-738

REGIE-PRESSE

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Entreprise de Secteur Tertiaire

Paris

recherche

CADRE RESPONSABLE D'UNITÉ

Chargé (e), sous l'autorité du responsable de service d'ANIMER une petite équipe dont les méthodes de travail s'organisent autour d'un système informatisé.

Ce poste est à pourvoir dans un premier temps à PARIS et éventuellement par la suite en Région Parisienne.

Profil souhaité :

● diplômé de l'enseignement supérieur (Economie ou Droit de préférence) ;

● aptitudes à l'encadrement et à l'organisation du travail en équipe en liaison avec l'INFORMATIQUE.

Une première expérience professionnelle même courte serait un atout appréciable.

Env. avec C.V. + photo + prétentions, sous n° T 043-738 M.

REGIE-PRESSE

85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

secrétaires

CABINET BREVETS

cherche :

1. - PERSONNE

ayant notions solides de procédures administratives concernant les

DÉPÔTS DE MARQUES

en France et à l'étranger

connaissance de

L'ANGLAIS INDISPENSABLE

2. - SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE TRILINGUE ANGLAIS-ALLEMAND

connaissances de préférences les procédures de DÉPÔTS de BREVETS d'INVENTIONS en France et à l'étranger.

Ad. C.V. + photo et présent. à CABINET WIENSTEIN 20, av. Friedland, 75008 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

EXPORT GESTION

Je suis un homme de 40 ans, je parle anglais et espagnol, vous apporte une formation supérieure complètes (droit, Sc. Pol., finance comptable et direction-gestion de P.M.E. spécialisée sur les secteurs Europe, Amérique latine, Maghreb.

Excellent négociateur, esprit de synthèse, créatif et organisé.

TRÈS BONNES RÉFÉRENCES

Ecr. n° 6578 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

MEILLEURS VŒUX POUR 1984

André MOQUET 61, boulevard de Reuilly 75012 Paris - 343-61-00

36 ans, marié, un enfant, anc. Bouill. Arts Déco, DEA, anc. assistant de recherche du professeur Pierre Coutin (Hautes Etudes Sc. Sociales)

CHERCHE POSTE

ENSEIGNEMENT (Secondaire ou universitaire) (Sc. Soc. ou Sc. Hum.)

RECHERCHE en Sciences Sociales

REDACTEUR ou SECRÉTAIRE particulier (rapports adm. ou autre) (rapports adm. ou autre)

MERCI et BONNE ANNÉE

INFIRMIÈRE D. E. 01-80

cherche poste en entreprise ou en labo pharm. W.E. lib. Ecrite : GILDE PITOISSI 40, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris ou tél. 806-88-17.

Secrétariat de direction

36 ans, 10 ans d'exp., cadre, sévères références, recherche poste équivalent Paris ou banlieue Est. Libre sous un mois.

Ecr. sous n° 416 à DAG 85, rue de Rivoli, 75001 PARIS

J. H. déposé Oblig. mil. B.E.P. électronicien, cherche emploi formation complémentaires.

Téléphone : 837-70-42.

SECRÉTAIRE expérimentée

du secteur pharm. 8 h p/jour, prox. SURESNES. 506-61-58.

H. sévères réf., connaissances musicales approfondies. Angl. All. It. ch. emploi responsable. Ecrire sous le n° T 043 754 M

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Enthousiaste débutante ch.

30 ans, nat. française, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ecr. n° 6572 le Monde Pub.

JEUNE FEMME 23 ans, débutante, B.T.S. secrétaire de direction, bilingue anglais, recherche poste stable.

Ecr. sous le n° T 043.515 M

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FRANCE-ALLEMAGNE

H.E.C. ayant large expérience de l'Allemagne et du commerce international étudie toutes propositions.

Ecr. n° 2611 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ESTHÉTICIENNE débutante,

cherche emploi Paris, région parisienne.

Ecr. n° 6572 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. déq. OM, BEP ag. adm. + CAP empl. bur. exp. 6 mois PME (compt.-clavier-factur., pass. dict., trav. bur.) Lib. de suite. Poste stable si possible

Tél. 42-17-12.

AVOCAT AMÉRICAIN

30 ans - Juris. Doctor barreaux, Californie, Pennsylvanie, expérience prof. (1 an R.F.A.) possédant parfaitement allemand et français cherche travail juridique en France.

Tél. (38) 73-46-39.

REDACTRICE-DACTYLO

style littéraire, alderant personnes sées à ex. ses mémoires

Ecr. sous le n° T043.755M

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Arrete pointe exerce toutes propositions intéressantes concernant l'illustration d'ouvrages pour enfants ou autres

Ecr. n° 7308 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VOUS NE CHERCHEZ PAS UN COLLABORATEUR

permanent, mais un homme de haut niveau à qui confier

UNE MISSION PRÉCISE E.S.E.C. 41 ans, connaissant la vie des affaires, je me tiens à votre disposition.

Ecr. n° 2634 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Electricienne ayant permis de conduire cherche emploi.

Ecr. n° 2618 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ORGANISATEUR-INFORMATICIEN

cours CHAM-ESTO, 14 ans d'expérience cherche emploi dans région, disponible imméd.

(0) 069-40-90 9/12-15 15.

traduction demande

TRADUCTIONS allemand, français, arabe pour diplômes E.S.I.T. Travaux dactylo, notes, rapports, etc.

M^{me} EL HINDY, 281-85-10.

formation professionnelle

FORMATION D'ANALYSTES PROGRAMMEURS DE GESTION

Niveau requis : Bac + 2 années d'études supérieures scientifiques ou techniques ou cadre expérimenté.

Date et durée : du 30/01 au 28/09/84 (1.200 heures).

Coût de la formation : 3.125 F par mois.

Rémunération possible par l'ASSÉDIC en indemnité de formation ou les FONGECIF pour les salariés en Congé Individuel de Formation.

Dossier de candidature à demander au C.A.R.E.L. 17206 - ROYAN Cedex.

Téléphone : (46) 05-31-08.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LMI) B.P. 291.09 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous, avec ou sans diplôme. Demandez

APRÈS L'ÉVACUATION DE L'ÉTABLISSEMENT DE POISSY

DEVANT LES GRILLES DE L'USINE

Le face-à-face des grévistes et des cadres

Les vigiles de Talbot-Poissy, reclus depuis le début du conflit dans leurs grilles, font à nouveau leur métier. A l'arrivée de l'équipe du matin, les accès de l'usine étaient soigneusement gardés. Seul pouvait pénétrer dans l'enceinte le personnel d'entretien et de nettoyage, porteur d'un laissez-passer délivré par la direction.

Peu avant sept heures du matin, les grilles sont soudain fermées, une centaine de grévistes s'étant présentés à l'appel de la C.F.D.T. Commence alors, dans le crachin glacé, un long face-à-face à travers les grilles entre les grévistes et une centaine de cadres et de membres de la maîtrise apparemment porteurs de laissez-passer : « On est venu spontanément, pour témoigner de la chaleur humaine au personnel d'entretien. Quand l'usine est en péril, il n'y a pas d'horaires. » A les entendre, certains, même durant le

conflit, ont fait le déplacement tous les matins.

Un face-à-face parfois tendu, en présence de deux pelotons de gendarmes mobiles transis de froid. « Mouchards ! allez faire débrancher les chaînes vous-même ! C.S.L. à la poubelle ! » crient les grévistes. « Pas d'énervement, les gars : ne leur répondez pas ! » conseille un cadre. Mais la tentation est trop forte. Un « retournez chez vous, les bronzés, si vous n'êtes pas contents », fuse parfois du groupe des cadres, figés, graves, impassibles sous les sifflets et les moqueries.

Le retour ? Certains, ils l'ont crié sur tous les tons, ne demanderaient pas mieux, « mais pas avec 40 000 F comme nous l'a proposé le gouvernement samedi. C'est insuffisant. Et le retour doit se faire sur la base du volontariat », a rappelé M. Jean-Pierre Noual, secrétaire de la C.F.D.T. Talbot-Poissy, au cours d'un meeting aux portes de l'usine.

Et d'appeler les travailleurs « à se présenter demain massivement », sans toutefois prononcer le mot « grève ». Mais « il est bien clair qu'on appelle à continuer la grève », précise-t-il en aparté. La C.G.T., qui devait consulter lundi après-midi ses « délégués de chaînes », appelle aussi à se présenter demain à la porte de l'usine.

Dans le B.3, l'ancien forum de la grève, les derniers slogans C.G.T. disparaissent sous les jets d'eau. On a bossé quarante-huit heures. La chaîne est prête à tourner.

Un petit coup de peinture orange a même été donné pour le supplément d'âme. En revanche, les murs du local de la C.F.D.T. ont été barbouillés de jaune et des piles de tracts renversés après l'évacuation dans la nuit de vendredi à samedi. « Saccage », s'indigne M. Jean-Pierre Noual, qui annonce son intention de porter plainte. Et les 10 millions de dégâts dans le B.3 après l'incendie, ce n'est pas du saccage ? », maugrée un cadre entre ses dents. Dans les deux cas, les auteurs n'ont pas été retrouvés.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Publié)

PROJET DE PLANTATIONS DE BOIS DE FEU DANS LE SUD-BÉNIN

(accord de prêt n° CS/BN/AGR/82/10 du 16-02-83 entre le Fonds africain de développement (FAD) et le Conseil exécutif national de la République populaire du Bénin)

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LE RECRUTEMENT DE TROIS ASSISTANTS TECHNIQUES

La direction des Eaux, Forêts et Chasse lance un appel d'offres pour le recrutement :

- D'un ingénieur forestier, spécialiste en plantations domaniales.
- D'un ingénieur forestier, spécialiste en plantations rurales.
- D'un spécialiste en entretien et réparation des équipements agricoles et forestiers.

Les bureaux ou les experts individuels intéressés peuvent se procurer le dossier d'appel d'offres contre le paiement de cent mille francs (100 000) :

- Auprès de la direction des Eaux, Forêts et Chasse, B.P. n° 393. Tél. : N 33-06-62, COTONOU (République populaire du Bénin).

- Auprès de l'ambassade de la République populaire du Bénin près de la République française à Paris, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS-8 (France). Rel. 500-9840.

- Auprès de l'ambassade de la République populaire du Bénin près de la République Fédérale d'Allemagne à BONN, Rudigerstrasse 10 5 300 BONN-MEHLEM. Tél. : (0228) 344 031/32.

Les propositions de soumission devront être adressées en dix exemplaires (10) en français.

- Au ministère des fermes d'État, de l'élevage et de la pêche, B.P. 03-2900. Tél. : N 30-04-96, COTONOU (République populaire du Bénin).

- Ou à la direction des Eaux, Forêts et Chasse, aux maximum quatre-vingt-dix (90) jours après la date de lancement de l'appel d'offres (le cachet de la poste faisant foi) et devront porter la mention suivante :

APPEL D'OFFRES POUR LE RECRUTEMENT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS LE CADRE DU PROJET BAD (Bois de feu)

Talbot ce n'est pas fini...

Dans les entreprises qui s'ouvrent aux technologies nouvelles la réduction du temps de travail peut permettre de maintenir des emplois à condition qu'elle s'accompagne d'un effort de formation

adéquation fine entre les nouvelles technologies et les situations sociales, développer d'autres activités, préparer des plans de mobilité de la main-d'œuvre, provoquer des nécessités de réorganisation, pousser pour orienter l'évolution du travail dans le sens d'un enrichissement global.

Les 35 heures des postes

La question centrale est de savoir quelles incidences les restructurations, l'adaptation des entreprises au nouvel environnement international, l'introduction de la robotique ou de la productique vont avoir sur l'emploi. Comment faire face à une nécessité sans créer de nouveaux risques ? La réduction de la durée du travail n'est certes pas une panacée mais c'est encore une arme. Les trente-cinq heures ont été créées peu d'emplois - on a parlé d'un « effet sur l'emploi » de soixante-dix mille en 1982, mais il ne s'agissait pas de créations. Cependant là où on a été plus audacieux dans le rythme de la réduction et dans la non-compensation salariale intégrale, dans la réorganisation du travail, on a aussi su, c'est-à-dire maintenu, de nombreux emplois menacés. Dans la chimie, où l'on est passé à trente-huit heures, une enquête partielle de la fédération C.F.D.T. parle d'« environ trois mille emplois créés ou maintenus ».

S'exprimant le 21 septembre dernier devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Pierre Bérégovoy après avoir rappelé que dans les vingt-quatre pays de l'O.C.D.E. il faut créer dix mille emplois par jour de 1984 à la fin 1989 pour stopper la montée du chômage, avait lancé : « La réduction du temps de travail est inséparable de la modernisation de nos entreprises ». Pourquoi après avoir défendu de si fermes principes le gouvernement n'a-t-il pas saisi l'occasion de l'affaire Talbot pour en apporter la démonstration ? S'agit-il d'un oubli. Or ce n'est pas seulement la réduction du temps de travail qui est en jeu mais l'ensemble de la politique industrielle française - Renault inclus - avec environ cinquante mille emplois de trop. Attendra-t-on que le couvercle de la marmite saute ? De nouvelles possibilités vont être données prochainement. Selon l'ordonnance du 16 janvier 1982 la semaine de trente-cinq heures évaluée en moyenne annuelle s'applique depuis le 31 décembre 1983 pour « les salariés travaillant de façon permanente en équipes successives selon un cycle continu ». Cent cinquante mille salariés, « travailleurs postés en continu suivant un système d'équipes alternées », sont concernés. L'Agence nationale

pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) vient d'éditer une brochure sur cette obligation (3). L'afflux de demandes qui lui parviennent semble montrer que nombre d'entreprises ne sont pas tout à fait préparées à cette échéance.

L'application de cette disposition peut pourtant rendre opportune une réflexion plus générale sur la diminution du temps de travail. L'autre opportunité est européenne. Depuis le 1^{er} janvier 1984, la France assume la présidence de la C.E.E. Le 9 janvier M. Mitterrand devait recevoir une délégation de la Confédération européenne des syndicats. Une relance européenne centrée sur les secteurs en pleine restructuration ne serait-elle pas imaginable, souhaitable ? Le 27 septembre dernier, l'I.G. Metall ouest-allemande - organisation qui, elle seule, a plus d'adhérents que la C.G.T. et la C.F.D.T. réunies - la F.I.M. italienne, la C.F.D.T. et F.O. ont entamé une démarche commune pour obtenir dans l'industrie automobile européenne non seulement les trente-cinq heures mais « la nécessité de négocier l'introduction de la robotisation et de l'automatisation et leurs conséquences en niveau et qualité d'emplois ». Seule l'I.G. Metall a mis ces revendications en discussion, avec difficulté. Sur ce terrain, et au moins dans l'industrie automobile, le gouvernement français a un rôle d'impulsion à jouer en France comme en Europe.

Temps de travail et formation

Cependant ni les syndicats, ni le patronat, ni le gouvernement n'ont envisagé d'ailleurs la question de la durée du travail comme en 1981 et en 1982. L'idée d'une réduction générale uniforme par la loi a été abandonnée comme l'échec d'un échec d'un échec. Chaque secteur industriel, chaque entreprise sont appelés à trouver leur propre rythme en fonction de leur situation économique. Un pas adapté ne peut être du sur-place. Il faut renégocier les rythmes et les modalités. En période de stagnation ou de baisse du pouvoir d'achat il est difficile de faire admettre une non-compensation salariale intégrale à moins de faire apparaître clairement le bénéfice qui peut en résulter pour l'emploi. La réduction du temps de travail doit se faire en fonction de la crise et des restructurations industrielles.

Un tel contexte fait ressortir clairement la nécessité d'un lien étroit entre la diminution de la durée du travail et la formation. Un syndicaliste cadre confie récemment en privé : « En fait, il faudrait revenir à la semaine de quarante-cinq heures en imposant dix heures de forma-

tion sur le temps de travail. » Bonadei Pour reconvenir des salariés, pour en préparer d'autres aux changements technologiques, ne pourrait-on envisager, en ramenant la semaine à trente-cinq heures, de consacrer les quatre heures de réduction du temps de travail à la formation ? Certaines entreprises y réfléchissent déjà. M. Raliti lui-même a imaginé que pendant une période relativement longue - deux ou trois ans - la réduction du temps de travail soit compensée en actions de formation aidées par l'Etat. La C.G.C. a lancé l'idée d'une diminution du temps de travail conçue comme une « épargne-temps » permettant le moment venu de « pouvoir consacrer ce temps épargné à une formation de longue durée d'adaptation à l'évolution des industries et des entreprises ». Et la fédération de la métallurgie C.F.D.T. songe à des « contrats de réduction du temps de travail-formation professionnelle-emploi ». Ceux-ci pourraient, peut-être permettre par exemple, dans la sidérurgie, dans l'automobile comme dans l'aéronautique de réduire de deux heures à deux heures trente la semaine de travail en payant le coût de cette diminution utilisée pour la formation professionnelle par les aides publiques des contrats de solidarité et par des fonds de formation.

Cette relation apparaît de plus en plus souhaitable si on veut, comme le recommande M. Rigout, ministre de la formation professionnelle, « définir préventivement des plans de formation » plutôt que subir des plans de licenciement. M. Pierre Mauroy a fait savoir qu'il allait étudier, en concertation avec les organisations syndicales, de nouvelles mesures qui dans le cadre de la lutte contre le chômage pourraient effectivement associer réduction de la durée du travail et formation professionnelle. Telles qu'elles sont actuellement esquissées les restructurations industrielles risquent de se traduire en 1984 par des milliers de suppressions d'emplois. Pour éviter une telle perspective qui aggrave le chômage et aviverait les tensions sociales, il faut agir très vite.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Dimitri Weiss : les Relations du travail : employeurs, personnel, syndicats, Etat. Cinquième édition entièrement révisée. «Dunod entreprise» : 448 p.

(2) Arete (Association pour la recherche sur l'emploi des techniques) : Négocier l'ordinateur ? La concertation sur les nouvelles technologies dans l'entreprise. Informations et société. La Documentation française : 187 p.

(3) ANACT : Les trente-cinq heures dans le travail posté continu : une échéance légale des choix d'organisation. ANACT 7, boulevard Romain-Rolland 92128 Montrouge ; 104 p., 50 F TTC.

Une gamme plus ou moins proche des modèles fabriqués sous la marque Peugeot

La gamme de voitures actuellement vendues sous la marque Talbot comprend les Samba, petites voitures à deux volumes fonctionnant à l'essence, lancées avec succès en 1981, aujourd'hui disponibles en six versions (LS, GL, GLS, cabriolet, Rallye, AS) ; les Horizon, des berlines dont la première apparition remonte à 1977, qui, selon les versions, peuvent fonctionner à l'essence ou en diesel (LS, GL, GLS, EX, Premium, LD, EXD) ; et les Solara, berlines à trois volumes (LS, GL, GLS, SX), fonctionnant toutes à l'essence.

Pour l'essentiel, les Samba empruntent des éléments utilisés par les modèles de Peugeot (104 et 205). Les Horizon utilisent autant de pièces d'origine Peugeot que d'éléments créés autrefois par Chrysler Simca. Les Solara, quant à elles, sont essentiellement à base de motorisation et de pièces conçues à l'origine par les bureaux de Poissy.

Outre les modèles cités, Talbot commercialise également la Murena, une voiture sportive de 2,2 litres à trois places de front, inspirée de la Baguena Talbot Matra. Elle était construite à Romorantin, dans les ateliers de Matra. Le groupe 2,2 litres était utilisé sur un modèle Tagora, berline de haut de gamme aujourd'hui disparue. Enfin, la Rancho, modèle « tout chemin », montée voici encore quelques semaines, également à Romorantin, emprunte aussi un moteur conçu autrefois par Chrysler France.

Ces deux derniers véhicules ont vu leur production interrompue en fin d'année, à la suite de la non-reconduction des accords entre Matra et Talbot.

La reprise de la production à l'usine de Poissy se trouve donc facilitée pour l'essentiel dans le cas des Samba. Il n'est autre que pour les modèles construits sur des bases d'origine Chrysler.

Il reste maintenant à savoir si les accords de voitures Talbot ne créaient pas dans l'immédiat de faire les frais d'une longue interruption de fabrication. Pour les modèles de grande diffusion qui empruntent pour une très grande part des pièces Peugeot, aucune retombée n'est raisonnablement à craindre. Il reste que, entre une Peugeot et une Talbot, un automobiliste sera tenté de choisir la première marque. La « cannibalisme » entre modèles, ce phénomène qui sacrifie une voiture au bénéfice d'une autre dans la même firme, l'a déjà démontré tant l'image de marque importe dans cette affaire.

C. L.

هفتاد و اربع

*** LE MONDE - Mardi 3 janvier 1984 - Page 27

LES DIAMANTS SONT ETERNELS.



Doyle Dane Bernbach, V.A.G. France S.A. 02600 Villers-Cotterêts tél. 96.08.03.

Il existe des choses sur lesquelles on peut toujours compter. Des choses qui, à travers les années, gardent leur qualité. On dit que ce sont des valeurs sûres et on est généralement très heureux et très fier de les posséder.

Vous avez une Volkswagen ? Alors, vous savez ce que c'est qu'une valeur sûre. Vous savez que vous pouvez compter sur sa méca-

nique fiable et robuste, sur sa technologie avancée, sur son moteur hautement performant.

Vous savez qu'elle est protégée par des garanties qui vous rassurent et par le service après-vente Volkswagen qui vous tranquillise.

Bien sûr les initiales VW qui ornent votre calandre ne sont pas taillées dans la pierre précieuse. Mais elles en ont le prestige et

la pérennité, même si elles ne coûtent pas le même prix, loin de là !

Elles prouvent que vous avez fait un bon investissement. Comme si vous aviez acheté un diamant blanc bleu.

Avec une différence appréciable : une Volkswagen roule beaucoup mieux que le plus beau solitaire !

VOLKSWAGEN, C'EST TOUJOURS POUR LONGTEMPS



LOGEMENT

Les hausses de loyers autorisées en 1984

Les décrets régissant les hausses de loyers en 1984 sont parus au Journal officiel du 29 décembre. Ils concernent les quatre secteurs définis par la loi Quilès et s'appliquent, en cas de révision annuelle (à la date anniversaire de la signature du contrat), de renouvellement du bail ou d'entrée d'un nouveau locataire. Les travaux effectués dans l'immeuble ou dans l'appartement peuvent donner lieu à des hausses supplémentaires. L'indice de référence est l'indice trimestriel de la construction calculé par l'INSEE et publié au Journal officiel. Sa progression annuelle sert de base de calcul à la progression des loyers. Le dernier indice connu actuellement est celui du

deuxième trimestre 1983, en hausse de 5,99 % par rapport à celui du deuxième trimestre 1982. La hausse applicable aux loyers sera donc de 4,8 % lorsqu'il s'agit de 80 % de l'indice. Celui du troisième trimestre sera connu au milieu du mois de janvier.

Ces décrets ne concernent pas les logements encore soumis à la loi de 1948, auxquels s'applique une hausse annuelle fixée par décret le 1^{er} juillet de chaque année.

Le tableau ci-dessous résume les dispositions réglementaires applicables en 1984.

	REVISION ANNUELLE	RENOUVELLEMENT DE BAIL	NOUVEAUX LOCATAIRES	TRAVAUX (1)
SECTEUR I H.L.M. (2)	1 ^{er} décret : + 3,2 % 2 ^e décret : le reste jusqu'à 80 % de l'indice			+ Sur 12 mois, 10 % de coût réel des travaux (limites supérieures : 4 000 francs par logement + 1 000 francs par pièce principale (3))
SECTEUR II Sociétés immobilières d'investissement, assurances, banques, etc.	80 % de l'indice	80 % de l'indice	+ 80 % de l'indice + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition + Loyers sous-évalués : 40 % + 4 % si le loyer est inférieur à 80 % du loyer plafonné + 2 % si le loyer est compris entre 80 % et 90 % du loyer plafonné (3)	Au plus, 8 % de coût des travaux. Limites supérieures : 4 000 F par logement + 1 000 francs par pièce principale + 10 % du montant des travaux
SECTEUR III Sociétés immobilières d'investissement, assurances, banques, etc.	80 % de l'indice	100 % de l'indice	+ 100 % de l'indice + 4 % de l'ancien loyer + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition	10 % du coût réel des travaux dans la limite de 200 F par mètre carré de surface habitable
SECTEUR IV Propriétaires privés	80 % de l'indice	80 % de l'indice	+ 80 % de l'indice + Si travaux, pas de limitation pour leur répartition + Loyers sous-évalués : le même que celui d'un logement comparable occupé depuis trois ans, déduction faite des travaux effectués par le locataire, à la Commission départementale des loyers (4)	Au plus, 8 % de coût des travaux. Limites supérieures : 4 000 F par logement + 1 000 francs par pièce principale

- (1) Par « travaux », on entend ceux qui « tendent à améliorer le confort, la sécurité, l'équipement, la qualité thermique et phonique ».
- (2) Les décrets n'ont pas à préciser les hausses en cas de renouvellement de bail, puisque cette procédure n'existe pas dans les H.L.M., où le maintien dans les lieux est de droit. En cas d'arrivée de nouveaux locataires, des règles précises, propres aux H.L.M., permettent de calculer le loyer.
- (3) Lorsque cette hausse pour travaux, applicable seulement un mois après la fin de ceux-ci, dépasse 10 % du montant du loyer, le reliquat de la hausse ne doit être appliqué que le 1^{er} janvier 1985.
- (4) Les logements construits grâce à des prêts du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique sont, pour la plupart, assés d'un loyer plafonné.
- (5) Lorsque aucun loyer plafonné n'existe, on prend pour base de comparaison un loyer de référence égal à 20 F par mois au mètre carré habitable.

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

un ouvrage intitulé :

L'INDUSTRIE DU MATÉRIEL FERROVIAIRE ROULANT DANS LE MONDE

L'évolution mondiale du trafic ferroviaire a été, depuis le milieu des années 70 :

- légèrement croissante pour le trafic-voyageurs ;
- déclinante en ce qui concerne le trafic-marchandises. La baisse de ce dernier, de caractère structurel, s'est accentuée depuis 1980 à cause de la récession économique.

L'analyse plus fine de l'évolution des trafics et des segments sectoriels et géographiques de la demande mondiale permet de distinguer trois types de marchés du matériel ferroviaire :

- celui des matériels destinés au transport urbain dont le marché potentiel est vaste et dont les progrès technologiques récents ont encore élargi les possibilités de développement ;
- celui des matériels destinés aux liaisons interurbaines à grande vitesse dont le marché se situe essentiellement dans les pays développés ;
- enfin, celui des matériels destinés au transport des marchandises dont l'importance dépend étroitement des moyens de financement des pays en développement.

L'objet de cette étude est la présentation des industries qui répondent aux appels d'offres internationaux. Les industries ferroviaires, surtout en Europe et au Japon, ne peuvent assurer un bon taux d'emploi de leurs capacités de production que par l'exportation. Les restructurations effectuées dans ces pays visent à constituer de grands pôles susceptibles de fournir un service complet (ingénierie, travaux d'infrastructure, matériel de traction et matériel tracté) pour affronter avec les meilleurs atouts la compétition internationale.

L'étude apporte des informations sur les spécialisations des industries nationales, sur les structures par produits et par destinations des exportations et sur les principales sociétés du secteur (activité, liens financiers, analyse des comptes).

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bergère, 75009 PARIS (Tél. : (1) 523-19.19, au prix de 7 800 F H.T. - 8 346 F T.T.).

(Publicité)



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL n° P 3428

La Compagnie des Phosphates de Gafsa, exploitant minier dans le Sud tunisien, se propose de louer le matériel suivant en deux variantes :

- Première variante :
- Un camion Dumper de 75 tonnes US ;
 - Une chargeuse sur pneus de 9 m³.

- Deuxième variante :
- Un camion Dumper de 120 tonnes US ;
 - Une chargeuse sur pneus de 17 m³.

Les engins seront admis temporairement pour une période d'essai effective de l'ordre d'un à deux ans, moyennant un paiement de location dans les normes des cahiers des charges tenus à la disposition des soumissionnaires aux bureaux de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume d'Arabie-Soudaite, à Tunis (service général).

L'acquisition définitive pourra être prononcée après la période sus-indiquée et en cas d'essai concluant.

Les intéressés par cet avis d'appel d'offres pourront retirer un exemplaire des cahiers des charges contre paiement de 20 dinars. L'ouverture des plis scellés contenant les offres et portant la mention « Ne pas ouvrir - A.O. n° P 3428 » sera publique et aura lieu le 14 février 1984, à 9 heures, dans la salle des réunions de la direction des achats, 2130 Metlaoui.

Les offres seront adressées au nom de M. le Directeur des achats de la C.P.G., à Metlaoui.

ÉNERGIE

LA MISE EN APPLICATION DU CONTRAT DE 1982

La France a reçu du gaz sibérien

Le gazoduc reliant la Sibérie à l'Europe de l'Ouest, dont la construction a soulevé tant de polémiques, est devenu opérationnel le 1^{er} janvier. Une première expédition de gaz naturel sibérien y a été pompée à destination de la France, a indiqué Radio-Moscou.

Long de 4 500 kilomètres, ce gazoduc ne sera achevé qu'au printemps, lorsque auront été montées les quarante et une stations de pompage. Actuellement quatre stations fonctionnent déjà et dix-huit autres sont sur le point d'être terminées, mais dans l'état actuel ce tuyau peut déjà transporter du gaz en faible capacité, selon la presse soviétique. C'est ainsi que la livraison de gaz à la France a pu commencer. A Paris, aucune confirmation n'a pu être obtenue car Gaz de France prolongeait le week-end du 1^{er} janvier et ne rouvrira que le 3.

L'U.R.S.S. doit en principe livrer annuellement, de par les contrats de 1982, 32 milliards de mètres cubes de gaz à l'Europe occidentale, montant qui ne sera atteint qu'en 1986. Un tiers seulement de ce volume sera fourni en 1984. Outre la France, l'Allemagne fédérale, l'Autriche et la Suisse recevront du gaz sibérien. L'Italie, si elle a signé un accord de principe avec les Soviétiques, n'a pas encore conclu de contrat.

Pour la France, qui disposait déjà de 4 milliards de mètres cubes par an de gaz d'U.R.S.S., ces nouvelles fournitures arrivent alors qu'elle n'en a guère besoin. Elle reçoit en effet du gaz d'Algérie dont elle est maintenant un client essentiel (les Américains ont arrêté leurs enlèvements de gaz pour obtenir une baisse de prix, les Belges ont réduit leurs achats tout comme les Espagnols, qui pressent un tiers seulement des quantités contractuelles).

Sur un marché du gaz fort déprimé, les Français s'attendent à voir aussi l'objet de renégociations. Français et Soviétiques ont commencé à rediscuter des prix, comme cela est d'ailleurs prévu dans le contrat.

Enfin ce gaz va entrer en concurrence avec le charbon - pour la fabrication de vapeur - ce qui devrait contraindre le gouvernement à faire des choix difficiles. - B. D.

LA FRANCE PRODURAIT AVEC LE BRÉSIL DU CONCENTRÉ D'URANIUM A PARTIR DE PHOSPHATES

Les gouvernements français et brésilien doivent signer prochainement un accord de financement pour la construction d'une usine de concentré d'uranium à partir de phosphates dans l'Etat de Ceara, dans le Nord-Est brésilien. C'est ce qu'a indiqué le 1^{er} janvier le ministre des mines et de l'énergie, M. Cesar Cals. Il existe en effet un procédé Pechiney d'extraction d'uranium à partir de phosphates, et des négociations sont en cours avec le Maroc et le Brésil.

Mais cette coopération nucléaire de la France avec des Brésiliens qui se disent « déçus » de leur collaboration avec les Allemands de l'Ouest bute actuellement sur la question de l'enrichissement de l'uranium. Le Brésil a en effet en chantier une usine d'enrichissement - sur procédé allemand - à laquelle il manque des compresseurs. Alors que l'Argentine voisine est entrée le 18 novembre dans le club fermé des nations capables d'enrichir l'uranium (le Monde du 22 novembre), le Brésil demande avec instance à Paris qu'Asthon-Atlantic lui fournisse ces compresseurs. Aucune décision n'a été prise par la France : sans parler des difficultés financières du Brésil, les intentions de ce pays ne paraissent pas très « pures ». Brasília ne dispose d'aucun réacteur nucléaire en fonctionnement et n'a donc pas besoin de combustible.

● Pologne : redressement de la production de charbon. - En 1983, la Pologne a extrait de son sous-sol 191 millions de tonnes de charbon, soit 1,7 million de tonnes de plus qu'en 1982 et en a exporté 35 millions de tonnes. En outre, le rendement des mineurs a augmenté. En 1979, la production de charbon avait atteint 200 millions de tonnes. Elle était tombée l'année suivante à 160 millions de tonnes du fait des troubles politiques dans le pays. - (A.F.P.)

ÉTRANGER

PAR DÉCISION DE LA JUSTICE ITALIENNE

Les biens des anciens administrateurs du Banco Ambrosiano ont été mis sous séquestre

Milan (A.F.P.). - La justice italienne a mis sous séquestre pour 600 milliards de lires (352 millions de dollars) de biens appartenant à d'anciens administrateurs de l'ex-Banco Ambrosiano, la banque privée italienne à l'origine d'un scandale retentissant qui a éclaté en 1982.

La presse italienne, qui rapporte cette information, indique que la décision de justice, d'une ampleur sans précédent en Italie, consiste en des hypothèques légales sur des biens immobiliers et la mise sous tutelle judiciaire de biens mobiliers. Les scellés ont ainsi été apposés sur des immeubles entiers, des complexes industriels, des terrains, des comptes en banque, diverses quantités de titres et d'actions, quelques sociétés.

L'action judiciaire a été décidée à titre préventif par le parquet de Milan, qui enquête sur l'endettement illégal de l'ancien premier institut de crédit privé italien. Le scandale avait été provoqué par la fuite à l'étranger, en 1982, du président du Banco Ambrosiano, Roberto Calvi, retrouvé par la justice le 18 juin sous un pont enjambant la Tamise, à Londres. Les comptes de sa banque devenaient révélateurs d'un « trou » de 1400 millions de dollars en prêts consentis par ses filiales étrangères à des sociétés fictives, domiciliées pour la plupart aux Caraïbes.

L'institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), la banque du Vatican, est apparu impliqué, à hauteur de 1285 millions de dollars, selon le ministre italien du Trésor, M. Nino Andreatta, le Saint-Siège, pour sa

part, a toujours argué de sa bonne foi.

Selon des sources qui paraissent concordantes, le Vatican, par souci d'apaisement, serait cependant convenu de contribuer à couvrir le déficit, bien que ses experts divergent toujours avec ceux de l'Italie sur la nature de sa responsabilité. Les chiffres avancés varient entre 200 et 300 millions de dollars (340 à 510 milliards de lires). Le règlement, estime-t-on généralement, pourrait intervenir prochainement, peut-être à l'occasion de la révision des accords de Latran (concordat), qui régit depuis 1929 les rapports entre l'Italie et le Saint-Siège.

Le séquestre judiciaire s'ajoute en conséquence à la contribution vaticane, permettant aux parties lésées dans le scandale, notamment les quatre-vingt-huit banques étrangères, de récupérer une part importante de leurs créances, estime la presse italienne.

Une cinquantaine de personnes, presque toutes celles impliquées pour banqueroute frauduleuse dans cette affaire, sont concernées par la décision du parquet de Milan. Il s'agit notamment de l'industriel Carlo Pesenti, de l'éditeur Angelo Rizzoli, des hommes d'affaires Umberto Ortolani, Flavio Carboni et Roberto Pizzetta, des administrateurs et dirigeants du Banco Ambrosiano, dont l'ex-vice-président Roberto Rosone, en prison depuis un mois, ainsi que de deux fonctionnaires italiens de l'I.O.R., Luigi Meschini et Pellegrino di Sordani.

Dans une interview au « Spiegel »

M^{re} CRESSON CRITIQUE LE PROTECTIONNISME ALLEMAND

« La R.F.A. est le pays européen qui cause le plus de difficultés à la France dans le domaine des exportations en raison des normes de sécurité et d'hygiène qu'elle lui impose et derrière lesquelles elle s'abrite habilement pour protéger ses produits », déclare M^{re} Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel.

« Ces difficultés, précise M^{re} Cresson, font que le déficit de la balance commerciale de la France vis-à-vis de la R.F.A. a atteint, en 1982, 38 milliards de francs. Parmi les nombreux produits bloqués aux frontières par les Allemands, M^{re} Cresson cite notamment la bière et la charcuterie. Elle indique que les exportations de bière française en R.F.A. - 170 000 hectolitres en 1974 - sont tombées à 7 000 hectolitres « en raison du protectionnisme pratiqué par l'intermédiaire de la loi sur la pureté de la bière (...). Les Allemands exigent que ni le moût ni le riz n'aient été dans la fabrication de la bière, alors que la leur contient vingt-cinq produits chimiques ».

« Les exportateurs français ont du retard à rattraper et nos petites et moyennes entreprises doivent plus investir dans ce secteur », reconnaît cependant M^{re} Cresson, qui conclut : « Si nous nous heurtons à des obstacles lorsque nous voulons exporter vers la R.F.A., notre plus important partenaire commercial, nous ne pourrions pas réduire les tensions économiques qui règnent dans notre pays. » - (A.F.P.)

PÉROU

● Inflation-record. - Au Pérou, l'inflation a battu tous ses records, avec une hausse des prix de 125,1 % en 1983, indique l'Institut national des statistiques. (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ (C.G.E.)

La Compagnie Générale d'Électricité a levé, à son échéance, l'option de vente portant sur neuf cent mille actions de la Société Générale d'Entreprises-Saintpaul et Brice qui lui avait été consentie par la Compagnie de Saint-Gobain le 29 juillet dernier.

Du fait de cette opération, le groupe de la Compagnie Générale d'Électricité, qui détenait antérieurement 33 % du capital de la Société Générale d'Entreprises-Saintpaul et Brice, en a transféré 24 % à la Compagnie de Saint-Gobain, dont la participation se trouve désormais portée à 23,7 %.

Les deux groupes actionnaires ont accordé à la Société Générale d'Entreprises-Saintpaul et Brice, chacun pour moitié, des prêts participatifs d'un montant total de 300 MF, marquant ainsi leur volonté de contribuer au renforcement de la situation financière de leur filiale commune et de favoriser son développement.

CONJONCTURE

HAUSSE DU TABAC ET DES PRODUITS PÉTROLIERS

Plusieurs hausses de prix ont été votées en janvier : elles touchent le tabac et les produits pétroliers.

● TABAC : les prix vont être relevés de 5 % la semaine prochaine. C'est la deuxième étape de la hausse « vignette-tabac » décidée en 1983 pour financer la Sécurité sociale.

● PRODUITS PÉTROLIERS : la taxe intérieure sur les produits pétroliers (T.I.P.P.), qui, depuis 1983, est pratiquement indexée sur la hausse des prix de détail, va être relevée le 11 janvier. Le prix du super sera augmenté de 10 centimes, celui de l'essence de 9 centimes, celui du gazoil de 5 centimes, celui du fuel de 0,9 centime.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 22-12-1983
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	380 768
2) CRÉANCES SUR L'ÉTAT	280 735
3) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	28 815
4) CRÉANCES SUR LE DÉPÔT	79 103
5) CRÉANCES SUR LE DÉPÔT	14 111
6) CRÉANCES SUR LE DÉPÔT	11 867
7) CRÉANCES SUR LE DÉPÔT	5 780
8) CRÉANCES SUR LE DÉPÔT	225 043
9) CRÉANCES SUR LE DÉPÔT	85 603
10) CRÉANCES SUR LE DÉPÔT	76 903
11) CRÉANCES SUR LE DÉPÔT	7 168
12) CRÉANCES SUR LE DÉPÔT	701 742

PASSIF	Au 22-12-1983
1) BILLETTS EN CIRCULATION	182 872
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 384
3) COMPTES COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	10 708
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	87 444
5) COMPTES COURANTS DES ÉTABLISSEMENTS CRÉDITEURS	33 541
6) ECU A LIVRER AU F.E.C.M.	78 476
7) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	306 114
8) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 583
9) DIVERS	11 787
10) DIVERS	701 742

L'équipe S. I. E. I. adresse à ses nombreuses relations ses meilleurs vœux pour la nouvelle année.

Société Internationale d'Études et d'Interventions
5, Boulevard Magenta - 75010 PARIS
Téléphone : (1) 240.67.36
Téléc. : 210.500 flash ext. 1753

هنا من الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Les richesses de la société de consommation », par André Danon.
3. « Le Gouvernement de la France sous la V^e République », de Jean-Louis Quémener. Chroniques constitutionnelles françaises, de Pierre Avril et Jean Gicquel.
4. Lettres au Monde.

ÉTRANGER

3. LE COUP D'ÉTAT AU NIGÉRIA.
4. LA SITUATION AU LIBAN.
5. EUROPE
- BELGIQUE : violentes manifestations aux Foursins.
- AMÉRIQUES
- BRUNÉI : l'indépendance de l'ancien protectorat britannique.

POLITIQUE

6. Les vœux du président de la République.
- POINT DE VUE : « La décision du Conseil constitutionnel sur les perceptions fiscales », par Olivier Duhamel.

SOCIÉTÉ

7. Sécurité renforcée après les attentats du week-end.
- Une loi pour réglementer l'expérimentation de médicaments sur l'homme.
- « Il faut à la France deux ou trois enfants par famille », déclare M. Mitterrand au cours de la visite d'une maternité.
- SPORTS : le Rallye Paris-Dakar.

RÉGIONS

8. Qui profitera du développement des activités tertiaires ?

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- 15 à 19. LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1983 : « L'Europe favorite », dossier établi par François Renard, André Dessot et Serge Marti.

CULTURE

19. RENCONTRE : Robin Renard.
- DANSE : vidéo au Centre Pompidou.
- MUSIQUE : le Trio à cordes de Paris en liberté.
21. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

26. L'ÉVACUATION DE L'USINE TALBOT DE POISSY.
28. LOGEMENT : les hausses de loyers en 1984.
- ÉNERGIE : la France a reçu du gaz libérien.

RADIO-TÉLÉVISION (21) INFORMATIONS SERVICES (29) :
Météorologie ; Mots croisés. Annonces classées (22 à 25) ; Carnet (29) ; Programmes des spectacles (20).

Le numéro du « Monde » daté 1^{er}-2 janvier 1984 a été tiré à 412 826 exemplaires

SOLDES D'HIVER
Tissus, robes, manteaux, chaussures, accessoires...
le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS "COUTURE" ET "DÉCORATION" RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

vous êtes intéressé par l'ordinateur personnel IBM ?
IBM Magazine vous informe en vente en kiosque Pour vous abonner : 256.31.02
A B C D E F H

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS » D'ELF-ERAP

M. Mauroy annonce la publication du rapport de la Cour des comptes

M. Pierre Mauroy devait rendre public, lundi 2 janvier, au cours d'une conférence de presse, le contenu du rapport de la Cour des comptes sur l'affaire des « avions renifleurs ». Après avoir consulté M. André Charbonnier, premier président de la Cour, M. Mauroy a décidé de ne pas publier le rapport, mais de le faire connaître par la presse.

Au terme de ces consultations, le premier ministre a estimé que le rapport, pris à l'aveugle, ne pouvait pas être publié. M. Giscard d'Estaing et Barre qui par le gouvernement actuel, devaient pouvoir juger sur pièces. Cet argument l'a emporté sur toutes les autres considérations, notamment celles d'ordre juridique, formulées à la Cour des comptes.

L'intention de M. Mauroy était, au cours de cette conférence de presse, de montrer que les plus hauts dirigeants de l'Etat d'avant mai 1981 ont fait en sorte que leurs successeurs ignorent tout de cette affaire. Le premier ministre devait également situer, tel qu'il le conçoit, le degré de responsabilité des uns et des autres.

APRÈS LES ATTENTATS DE TAIN-L'HERMITAGE ET DE MARSEILLE

Les réactions des milieux politiques

M. GASTON DEFFERRE, ministre de l'Intérieur, maire de Marseille, a qualifié l'attentat de Marseille d'« odieux, marqué par une grande cruauté ». « Encore un attentat qui frappe malheureusement des victimes innocentes, ce qui le rend encore plus inqualifiable », a ajouté M. Defferre. « Cet acte prend un caractère d'autant plus odieux qu'il a été perpétré le soir même de cette fin d'année où des familles et des amis étaient réunis dans la joie pour l'année nouvelle. Je puis assurer que tout sera mis en œuvre pour découvrir les coupables et les livrer à la justice ».

M. CHARLES FITTERMAN, ministre des transports, a déclaré : « Le gouvernement partage la douleur des familles frappées, l'indignation et la déception que suscite un tel crime. Le gouvernement mettra tout en œuvre pour retrouver les coupables et les frapper. Si quelqu'un s'imaginait que de tels attentats peuvent intimider notre pays, il se trompe ».

M. CHARLES HERNU, ministre de la Défense, a qualifié dimanche à N'Djamena (Tchad), d'« odieux » les deux attentats, ajoutant que les auteurs étaient « condamnés d'avance ».

M. JACQUES CHIRAC, président du R.F.R., a fait savoir : « J'ai appris avec une profonde émotion les nouveaux attentats terroristes qui ont frappé des innocents au moment où chacun s'apprêtait à fêter la nouvelle année. J'adresse mes condoléances aux familles des victimes et forme des vœux de rétablissement aux blessés. Je souhaite que l'action de nos services de sécurité permette de découvrir rapidement les coupables et qu'ils soient livrés à la justice par la justice de manière exemplaire ».

M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national, a déclaré : « Trop de complaisance, de laxisme, ont habillé à l'admiration l'indignité, à torturer l'indolence. Le Front national ».

M. MITTERRAND : la crise rend ses lettres de noblesse à l'entreprise

M. François Mitterrand déclare, dans une interview publiée par le magazine Challenge : « La crise a ce mérite de redonner ses lettres de noblesse à l'entreprise ». « Les Français commencent à comprendre, ajoute-t-il, que c'est l'entreprise qui crée la richesse, l'entreprise qui crée la prospérité, l'entreprise qui crée la hiérarchie mondiale. Le chef de l'Etat déclare aussi : « On peut comprendre que ceux qui n'ont pas part au capital et peu aux bénéfices aient lutté, doivent lutter, pour que soient reconnus et défendus leurs droits. Cette évolution nous l'avons souhaitée et nous l'avons accélérée ».

A propos de l'éducation, M. Mitterrand affirme : « Ce que nous voulons, c'est donner à tous les mêmes chances au départ. Ne pas faire cet effort de prospection serait un gaspillage immense (...). Mais qu'après, les meilleurs se dégagent, parfoir. Les élitistes, se sont ceux et celles qui font progresser la collectivité nationale. (...) Leur point commun c'est la volonté de créer, le goût de réussir, le désir de marquer leur domaine d'action. S'il fallait faire de la France je ne sais quel pays grisaille, ne comptez pas sur moi ».

faire la part de celles qui incombent aux politiques et de celles qui reviennent aux dirigeants d'ELF-ERAP de l'époque (1976-1978).

Selon M. Mauroy, ces personnalités ont été abusées, ont fait preuve de légèreté et se sont efforcées de dissimuler ces faiblesses et ces erreurs.

Le document de la Cour des comptes qui devait être publié, traitait tous les aspects financiers de l'affaire. Mais on sait que l'enquête de M. Gicquel s'est arrêtée aux portes de banques suisses, première destination du milliard de francs investi par la compagnie pétrolière dans le projet controversé, et dont 500 millions ont disparu. Le rapporteur suggère, en janvier 1981, que des investigations soient menées hors des frontières. Cette recommandation était restée sans effet lors de la remise du rapport à M. Raymond Barre. Quant à M. Mauroy il devait, au contraire, annoncer que le gouvernement y donnerait suite.

Le premier ministre envisageait d'autre part, avant sa conférence de presse, d'éventuels prolongements judiciaires aux faits révélés par ce rapport et à la destruction, par l'ancien premier président de la Cour des comptes, en 1982, des trois exemplaires du document qu'il détenait.

nal est le seul mouvement à avoir toujours condamné tous les terroristes sans exception, et exige, pour les terroristes, la peine de mort. Mais le terrorisme (...) tient aussi à l'irresponsabilité et à la faiblesse de ceux qui sont chargés de défendre l'ordre public et la sécurité des citoyens : c'est-à-dire le gouvernement socialiste-communiste ».

M. JEAN-CLAUDE GAUDIN, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale et député des Bouches-du-Rhône, a exprimé sa « consternation et son indignation » estimant que de « tels agissements devaient être punis ». « Dans la ville du ministre de l'Intérieur, l'oligarchie et la sécurité n'est pas assurée », a-t-il déclaré.

De son côté, recevant samedi le corps diplomatique à l'occasion des fêtes de fin d'année, M. Hissène Habré a déclaré que ses adversaires s'apprêtaient à engager des « moyens importants » dans une attaque contre Libia, une localité défendue par quelques centaines de soldats libyens et qui se trouve à proximité de Biltine et à 130 km de la frontière soudanaise. De source militaire informée, on confirme qu'une colonne de partisans de M. Goukouni Oueddei, équipés de véhicules Toyota munis d'orgues de Staline, fait actuellement marche sur Libia. Un coup de main des « goukounistes » contre cette garnison libyenne, que les Français considèrent sur la « ligne rouge », ne serait pas exclu, à la veille de la « table ronde » entre Tchadiens convoquée en début de semaine prochaine, à Addis-Abeba, siège de l'Organisation de l'unité africaine.

Les mêmes sources indiquent également que les troupes françaises au Tchad ont pris des dispositions de protection identiques à celles adoptées par le contingent français à Beyrouth, à la suite de renseignements selon lesquels des « terroristes irakiens », venant du territoire camerounais, auraient franchi le Chari et pénétré au Tchad dans la zone où se trouvent les garnisons françaises. Une liste de ces « terroristes » aurait même été établie.

Enfin, à propos de la rencontre d'Addis-Abeba, le président Hissène Habré a exprimé, dans un message de Nouvel An, son « désir ardent » et sa « volonté constamment renforcée » de la voir aboutir à des « résultats heureux ». Évoquant cette « table ronde », « entre le gouvernement tchadien et les différentes personnalités de l'opposition », le chef de l'Etat tchadien a toutefois ajouté : « Qu'on ne s'y méprenne pas, il n'est pas question pour nous de retomber dans le système odieux des tendances ».

En Tunisie

LA HAUSSE DU PRIX DU PAIN A PROVOQUÉ DES ÉMEUTES

Tunis (Reuters). - Des émeutes ont éclaté dimanche 1^{er} janvier dans la ville de Kasserine, à 200 kilomètres au sud-ouest de Tunis, à la suite de la forte hausse du prix du pain annoncée la semaine dernière par le gouvernement, à 20 centimes par pain.

Des émeutes, caractérisées par des coups de pierres et des jets de pierres, ont éclaté dans la matinée de dimanche, à la suite d'une manifestation contre la hausse de 70 % du prix du pain contre en vigueur le 1^{er} janvier. Les forces de l'ordre sont intervenues après la mise à sac par les manifestants de magasins de la ville.

Des émeutes, caractérisées par des coups de pierres et des jets de pierres, ont éclaté dans la matinée de dimanche, à la suite d'une manifestation contre la hausse de 70 % du prix du pain contre en vigueur le 1^{er} janvier. Les forces de l'ordre sont intervenues après la mise à sac par les manifestants de magasins de la ville.

D. Porthault
Linge de maison
PRIX SPECIAL BLANC
du 2 au 31 janvier
18 AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS
721.75.25

MOSCOU CONFIRME LA PROCHAINE RENCONTRE ENTRE M. SHULTZ ET M. GROMYKO

L'agence Tass a confirmé, samedi 31 décembre, que M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, rencontrera bien le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, le 18 janvier prochain à Stockholm (le Monde daté 1^{er}-2 janvier). L'occasion de la conférence sur le désarmement en Europe. Mais elle a regretté, dans un commentaire publié samedi 31 décembre, que le département d'Etat ait « fait une déclaration publicitaire » sur cette rencontre.

« Ni la conférence de Stockholm, ni les entretiens bilatéraux ne peuvent se substituer aux entretiens de Genève », sur les euro-missiles, interrompus, le 23 novembre dernier, à l'initiative de Moscou, après le début des travaux d'implantation des premières fusées de l'OTAN.

Dans un entretien accordé au journal japonais Yomiuri, et que reproduit ce lundi le Figaro, M. Tikhonov, premier ministre soviétique, renouvelle les accusations traditionnellement portées par le Kremlin contre les Etats-Unis et « les dirigeants de certains autres pays qui, en dépit de la volonté de leurs propres peuples, ont donné leur accord » au déploiement des euro-missiles. Il ajoute cependant : « La conjoncture est effectivement complexe, mais la direction soviétique (...) ne voudrait pas la considérer comme irréversible ».

Au cours de la conférence de Stockholm, et en par ailleurs appris à Bonn, M. Gromyko s'entretiendra également en tête à tête avec son collègue ouest-allemand, M. Genscher.

A Londres, le ministère de la défense a annoncé dimanche que les premiers missiles de croisière installés en Grande-Bretagne en application de la double décision de l'OTAN étaient désormais opérationnels. Il s'agit de seize fusées se trouvant sur la base de Greenham Common, à environ 80 kilomètres de Londres.

M. Papandréou et Cessacou, ont, de leur côté, été reçus par le ministre de la Défense, M. Andreopoulos pour leur demander l'arrêt du déploiement des missiles nucléaires en Europe de l'Est et de l'Ouest, a indiqué samedi à Athènes un porte-parole officiel. Dans leur message, le premier ministre grec et le président roumain appellent notamment Moscou et Washington à reprendre les pourparlers de Genève. — (A.F.P., A.P., Reuters, Tass.)

Au Tchad

M. Hissène Habré s'attend à une attaque de ses adversaires dans l'Est du pays

M. Charles Hernu, qui avait auparavant passé la nuit de la Saint-Sylvestre en compagnie d'un détachement français à Biltine et à Arada, dans l'est tchadien, a été reçu, dimanche 1^{er} janvier, à N'Djamena, par le président Hissène Habré. Après cet entretien de deux heures, le ministre français de la Défense a qualifié d'« excellents » les rapports franco-tchadiens. Il a également déclaré que le contingent français stationné au Tchad avait « un moral d'acier ». M. Hernu a regagné la France lundi matin 2 janvier.

De son côté, recevant samedi le corps diplomatique à l'occasion des fêtes de fin d'année, M. Hissène Habré a déclaré que ses adversaires s'apprêtaient à engager des « moyens importants » dans une attaque contre Libia, une localité défendue par quelques centaines de soldats libyens et qui se trouve à proximité de Biltine et à 130 km de la frontière soudanaise. De source militaire informée, on confirme qu'une colonne de partisans de M. Goukouni Oueddei, équipés de véhicules Toyota munis d'orgues de Staline, fait actuellement marche sur Libia. Un coup de main des « goukounistes » contre cette garnison libyenne, que les Français considèrent sur la « ligne rouge », ne serait pas exclu, à la veille de la « table ronde » entre Tchadiens convoquée en début de semaine prochaine, à Addis-Abeba, siège de l'Organisation de l'unité africaine.

Les mêmes sources indiquent également que les troupes françaises au Tchad ont pris des dispositions de protection identiques à celles adoptées par le contingent français à Beyrouth, à la suite de renseignements selon lesquels des « terroristes irakiens », venant du territoire camerounais, auraient franchi le Chari et pénétré au Tchad dans la zone où se trouvent les garnisons françaises. Une liste de ces « terroristes » aurait même été établie.

Enfin, à propos de la rencontre d'Addis-Abeba, le président Hissène Habré a exprimé, dans un message de Nouvel An, son « désir ardent » et sa « volonté constamment renforcée » de la voir aboutir à des « résultats heureux ». Évoquant cette « table ronde », « entre le gouvernement tchadien et les différentes personnalités de l'opposition », le chef de l'Etat tchadien a toutefois ajouté : « Qu'on ne s'y méprenne pas, il n'est pas question pour nous de retomber dans le système odieux des tendances ».

D. Porthault
Linge de maison
PRIX SPECIAL BLANC
du 2 au 31 janvier
18 AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS
721.75.25

Sur le vif

Bonnes résolutions

C'est dur la vie ! C'est vraiment le chien. J'avais pourtant bien démarré l'année. J'avais pris plein de bonnes résolutions. Et pour commencer, plus de tabac, plus d'alcool, plus de chocolat. La gym cinq fois par semaine au lieu de trois. Le coiffeur, terminé : trop cher, trop loin, trop bête. Je me laverai les cheveux chez moi. Les poubelles, bon, O.K., ça n'est pas parce que je suis une femme que je dois systématiquement refuser de les descendre. Ça fait rêver, ça fait M.L.F. attardé, je veux bien.

Idem pour les tasses et les verres sales au journal. Personne n'a été engagé pour laver la vaisselle, c'est vrai. Je ne ferai plus semblant de n'avoir pas de quoi payer la tournée au tabac du coin à la place d'un radin obstiné à ne jeter dans la soucoupe que des regards absents et distraits. Et je ne rouspèterai plus chaque fois que mon chef, en relevant ma copie, barrera à par contre à pour écrire « en revanche », c'est promis.

La-dessus, ce matin j'étais en retard, je force dans l'escalier sans prendre le temps d'allumer la minuterie et je m'étais sur un énorme sac poubelle, posé là à mon intention, devant la porte, sur le palier, mal ficelé, dégoûtant, débordant de restes de révelon écœurants et de pots de

yaourt dégoûtants. D'accord pour prendre mon tour, mais je n'ai pas dit que ce serait le premier.

J'arrive au bureau, ma place de parking est déjà prise. Il y en a vraiment qui ne vous font pas de cadeaux. Demain, croyez-moi, si ce saule me refait le coup, je lui crève un pneu, ce n'est pas compliqué. Au café, ma meilleure copine « oubliée » de me soulever la bonne année. Allez, c'est décidé, j'appelle Yvette pour un brushing. Ça me coûtera ce que ça me coûtera, mais j'aurai au moins droit à un peu d'affection et d'amitié.

Ensuite, quand mon chef m'a réprimandé sur un ton sec les justifications de ma note de frais, je n'ai pas pipé, je tiens à le signaler, je me suis écrasée.

Par contre — je dis bien « par contre », qu'il essaye un peu de me faire dire « en revanche ». — J'ai poussé une énorme gaudesme contre le gargon d'écaillage qui faillait, à chaque fois d'est parer, le Herald Tribune avant de me le donner. Non, mais il se croit tout permis !

Il a bien raison. Moi aussi. A midi, il y avait un pot au second, chez les standardistes. J'ai pris un double whisky.

CLAUDE SARRAUTE.

TREMBLEMENTS DE TERRE AU PAKISTAN ET AU JAPON

Le violent tremblement de terre qui a secoué, samedi 31 décembre, la frontière pakistano-afghane a fait, selon les dernières estimations, une quinzaine de morts et plusieurs dizaines de blessés.

Le séisme, dont l'épicentre est situé sur les montagnes de l'Hindou Kouch (au nord du Pakistan), a été ressenti à 650 kilomètres de là, ébranlant Tachkent en Union soviétique, Chandiagharh, en Inde, et Kaboul, en Afghanistan.

D'autre part, au Japon, la ville de Tokyo et ses environs ont aussi été ébranlés, dimanche 1^{er} janvier, par une secousse d'une magnitude de 7,5 sur l'échelle de Richter.

En Guinée, enfin, le président, Sekou Touré a annoncé samedi que le tremblement de terre qui s'était produit le 22 décembre dans la région de Guehard, dans le nord-ouest du pays, a fait 275 morts, 1 500 blessés et 20 000 sans-abri.

Les lois éternelles du succès

Le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se gêner à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous.

W.R. Borg, dpt. 352, chez Aubanel - 6, place Saint-Pierre, 84028 Arignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : W.R. Borg, dpt. 352, chez AUBANEL, 6, place Saint-Pierre, 84028 Arignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

AGE _____ PROFESSION _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

هتدا من الاصل